



Études économiques de l'OCDE

LITUANIE

ÉVALUATION ÉCONOMIQUE

MARS 2016



Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2016

ÉVALUATION ÉCONOMIQUE

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2016), *Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2016 : Évaluation économique*, Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2016-fr

ISBN 978-92-64-26665-0 (imprimé)
ISBN 978-92-64-26666-7 (PDF)
ISBN 978-92-64-26667-4 (epub)

Série : Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Krivinis.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2016

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Table des matières

Résumé	11
La productivité est repartie à la hausse après la crise.	12
Le processus de convergence n'a pas été suffisamment inclusif	12
L'activité économique est irrégulière.	12
Évaluation et recommandations	15
La croissance devrait prendre de la vitesse malgré la médiocrité des conditions extérieures	20
Soutenir l'économie grâce aux politiques budgétaire et financière	21
Renforcer la productivité pour accélérer la convergence	34
Bâtir un marché du travail inclusif.	45
Améliorer l'état de santé de tous	56
Bibliographie	60
Annexe 1. Principaux axes de réforme prévus par les pouvoirs publics en vertu du « nouveau modèle social »	65
Annexe 2. Sélection d'indicateurs des politiques publiques	67

Chapitres thématiques

Chapitre 1. Atteindre de nouveaux sommets : progrès accomplis et difficultés futurs à surmonter en matière de convergence de la productivité.	77
La croissance récente de la productivité a été forte, mais inégale	80
De nouvelles réformes sont nécessaires pour améliorer encore la répartition des ressources.	83
Favoriser la croissance de la productivité au sein des entreprises en s'appuyant sur l'enseignement et l'innovation	109
Les infrastructures se sont améliorées mais il faut continuer à investir	106
Bibliographie	109
Annexe A1.	113
Chapitre 2. Partager les fruits de la croissance : rendre le processus de convergence plus inclusif	117
Encourager des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour un marché du travail inclusif	120
Apporter une aide plus efficace aux chômeurs	131
Améliorer l'efficacité de l'aide sociale dans la réduction de la pauvreté et le retour à l'emploi.	138
Garantir à tous une vie plus longue et en meilleure santé.	147
Bibliographie	157

Encadrés

1. Chocs potentiels non pris en compte dans les prévisions	23
2. Coûts à long terme liés au vieillissement et viabilité du système de retraite. .	23
3. Mesures prises pour lutter contre la fraude fiscale.	25
4. Cadre macrofinancier	29
5. Principales modifications envisagées pour le système de l'assurance chômage .	51
6. Valoriser le travail : les prestations complémentaires du revenu d'activité dans les pays de l'OCDE	52
1.1. L'incidence des réformes des marchés de produits sur les gains de productivité en Lituanie.	85
1.2. Conditions d'obtention d'un permis de travail en Lituanie pour les ressortissants étrangers non originaires de l'UE	88
1.3. Les centres intégrés d'activités scientifiques, d'études et d'affaires de la Lituanie	106
2.1. Indemnisation du chômage : principales caractéristiques et réformes prévues. .	134
2.2. Principales caractéristiques du programme d'aide sociale	141
2.3. Valoriser le travail : les prestations complémentaires du revenu d'activité dans les pays de l'OCDE	144
2.4. Stratégies pour améliorer le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale .	146
2.5. Principales caractéristiques du financement du système de santé	148

Tableaux

1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques.	20
2. L'innovation au niveau des entreprises est faible en Lituanie	38
3. La garantie de ressources est faible.	52
1.1. Il est devenu nettement plus facile de créer une entreprise	85
1.2. Les entreprises publiques lituaniennes ont des résultats relativement médiocres	89
A1. Estimation de l'effet de modifications de l'action publique sur la croissance de la productivité	115
2.1. Le niveau du revenu garanti est faible	127
2.2. L'incitation financière au retour à l'emploi dépend de la situation familiale . .	145
2.3. Sanctions imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale qui ne satisfont pas aux conditions en Lituanie	146

Graphiques

1. L'économie a été instable, mais aussi résiliente aux chocs	17
2. L'émigration a été importante et la population en âge de travailler diminue . .	18
3. Il est possible d'améliorer l'inclusivité	19
4. Indicateurs économiques à court terme.	22
5. La situation budgétaire est saine.	24
6. Le non-respect des obligations fiscales est marqué en matière de TVA	25
7. Le secteur financier s'est rapidement redressé.	30
8. Le secteur bancaire est moins dépendant des prêts accordés par les banques mères	31
9. L'investissement ne s'est pas redressé depuis la crise.	32
10. Des problèmes considérables subsistent dans le domaine de l'environnement. .	33
11. La productivité a bénéficié à la fois de progrès intrasectoriels et de redéploiements de ressources entre secteurs	34

12. Les entreprises lituaniennes jugent inadéquates les qualifications de la main-d'œuvre	36
13. Certaines entreprises lituaniennes productives ont des difficultés d'accès aux financements	37
14. L'intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises est très faible . .	38
15. L'investissement direct étranger (IDE) et la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) sont faibles	39
16. Le cadre réglementaire de la Lituanie est propice au commerce	40
17. La qualité des infrastructures de la Lituanie pourrait être améliorée	41
18. L'émigration de travailleurs qualifiés réduit la réserve de capital humain de la Lituanie	41
19. La faible maîtrise des compétences élémentaires tient en partie au fait que l'éducation préprimaire est peu développée	43
20. Les salaires des enseignants sont bas et l'assurance qualité pourrait être améliorée.	44
21. Le taux d'encadrement est relativement élevé et devrait continuer d'augmenter	45
22. La Lituanie a une législation sur la protection de l'emploi plus stricte que la moyenne des pays de l'OCDE	47
23. Le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés est élevé.	48
24. L'investissement insuffisant dans les compétences participe à la qualité médiocre des emplois.	49
25. Les inégalités salariales sont importantes	49
26. Les chômeurs ont peu de sécurité de revenu.	50
27. Malgré des progrès, il faut faire encore plus pour lutter contre la pauvreté	51
28. Les incitations financières à travailler sont relativement faibles pour les familles nombreuses.	53
29. Les dépenses consacrées aux PAMT pourraient être plus généreuses et plus efficaces	54
30. Les indicateurs de santé sont mauvais.	57
31. Les dépenses restant à la charge des patients sont lourdes	59
32. Les dépenses de santé sont faibles mais comparables à celles des autres pays de la région	59
A1. Indicateur de réglementation des marchés de produits et indice de restrictivité de la réglementation de l'investissement direct étranger (IDE)	68
A2. Indicateurs de l'OCDE relatifs à la législation sur la protection de l'emploi (LPE) .	69
A3. Résultats scolaires et équité.	70
A4. Indicateurs de la science et de l'innovation.	70
A5. Indicateurs environnementaux	71
A6. Dépenses des administrations publiques ¹	72
A7. Redistribution des revenus	73
A8. Recettes fiscales des administrations publiques.	73
A9. Échanges de biens par destination	74
A10. Échanges de biens par catégorie de produits.	74
1.1. Malgré une convergence, le retard de productivité par rapport à la zone OCDE reste substantiel.	78
1.2. La productivité a bénéficié à la fois de progrès intrasectoriels et de redéploiements de ressources entre secteurs	79
1.3. Les écarts de productivité entre secteurs sont sensibles en Lituanie	81

1.4. Dans le secteur lituanien des services, les plus grandes entreprises ne sont pas les plus productives	82
1.5. L'investissement direct étranger (IDE) et la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) sont faibles	83
1.6. La réglementation des marchés de produits (RMP) est devenue propice au jeu du marché, mais de nouvelles réformes pourraient être engagées	84
1.7. Le taux d'imposition des sociétés est relativement faible	90
1.8. Il n'a pas été démontré jusqu'à présent que l'application de taux d'imposition différenciés exerçait un effet de distorsion sur la taille des entreprises	91
1.9. Certaines entreprises lituaniennes productives ont des difficultés d'accès aux financements	92
1.10. Les entreprises lituaniennes jugent inadéquates les qualifications de la main-d'œuvre	95
1.11. L'émigration de travailleurs hautement qualifiés a réduit la réserve de capital humain de la Lituanie	96
1.12. La proportion de gestionnaires professionnels qualifiés est plus faible en Lituanie que dans la zone OCDE	97
1.13. La maîtrise insuffisante des compétences de base tient en partie au faible taux de préscolarisation	99
1.14. La rémunération des enseignants est faible et l'assurance qualité pourrait être améliorée	100
1.15. Le ratio élèves/enseignants est relativement bas et devrait continuer à diminuer	101
1.16. Les entreprises innovent peu en Lituanie	102
1.17. L'intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises est très faible . . .	103
1.18. Les incitations fiscales en faveur de la recherche-développement (R-D) sont généreuses en Lituanie	104
1.19. La qualité des infrastructures de la Lituanie pourrait être améliorée	107
2.1. L'inclusivité pourrait être améliorée en Lituanie	121
2.2. La législation de protection de l'emploi est plus stricte qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE	122
2.3. Le marché du travail est souple dans la pratique	123
2.4. Le marché du travail s'est redressé depuis la crise, mais certains groupes restent vulnérables	124
2.5. Le coin fiscal peut encore être réduit	125
2.6. L'inégalité des salaires est forte, mais le salaire minimum est contraignant . .	126
2.7. Les Lituaniens ne sont pas satisfaits de leurs conditions de travail	128
2.8. Les travailleurs peu qualifiés ne tirent pas parti de la forte rotation des compétences et de l'expérience	130
2.9. L'émigration est forte et touche l'ensemble de la population	131
2.10. Le régime d'assurance chômage est sous-développé	132
2.11. Les mesures actives du marché du travail sont insuffisantes	135
2.12. Les services publics de l'emploi n'ont pas les moyens de remédier aux importantes inadéquations des compétences	136
2.13. Les disparités régionales du chômage sont prononcées	137
2.14. Répartition des dépenses au titre des politiques actives du marché du travail (PAMT) et des services publics de l'emploi (SPE)	138
2.15. Malgré des progrès, la protection contre la pauvreté pourrait être améliorée	139
2.16. Le niveau du revenu minimum est relativement faible	142

2.17. Les incitations financières à l'acceptation d'un emploi sont plus faibles à l'extrémité inférieure de la distribution des revenus et pour les familles de grande taille.	143
2.18. Les indicateurs sanitaires donnent à penser que d'importants progrès sont possibles.	149
2.19. Les dépenses de santé sont faibles mais comparables à celles des pairs	151
2.20. Les paiements à la charge du patient sont élevés et croissants	155
2.21. Une grande partie des Lituanais font état de paiements informels dans le secteur de la santé	155

Cette Étude a été préparée au sein du Département des affaires économiques par Lilas Demmou et Ben Westmore sous la direction de Andreas Wörgötter. La recherche statistique a été assurée par Corinne Chanteloup et les travaux de secrétariat par Heloise Wickramanayake. Le projet d'Étude a également bénéficié de la contribution substantielle des consultants; Silvia Avram, Jekaterina Navicke, John Earle and Solomiya Shpak.

L'Étude économique de la Lituanie a été examinée par le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement le 17 Décembre 2015, avec la participation des représentants du gouvernement de la Lituanie, ainsi que des représentants de la Finlande et d'Israël en qualité d'intervenants principaux.

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

C'est la première Évaluation économique de la Lituanie.

Des informations sur d'autres Études économiques, sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/eco/etudes.

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdilibrary>



<http://www.oecd.org/oecdirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

STATISTIQUES DE BASE DE LA LITUANIE, 2014
(Les chiffres entre parenthèses indiquent la moyenne de l'OCDE)*

LE PAYS, LA POPULATION ET LE CYCLE ÉLECTORAL			
Population (en millions)	2.9	Densité de la population par km ²	45.1 (35.2)
Moins de 15 ans (%)	14.6 (18.1)	Espérance de vie (années) ^a	74.6 (80.4)
Plus de 65 ans (%)	18.4 (16.0)	Hommes	69.1 (77.8)
Née à l'étranger (%)	4.7	Femmes	79.9 (83.0)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	-1.6 (0.6)	Dernière élection générale (parlement)	octobre 2012
L'ÉCONOMIE			
Produit intérieur brut (PIB)		Part dans la valeur ajoutée (%)	
En prix courants (milliards USD)	48.4	Secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêcheries)	3.4 (2.5)
En prix courants (milliards EUR)	36.4	Industrie y compris la construction	30.5 (26.6)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	3.6 (1.9)	Services	66.0 (70.8)
Par habitant (000 USD PPA)	26.7 (39.0)		
LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			
<i>En pourcentage du PIB</i>			
Dépenses ^a	34.8 (41.9)	Dette financière brute ^a	52.7 (112.8)
Recettes ^a	34.1 (37.8)	Dette financière nette ^a	25.3 (69.6)
LE COMPTE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES			
Taux de change (EUR par USD, 2015)	0.902	Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)	
Taux de change PPA (USA = 1, 2015)	0.445	Machines et matériel de transport	20.2
En pourcentage du PIB		Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	17.6
Exportations de biens et services	81.2 (53.3)	Articles manufacturés divers	15.5
Importations de biens et services	79.3 (49.4)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)	
Solde de la balance courante	3.6 (0.0)	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	24.5
Position d'investissements internationaux nette	-42.2	Machines et matériel de transport	23.4
		Produits chimiques et produits connexes	13.8
LE MARCHÉ DU TRAVAIL, LES QUALIFICATIONS ET L'INNOVATION			
Taux d'emploi des 15-64 ans (%)	65.7 (65.7)	Taux de chômage, enquête sur la population active	
Hommes	66.5 (73.6)	(15 ans et plus) (%)	10.7 (7.3)
Femmes	64.9 (57.9)	Chômage des jeunes (15 à 24 ans) (%)	19.3 (15.1)
Taux d'activité des 15-64 ans (%)	73.7 (71.2)	Chômage de longue durée (1 an et plus) (%)	4.8 (2.5)
Nombre d'heures annuelles travaillées en moyenne	1 834 (1 770)	Niveau d'instruction supérieure des 25-64 ans ^a (%)	36.7 (33.3)
		Dépenses intérieures brutes en R-D (% du PIB) ^a	1.0 (2.4)
L'ENVIRONNEMENT			
Offre d'énergie primaire par habitant (tep, 2013) ^b	2.4 (4.1)	Émissions de CO ₂ par hab. dues à la combustion d'énergie	
Énergies renouvelables (% , 2013) ^b	17.4 (9.1)	(tonnes, 2012)	4.5 (9.7)
Concentration en particules fines (secteur urbain, PM10, µg/m ³ , 2011)	31.8 (28.0)		
LA SOCIÉTÉ			
Inégalité de revenus (coefficient de Gini, 2012) ^c	0.351 (0.308)	Résultats de l'éducation (score PISA, 2012)	
Taux de pauvreté relative (% sous 50% du revenu médian) ^d	11.3 (11.0)	Compréhension de l'écrit	477 (497)
Revenu disponible médian des ménages (000 USD PPA, 2012)	9.4 (22.7)	Mathématiques	479 (494)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)		Sciences	496 (501)
Soins de santé	6.3 (8.9)	Part des femmes au parlement (% , septembre 2015)	23.4 (27.7)
Retraites ^e	7.0 (8.7)	Aide officielle nette au développement (% du RNB)	0.10 (0.36)
Éducation (primaire, secondaire, post sec. non supérieur, 2012) ^e	2.9 (3.9)		

Indicateur du vivre mieux : www.oecdbetterlifeindex.org/fr/

* Lorsque l'agrégat OCDE n'existe pas dans la base de données d'origine, une moyenne simple a été calculée des dernières données disponibles si des données existent pour au moins 29 pays membres.

a) 2013 pour l'OCDE.

b) 2014 pour l'OCDE.

c) Pour la Lituanie, calculs du secrétariat de l'OCDE à partir des résultats préliminaires de EU-SILC.

d) 2012 pour l'OCDE.

e) 2011 pour l'OCDE.

Source : Calculs à partir des données extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie, Eurostat, Banque mondiale, Fonds monétaire international et Union interparlementaire.

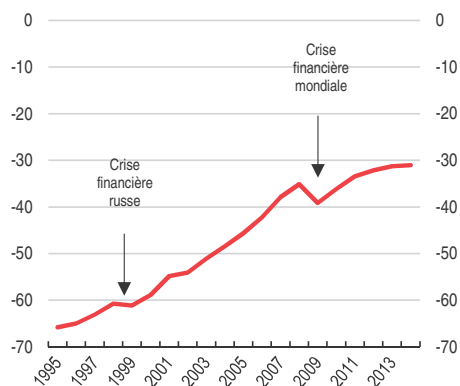
Résumé

- *La productivité est repartie à la hausse après la crise*
- *Le processus de convergence n'a pas été suffisamment inclusif*
- *L'activité économique est irrégulière*

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La productivité est repartie à la hausse après la crise

Écart de productivité du travail par rapport à l'OCDE (%)

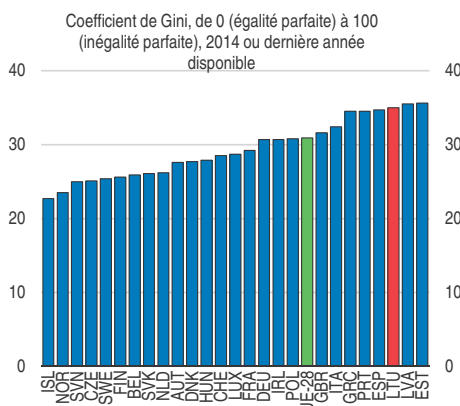


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339236>

L'adhésion à la zone euro confirme l'engagement pris par la Lituanie de mener des politiques économiques tout à la fois saines et viables. L'économie devrait repartir en dépit de la faiblesse de la demande en Russie. Les marchés du travail et des produits sont flexibles. La productivité a augmenté en moyenne de 5 % par an entre 1995 et 2014, mais elle reste inférieure d'un tiers à la moyenne de l'OCDE. Certaines entreprises manquent de travailleurs qualifiés, et l'intensité d'innovation du secteur des entreprises est faible. L'efficacité des dépenses doit être renforcée pour contribuer à financer les mesures propres à améliorer la productivité.

Le processus de convergence n'a pas été suffisamment inclusif

Inégalités de revenus

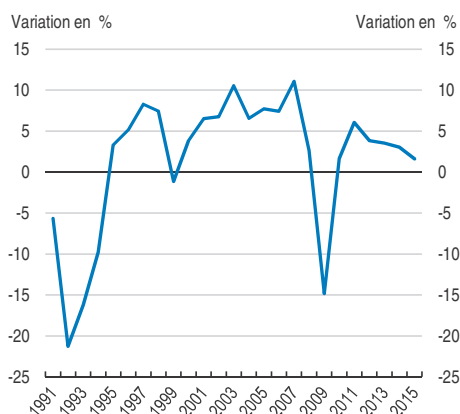


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339249>

Les inégalités et le taux de pauvreté sont élevés, la satisfaction professionnelle et l'espérance de vie sont faibles, et l'émigration est importante, même si elle a diminué récemment. L'aide sociale ne suffit pas à réduire la pauvreté. Garantir l'efficacité de la recherche d'emploi et des programmes de retour au travail favoriserait une croissance inclusive. Ce sont ces défis que vise à relever le train de réformes prévues au titre du « Nouveau modèle social ». Promouvoir des modes de vie sains et développer les soins de santé primaires permettraient également d'améliorer les résultats en termes de bien-être.

L'activité économique est irrégulière

Croissance du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339255>

L'assainissement budgétaire passé a permis d'amener la dette à un niveau viable. Il conviendrait de s'attaquer aux enjeux à plus long terme liés au vieillissement de la population et à d'éventuels chocs macroéconomiques futurs en : 1) allégeant la fiscalité sur le travail pour mettre l'accent sur des bases d'imposition ayant moins d'effets de distorsion, et en améliorant la perception des impôts ; 2) en renforçant la viabilité du système de retraite ; et 3) en continuant de renforcer le cadre budgétaire à moyen terme.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Soutenir l'économie grâce aux politiques budgétaire et financière	
<p>Les politiques budgétaires doivent être ajustées pour faire face aux enjeux de moyen à long terme liés au vieillissement de la population et à d'éventuels chocs macroéconomiques futurs.</p> <p>La structure fiscale n'est pas suffisamment propice à la croissance inclusive.</p> <p>La forte intensité énergétique accentue la vulnérabilité aux chocs des prix mondiaux de l'énergie et compromet la réalisation des objectifs en matière de changement climatique.</p>	<p>Poursuivre la lutte contre la fraude fiscale pour réduire l'écart de TVA et optimiser l'efficacité des dépenses (surtout dans l'éducation et la santé), afin d'assainir la situation budgétaire à moyen terme et de financer les besoins en dépenses publiques.</p> <p>Modifier encore la structure fiscale en allégeant la fiscalité du travail, notamment les cotisations patronales de sécurité sociale, et en augmentant les impôts périodiques sur la propriété immobilière des personnes physiques.</p> <p>Relever les impôts sur les activités préjudiciables à l'environnement.</p>
Stimuler la productivité	
<p>Les entreprises peinent à trouver une main-d'œuvre dont les qualifications correspondent à leurs besoins.</p> <p>Les résultats des élèves du secondaire sont médiocres.</p> <p>Les réglementations sont généralement favorables aux entreprises, mais les entreprises lituaniennes innovent peu et l'accès aux financements reste difficile pour certaines entreprises ayant une forte productivité.</p>	<p>Renforcer, au sein du système éducatif, le rôle de la formation en entreprise et la coopération avec les employeurs, en particulier dans le contexte des programmes d'enseignement et de formation professionnels.</p> <p>Attirer les jeunes diplômés qualifiés vers la profession d'enseignant, en leur proposant une rémunération plus élevée et en investissant dans le perfectionnement continu des enseignants.</p> <p>Encourager la préscolarisation.</p> <p>Promouvoir de nouvelles formes de financement des entreprises et veiller à ce que les politiques d'innovation viennent en aide aux jeunes entreprises innovantes.</p> <p>Réformer les procédures de faillite.</p>
Favoriser une croissance inclusive	
<p>Les inégalités salariales marquées, la faible employabilité des personnes peu qualifiées et la médiocre satisfaction à l'égard de l'emploi réduisent le bien-être des travailleurs et contribuent à alimenter une forte émigration.</p> <p>L'aide apportée aux chômeurs est modeste, ce qui accroît la vulnérabilité à la pauvreté et contribue à alimenter le phénomène d'inadéquation des compétences.</p> <p>Le programme d'aides sociales n'est pas suffisamment efficace pour réduire la pauvreté.</p> <p>L'espérance de vie est relativement basse et le système de soins de santé pourrait contribuer davantage à la santé de la population.</p>	<p>Renforcer l'inclusivité en versant des prestations liées à l'exercice d'un emploi faiblement rémunéré, et améliorer l'accès à la formation tout au long de la vie.</p> <p>Abaisser les cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs peu qualifiés tout en préservant leurs droits.</p> <p>Mettre en œuvre les dispositions prévues au titre du « Nouveau modèle social » afin de réformer la réglementation du travail et l'aide au revenu temporaire dispensée aux chômeurs.</p> <p>Renforcer les programmes actifs du marché du travail et la capacité des services publics de l'emploi de mener des actions efficaces d'aide au retour à l'emploi.</p> <p>Augmenter la garantie de ressources des bénéficiaires de l'aide sociale tout en renforçant les incitations à travailler.</p> <p>Continuer de promouvoir des modes de vie sains et de développer les services de soins primaires, surtout dans les zones rurales par le biais des médecins généralistes, renforcer le rôle du personnel infirmier et le réseau de bureaux de la santé publique mis en place récemment.</p> <p>Accroître l'efficacité du secteur de la santé et l'efficacité des politiques de santé en continuant de regrouper les établissements hospitaliers et en élargissant la portée de la nouvelle infrastructure de santé en ligne, dans le respect de la confidentialité des données.</p>

Évaluation et recommandations

- *La croissance devrait prendre de la vitesse malgré la médiocrité des conditions extérieures*
- *Soutenir l'économie grâce aux politiques budgétaire et financière*
- *Renforcer la productivité pour accélérer la convergence*
- *Bâtir un marché du travail inclusif*
- *Améliorer l'état de santé de tous*

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La Lituanie est une petite économie ouverte qui compte quelque 3 millions d'habitants. L'environnement institutionnel y est globalement stable, transparent et respectueux des règles du marché. Le pays a accompli des avancées significatives pour travailler plus étroitement avec la communauté internationale : il a ainsi adhéré à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, il est devenu membre de l'Union européenne en 2004 et, après avoir fonctionné sous un régime de caisse d'émission pendant 25 ans, il est entré dans la zone euro en 2015. Depuis 2011, la Lituanie, forte de la reprise rapide enregistrée après la crise financière grâce à la grande souplesse de son économie, affiche une croissance qui est l'une des plus fortes de tous les pays européens. Des arrangements institutionnels propices au jeu du marché ont également joué un rôle positif à cet égard ; la Lituanie arrive d'ailleurs au 20^e rang du classement 2015 *Ease of Doing Business Index* de la Banque mondiale. Dans le même temps, les cadres financier et budgétaire ont été renforcés grâce à l'adoption du pacte budgétaire et à la participation au système européen de surveillance financière. En revanche, les indicateurs des inégalités présentent des valeurs élevées, et la part des activités informelles est forte.

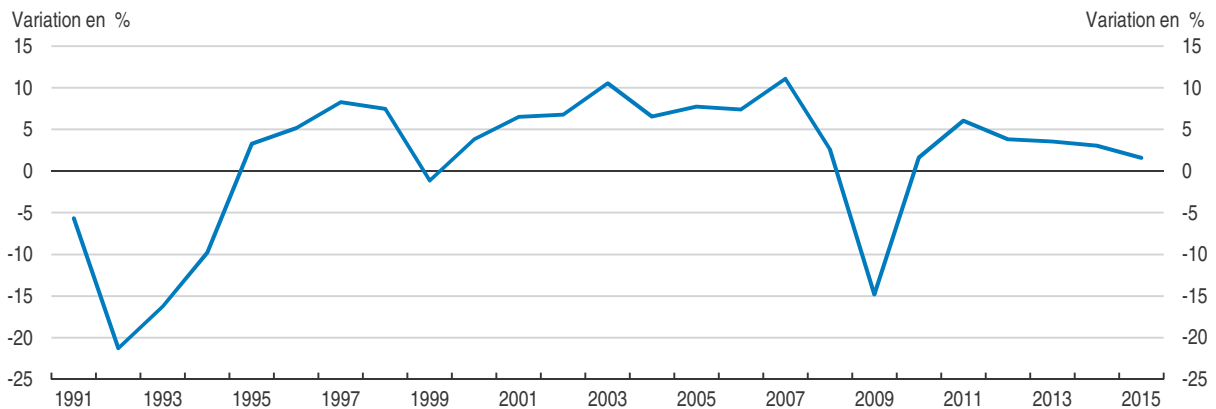
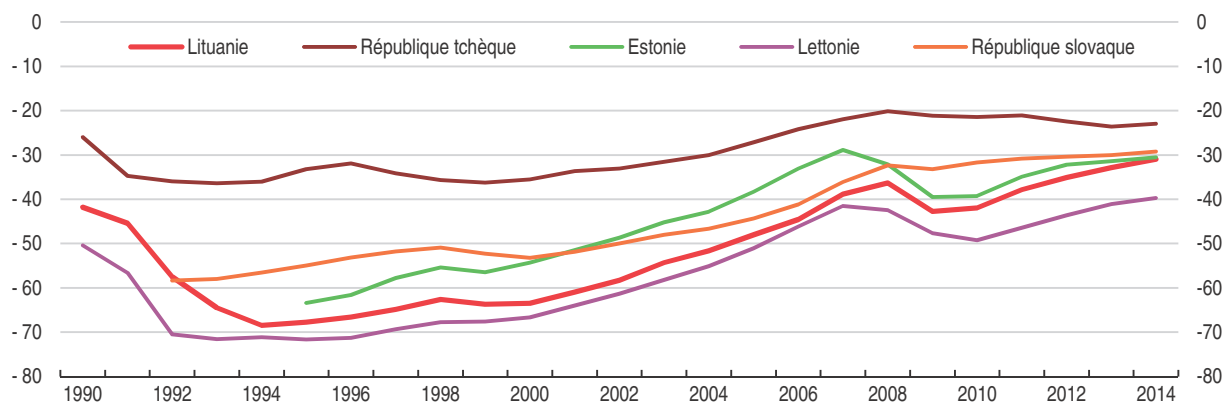
L'économie s'est montrée très irrégulière au cours des 25 dernières années (graphique 1, partie A). L'effondrement du système de planification centrale en 1991 a imposé une transition difficile vers l'économie de marché. Pendant la transition, les réformes ont porté en priorité sur la libéralisation des prix, une privatisation à petite échelle et la mise en place d'une monnaie nationale, le litas. La part des biens militaires dans la production a diminué sensiblement, les chaînes d'approvisionnement ont été diversifiées et il a fallu procéder à une restructuration industrielle, tandis que l'économie s'ouvrait au commerce extérieur (Černiauskas and Dobravolskas, 2011). Après que le pays a connu une crise bancaire en 1995, l'activité économique est repartie à la hausse.

L'instabilité récente de l'économie lituanienne s'explique principalement par son statut de petite économie ouverte : de fait, les exportations représentent 81 % du PIB. En conséquence, la crise financière russe de 1997-98 a provoqué un ralentissement temporaire, et la crise financière mondiale de 2008 a été très fortement ressentie. Les principales évolutions économiques notables depuis 2000 sont les suivantes :

- L'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7.5 % entre 2000 et 2007. Un afflux de crédit bon marché et des normes de crédit assez souples (les concours à l'économie ont augmenté de 50 % par an en moyenne entre 2003 et 2007) ont conduit à une hausse de la demande intérieure privée financée par l'emprunt et à une bulle immobilière en l'absence d'un cadre de politique budgétaire contracyclique.
- La hausse tendancielle des prix des logements a commencé à s'inverser à la mi-2007, avant que la crise financière n'entraîne la Lituanie dans une récession à cause d'un arrêt brutal des entrées de capitaux. La chute du PIB observée en 2009 a été spectaculaire, bien que comparable en ampleur à celle enregistrée en Estonie et en Lettonie. Le taux de chômage a culminé à 18 % en 2010, le déficit budgétaire a atteint 9 % du PIB et le solde de la balance courante est passé de -13 % du PIB en 2008 à +2.1 % du PIB en 2009, principalement à cause de l'effondrement de la demande intérieure.


Graphique 1. **L'économie a été instable, mais aussi résiliente aux chocs**

A. Croissance du PIB réel

B. PIB par habitant : écart par rapport à des pays membres de l'OCDE¹, en %

1. Aux parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2011.

Sources : Calculs de l'OCDE à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338536>

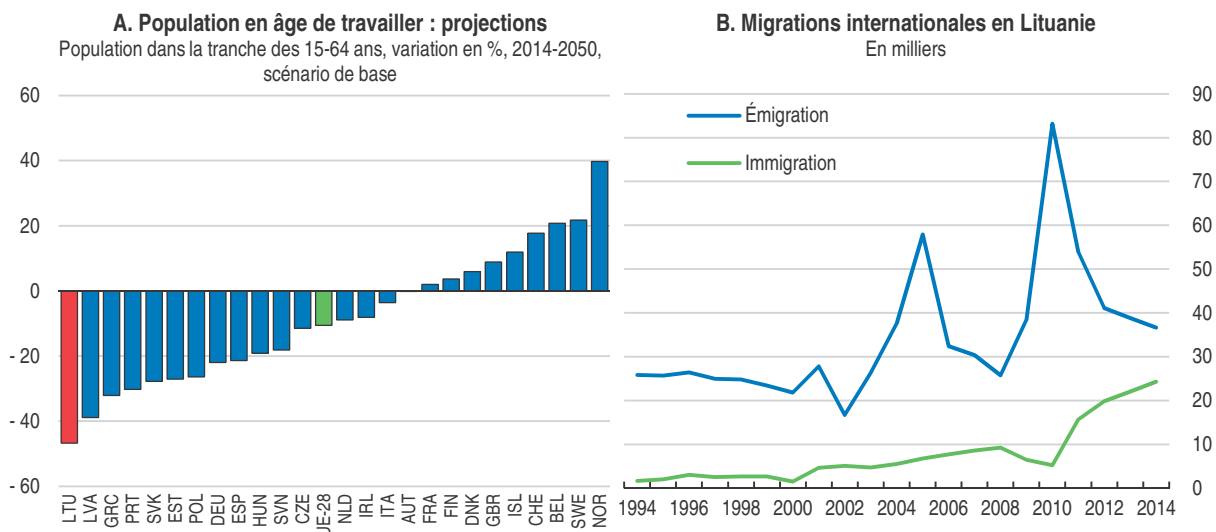
- L'économie s'est ensuite redressée rapidement, affichant une croissance moyenne de 3.5 % entre 2010 et 2014, avec un PIB réel qui a renoué avec son niveau d'avant la crise. Le chômage a reculé pour passer en deçà de 11 % en 2014, et le déficit budgétaire est retombé à moins de 1 % du PIB. La compétitivité s'est rétablie, grâce à une dévaluation interne (la monnaie a été rattachée à l'euro en 2002), si bien que la balance courante est restée excédentaire.

Malgré ses solides performances économiques récentes, la Lituanie reste confrontée à plusieurs défis. L'activité informelle est relativement développée, ce qui rend les règles du jeu inégales pour les entreprises et accentue les inégalités économiques. Par ailleurs, les séquelles de la crise financière n'ont toujours pas été effacées. L'expansion du secteur du logement et la dépression qui l'a suivie a entraîné la perte d'un grand nombre d'emplois dans le secteur du bâtiment, et il est peu probable que ces emplois soient recréés. Ce phénomène a accentué l'inadéquation entre l'offre et la demande de qualifications et accru le chômage structurel, qui selon les estimations s'établit à 10-12 % (Ebeke and Everaert, 2014). Bien que s'étant redressé, l'investissement en proportion du PIB reste inférieur à son niveau d'avant le boom, ce qui a contribué à saper un peu plus la croissance et la productivité potentielles futures.


La Lituanie voit sa population décroître rapidement (graphique 2, partie A), sous la conjugaison d'un faible taux de fécondité, d'une mortalité élevée et d'une émigration importante. Selon les projections démographiques des Nations Unies, la population en âge de travailler en Lituanie diminuera de 15 % au cours des 15 prochaines années (United Nations, 2015). La baisse de la population d'âge actif est particulièrement problématique pour la croissance de la production potentielle et la viabilité budgétaire à l'avenir.

Depuis 1990, 22 % de la population (chiffres de 1990) a émigré. Le taux moyen d'émigration a accéléré, passant de 7 % de la population sur la période 1990-2000 à plus de 12 % pendant les années 2000, et le taux net moyen ces dernières années est l'un des plus élevés de l'UE (Institut lituanien de la statistique ; Sipavičienė and Stankūnienė, 2013). La plupart des Lituanais émigrent pour des raisons économiques, la plus grande partie d'entre eux choisissant le Royaume-Uni où le revenu net moyen est plus de cinq fois supérieur. Depuis la crise financière, l'émigration vers la Norvège a augmenté, tandis que les flux à destination de la Russie et du Belarus ont diminué. Une proportion relativement élevée des émigrants lituanais sont des femmes, jeunes et ayant un bon niveau d'instruction (Arslan et al., 2014, graphique 2). Parmi les éléments positifs, on peut noter que les migrations de retour ont augmenté depuis la crise financière mondiale pour aboutir, en 2014, à l'émigration nette annuelle la plus faible enregistrée depuis 2002.

Graphique 2. **L'émigration a été importante et la population en âge de travailler diminuée**



Source : Eurostat, base de données Population et conditions sociales ; Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338549>

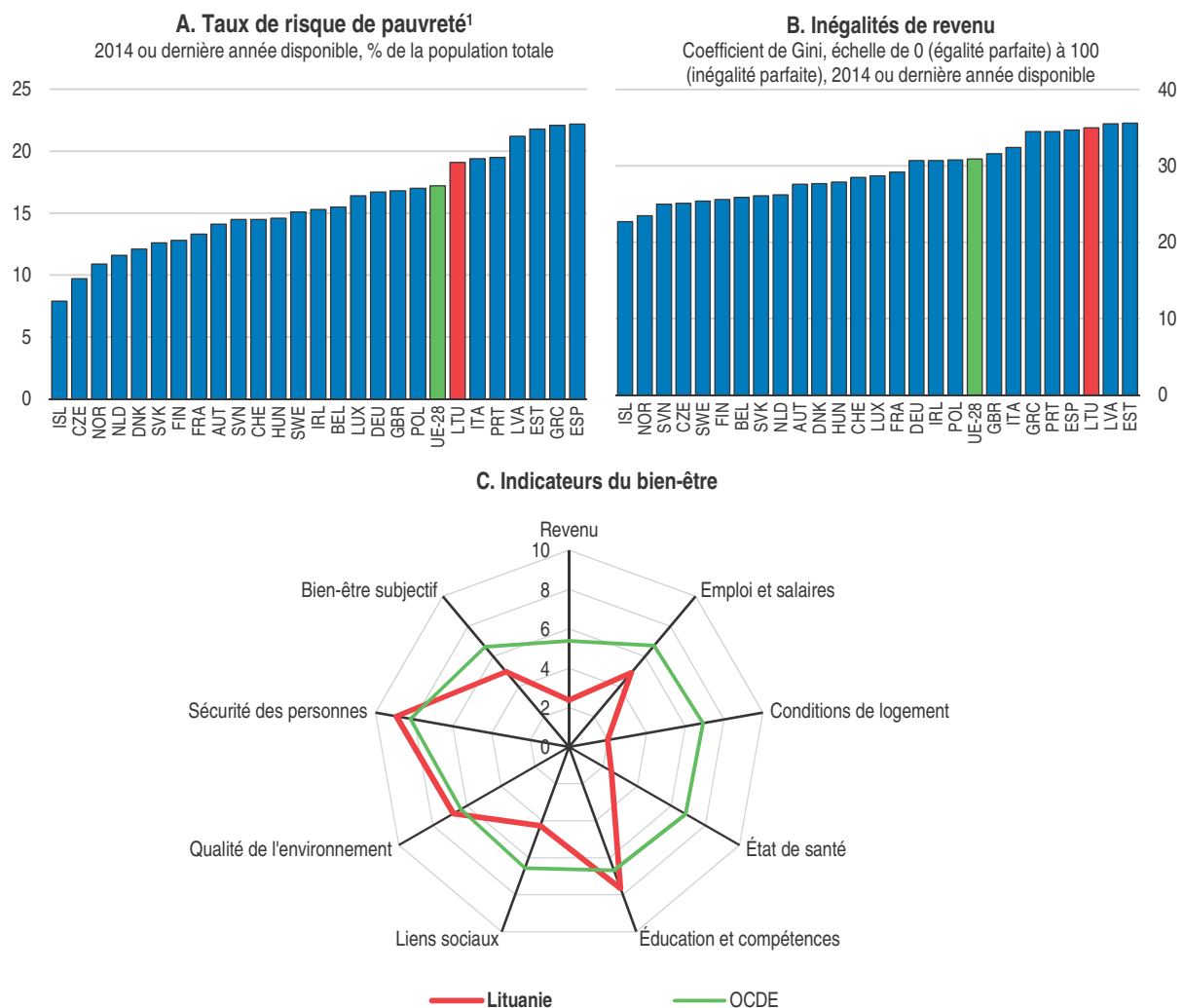
Dans ce contexte, l'Évaluation économique de la Lituanie s'articule autour de deux messages principaux :

- **Accélération du processus de convergence.** Il sera essentiel de stimuler la productivité pour continuer de relever les niveaux de vie. Malgré les progrès impressionnants réalisés au cours des deux dernières décennies, le PIB par habitant reste relativement modeste, reflétant une productivité faible (graphique 1, partie B). Des gains de productivité plus importants pourraient être obtenus en continuant de renforcer le cadre institutionnel de façon à garantir l'amélioration de la capacité d'absorption des entreprises et une

allocation efficace des ressources. Parmi les autres priorités essentielles, il faut veiller à ce que le système éducatif permette de doter la population des compétences adéquates et à ce que l'action publique puisse promouvoir l'innovation.

- **Inclusivité.** Les inégalités et la pauvreté restent comparativement élevées (graphique 3, parties A et B). La Lituanie obtient des résultats médiocres en ce qui concerne les indicateurs du bien-être permettant de mesurer la qualité de la vie (graphique 3, partie C). Il est possible de faire en sorte que l'aide sociale et les institutions du marché du travail permettent plus efficacement d'aider les personnes sans emploi à retrouver un travail, de réduire les inégalités sociales et de faire de la Lituanie un pays où il fait bon vivre et travailler. La révision en cours du « Nouveau modèle social » est l'occasion d'atteindre ces objectifs (voir annexe 1). Améliorer l'état de santé et l'espérance de vie de la population contribuerait fortement à l'élévation du bien-être.

Graphique 3. **Il est possible d'améliorer l'inclusivité**



Note : La performance de la Lituanie en matière de bien-être est fondée sur une évaluation préliminaire prenant en compte les informations disponibles, avec une réduction par rapport à la moyenne de l'OCDE : Les scores obtenus au niveau de l'OCDE dans les différentes dimensions ont été ajustés pour tenir compte de la couverture réduite des indicateurs relatifs à la Lituanie.

1. Le seuil de pauvreté retenu est égal à 60 % du revenu équivalent médian après transferts sociaux.

Source : Eurostat, base de données Population et conditions sociales ; OCDE, Initiative du vivre mieux 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338559>

La croissance devrait prendre de la vitesse malgré la médiocrité des conditions extérieures

En 2015, le volume de l'investissement avait progressé de 15.4 % par rapport à ce qu'il était douze mois auparavant. La hausse des prix des logements depuis la mi-2013, conjuguée au faible niveau des taux d'intérêt, a dopé l'investissement résidentiel. Les acquisitions de machines et d'équipement, qui témoignent des réserves de trésorerie abondantes des entreprises, ont été particulièrement actives et ont participé au dynamisme des importations depuis la mi-2014. Ces éléments devraient avoir pour effet d'accroître la production potentielle de l'économie lituanienne et, partant, de dynamiser l'activité économique à l'avenir.

La récession enregistrée en Russie et les mesures prises en réaction aux sanctions ont entraîné une baisse de 40 % en valeur des exportations lituaniennes à destination de la Russie en 2015 par rapport à l'année précédente. Les réexportations ont toujours représenté une proportion très élevée des exportations lituaniennes en Russie et de ce fait, les retombées directes sur l'économie intérieure d'un ralentissement des activités commerciales avec la Russie pourraient ne pas être très importantes. Néanmoins, le secteur des transports a souffert et certaines branches de l'industrie du pays, comme les filières du lait et de la viande, ont vu leur chiffre d'affaires reculer sensiblement. La Lituanie est parvenue, dans une certaine mesure, à réorienter ses exportations vers une plus grande diversité de pays. Les exportations de produits d'origine lituanienne faisant l'objet de sanctions à destination du Moyen-Orient et de l'Asie ont particulièrement augmenté en volume.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

	2013	2014	2015	2016	2017
Produit intérieur brut (PIB)	3.5	3.0	1.6	2.8	3.4
Consommation privée	4.3	4.1	4.9	4.0	4.0
Consommation publique	1.0	1.3	2.0	0.9	0.6
Formation brute de capital fixe	8.3	5.4	10.3	3.3	4.9
Construction de logements	11.5	16.9	13.6	9.8	5.2
Demande intérieure finale	4.5	3.9	5.4	3.3	3.6
Variation des stocks ¹	0.3	-0.4	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3.8	3.0	6.2	2.1	3.8
Exportations de biens et services	9.6	3.0	1.2	4.2	4.3
Importations de biens et services	9.3	2.9	7.0	4.4	4.8
Exportations nettes ¹	0.3	0.2	-4.6	-0.2	-0.3
<i>Pour mémoire :</i>					
Déflateur du PIB	1.3	1.2	0.4	0.7	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	1.2	0.2	-0.7	1.5	2.0
Déflateur de la consommation privée	1.0	0.1	-0.9	1.6	2.0
Taux de chômage	12.0	10.9	9.3	8.7	8.1
Écart de production ²	0.1	0.7	-0.5	-0.6	-0.1
Solde financier des administrations publiques ³	-2.6	-0.7	-1.2	-1.0	-0.9
Dettes brutes des administrations publiques ³	48.0	52.7	53.4	53.5	53.1
Dettes brutes des administrations publiques, définition de Maastricht ³	38.8	40.7	41.2	41.5	40.9
Solde des paiements courants ³	1.5	3.6	-1.7	1.4	1.1

1. Contributions aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Mise à jour des chiffres des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98.

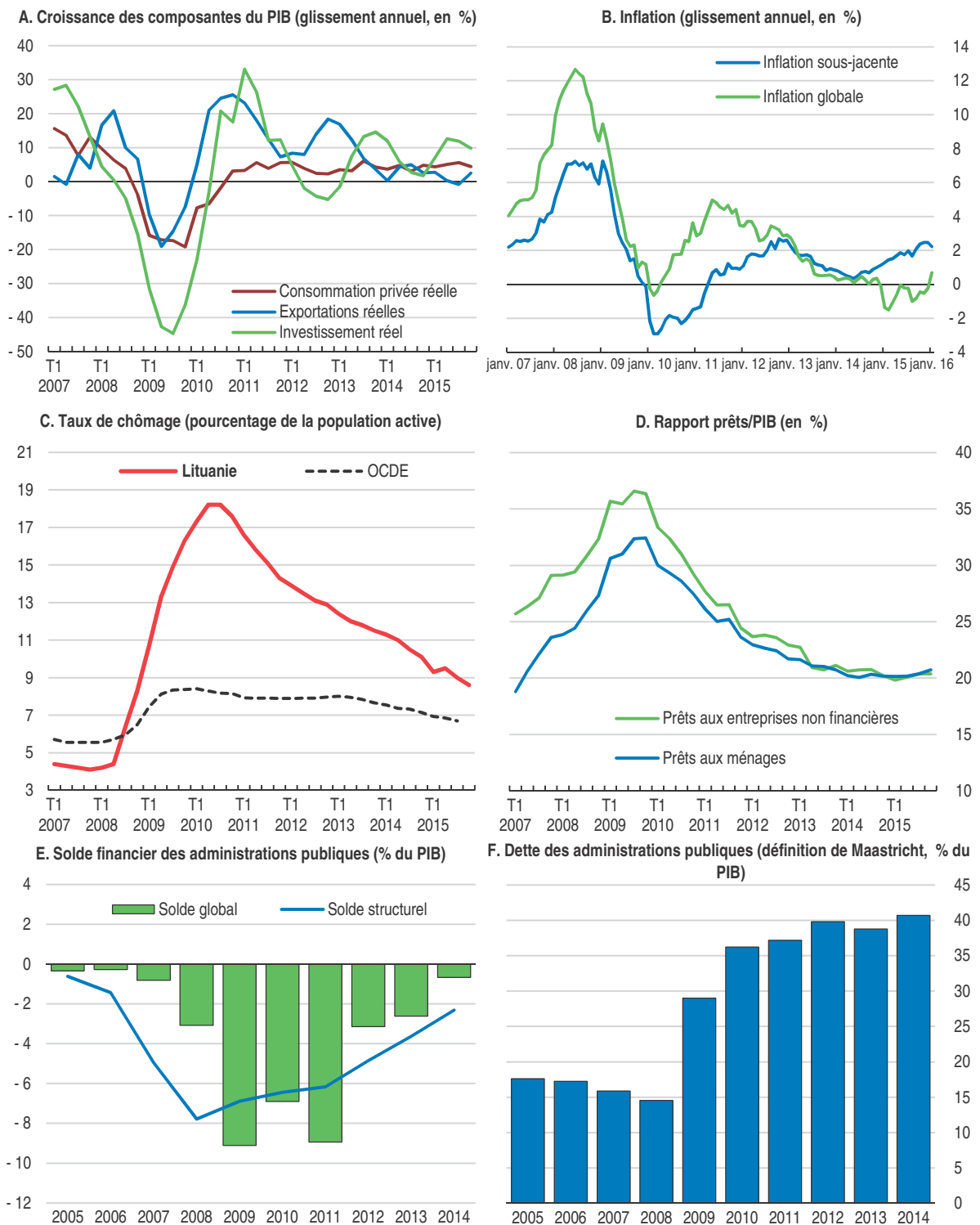
La croissance devrait reprendre de la vigueur en 2016 et 2017, les exportations se redressant au rythme des améliorations qui se produiront sur les principaux marchés extérieurs. Cette tendance, conjuguée à l'assouplissement des conditions de financement, dynamisera l'investissement intérieur, notamment en 2017. L'amélioration de la situation sur le marché du travail continuera de soutenir la croissance de la consommation privée. Le taux de chômage restera orienté à la baisse, ce qui exercera des tensions à la hausse sur la progression des salaires. La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre devrait s'accélérer légèrement, même dans l'hypothèse de gains de productivité marqués. Par rapport à la situation des dernières années, marquées par une contraction budgétaire significative, la politique budgétaire pèsera de manière moins marquée sur la demande intérieure (graphique 4, parties E et F), dans la mesure où l'orientation de la politique budgétaire du gouvernement devrait devenir globalement neutre. Selon la Commission européenne, la Lituanie pourrait dévier de l'objectif budgétaire à moyen terme qui lui a été fixé en vertu des règles de l'UE (European Commission, 2015d). Néanmoins, la Commission n'a pas le même avis s'agissant de la situation conjoncturelle de l'économie de la Lituanie et n'a pas pris en compte le plein effet potentiel des améliorations récentes en matière d'administration fiscale.

Les risques orientés à la baisse sont prédominants. Une reprise plus faible que prévu dans la zone euro pourrait nuire au redressement des exportations. Les données empiriques dont on dispose montrent qu'un point de croissance en moins dans les partenaires commerciaux réduirait de 1.25 point la croissance du PIB de la Lituanie, principalement à cause de l'effet sur les échanges (IMF, 2013). Une aggravation des tensions géopolitiques pourrait aussi saper la confiance des entreprises et repousser le redressement de l'investissement, mais un apaisement pourrait avoir l'effet inverse. Du côté positif, les économies de la zone euro, dont la Lituanie, profitent actuellement d'un élan considérable suscité par une politique monétaire accommodante et par la baisse des prix du pétrole. Ce facteur, pour autant qu'il soit associé à des avancées dans la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment dans le développement quantitatif et qualitatif des infrastructures européennes, pourrait donner un coup de pouce supplémentaire à la demande extérieure de biens et de services produits en Lituanie. Cela étant, la Lituanie pourrait être confrontée à des chocs qui sont difficiles à quantifier dans les prévisions, mais qui pourraient avoir des répercussions importantes s'ils se concrétisent (encadré 1).


Soutenir l'économie grâce aux politiques budgétaire et financière

Comme indiqué, la Lituanie devra résoudre des problèmes de taille pour renforcer la convergence de son économie et la rendre plus inclusive, ce qui accentue la nécessité d'un solide cadre budgétaire et financier. À court terme, les dépenses consacrées aux politiques de la santé et du marché du travail constituent une priorité, tandis qu'à plus long terme, le vieillissement de la population impliquera des aides publiques plus importantes (encadré 2). Toutefois, ces mesures devraient avoir pour effet de doper à la fois la croissance économique et le taux d'activité, ce qui débouchera sur une situation budgétaire plus saine. Parallèlement, les actions menées pour renforcer l'efficacité des dépenses d'éducation et de santé et pour continuer de promouvoir la discipline fiscale peuvent aussi accroître les ressources budgétaires et participer à l'assainissement des finances publiques à moyen terme. Un ajustement de la structure fiscale consistant à

Graphique 4. Indicateurs économiques à court terme



Source : Eurostat ; base de données des comptes nationaux de l'OCDE ; base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Banque de Lituanie ; estimations de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338569>

Encadré 1. Chocs potentiels non pris en compte dans les prévisions

Il existe un certain nombre d'événements dont la probabilité de réalisation est faible et qui n'ont pas été pris en compte dans les prévisions, mais qui, s'ils se produisaient, entraîneraient des difficultés sérieuses pour l'économie lituanienne.

Risque	Conséquences possibles
Fortes hausses des prix du pétrole	L'économie a bénéficié de la baisse sensible des prix du pétrole depuis la mi-2014. Une aggravation des risques géopolitiques au Moyen-Orient pourrait avoir pour effet de réduire l'offre du pétrole et de faire remonter les cours, ce qui annulerait en partie l'amélioration récente de la balance courante de la Lituanie.
Risques financiers accrus	De nouveaux bouleversements sur les marchés de capitaux mondiaux, éventuellement liés à des tensions géopolitiques, des craintes quant à la viabilité de la dette souveraine dans la zone euro ou une normalisation étonnamment rapide de la politique monétaire des États-Unis pourraient avoir des effets particulièrement marqués sur de petits pays comme la Lituanie.
Événements géopolitiques	Les évolutions géopolitiques futures concernant la Russie sont très incertaines dans un sens comme dans l'autre, mais pourraient avoir un impact considérable et imprévisible sur les pays voisins, dont la Lituanie.

Encadré 2. Coûts à long terme liés au vieillissement et viabilité du système de retraite

La Lituanie est un des pays de l'Union européenne (UE) où le vieillissement démographique est le plus rapide : le taux de dépendance des personnes âgées devrait passer de un senior (c'est-à-dire une personne de plus de 65 ans) pour 2.4 actifs en 2013 à 1 senior pour 1.2 actif en 2040. Cela se traduira par des coûts budgétaires annuels supplémentaires qui atteindront un point culminant aux alentours de 2 points de PIB en 2040 (European Commission, 2015b).

Des réformes du système de retraite sont en cours. Depuis 2012, l'âge de la retraite augmente progressivement et il atteindra 65 ans en 2026, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Le 1^{er} janvier 2014 est entré en vigueur un nouveau système, qui permet d'accumuler des droits à pension complémentaires en sus des cotisations d'assurance sociale versées à l'État. Une réforme de l'indexation des pensions est prévue pour le second semestre de 2015 (NRP, 2015).

Ces réformes sont bienvenues, mais elles ne suffiront pas compte tenu des difficultés à surmonter. Bien qu'il n'ait pas encore été adopté par le Parlement, il existe un projet visant à lier plus étroitement la durée de la vie active à l'espérance de vie à compter de 2026, dans le cadre des réformes en cours du modèle social. D'autres mesures sont prévues, notamment un allongement de la durée de cotisation requise pour avoir droit à une retraite à taux plein (qui sera portée à 35 ans en 2026, au lieu de 30 ans actuellement) et une limitation de l'accès aux régimes de retraite anticipée (European Commission, 2015a).

réduire le poids des prélèvements aux effets de distorsion les plus marqués permettrait de rehausser la productivité et la croissance économique. Un cadre budgétaire et financier protégeant l'économie contre l'accumulation de déséquilibres sera également important pour garantir la viabilité du processus de convergence des revenus.

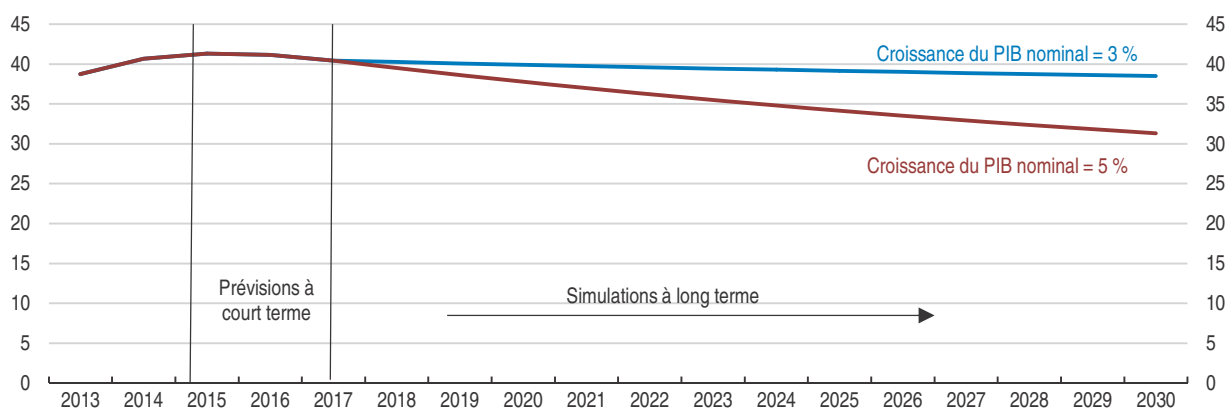
Renforcer la viabilité des finances publiques à long terme et la croissance

La situation budgétaire est saine


La Lituanie est dans une situation budgétaire saine, car son déficit est modeste (-0.7 % du PIB en 2014) de même que sa dette publique (41 % du PIB ; graphique 4, parties E et F, et graphique 5). La situation budgétaire actuelle a bénéficié des efforts conséquents d'assainissement des finances publiques déployés à la suite de la crise. Deux tiers de cet assainissement ont été réalisés par le biais de coupes dans les dépenses, notamment de baisses des salaires dans le secteur public, de réductions temporaires des retraites, et de diminutions de certaines prestations sociales (Geng, 2013 ; IMF, 2014a ; European Commission 2014a). Cette orientation rigoureuse de la politique budgétaire était nécessaire pour conserver la confiance des marchés de capitaux et garantir l'entrée de la Lituanie dans la zone euro. Les bénéfices retirés de ces efforts sont maintenant manifestes, le gouvernement ayant judicieusement donné à la politique budgétaire une orientation globalement neutre, qui ne déprimera pas la demande dans les temps à venir. Néanmoins, le vieillissement démographique de la Lituanie est un des plus rapides de l'Union européenne (UE), et des mesures supplémentaires seront nécessaires pour maîtriser les coûts budgétaires liés à ce phénomène (encadré 2).

Graphique 5. **La situation budgétaire est saine**

Ratio de la dette au PIB avec un déficit budgétaire de 1 % du PIB chaque année



Source : Calculs de l'OCDE.

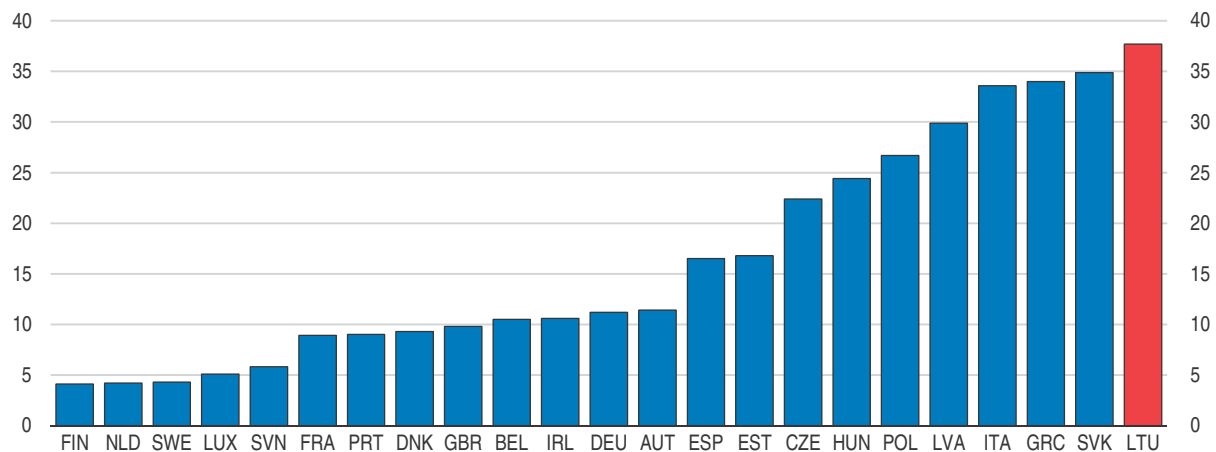
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338574>

Lutter contre la fraude fiscale

La Lituanie n'exploite pas pleinement son potentiel en termes de recettes fiscales : lorsqu'on met en regard ses recettes et la capacité fiscale de l'économie, en tenant compte de ses caractéristiques structurelles telles que le niveau du PIB par habitant et la composition sectorielle du produit intérieur brut, on constate que les recettes d'impôt collectées par la Lituanie sont estimées à 61 % de sa capacité fiscale, contre 77 % pour d'autres économies d'Europe centrale (IMF, 2014b). Des travaux récents laissent à penser que malgré sa diminution au cours des dernières années, le secteur informel de l'économie lituanienne est un des plus amples de l'UE (Schneider, 2015).


On estime que les recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) collectées par la Lituanie représentent 64 % de leur niveau potentiel, compte tenu de la structure de cet impôt et de la consommation effective. Comblent cet écart dû au non-respect des obligations fiscales permettrait d'obtenir des recettes équivalant à 4.4 % du PIB (graphique 6). Combattre la

Graphique 6. **Le non-respect des obligations fiscales est marqué en matière de TVA**
2013, écart de TVA¹, en % de la dette totale de TVA



1. L'écart de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est la différence, au cours d'une année donnée, entre les recettes de TVA collectées (telles qu'elles sont enregistrées par Eurostat) et le montant de TVA théoriquement exigible, autrement dit la « dette totale de TVA ». Cette dernière est le montant total des versements de TVA estimé à partir d'agrégats des comptes nationaux et de la structure actuelle des taux de TVA et des exonérations prévues au titre de ce prélèvement.

Source : Center for Social and Economic Research (2015), « Study to quantify and analyse the VAT Gap in the EU Member States 2015 Report », mai 2015, http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/common/publications/studies/vat_gap2013.pdf ; Base de données d'Eurostat sur les comptes nationaux annuels.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338582>

fraude fiscale est donc une priorité, et les autorités ont adopté un plan d'action en faveur de la discipline fiscale qui a produit ses premiers effets positifs en 2013-14 (European Commission, 2015a). Les mesures prises pour lutter contre la fraude fiscale ont consisté à restreindre les paiements en espèces, à améliorer le système d'information de l'administration fiscale, à simplifier les procédures de recouvrement des impôts et à adopter des mesures spécifiques de lutte contre les abus liés aux exonérations de TVA (NRP, 2015 ; encadré 3). Il faudrait poursuivre ces efforts, en prêtant attention aux mesures couronnées de réussite mises en œuvre dans des pays comparables. Ainsi, le dispositif de « cobra fiscal » mis en place par la République slovaque – qui promeut une coopération étroite entre la police, le parquet et l'administration fiscale pour lutter contre les principaux cas de fraude – s'est avéré assez efficace : l'écart de TVA a été ramené de 40 % en 2012 à 32 % en 2014 (OECD, 2014a).

Encadré 3. Mesures prises pour lutter contre la fraude fiscale

- Loi sur l'administration fiscale : modifications destinées à optimiser les processus de communication des informations en vue de l'identification des revenus non déclarés et des sources non justifiées d'acquisition de propriétés, la détermination des obligations fiscales et la coopération avec les administrations fiscales d'autres pays.
- Loi sur les droits d'accise : modifications portant création d'un mécanisme plus efficace pour collecter les droits d'accise sur les huiles lubrifiantes.
- L'Inspection des impôts a mis en œuvre la Stratégie pour la discipline fiscale et la collecte des impôts sur la période 2014-17. Les mesures prises ont notamment consisté à renforcer les contrôles des revenus provenant d'activités non déclarées et illégales, et à mettre en œuvre des mesures ciblées de prévention de la fraude.

Encadré 3. Mesures prises pour lutter contre la fraude fiscale (suite)

- Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée et loi sur l'administration fiscale : textes destinés à définir des mesures complémentaires de lutte contre la fraude à la TVA et les abus liées aux exonérations de TVA, notamment en instaurant une obligation générale pour les redevables de la TVA de fournir des factures de TVA au moyen du « Système d'administration fiscale intelligente ».
- Autres lois débattues au Parlement (octobre 2015) :
- Loi sur la limitation des paiements en espèces : fixe des restrictions concernant les paiements en espèces (plafonnés à 5 000 EUR pour les personnes physiques qui ne sont pas engagées dans des activités économiques ou commerciales, et à 3 000 EUR pour les autres personnes).

Sources : NRP (2015) ; EC (2015a).

Ajuster la structure fiscale afin qu'elle soit plus propice à la croissance et à l'équité

Les autorités pourraient rendre la structure fiscale plus propice à la croissance et à l'équité en la modifiant de manière à donner davantage de place aux prélèvements ayant des effets de distorsion limités, et en réduisant les exonérations d'impôt injustifiées d'un point de vue économique ou social. Certaines mesures ont déjà été prises à cet égard. Ainsi, une partie de la charge fiscale a été transférée du travail vers la consommation (European Commission, 2014c), contribuant à doter la Lituanie d'une TVA à l'assiette relativement large (European Commission, 2015c). Divers ajustements spécifiques complémentaires doivent cependant être envisagés :

- Les impôts périodiques sur la propriété immobilière ne représentaient que 0.3 % du PIB en 2012, contre 1.5 % dans les pays européens (European Commission, 2014d). Des mesures ont été adoptées récemment : en 2014, la valeur seuil au-delà de laquelle les biens immobiliers sont imposés a été ramenée de 300 000 EUR à 220 000 EUR (NRP, 2015). La réforme de la fiscalité foncière de 2013 a également permis d'accroître l'assiette de l'impôt, puisque celle-ci va progressivement devenir, sur une période de cinq ans, la valeur de marché des biens (NRP, 2014).
- Les plus-values réalisées par les personnes physiques en cas de vente de bien immobilier sont peu imposées. Les exonérations en vigueur favorisent les personnes ayant des revenus élevés et réduisent la progressivité du système d'imposition, qui est déjà faible en raison du taux uniforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. À partir de 2016, l'exonération d'impôt au titre des plus-values réalisées sur la vente d'une résidence non principale sera limitée aux biens détenus pendant au moins 10 ans (au lieu de 5 ans actuellement). Dans l'avenir, les autorités devraient envisager de supprimer progressivement ces exonérations.
- Les dividendes, les revenus locatifs, les intérêts sur les dépôts et les plus-values sur titres sont assujettis au taux normal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui est de 15 %. Néanmoins, les plus-values de cession d'instruments financiers n'excédant pas 500 EUR par exercice fiscal sont exonérées d'impôt. Ce régime dérogatoire pouvant induire des distorsions au niveau des décisions d'investissement et d'épargne, il doit être évité (Mirrlees et al., 2011).

- Il est possible d'augmenter les taxes liées à l'environnement, qui représentaient 1.7 % du PIB en 2012, contre 2.4 % dans les pays européens, notamment en rehaussant les taxes sur les carburants et les combustibles de chauffage et en instaurant une taxe sur les véhicules automobiles (différenciée en fonction du type de carburant utilisé). L'application prévue en 2016 d'une taxe de mise en décharge devrait contribuer à réduire la pollution.
- En Lituanie, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est calculé sur une base individuelle en appliquant un taux forfaitaire. Des abattements fiscaux permettent de garantir une certaine progressivité. Néanmoins, la fiscalité ne contribue que modestement à réduire les inégalités. À l'avenir, un examen en profondeur du système fiscal lituanien s'impose pour déterminer si les avantages apportés sur le plan de l'inclusivité par la mise en œuvre d'une imposition progressive pourraient compenser certains des inconvénients constatés pour l'offre de main-d'œuvre hautement qualifiée.

Veiller à ce que le cadre budgétaire offre une protection contre l'accumulation de déséquilibres

Dans un contexte de besoins persistants en matière de dépenses publiques, un cadre budgétaire solide offre une garantie contre une politique budgétaire non viable. La crédibilité du cadre budgétaire de la Lituanie a été renforcée par l'adoption du Pacte budgétaire de l'UE au niveau constitutionnel en janvier 2015, la mise en place d'un cadre budgétaire pluriannuel et la création d'un conseil budgétaire indépendant.

Avec l'adoption d'un objectif budgétaire à moyen terme et de plafonds de dépenses pluriannuels, les recettes et les dépenses des administrations publiques doivent faire l'objet de prévisions pour les trois années à venir. Si le budget est déficitaire en moyenne au cours des cinq dernières années, en particulier, la croissance annuelle des dépenses ne peut excéder la moitié de la croissance du PIB potentiel nominal estimé. Néanmoins, des études récentes soulignent que les plafonds pluriannuels de dépenses ne sont pas totalement contraignants, et que les possibilités d'application des clauses dérogatoires pourraient être trop importantes (European Commission, 2015a). La loi sur la discipline budgétaire nationale prévoit l'assainissement des finances publiques en cas d'écart de production positif et laisse jouer les stabilisateurs automatiques lorsqu'il est négatif, ce qui marque un pas en avant vers la viabilité budgétaire. Cependant, la clause dérogatoire qui permet de reporter les besoins d'assainissement des finances publiques des cinq dernières années aux périodes où l'écart de production est positif n'est peut-être pas suffisante. Cela témoigne de la nécessité de maintenir une politique budgétaire prudente à tout moment. Il importe de veiller à une plus grande transparence concernant l'évaluation de la situation conjoncturelle, en particulier sur les questions techniques telles que la méthode employée.

Le cadre budgétaire a été encore renforcé en janvier 2015 par la mise en place d'un conseil budgétaire indépendant. Celui-ci est une autorité non partisane, indépendante des institutions publiques en place, actuellement chargée d'avaliser le scénario économique inclus dans le budget du gouvernement. Dans certains pays de l'OCDE, les institutions de ce type surveillent également la mise en œuvre des programmes budgétaires et fournissent des prévisions macroéconomiques pour la préparation du budget. Il a été établi que le fait de confier cette dernière tâche à un conseil budgétaire constituait un moyen efficace de réduire les biais de prévision (Hagemann, 2011). Le conseil budgétaire lituanien est d'une taille relativement modeste et est rattaché pour l'instant à la Cour des comptes lituanienne (qui est également une institution indépendante), et cette configuration est satisfaisante.

Néanmoins, une divergence entre les priorités de ces deux institutions dans l'avenir pourrait entraver le bon fonctionnement du conseil budgétaire. À terme, il faudra sans doute apporter certaines modifications aux dispositions législatives régissant son organisation. Si le gouvernement a réagi aux rapports du conseil devant le Parlement, il n'y est pas tenu par la loi. Une telle obligation, si elle était inscrite dans la loi, pourrait améliorer la qualité de la communication entre le conseil budgétaire et les responsables de l'action publique. Des ressources financières supplémentaires pourraient également s'avérer nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble des tâches figurant dans son mandat (surveillance de la politique budgétaire, y compris au niveau des administrations infranationales, et évaluation des prévisions budgétaires/macroéconomiques et des règles budgétaires). Des mesures sont déjà prises pour recruter deux salariés supplémentaires en 2016, en sus des cinq personnes qui travaillent déjà pour ce service en 2015. L'évaluation prévue par la Commission européenne sera utile pour définir des orientations en vue de telles réformes.

Garantir la stabilité financière et le redressement de l'investissement

Le secteur financier est stable

La stabilité financière est cruciale pour la capacité de l'économie d'absorber les chocs et de favoriser une poursuite de la convergence des revenus. Le cadre macrofinancier de la Lituanie confère à la banque centrale les pouvoirs nécessaires pour se charger de la surveillance financière et conduire la politique macroprudentielle (encadré 4). La Banque de Lituanie a déjà démontré sa capacité de gérer les sources potentielles d'instabilité financière. Entre 2011 et 2013, des procédures de faillite ont été engagées contre deux banques nationales (Snoras Bank et Utkio Bank) à la suite d'une prise de risques excessive par ces établissements. Dans le cadre de l'Union bancaire européenne, depuis le 1^{er} janvier 2015, un certain nombre de tâches de surveillance des plus grands établissements de crédit (notamment AB DNB Bankas, AB SEB Bankas et Swedbank) sont assumées par la Banque centrale européenne (BCE).

Le secteur financier de la Lituanie est dominé par des banques à capitaux scandinaves. Ces établissements ont certes contribué aux mouvements cycliques excessifs du crédit pendant le boum du logement qui a précédé la crise, mais elles ont constitué depuis lors une source de stabilité. À l'approche de la crise, les conditions de financement extérieur se sont répercutées sur le secteur bancaire lituanien du fait d'un accès aisé à des financements peu coûteux. Le régime de changes fixes a accentué l'effet induit sur la croissance du crédit, en tirant vers le bas les taux d'intérêt réels (Bakker and Gulde, 2010). La dette du secteur privé s'est hissée à 85 % du PIB en 2009 (graphique 7, partie A). Le déclenchement de la crise financière et une baisse sensible des prix des logements ont créé des besoins considérables de réduction de l'effet de levier, en particulier pour les filiales de banques à capitaux étrangers (graphique 7, partie B). Néanmoins, le retournement des flux de capitaux a été limité, les maisons mères ayant apporté des liquidités considérables à leurs filiales lituanaises et absorbé leurs pertes sur actifs (Purfield and Rosenberg, 2013).

Le secteur financier est sain, car il a connu un redressement rapide après la crise. La dette du secteur privé a reculé de 85 % du PIB en 2009 à moins de 60 % en 2013. Le ratio prêts/dépôts du secteur bancaire a reculé d'un pic de 170 % en 2009 à 90 % en 2015, et la proportion de créances improductives est passée de 20 % à moins de 7 %. À la fin du troisième trimestre 2015, le ratio de fonds propres moyen s'établissait à 24.3 %, nettement au-dessus des 10.5 % exigés par les autorités de régulation, qui incluent le volant de

Encadré 4. **Cadre macrofinancier**

Cadre macroprudentiel

La Loi sur la stabilité financière a été modifiée en novembre 2015, de manière à conférer à la Banque de Lituanie des pouvoirs de résolution des défaillances bancaires. La Loi sur la Banque de Lituanie, telle qu'elle a été modifiée en septembre 2014, fait obligation à la banque centrale lituanienne de mener une politique macroprudentielle. À ce titre, la Banque de Lituanie est notamment tenue de garantir la résilience du système financier et d'atténuer la montée du risque systémique. Cela passe par une surveillance régulière, des analyses et l'application d'instruments macroprudentiels.

En mars 2015 a été adoptée une stratégie de politique macroprudentielle assortie de cinq objectifs :

- empêcher ou limiter une croissance du crédit et un effet de levier excessifs ;
- empêcher ou limiter l'apparition d'une asymétrie d'échéances excessive, ainsi que de risques de change et de risques de liquidité excessifs dans le système financier ;
- limiter la concentration d'expositions par type d'activités économiques, par catégorie d'actifs ou suivant d'autres critères ;
- limiter l'impact systémique d'incitations inappropriées s'exerçant sur les établissements financiers, afin de réduire leur aléa moral ;
- renforcer la résilience des infrastructures des marchés de capitaux.

Conformément à la nouvelle directive sur l'adéquation des fonds propres, deux résolutions ont été adoptées :

- En sus des exigences minimales de fonds propres fixées à 8 %, les établissements financiers sont tenus depuis le 30 juin 2015 d'avoir un volant de conservation de 2.5 % en Lituanie.
- Les principes de renforcement de la gestion interne des banques et du contrôle de leurs actionnaires ont été transposés dans la législation nationale.

Surveillance financière

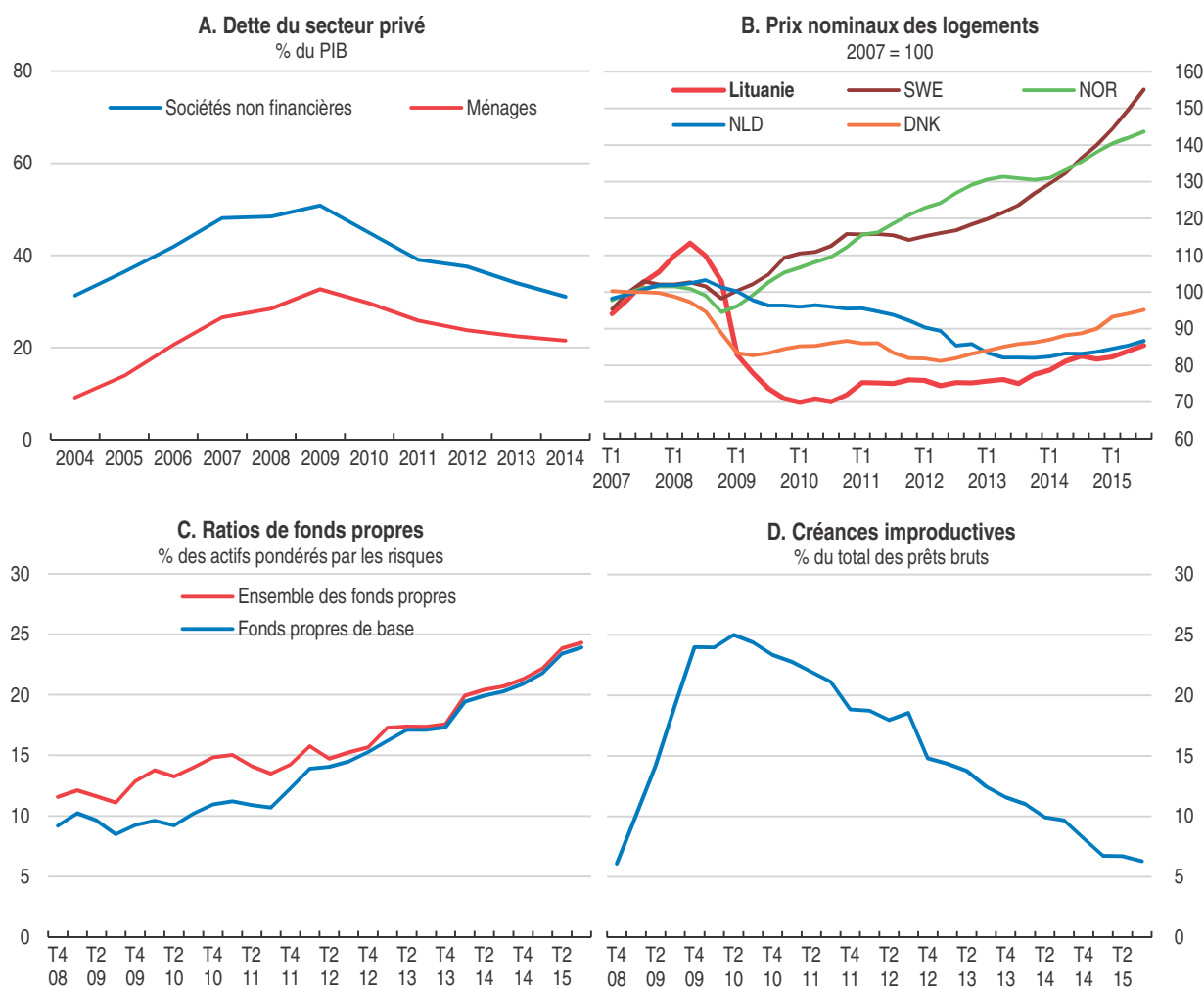
Depuis 2012, le Service de surveillance de la Banque de Lituanie assure la surveillance des banques commerciales, des établissements de crédit, des établissements de paiement, des établissements de monnaie électronique, du marché des assurances et des instruments financiers. La Banque délivre des agréments aux acteurs des marchés de capitaux les autorisant à fournir des services financiers, et surveille leurs activités.

La Banque de Lituanie veille au respect par les acteurs des marchés de capitaux des lois et des obligations prévues par les instruments juridiques de la Banque de Lituanie, des normes internationales d'information financière (IFRS) ainsi que des recommandations formulées par les organisations internationales concernant la sécurité et la solidité des activités financières.

La Banque de Lituanie fait également partie du mécanisme de surveillance unique (MSU), suivant lequel il revient à la Banque centrale européenne (BCE) de surveiller les plus grands établissements de crédit représentant un risque systémique, tandis que les établissements de moindre importance relèvent de la responsabilité de la Banque de Lituanie.

Source : Banque de Lituanie.

Graphique 7. Le secteur financier s'est rapidement redressé



Source : Fonds monétaire international (FMI), base de données des Indicateurs de solidité financière, et tableaux d'Eurostat sur les politiques de l'Union européenne (UE) ; Base de données de l'OCDE sur les prix des logements.

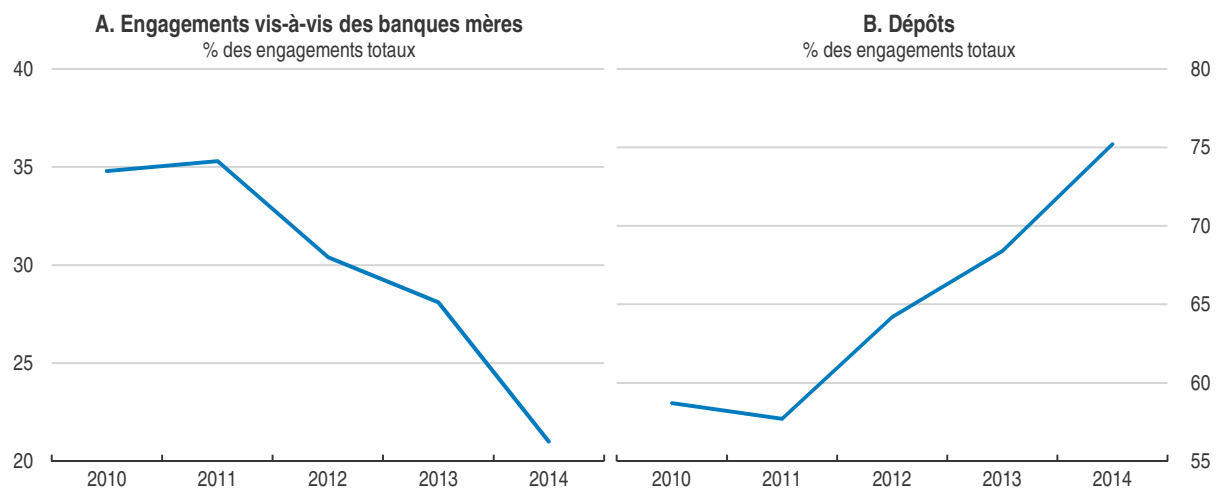
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338591>

conservation des fonds propres de 2.5 % (graphique 7, partie C et partie D). Selon les tests de résistance, aucune banque ne devrait manquer à ses obligations en termes d'exigences minimales de fonds propres dans un scénario de choc grave (Bank of Lithuania, 2013). Au terme de l'examen de la qualité des actifs réalisé par la Banque centrale européenne (BCE) dans le cadre de son évaluation complète, celle-ci a jugé satisfaisante la situation de chacun des trois grands établissements financiers lituaniens examinés – à savoir AB DNB Bankas, AB SEB Bankas et Swedbank. Dans le secteur de l'assurance, un nouveau régime de surveillance et de contrôle prudentiel fondé sur les risques (dit « Solvabilité II ») sera introduit en janvier 2016.


Le secteur des caisses de crédit mutuel présente certains risques (Bank of Lithuania, 2014), mais il est modeste, dans la mesure où ses actifs ne représentent que 2.5 % de l'ensemble des actifs liés au secteur financier. Cinq des 76 caisses de crédit mutuel ont fait faillite en 2013 et 2014 en raison de volumineuses pertes sur prêts. La loi sur les caisses de crédit mutuel a été ensuite modifiée. En 2015, la Commission du budget et des finances du Parlement a approuvé le concept de viabilité des caisses de crédit mutuel. Les

amendements à la loi sur les caisses de crédit mutuel visaient en particulier à renforcer leur capacité d'absorption des pertes, ainsi qu'à améliorer leur gestion et le cadre de coopération. Surtout, l'instabilité potentielle des marchés de capitaux scandinaves constitue également un risque pour le secteur bancaire lituanien. Néanmoins, la diminution des engagements des banques lituaniennes vis-à-vis de leurs sociétés mères et l'augmentation des dépôts observée en parallèle ces dernières années laissent à penser qu'elles sont moins exposées aux conditions de financement extérieur que par le passé (Bank of Lithuania, 2014, graphique 8).

Graphique 8. **Le secteur bancaire est moins dépendant des prêts accordés par les banques mères**



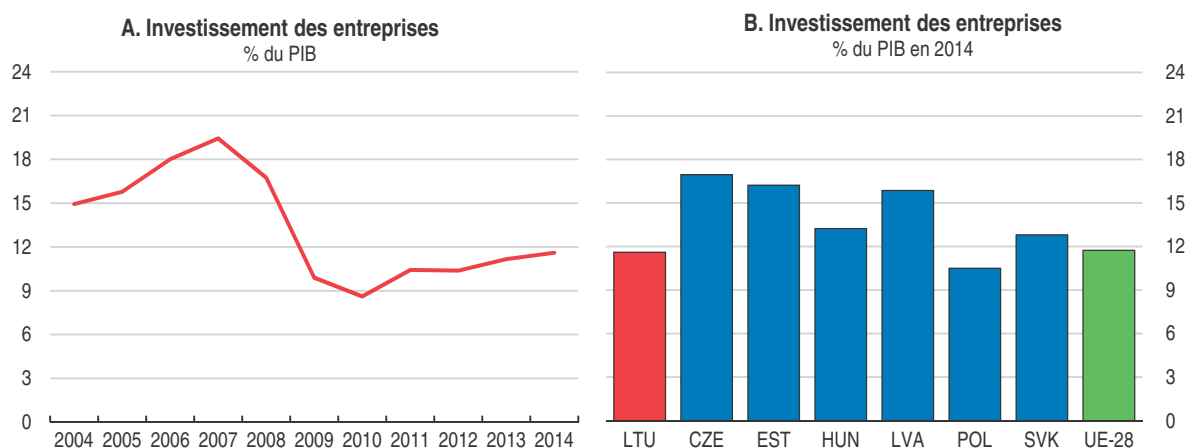
Source : Banque de Lituanie, *Financial Stability Review 2015*, Statistical annexes.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338603>


Le crédit et l'investissement ne se sont pas encore redressés

L'investissement s'est effondré lorsque la crise a éclaté (graphique 9, partie A). Cette chute a fait suite au surinvestissement observé pendant la période de forte expansion économique, où le niveau de la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises avait culminé à 20 % du PIB. Les comparaisons internationales tendent cependant à indiquer que cette correction a été trop marquée. Il est vrai que la croissance de l'investissement a commencé à se redresser, mais le ratio investissement/PIB est inférieur à la moyenne de la zone euro, alors que la Lituanie, en tant qu'économie en phase de rattrapage, devrait se caractériser par un niveau d'investissement relativement élevé en proportion du PIB (graphique 9, partie B). L'évolution de l'investissement et du crédit s'explique à la fois par des facteurs liés à l'offre et à la demande en Lituanie (Everaert et al., 2015). La capitalisation du marché boursier est tombée de 24 % du PIB en 2007 à 9 % en 2013 en Lituanie (European Commission, 2014a).

Dans les temps à venir, plusieurs mesures pourraient renforcer encore l'investissement, comme l'amélioration de la loi sur la faillite. La fermeture d'une entreprise est une tâche relativement chronophage en Lituanie, puisque les procédures de faillite durent, en moyenne, 2,3 ans au lieu de 1,5 an en Lettonie et 1,8 an dans la zone OCDE. En outre, le taux moyen de recouvrement des créances en cas d'insolvabilité est seulement de 43 cents par dollar, contre 71 cents par dollar en moyenne dans les pays de l'OCDE (World Bank, 2015). Des progrès dans ces domaines pourraient permettre de réduire

Graphique 9. **L'investissement ne s'est pas redressé depuis la crise**

Source : Base de données d'Eurostat sur les comptes nationaux annuels.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338616>

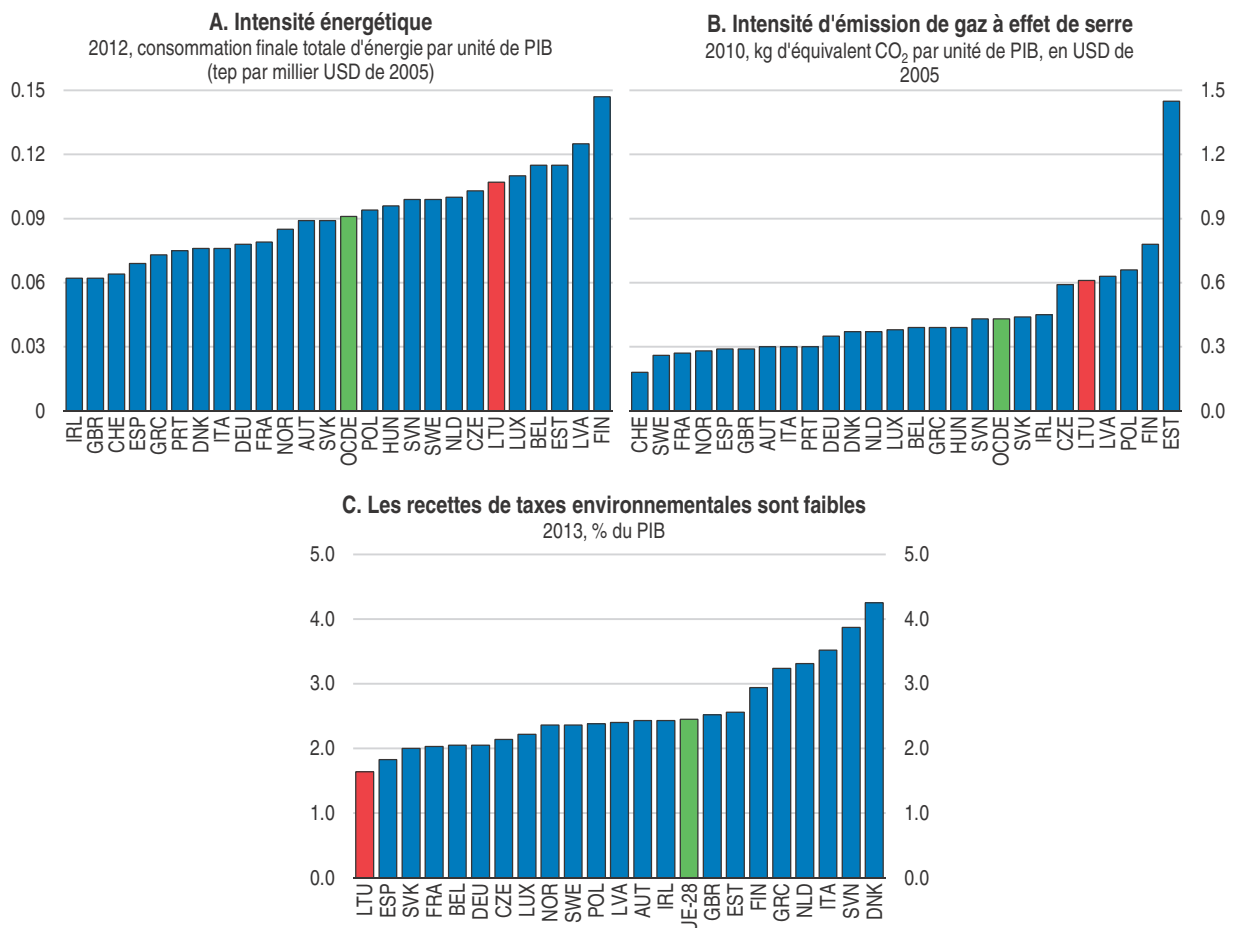
les coûts et de libérer des ressources plus rapidement pour les entreprises nouvelles et en expansion. Des réformes structurelles pourraient également contribuer à renforcer l'investissement national et étranger, notamment par le biais du plan Juncker et de nouvelles mesures de promotion du capital-risque et de l'investissement dans la recherche-développement (R-D) (chapitre 1). Ces mesures viendront s'ajouter à l'assouplissement des conditions de crédit dans la zone euro qui a été favorisé par la politique d'assouplissement quantitatif (ECB, 2015).

Améliorer l'efficacité énergétique


La forte intensité énergétique (graphique 10, partie A) conjuguée à une baisse récente de l'approvisionnement énergétique intérieur a accentué la dépendance de la Lituanie vis-à-vis des importations d'énergie et sa vulnérabilité aux fluctuations des cours de l'énergie. Le pays est devenu nettement plus tributaire des importations de pétrole depuis 2000 (International Energy Agency, 2015). Depuis la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina en 2009, environ trois quarts des approvisionnements totaux en énergie primaire sont importés. Une diminution de l'intensité énergétique permettrait à la fois de réduire la vulnérabilité de la Lituanie aux chocs et d'abaisser le niveau relativement élevé de son intensité d'émission de gaz à effet de serre (graphique 10, partie B).

L'intensité énergétique de la Lituanie n'a guère diminué depuis 2005, et de nouvelles mesures seront nécessaires pour qu'elle puisse atteindre son objectif d'améliorer de 1.5 % par an son efficacité énergétique entre 2009 et 2020. La Lituanie est partie prenante au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE) de l'UE, il n'existe pas de subventions directes en faveur des combustibles fossiles, et le poids des énergies renouvelables a sensiblement augmenté en proportion de la consommation finale brute d'énergie au cours des dix dernières années (Eurostat, 2015a). Néanmoins, les recettes des taxes liées à l'environnement sont faibles par rapport aux niveaux observés en Europe (graphique 10, partie C). Il n'existe pas de taxe sur les véhicules automobiles ni de redevances d'utilisation appliquées aux voitures particulières, et les taxes sur les carburants ainsi que sur les combustibles de chauffage figurent parmi les plus basses de l'UE – leurs taux sont juste supérieurs aux niveaux minimums imposés par la directive sur la taxation de l'énergie dans la plupart des cas (European Commission, 2014b).

Graphique 10. Des problèmes considérables subsistent dans le domaine de l'environnement



Source : AIE (Agence internationale de l'énergie) (2014), World Energy Statistics and Balances ; AIE (2014), CO₂ Emissions from Fuel Combustion Statistics ; Base de données d'Eurostat sur l'environnement et l'énergie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338621>

À moyen terme, la réalisation de gains d'efficacité énergétique passera par une réduction de l'intensité énergétique des logements (European Commission, 2015a). Le gouvernement a récemment mis en œuvre de nouvelles mesures. Un programme de prêts à la rénovation a été mis en place en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (par le biais des fonds JESSICA et JESSICA II), dans le cadre duquel des crédits sont accordés à des conditions préférentielles à des propriétaires occupants d'immeubles collectifs, qui s'engagent à prendre des mesures d'économie d'énergie. Le volume de rénovations de ce type de bâtiment s'est accru au cours des dernières années, même si le rythme de ces activités devra rester soutenu, étant donné que deux tiers de la population vivent encore dans des immeubles collectifs construits avant 1993, suivant des normes techniques dépassées (Sirvydis, 2014). De même, une forte proportion des bâtiments publics date de l'époque soviétique et n'est pas efficace d'un point de vue énergétique. Le gouvernement s'est engagé à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics et de l'éclairage public. Un fonds pour l'efficacité énergétique doté de 80 millions EUR a été créé à cette fin, l'objectif étant que ses ressources soient complétées par des financements de sources privées.

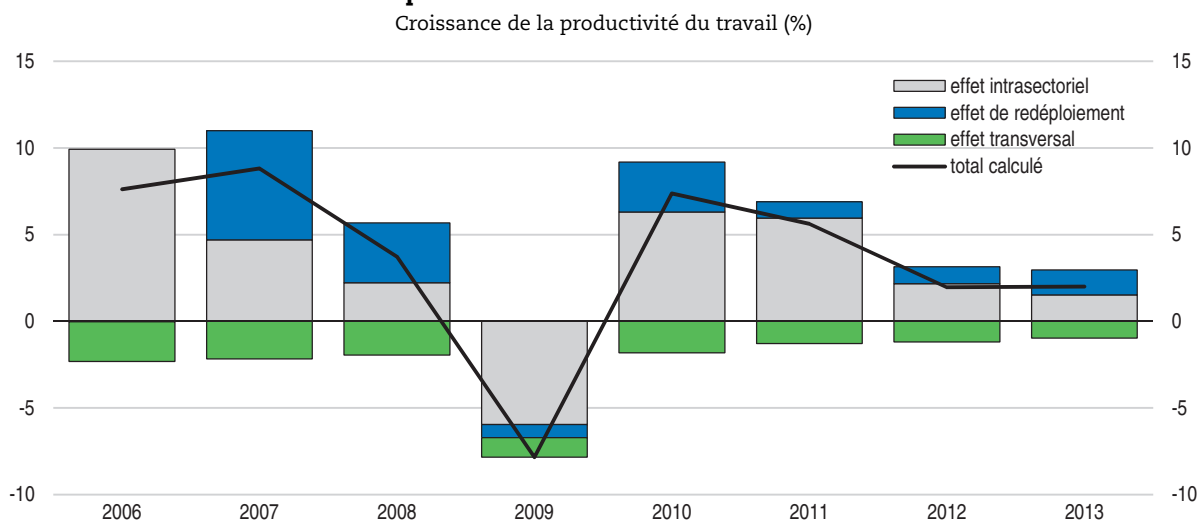
Recommandations pour soutenir l'économie grâce aux politiques budgétaire et financière

- Poursuivre la lutte contre la fraude fiscale pour réduire l'écart de TVA et optimiser l'efficacité des dépenses (surtout dans l'éducation et la santé), afin d'assainir la situation budgétaire à moyen terme et de financer les besoins en dépenses publiques.
- Modifier encore la structure fiscale en allégeant la fiscalité du travail, notamment les cotisations patronales de sécurité sociale, et en augmentant les impôts périodiques sur la propriété immobilière des personnes physiques.
- Relever les impôts sur les activités préjudiciables à l'environnement.

Renforcer la productivité pour accélérer la convergence

Aujourd'hui, le niveau de la productivité du travail en Lituanie est inférieur d'un tiers environ à la moyenne de l'OCDE. L'amélioration du niveau de vie et le maintien de la compétitivité du pays sur les marchés internationaux reposeront de plus en plus sur les gains de productivité, notamment du fait du vieillissement rapide de la population. Depuis la crise financière, la croissance de la productivité est alimentée à la fois par un redéploiement des ressources des secteurs les moins productifs vers les plus productifs, et par des gains d'efficacité réalisées dans chaque secteur (graphique 11). Les politiques publiques influant sur la contribution de ces deux facteurs continueront de jouer un rôle crucial.

Graphique 11. **La productivité a bénéficié à la fois de progrès intrasectoriels et de redéploiements de ressources entre secteurs**



Note : L'« effet intrasectoriel » mesure la contribution à la croissance totale de la productivité du travail de la croissance de la productivité dans chacun des différents secteurs pris en compte. L'« effet de redéploiement » mesure la contribution des mouvements de main-d'œuvre entre secteurs. Enfin, l'« effet transversal » indique si l'effet intrasectoriel et l'effet de redéploiement entre secteurs sont complémentaires ; sa valeur est négative si la croissance de la productivité est particulièrement forte dans des secteurs dont les effectifs mesurés en proportion de la main-d'œuvre diminuent.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur des informations tirées de la base de données d'Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338632>

Améliorer l'affectation des ressources

Pour améliorer l'affectation des ressources, il faut un cadre d'action propice à une dynamique des entreprises favorable – autrement dit, il faut que les nouvelles entreprises puissent aisément entrer sur le marché, qu'elles puissent accéder aux ressources nécessaires à leur expansion au cours de leurs premières années d'existence, et que les entités les moins productives sortent rapidement du marché. La contribution des réaffectations de main-d'œuvre entre secteurs à la croissance de la productivité en Lituanie (c'est-à-dire l'« effet de redéploiement » représenté dans le graphique 11) au cours des dix dernières années a été ample en termes de comparaison internationale (Molnar and Chalaux, 2015), compte tenu de politiques publiques relativement favorables.

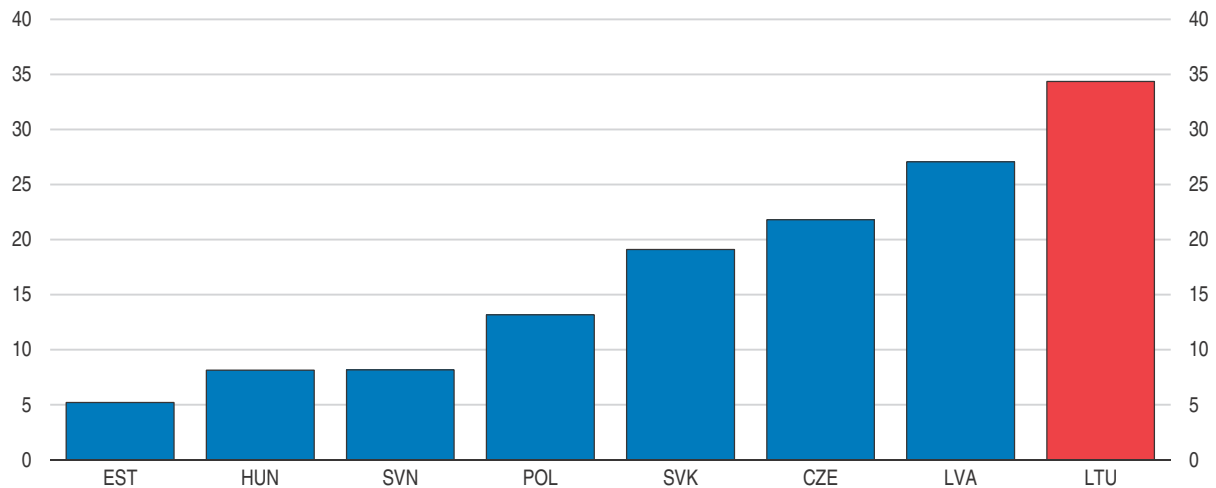
Le fardeau représenté par certaines dispositions de la réglementation des marchés de produits protégeant les entreprises en place et entravant l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché a sensiblement diminué. En 2013, la complexité des procédures réglementaires constituait un facteur moins restrictif que dans les pays de l'OCDE en moyenne, d'après les indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE. Parmi les mesures prises à cet égard, on peut citer la mise en place d'un guichet unique pour l'immatriculation en ligne des entreprises et l'instauration d'une nouvelle forme juridique d'entreprise (la « petite société de personnes »), à laquelle ne s'impose aucune obligation de fonds propres minimums et s'applique un nombre réduit de procédures réglementaires. Entre 2003 et 2015, la durée moyenne d'immatriculation d'une entreprise en Lituanie a reculé de 26 à 3.5 jours (World Bank, 2015).

Un des domaines dans lesquels les indicateurs de RMP laissent à penser que de nouvelles réformes pourraient être mises en œuvre concerne les entreprises publiques, qui occupent une place relativement importante en Lituanie (OECD, 2016a). Nombre de ces entités s'acquittent mal de leurs fonctions commerciales (State Property Fund, 2014), ce qui signifie qu'elles absorbent des ressources qui pourraient être réaffectées à des entreprises plus productives. Le gouvernement a fixé un objectif de rendement des capitaux propres de 5 % pour les entreprises publiques exerçant des activités commerciales sur la période 2013-15, mais en 2013, le rendement des capitaux propres de ce groupe était inférieur de moitié à ce niveau (OECD, 2016a). Ces résultats insuffisants tiennent sans doute en partie à des problèmes de mode de gouvernance. Il est fréquent, en particulier, que les fonctions actionnariales et de régulation des entreprises publiques soient assumées par un seul et même organisme public (OECD, 2016a). Or, selon les *Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques*, il convient d'opérer une distinction claire entre la fonction d'actionnaire de l'État et les missions qui lui incombent en matière de réglementation du marché. Les conseils d'administration des entreprises publiques tendent également à se caractériser par une forte concentration de représentants des ministères (Baltic Institute of Corporate Governance, 2013), ce qui crée un risque d'ingérence politique dans les activités des entreprises.

Les indicateurs de RMP mettent aussi en évidence la possibilité de lever par des réformes certains obstacles aux échanges et à l'investissement qui restreignent le développement des entreprises. Ainsi, le poids de la réglementation signifie qu'il faut généralement de nombreux mois pour recruter un travailleur non ressortissant de l'UE (pour en savoir plus, voir l'encadré 1.2). La Lituanie s'appuie notamment sur le principe d'opposabilité de la situation de l'emploi, qui, en 2013, n'existait que dans 3 des 34 pays de l'OCDE (OECD, 2013a). Ce type de dispositions peut être particulièrement préjudiciable à la


Graphique 12. Les entreprises lituaniennes jugent inadéquates les qualifications de la main-d'œuvre

% d'entreprises considérant les qualifications inadéquates de la main-d'œuvre comme un obstacle sérieux ou majeur à leurs activités, 2013



Note : Les calculs reposent sur les réponses de 259 entreprises pour la Lituanie, 329 pour la Lettonie, 243 pour la République tchèque, 267 pour la République slovaque, 516 pour la Pologne, 269 pour la Slovénie, 307 pour la Hongrie et 268 pour l'Estonie.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, Business Environment and Enterprise Performance Survey) de 2013 réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338640>

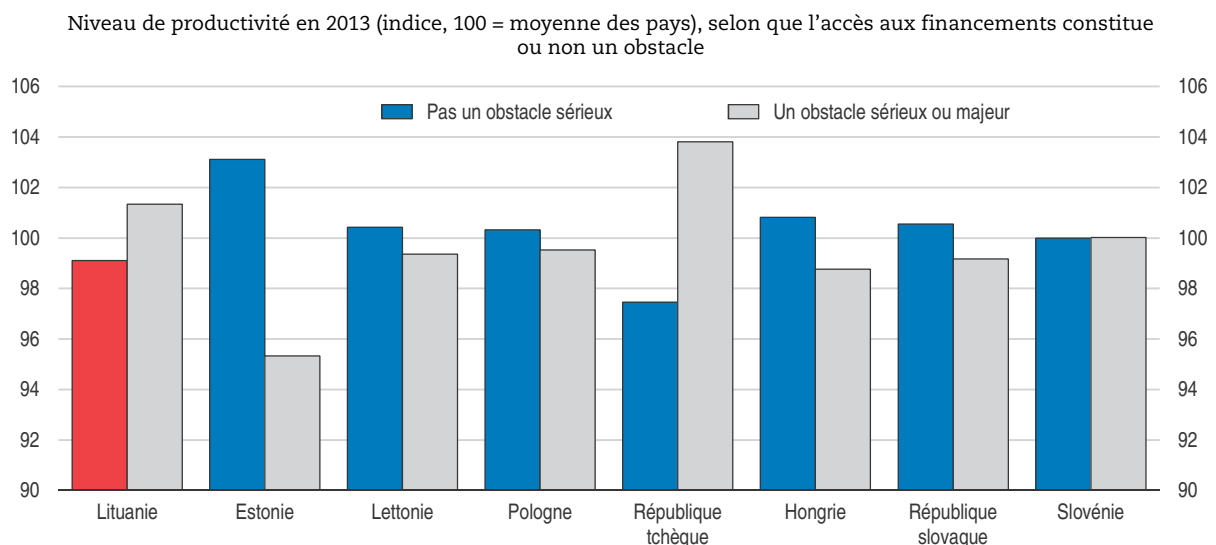
Lituanie, dans la mesure où la main-d'œuvre locale ne possède souvent pas les qualifications requises par les entreprises. Plus de 40 % des entreprises ayant fait l'objet de l'enquête réalisée au premier semestre de 2015 pour l'élaboration de l'Indice de confiance des investisseurs en Lituanie ont jugé insuffisante l'offre de main-d'œuvre qualifiée. En outre, d'après les résultats d'une enquête internationale, les pénuries de qualifications constituent une plus forte contrainte pour les entreprises en Lituanie que dans d'autres pays comparables (graphique 12).

La taille du secteur informel de l'économie lituanienne peut également représenter un obstacle à l'entrée sur le marché et entraîner une mauvaise affectation des ressources. Dans la mesure où elles ne paient pas d'impôts, les entreprises de l'économie souterraine peuvent fournir des biens et des services à moindre coût, ce qui peut avoir un effet d'éviction sur des entreprises plus efficaces acquittant leurs impôts. Cela implique que les entreprises du secteur informel absorbent des ressources qui seraient employées ailleurs si toutes les entreprises fonctionnaient dans des conditions de concurrence équitables.

Si la situation s'est améliorée, de nombreuses entreprises peinent encore à accéder aux financements. Dans le cadre de l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, Business Environment and Enterprise Performance Survey) réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale, 16 % environ des sondés lituaniens ont indiqué que l'accès aux financements constituait un obstacle sérieux ou majeur à leurs activités en 2013. Cette proportion était plus élevée qu'en Estonie (5 %) et à peu près la même qu'en Lettonie (15 %). Par ailleurs, contrairement à la situation observée dans les autres pays baltes, les entreprises lituaniennes confrontées à des contraintes de financement étaient


généralement celles où la productivité du travail était la plus élevée (graphique 13). Le marché du capital-risque est embryonnaire en Lituanie, même si le gouvernement favorise son développement en créant de nouveaux fonds de capital-risque et en investissant dans ceux qui existent déjà. On peut citer à titre d'exemple le Fonds balte pour l'innovation (BIF, *Baltic Innovation Fund*), financé conjointement par les gouvernements de chacun des pays baltes, qui investit dans des fonds existants de capital-investissement et de capital-risque, qui financent ensuite des entreprises à fort potentiel dans les pays baltes. Les pouvoirs publics peuvent également prendre des mesures pour promouvoir de nouvelles formes de financement, notamment par le biais des marchés boursiers ou de plateformes de financement participatif. De fait, le gouvernement étudie actuellement des propositions dans certains de ces domaines.

Graphique 13. **Certaines entreprises lituaniennes productives ont des difficultés d'accès aux financements**



Note : Les calculs reposent sur les réponses de 218 entreprises pour la Lituanie, 269 pour la Lettonie et 214 pour l'Estonie. La productivité est mesurée par le chiffre d'affaires total par salarié à temps plein. Cette enquête repose sur un échantillon aléatoire stratifié selon la taille des entreprises, leur secteur d'activité et leur région dans le pays considéré.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, *Business Environment and Enterprise Performance Survey*) de 2013 réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338656>

Favoriser la croissance de la productivité au sein des entreprises

Promouvoir l'accumulation de capital intellectuel et physique

La valeur de l'indice de synthèse de l'innovation (ISI) de l'UE pour la Lituanie était nettement inférieure à la moyenne de l'Union européenne en 2014, les entreprises faisant état d'activités particulièrement modestes en matière d'innovations de produit et d'organisation (tableau 2). En 2014, plus de 80 % des petites et moyennes entreprises (PME) lituaniennes étaient considérées comme ayant une « faible capacité d'absorption » (Leichteris et al., 2015), ce qui est préoccupant compte tenu de l'ample écart de productivité constaté entre la Lituanie et les économies plus avancées. La proportion de chercheurs travaillant pour le secteur des entreprises en Lituanie est faible par rapport aux autres pays baltes. Ce phénomène est peut-être accentué par les charges administratives associées à l'embauche de spécialistes étrangers et au taux élevé d'émigration de

Tableau 2. **L'innovation au niveau des entreprises est faible en Lituanie**

% des entreprises ayant eu des activités innovantes en 2010-12

	Entreprises ayant réalisé des innovations de produit	Entreprises ayant réalisé des innovations de procédé	Entreprises ayant réalisé des innovations d'organisation	Entreprises ayant réalisé des innovations de commercialisation
Lituanie	11.6	13.1	17.5	19.3
UE28	23.7	21.4	27.5	24.3

Note : Une *innovation de produit* correspond à l'introduction d'un bien ou d'un service nouveau ou sensiblement amélioré sur le plan de ses caractéristiques ou de l'usage auquel il est destiné. Une *innovation de procédé* est la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée. Cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel. Une *innovation d'organisation* est la mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de la firme. Une *innovation de commercialisation* est la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de commercialisation impliquant des changements significatifs de la conception ou du conditionnement, du placement, de la promotion ou de la tarification d'un produit.

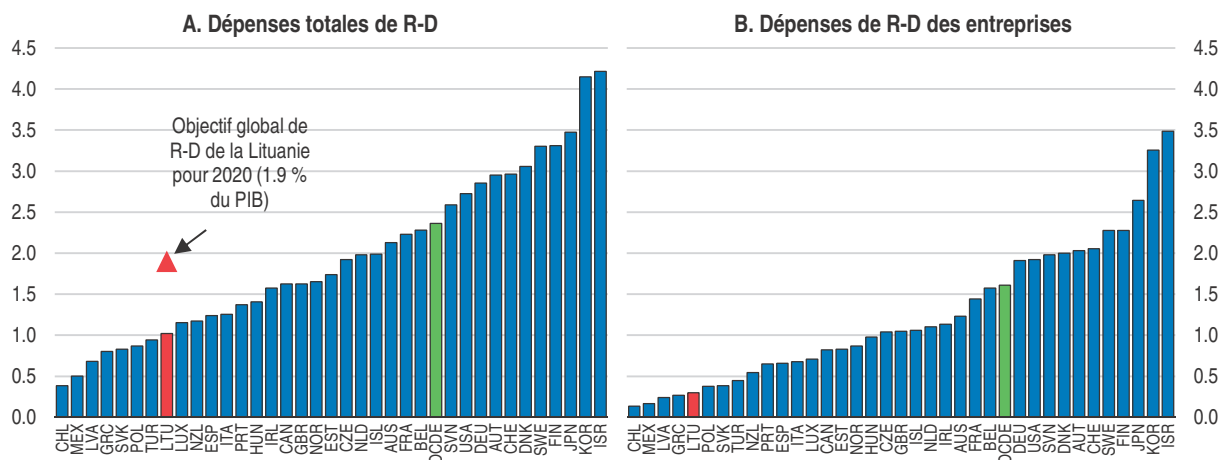
Source : Eurostat (2015b).

personnes hautement qualifiés qui caractérise la Lituanie. Par ailleurs, la faiblesse de l'innovation dans le secteur des entreprises est peut-être un des facteurs à l'origine de l'émigration d'individus hautement qualifiés observée en Lituanie au cours des dix dernières années (voir le graphique 18 ci-après).

L'intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises est faible malgré des incitations fiscales à la R-D relativement généreuses (graphique 14). Le taux d'utilisation des dispositifs d'incitation fiscale à la R-D est faible, de nombreuses entreprises ignorant leur existence ou ne sachant pas exactement quel type d'activité de R-D permet d'en bénéficier. Bien qu'ils soient assortis de possibilités de report, les mécanismes d'incitation fiscale peuvent désavantager les jeunes entreprises, celles-ci étant souvent déficitaires. En conséquence, les subventions, prêts et garanties d'emprunts en faveur de la R-D accordés par les pouvoirs publics, qui contribuent souvent tout particulièrement à soutenir les jeunes entreprises innovantes, devraient continuer d'occuper une place essentielle dans les politiques d'innovation.

Graphique 14. **L'intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises est très faible**

% du PIB, 2013 ou dernière année connue

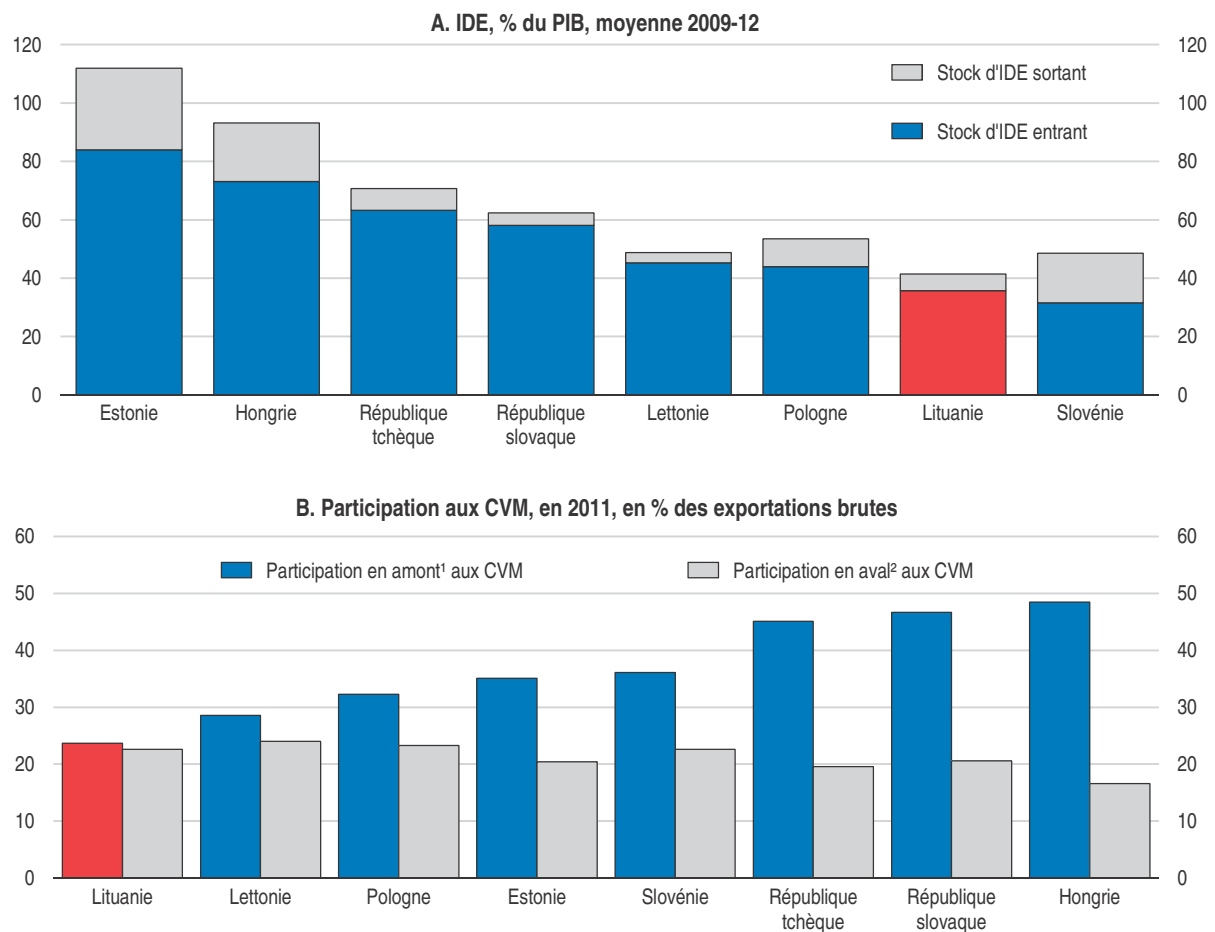


Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE et base de données statistiques d'Eurostat sur la recherche et le développement.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338666>

L'innovation, ainsi que la croissance de la productivité au sein des entreprises, bénéficierait d'une augmentation des externalités de connaissance au plan international et d'une amélioration de la capacité d'absorption des entreprises, ce qui ferait de la Lituanie une destination plus attractive pour l'investissement direct étranger (IDE) et renforcerait la participation des entreprises lituaniennes aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Le stock d'IDE entrant de la Lituanie était certes inférieur à celui des autres pays baltes en 2012 (graphique 15, partie A), mais certains signes laissent entrevoir une croissance relativement forte des entrées d'IDE depuis lors (Invest Lithuania, 2014). L'investissement direct étranger en Lituanie se caractérise par une proportion relativement importante d'investissements de création, qui peuvent être plus propices que d'autres types d'IDE à la création d'emplois locaux. Néanmoins, la « participation en amont » des entreprises lituaniennes aux CVM (autrement dit, la part de valeur ajoutée étrangère intégrée dans les exportations lituaniennes) était relativement limitée en 2011 (graphique 15, partie B).

Graphique 15. **L'investissement direct étranger (IDE) et la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) sont faibles**



1. Valeur ajoutée étrangère intégrée dans les exportations, en % des exportations brutes totales.

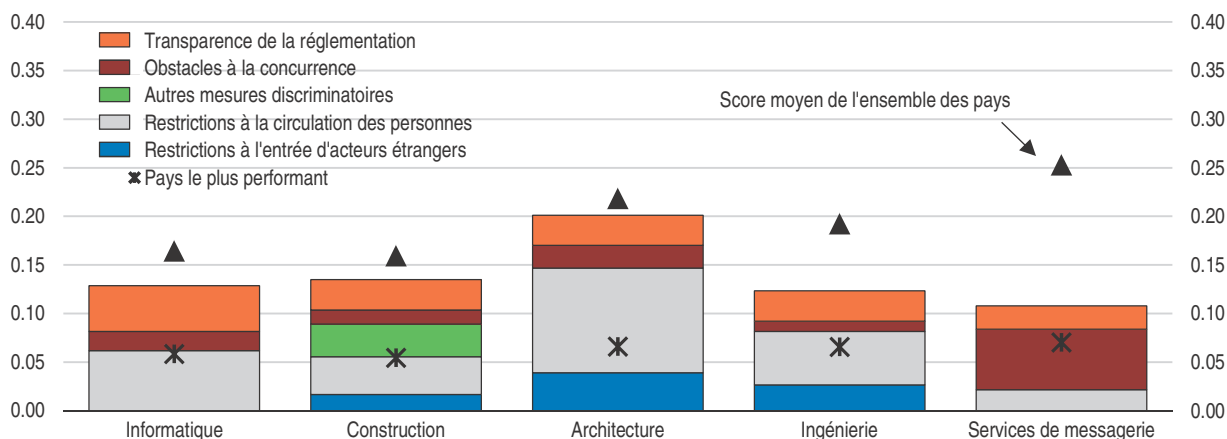
2. Valeur ajoutée intérieure intégrée dans les exportations, en % des exportations brutes totales.

Source : Eurostat, OCDE-OMC, Statistiques du commerce en valeur ajoutée.


Selon l'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) de l'OCDE, le cadre réglementaire de la Lituanie est propice au commerce (graphique 16 ; OECD, 2016b). Néanmoins, outre les restrictions qui s'appliquent aux travailleurs étrangers déjà évoquées précédemment, l'interdiction faite aux ressortissants de certains pays d'acquies des biens immobiliers peut entraver les échanges internationaux et l'investissement étranger. En outre, une intégration plus poussée dans les CVM pourrait être favorisée par une amélioration des infrastructures lituaniennes (Kowalski et al., 2015).

Graphique 16. **Le cadre réglementaire de la Lituanie est propice au commerce**

Indice de restrictivité des échanges de services (IRES), 2015



Source : Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338684>

Si certaines infrastructures sont bien développées, comme le réseau haut débit (Fibre to the Home Council Europe, 2015), les entreprises considèrent que, dans l'ensemble, la qualité des infrastructures lituaniennes est inférieure à la moyenne de l'OCDE (graphique 17). Ainsi, le manque de compatibilité entre les réseaux lituaniens de transport, d'électricité et de gaz et ceux du reste de l'Europe peut réduire la concurrence et alourdir les coûts des entreprises lituaniennes. Néanmoins, un certain nombre de projets d'infrastructures publiques notables ont été lancés ces dernières années. On peut citer à cet égard une extension en plusieurs étapes du port de Klaipeda, ainsi que le projet en cours « Rail Baltica », qui reliera la Finlande, la Pologne, l'Allemagne et les États baltes. Les sources d'approvisionnement en énergie de la Lituanie ont été diversifiées avec la finalisation des interconnexions électriques entre la Lituanie et la Suède (« NordBalt ») et la Lituanie et la Pologne (« LitPol ») fin 2015, et d'un terminal de gaz naturel liquéfié en 2014.

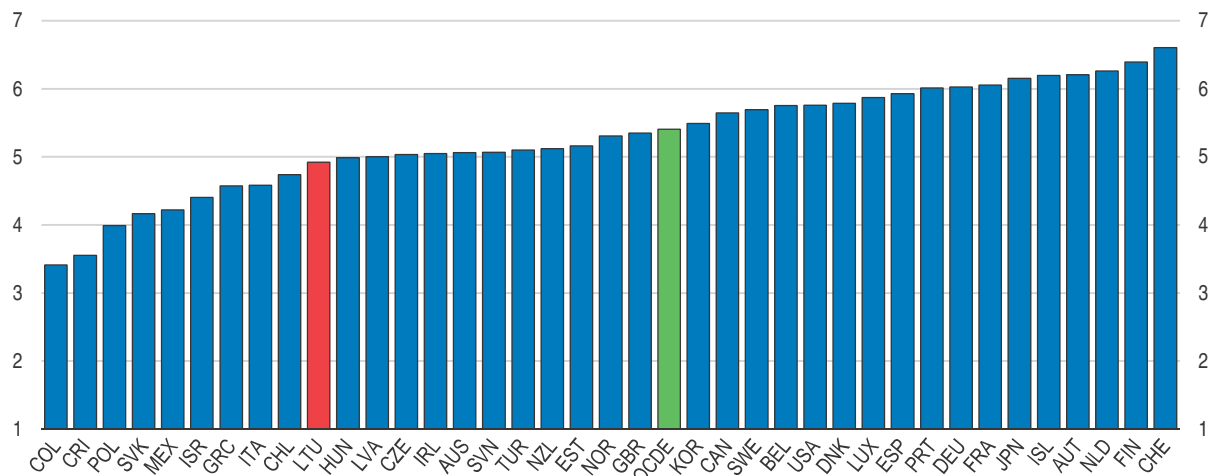
Garantir l'adéquation des compétences

Comme l'illustre le graphique 12, les entreprises ont beaucoup de mal à trouver des travailleurs dotés des qualifications dont elles ont besoin. Le manque de main-d'œuvre qualifiée en Lituanie tient non seulement aux restrictions portant sur les travailleurs originaires de pays extérieurs à l'UE et à l'émigration récente de travailleurs hautement qualifiés (graphique 18), mais aussi à la piètre qualité du système éducatif national.

En 2014, 53 % des Lituaniens âgés de 30 à 34 ans étaient diplômés de l'enseignement supérieur, contre 38 % seulement dans l'UE. Néanmoins, les entreprises considèrent que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée tient en grande partie aux compétences techniques

Graphique 17. La qualité des infrastructures de la Lituanie pourrait être améliorée

Score correspondant à la qualité des infrastructures dans leur ensemble, 2014-15



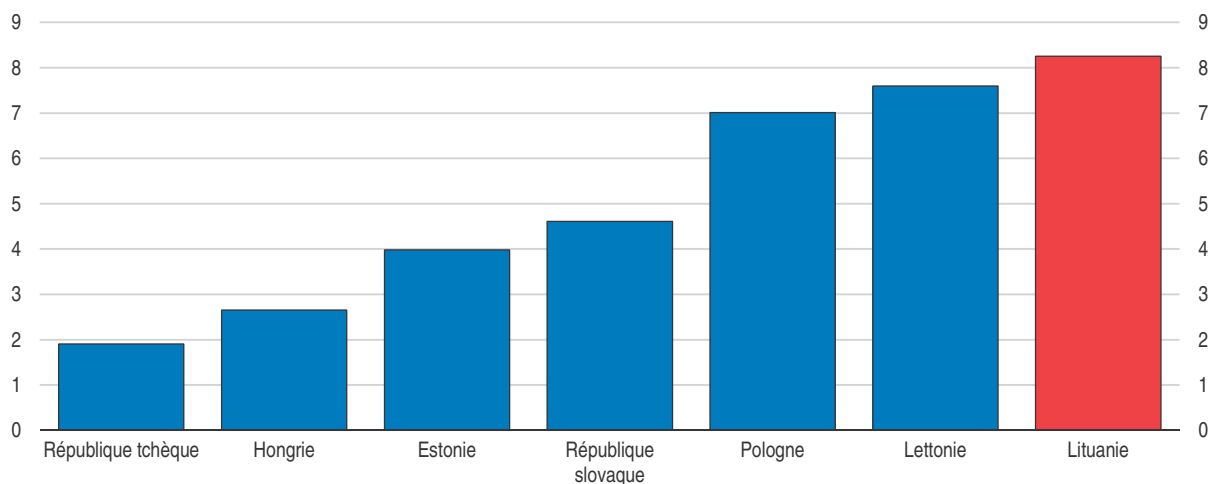
Note : Le score correspondant à la qualité des infrastructures est déterminé à partir des réponses apportées par des dirigeants d'entreprises établies dans le pays considéré à la question suivante : « Quelle est votre évaluation des infrastructures générales (notamment en matière de transports, de téléphonie et d'énergie) dans votre pays ? », sachant que les répondants doivent noter les infrastructures sur une échelle allant de 1 (extrêmement sous-développées – parmi les pires du monde) à 7 (complètes et efficaces – parmi les meilleures du monde).

Source : Forum économique mondial, ensemble de données relatives à l'indice de compétitivité globale (GCI, Global Competitiveness Index).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338694>

Graphique 18. L'émigration de travailleurs qualifiés réduit la réserve de capital humain de la Lituanie

Émigrés hautement qualifiés dans les pays de l'OCDE, en 2010-11, partis au cours des 10 dernières années, en % de la population nationale de 15 ans et plus



Note : Les travailleurs hautement qualifiés correspondent à ceux qui sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Source : Calculs fondés sur la Base de données de l'OCDE consacrée aux immigrants dans les pays de l'OCDE (DIOC 2010-11).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338708>

inadaptées des diplômés (European Parliament, 2015), qui résultent à la fois des défaillances de l'enseignement et du faible développement de la formation continue. En 2015, la proportion de la population âgée de 25 à 64 ans suivant une formation est inférieure de près de moitié à la moyenne de l'UE. Les difficultés qu'ont les entreprises à

trouver des salariés dotés des qualifications dont elles ont besoin montrent à quel point il est nécessaire de renforcer la formation en entreprise axée sur les compétences pratiques. Les pouvoirs publics lituaniens ont fait de la réforme du système d'enseignement et de formation professionnels (EFP), principalement axé sur les établissements scolaires, l'une de leurs priorités. Des mesures complémentaires pourraient être envisagées afin d'inciter les entreprises à participer à la formation et de les impliquer dans l'élaboration des programmes d'EFP.

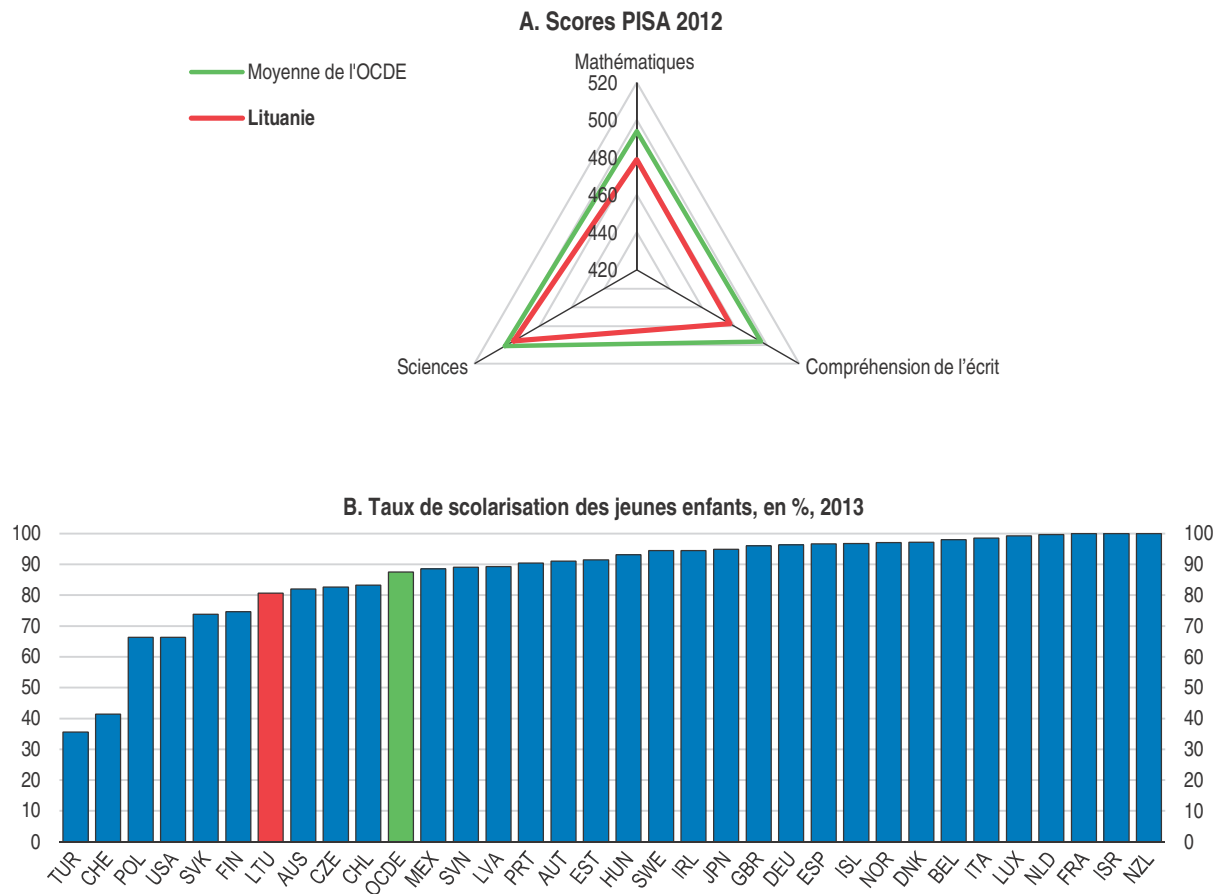
Les dix dernières années ont été marquées par d'importantes réformes du système d'enseignement supérieur en Lituanie. Par exemple, l'introduction des chèques étudiants en 2009, pour remplacer le financement direct des établissements d'enseignement, visait à ce que les cursus soient davantage tirés par la demande. Néanmoins, aucune université lituanienne ne figurait au classement des 400 meilleures universités publié par le Times (*Times Higher Education World University Rankings 2014-15*), contrairement à certaines économies de l'OCDE de plus petite taille, comme la Finlande et le Danemark qui comptent respectivement sept et cinq universités classées parmi les 400 meilleures mondiales. Une étude publiée en 2015 soulignait les possibilités d'amélioration de la qualité des universités de Lituanie, en révélant que le rendement à court terme de la formation universitaire était inférieur à celui des autres types de formation (MOSTA, 2015). Le système d'enseignement supérieur pourrait gagner à être rationalisé : on dénombre en effet 14 universités d'État et 13 établissements d'EFP post-secondaires, ce qui, rapporté au nombre d'habitants, est relativement élevé (Mitchell, 2014). Il pourrait également être utile que les établissements universitaires se spécialisent davantage.

L'inadéquation des compétences peut également refléter des défaillances dans le système éducatif s'agissant des jeunes enfants. En Lituanie, les élèves du secondaire qui ont participé au dernier cycle de l'évaluation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves en 2012 (PISA ; graphique 19, partie A) ont obtenu des résultats particulièrement faibles en compréhension de l'écrit et en mathématiques par rapport à leurs homologues des pays de l'OCDE. La préscolarisation est limitée en Lituanie, surtout dans les zones rurales (graphique 19, partie B ; Poviliūnas, 2014), ce qui peut expliquer en partie les mauvais résultats obtenus ensuite par les élèves du secondaire.

La faiblesse des scores obtenus au PISA peut également résulter de la difficulté à attirer de jeunes enseignants qualifiés. Les écarts entre les pays de l'OCDE au PISA peuvent s'expliquer, à hauteur d'un tiers, par les différences de salaires entre les enseignants (Ali, 2009). En Lituanie, la rémunération des enseignants est comparable au PIB par habitant, alors qu'elle est 20 % plus élevée en moyenne dans les pays de l'OCDE (graphique 20, partie A). Par ailleurs, en Lituanie, les performances des enseignants ne sont pas prises en compte dans la fixation du salaire de base et des primes (OECD, 2013b). Étant donné qu'il est difficile de déterminer l'impact que peut avoir un enseignant sur les résultats des élèves, il est préférable d'adopter un système fondé sur l'évaluation des bonnes pratiques ou des performances collectives. Il apparaît également que des progrès pourraient être accomplis en matière de perfectionnement des enseignants, en développant le mentorat et l'observation par des enseignants expérimentés (graphique 20, partie B).


Les évaluations externes des établissements scolaires devraient être plus fréquentes. Les établissements bénéficient d'une autonomie relativement importante dans la prise de décisions relatives à la rémunération, au recrutement et à l'allocation des enveloppes

Graphique 19. **La faible maîtrise des compétences élémentaires tient en partie au fait que l'éducation préprimaire est peu développée**



Note : Enfants de moins de 4 ans scolarisés au niveau ISCED 02-1.

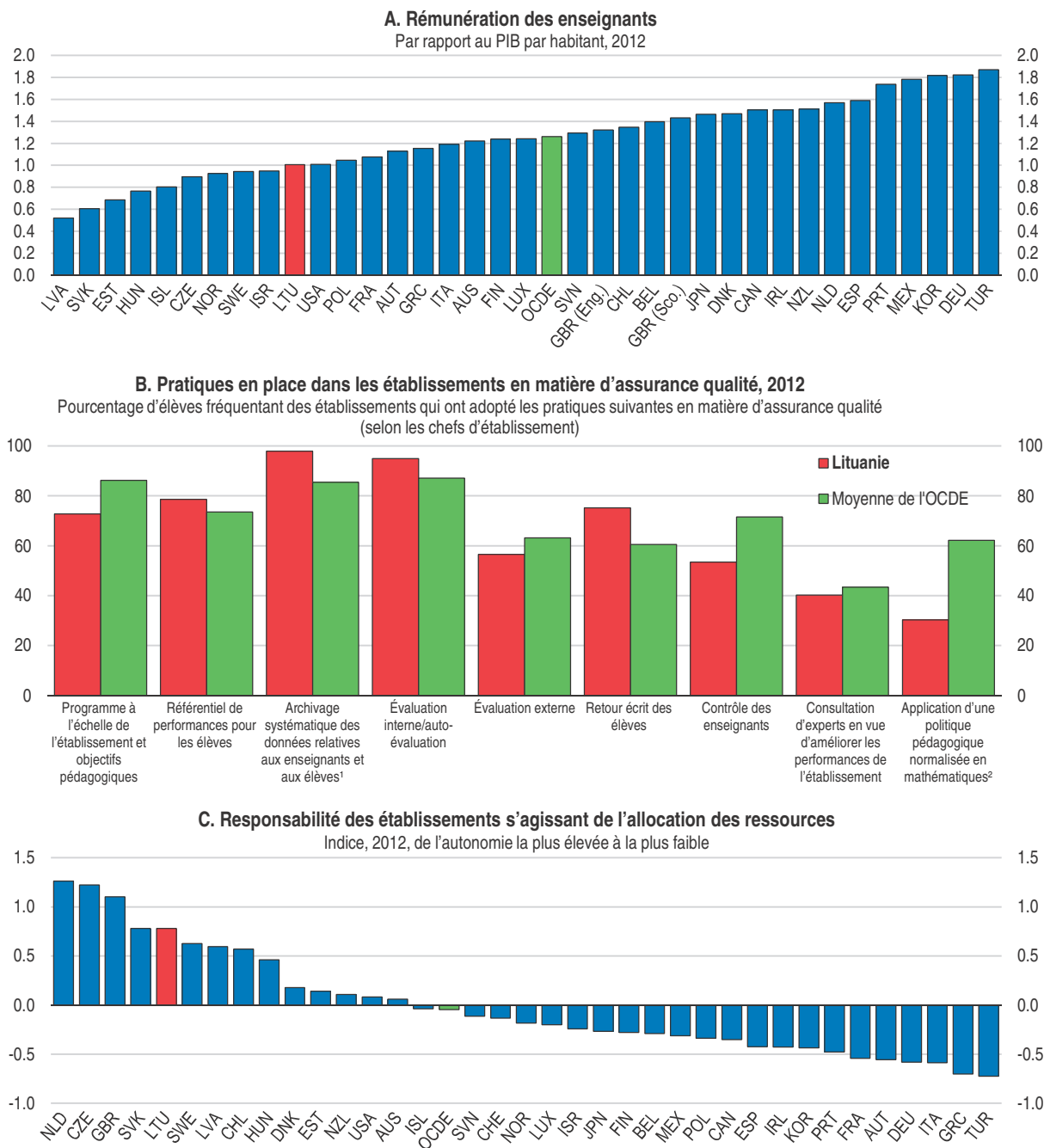
Source : OCDE, PISA 2012 ; OCDE, Regards sur l'éducation 2014 ; Base de données Eurostat sur les indicateurs de l'éducation.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338719>

budgétaires (graphique 20, partie C). Pour autant, les chefs d'établissement indiquent qu'en Lituanie, les évaluations externes sont moins courantes que dans les pays de l'OCDE. Le rôle de l'inspection de l'éducation ou d'un autre organe d'évaluation externe pourrait donc être renforcé.

Les coûts induits par l'amélioration de la qualité de l'enseignement pourraient être compensés en partie par des gains d'efficacité. La contraction de la population d'âge scolaire en Lituanie a incité les pouvoirs publics à réduire le nombre d'établissements. Néanmoins, le taux d'encadrement reste élevé par rapport à la plupart des pays de l'OCDE (graphique 21). Par ailleurs, selon les projections de population des Nations Unies, la population d'âge scolaire pourrait chuter de plus de 20 % entre 2010 et 2030 (United Nations, 2015). La poursuite du regroupement des établissements scolaires pourrait donc générer des économies et favoriser une meilleure coordination des programmes et des normes pédagogiques. Il faudra cependant prendre des mesures complémentaires, comme l'amélioration des infrastructures de transport, afin de veiller à préserver les possibilités offertes à tous les élèves, y compris à ceux des zones rurales, en matière d'éducation.


Graphique 20. Les salaires des enseignants sont bas et l'assurance qualité pourrait être améliorée



Note : Les ratios de la Partie A sont des moyennes simples pour les enseignants du premier et du deuxième cycle du secondaire.

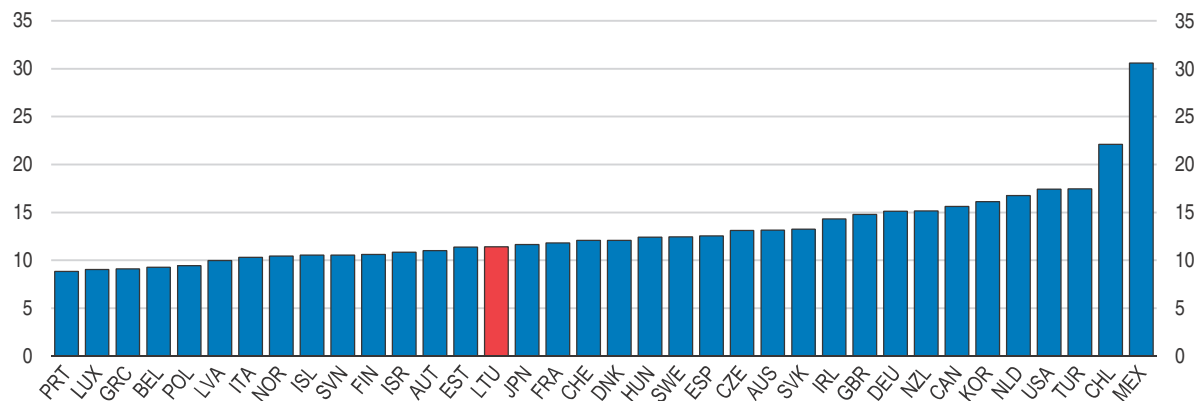
- Y compris, pour les enseignants et les élèves, l'assiduité et le taux de réussite, les résultats aux examens, et le perfectionnement des enseignants.
- Comme un programme à l'échelle de l'établissement, étayé par des supports pédagogiques communs, accompagné d'une formation pour les enseignants.

Source : OCDE, PISA 2012 ; OCDE, *Regards sur l'éducation 2013*, collecte de données PISA à l'échelle du système en 2013.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338726>

Graphique 21. **Le taux d'encadrement est relativement élevé et devrait continuer d'augmenter**

Taux d'encadrement, 2012



Source : OCDE, PISA 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338735>**Recommandations visant à doper la productivité**

- Renforcer, au sein du système éducatif, le rôle de la formation en entreprise et la coopération avec les employeurs, en particulier dans le contexte des programmes d'enseignement et de formation professionnels.
- Attirer les jeunes diplômés qualifiés vers la profession d'enseignant, en leur proposant une rémunération plus élevée et en investissant dans le perfectionnement continu des enseignants.
- Encourager la préscolarisation.
- Promouvoir de nouvelles formes de financement des entreprises et veiller à ce que les politiques d'innovation viennent en aide aux jeunes entreprises innovantes. Réformer les procédures de faillite.

Bâtir un marché du travail inclusif

Le marché du travail, tout comme les politiques sociales, a un rôle essentiel à jouer pour veiller à ce que les gains de productivité se traduisent par une hausse du niveau de vie pour tous et par une diminution du risque de pauvreté. Il est un point de départ naturel, puisque le fait d'occuper un emploi est le premier facteur de réduction du risque de pauvreté. La promotion d'institutions propres à créer des emplois et à améliorer l'employabilité des plus vulnérables et la satisfaction professionnelle permettra non seulement d'augmenter le taux d'activité mais aussi d'optimiser le bien-être. Le risque d'être sans emploi est toutefois inhérent à un marché du travail décentralisé et il est crucial, pour éviter que la perte d'emploi ne débouche sur la pauvreté, de garantir des indemnités de chômage adaptées. Outre les personnes susceptibles d'être temporairement au chômage, il y aura toujours des populations plus vulnérables, dont les perspectives en termes d'emploi sont limitées. Pour leur venir en aide, il est nécessaire de mettre en place un système d'aide sociale équilibré, conjuguant des incitations au travail et une garantie de revenu suffisante pour lutter contre la pauvreté. À cet égard, l'efficacité des services publics de l'emploi est capitale pour réduire le chômage et l'inactivité en aidant les demandeurs d'emploi à retrouver un travail.

Fournir à tous des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

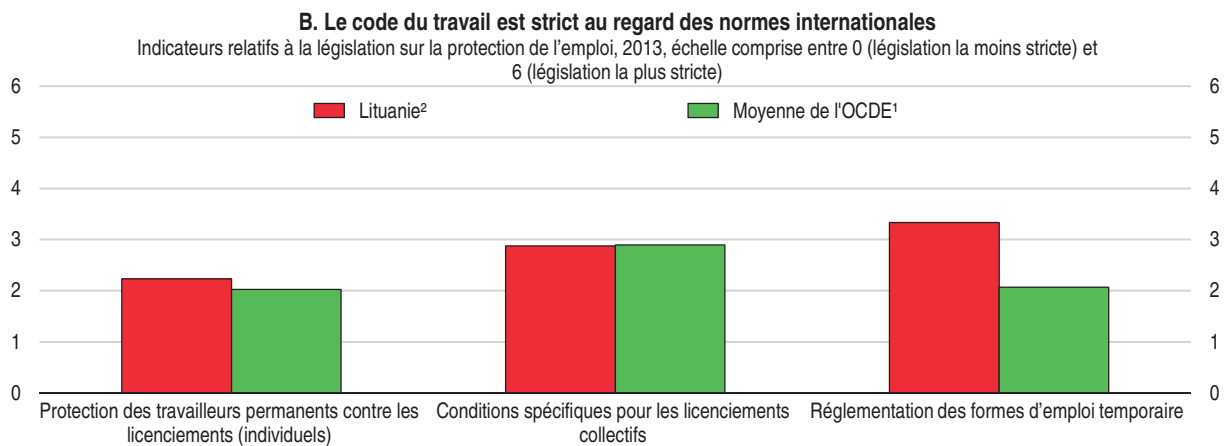
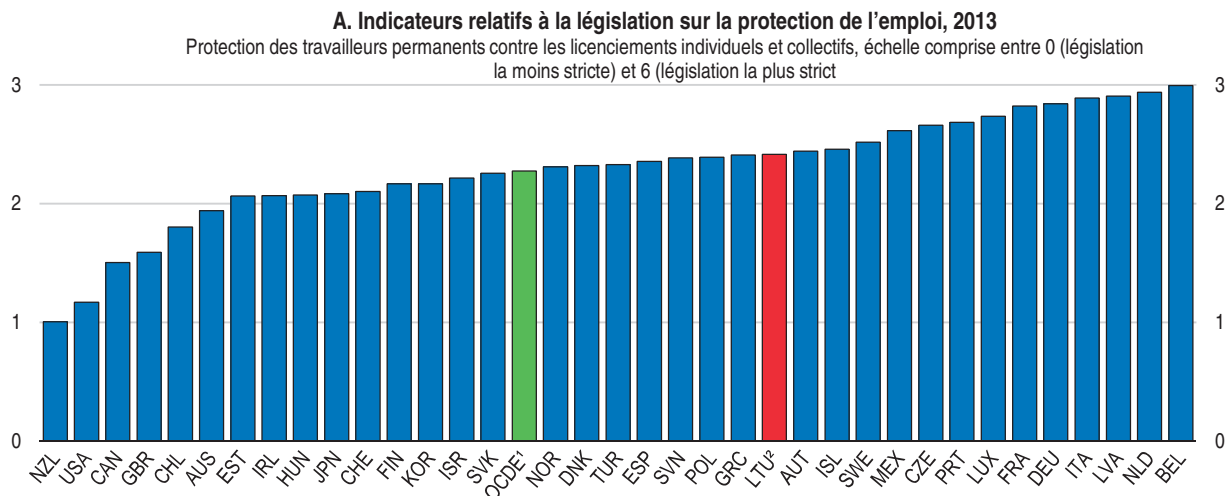
Le marché du travail lituanien a démontré sa flexibilité, qui favorise le dynamisme de la création d'emplois et la croissance (Bassanini and Duval, 2006 ; Andrews and Cingano, 2014). La relation entre le PIB et le chômage (selon la « loi d'Okun ») est estimée à 0.49, un niveau comparable à celui des États-Unis, ce qui témoigne d'un degré élevé de flexibilité du marché du travail (Ebeke and Evereart, 2014). Cette flexibilité permet une réaffectation rapide des ressources et renforce la capacité d'adaptation de l'économie face aux chocs. Or il s'agit d'un critère essentiel pour une économie en situation de rattrapage comme la Lituanie, où le changement structurel, les progrès techniques et le redéploiement des emplois sont particulièrement importants.

Le droit du travail est strict au regard des normes internationales, notamment sur le plan des licenciements individuels et de l'utilisation des contrats de travail temporaire (graphique 22, OECD, 2015a). Néanmoins, il n'est pas toujours respecté à la lettre. Par exemple, l'indemnisation prévue en cas de licenciement peut aller jusqu'à 6 mois de salaire moyen, mais des études récentes donnent à penser que 8-9 % seulement des femmes et 5-6 % des hommes perçoivent une indemnité de licenciement, principalement dans le secteur public (European Commission, 2015a). Cela favorise un climat d'incertitude pour les entreprises et les travailleurs, qui peut par exemple limiter l'attrait de la Lituanie aux yeux des investisseurs étrangers, qui sont moins au fait des pratiques nationales pour pouvoir faire face à l'application inégale du droit du travail. Les pouvoirs publics prévoient de réformer le code du travail afin d'aligner les pratiques en vigueur sur le modèle de la flexicurité.

Pour parvenir à un marché du travail inclusif, il faut offrir à tous, et en particulier aux travailleurs les plus vulnérables, des possibilités d'emploi plus nombreuses. Depuis le début de la reprise, le marché du travail affiche des résultats impressionnants en Lituanie, avec un recul annuel du taux de chômage de 2 points de pourcentage en moyenne depuis 2010. Le taux de chômage des jeunes, qui culminait à 35.7 % en 2010, a été ramené à 19.3 % grâce à des mesures de soutien spécifiques, parmi lesquelles le développement de l'offre de formations, des subventions salariales et une « garantie pour les jeunes » qui assure aux moins de 29 ans une offre solide d'emploi, de formation ou de poursuite des études dans un délai de quatre mois après la fin de leurs études ou leur inscription au chômage (OECD, 2015a). Pour autant, le taux de chômage global reste supérieur à la moyenne de l'OCDE, et le risque de chômage reste élevé pour les travailleurs âgés et les personnes peu qualifiées (graphique 23, partie A). L'allègement de la fiscalité du travail au moyen d'une réduction des cotisations sociales patronales, qui représentent près de 60 % du coin fiscal, contribuerait à améliorer l'employabilité des travailleurs peu qualifiés (graphique 23, partie B ; Giannella et al, 2008 ; IMF, 2014a). Néanmoins, pour cibler les personnes peu qualifiées, il est nécessaire de s'appuyer sur des informations fiables sur les salaires, qui font défaut en Lituanie compte tenu du recours relativement important au travail informel (Eurobarometer, 2014 ; Schneider, 2015). Une solution consisterait à limiter les exonérations aux employeurs qui embauchent des travailleurs peu qualifiés au chômage.

Outre les créations d'emplois, il faudrait, pour améliorer le bien-être et la productivité, offrir aux travailleurs la possibilité de progresser dans leur carrière. Selon l'Enquête européenne sur les conditions de travail, qui évalue la qualité des emplois, 30 % des Lituaniens ne sont pas satisfaits de leurs conditions de travail, ce qui est largement supérieur à la


Graphique 22. La Lituanie a une législation sur la protection de l'emploi plus stricte que la moyenne des pays de l'OCDE



1. Moyenne non pondérée des pays de l'OCDE.

2. Les données portent sur l'année 2015.

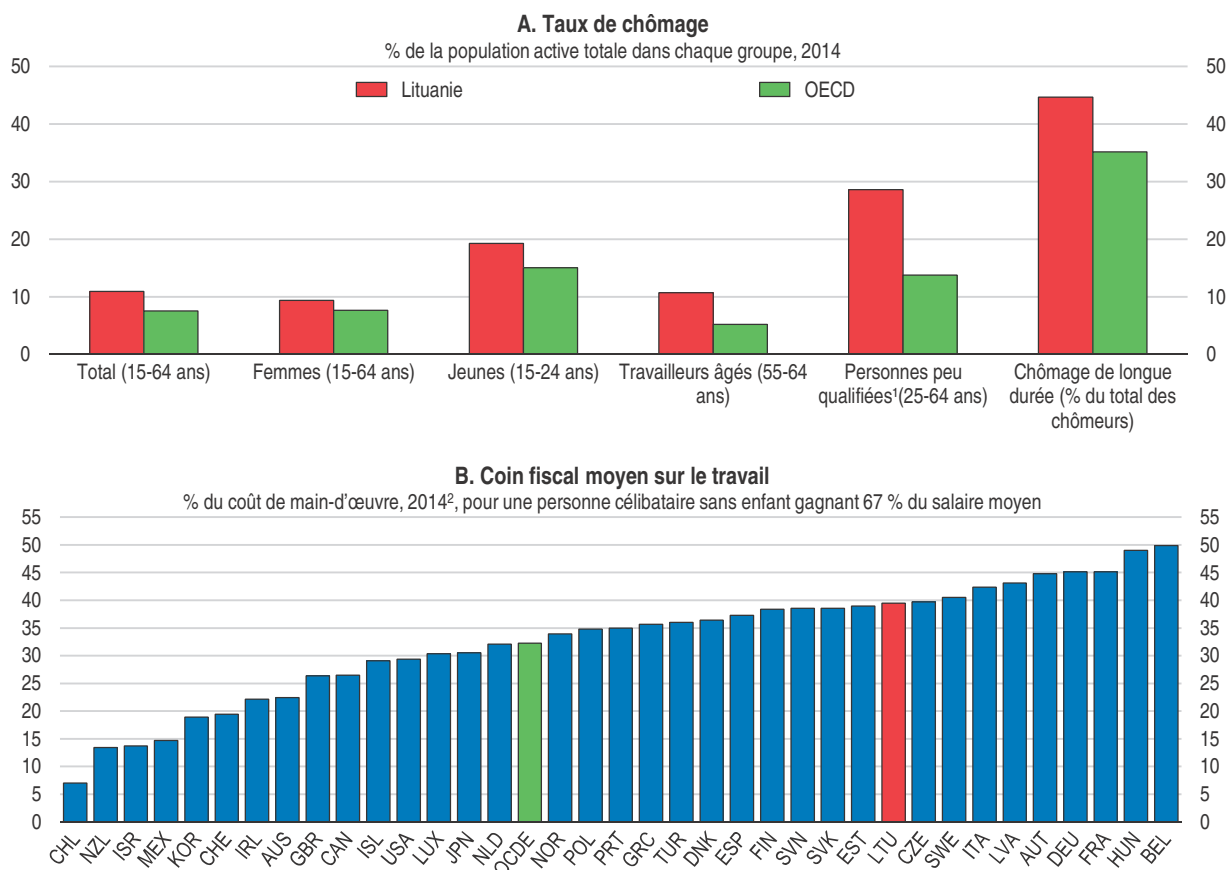
Source : Base de données de l'OCDE sur la protection de l'emploi, mise à jour de 2013.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338742>

moyenne des pays de l'Union européenne (Eurofund, 2012). L'insatisfaction professionnelle entraîne une baisse du taux d'activité et nourrit l'émigration, notamment des jeunes (OECD, 2015a ; Gruzevskis and Blaziene, 2013 ; Gataulinas and Zabarauskaite, 2014).

Au vu de ce qui se produit dans d'autres pays, il ne semble pas y avoir d'arbitrage entre la qualité et la quantité des emplois (OECD, 2014d). Les institutions du marché du travail peuvent à la fois garantir des carrières stables et offrir suffisamment de souplesse pour favoriser la création de nouveaux emplois et le redéploiement des emplois existants. La formation continue est essentielle pour permettre aux travailleurs d'accéder à de meilleurs emplois (Bassanini et al. 2005 ; OECD, 2014a). 5 % seulement des travailleurs lituaniens suivent une formation, ce qui est inférieur de moitié à la moyenne de l'UE. La proportion de travailleurs peu à moyennement qualifiés qui participent à des formations est encore moindre (graphique 24 ; European Commission, 2013). Dans ce contexte, il faut saluer le projet actuel qui vise à donner à tous les travailleurs la possibilité de prétendre à 5-20 jours de formation par an, ainsi qu'à mettre en place un nouveau contrat d'apprentissage. Les

Graphique 23. Le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés est élevé



1. Données de 2013 pour l'OCDE (moyenne non pondérée).

2. Données de 2013 pour la Lettonie et la Lituanie.

Source : Statistiques de l'OCDE sur le marché du travail ; base de données de Regards sur l'éducation de l'OCDE ; base de données des principaux indicateurs sur les statistiques de la population active d'Eurostat ; statistiques fiscales de l'OCDE (base de données) ; Commission européenne, base de données sur les impôts et les transferts.

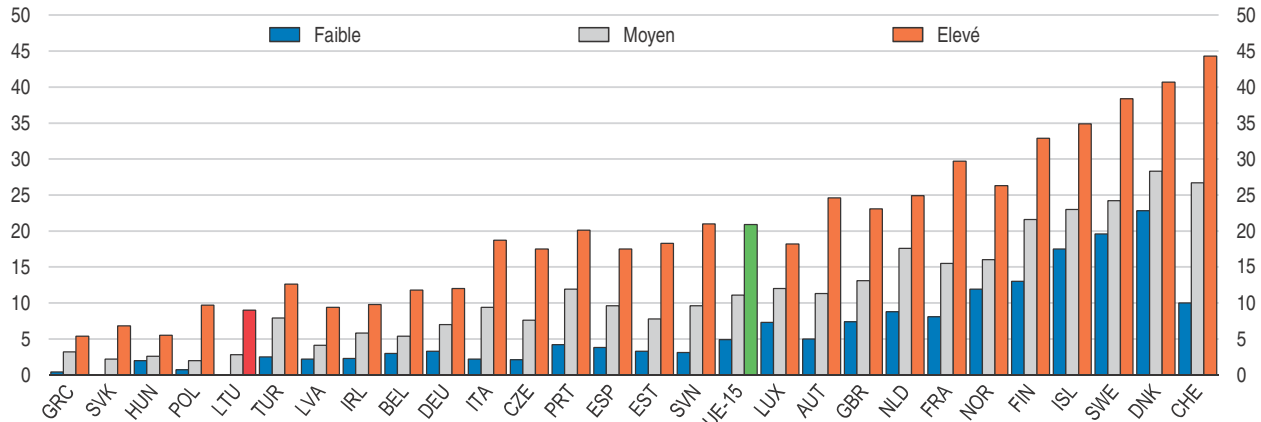
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338759>

pouvoirs publics devraient développer des dispositifs complémentaires, comme les chèques formation, les prêts personnels pour la formation ou des dispositions réglementaires protégeant l'investissement consenti par les entreprises dans la formation, étant donné que ces mesures ont démontré leur efficacité dans la promotion de la formation continue (OCDE, 2005).

Les inégalités salariales, qui influent aussi fortement sur la satisfaction professionnelle, sont élevées en Lituanie par comparaison avec les autres pays (graphique 25, partie A). Si la hausse du salaire minimum peut contribuer à réduire ces inégalités, elle peut aussi freiner la création d'emplois pour les travailleurs peu qualifiés s'il est fixé à un niveau trop élevé. À l'heure actuelle, le salaire minimum correspond à 50 % du salaire médian, soit environ le niveau moyen observé dans les pays de l'OCDE, ce qui laisse entrevoir une marge de manœuvre limitée (graphique 25, partie B). À moyen et long terme, le meilleur moyen d'augmenter les revenus des travailleurs peu qualifiés consiste à renforcer leur productivité en améliorant leur formation scolaire et professionnelle. À plus court terme, les prestations conditionnées à l'exercice d'un emploi (voir ci-après) pourraient aussi contribuer à améliorer la satisfaction professionnelle en accroissant la rémunération nette.


Graphique 24. L'investissement insuffisant dans les compétences participe à la qualité médiocre des emplois

Participation des 25-64 ans à la formation continue par niveau d'études¹, 2014, en %



1. À partir des niveaux de la CITE 2011 : faible correspond aux niveaux 0-2 (inférieur au primaire, enseignement primaire et premier cycle du secondaire), moyen correspond aux niveaux 3 et 4 (deuxième cycle du secondaire et enseignement post-secondaire non supérieur), élevé correspond aux niveaux 5 à 8 (enseignement supérieur).

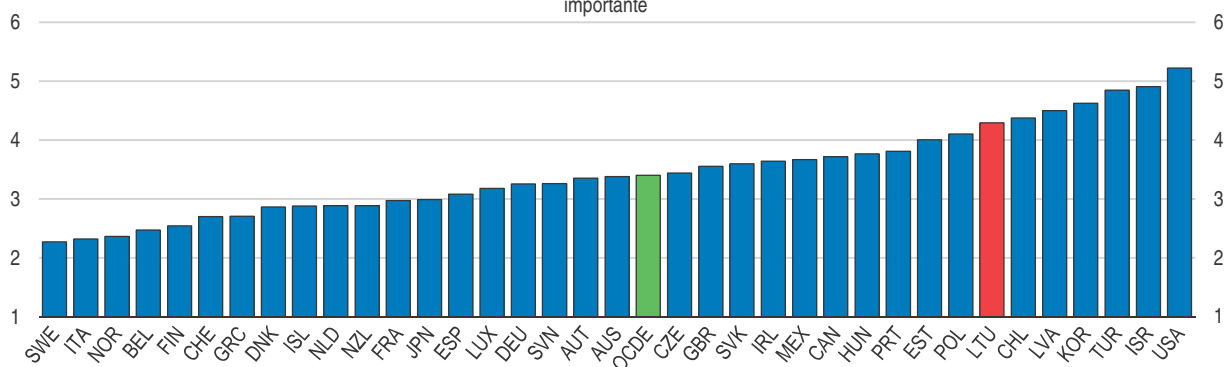
Source : Base de données d'Eurostat sur l'éducation et la formation.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338769>

Graphique 25. Les inégalités salariales sont importantes

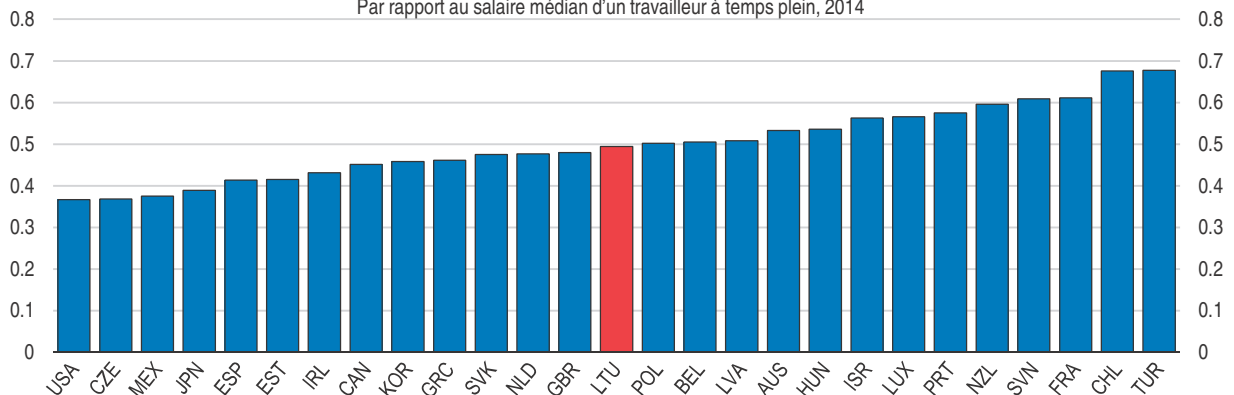
A. Dispersion des salaires

Rapport du 9^e au 1^{er} décile des salaires, 2012 ou dernière année disponible, de la dispersion la plus faible à la plus importante




B. Salaire minimum

Par rapport au salaire médian d'un travailleur à temps plein, 2014



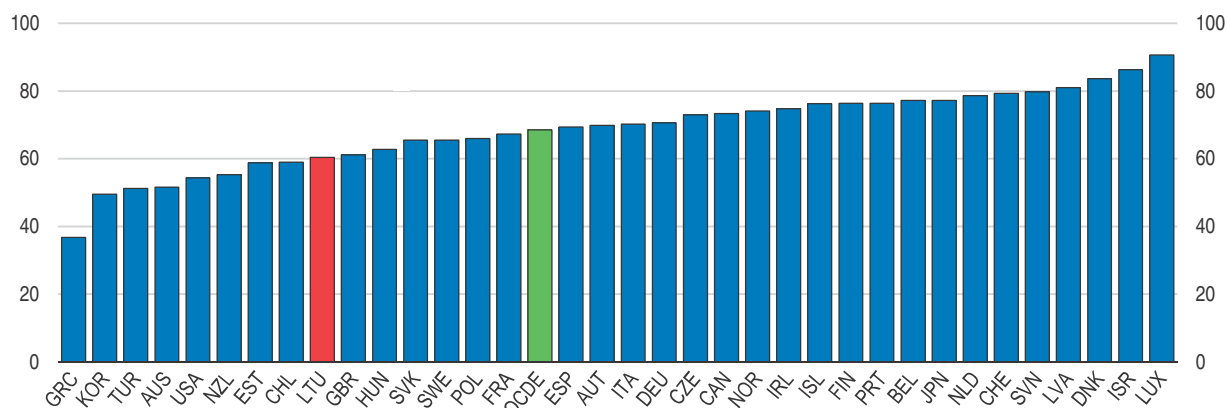
Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338777>

Concevoir une garantie de ressources efficace pour les personnes en dehors de l'emploi

Le maintien d'un revenu pour les chômeurs est insuffisamment développé, ce qui accroît le risque de pauvreté en cas de perte d'emploi et sape l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences. Le taux de remplacement net des prestations d'assurance versées aux bas salaires est nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (graphique 26). Les critères d'attribution des droits figurent également parmi les plus restrictifs de l'OCDE, ce qui explique que ces prestations bénéficient à seulement 15 %-17 % des chômeurs (Lazutka, 2014a ; Lagenbushier, 2015). Le faible niveau des prestations de l'assurance chômage et la sévérité des critères d'attribution incitent à rechercher un emploi et à travailler. Cependant, l'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail risque également d'être difficile si des contraintes financières empêchent les chômeurs de consacrer suffisamment de temps à la recherche d'un emploi (Tatsiramos, 2009 ; Amable and Gatti, 2004). De même, le faible niveau des prestations de chômage dissuade de travailler dans le secteur formel (OECD, 2008). Il peut également restreindre l'efficacité des mesures en faveur de la recherche d'emploi et de la formation, le coût d'opportunité de la non-participation à ces mesures étant faible. Les mesures en faveur d'un renforcement de l'assurance chômage sont à saluer (encadré 5).

Graphique 26. **Les chômeurs ont peu de sécurité de revenu**
Taux de remplacement net des prestations de chômage¹, en début de chômage, 2013, %



1. Moyenne simple des taux de remplacement nets correspondant aux situations familiales suivantes : célibataire sans enfant, ou avec deux enfants, rémunéré à hauteur de 67 % ou de 100 % du salaire moyen ; couple marié sans enfant, ou avec deux enfants, comptant un apporteur de revenu rémunéré à hauteur de 67 % ou de 100 % du salaire moyen. Taux de remplacement calculé après impôt et en tenant compte des prestations de chômage et familiales. Les ménages sont supposés avoir accès à l'aide sociale et à d'autres prestations soumises à conditions de ressources s'ils remplissent les conditions de revenus applicables. Les coûts de logement sont supposés représenter 20 % du salaire moyen.

Source : OCDE, Modèles impôts-prestations.

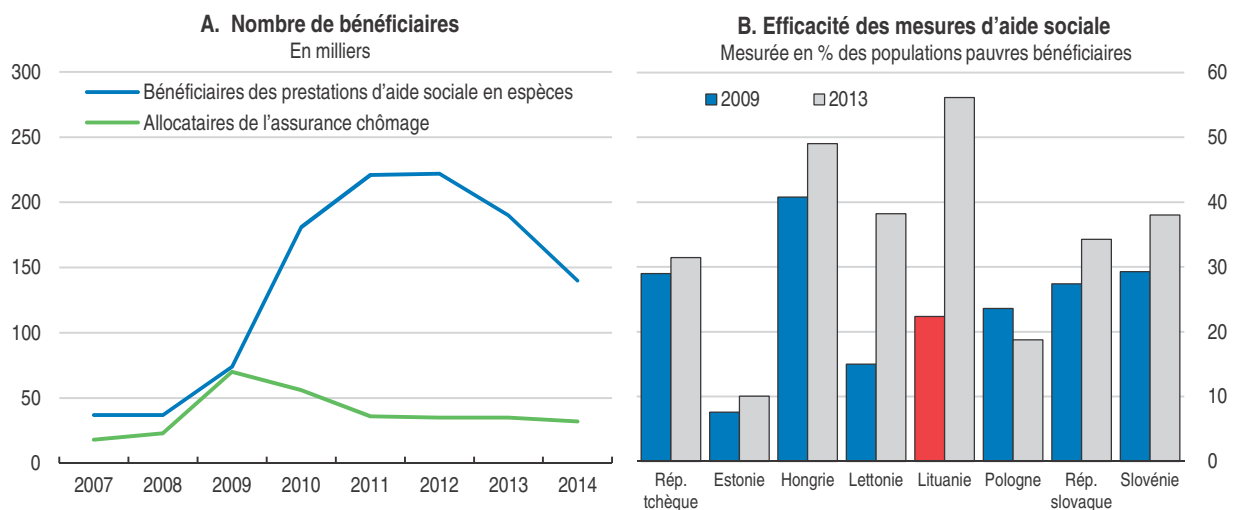
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338784>

Compte tenu d'un système d'assurance chômage peu développé, l'aide sociale joue un rôle important en Lituanie où le risque de pauvreté est grand (voir graphique 3, partie A). Depuis la crise mondiale, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a nettement augmenté et représentait 5 % de la population en 2014, cependant que le nombre d'allocataires de l'assurance chômage demeurait globalement constant (graphique 27, partie A). Cette augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale s'explique par le fait que la crise a fait passer plus de personnes en deçà du seuil de revenu minimum y


Encadré 5. Principales modifications envisagées pour le système de l'assurance chômage

- La fraction fixe de l'allocation de chômage sera calculée sur la base d'un salaire mensuel minimum (30 %), alors qu'elle équivalait auparavant au revenu minimum garanti par l'État (fixé à 100 euros depuis 2008), principale référence de calcul des prestations sociales. Ce mode de calcul renforcera le lien entre l'assurance chômage et l'évolution salariale, alors que le niveau du revenu minimum garanti par l'État est fixé pour l'instant au coup par coup et sur décision des autorités.
- La fraction variable de l'allocation de chômage augmentera : elle sera égale à 50 % du salaire antérieur pendant les trois premiers mois de chômage, puis réduite progressivement à 40 % entre les 4^e et 6^e mois, et à 30 % du 7^e au 9^e mois. Dans le système actuel, la fraction variable équivaut à 40 % du salaire antérieur soumis à cotisation et est réduite de 50 % au bout de trois mois.
- Les droits à prestations de chômage seront également étendus en ramenant la durée minimum de cotisation à l'assurance chômage de 24 mois auparavant à 12 mois.
- La durée de versement de l'allocation de chômage sera allongée, passant de 6-9 mois actuellement à 9 mois.

Graphique 27. **Malgré des progrès, il faut faire encore plus pour lutter contre la pauvreté**



Source : Lazuthka (2014), Avram (2013), mise à jour d'après les Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) ; ministère de la Sécurité sociale et du Travail.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338799>

donnant droit (tableau 3). Les populations pauvres sont donc davantage couvertes. Cela étant, les prestations d'aide sociale ne représentent que la moitié du seuil de pauvreté et, quoique soutenant relativement bien la comparaison avec des pays comparables, le dispositif laisse de côté la moitié des pauvres, qui se retrouvent sans aucune couverture du tout (graphique 27, partie B). La réforme mise en œuvre en 2012, qui module à la baisse les prestations au fil de la période d'inactivité, complique les choses en réduisant encore un peu plus le niveau des prestations servies. Au final, il semble qu'il y ait lieu de renforcer l'aide sociale.

Tableau 3. **La garantie de ressources est faible**

Revenu min. garanti par l'État	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu minimum (en EUR)	39.1	39.1	47.8	59.4	82.5	101.4	101.4	101.4	101.4	101.4
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian, en euros/mois	102.9	126.7	163.8	205.6	235.8	201.5	192.9	216.9	234.9	241.2
Ratio, %	38.0	30.9	29.2	28.9	35.0	50.3	52.6	46.8	43.2	42.0

Note : Le seuil de pauvreté, déterminé chaque année, correspond à 60 % du revenu médian.

Source : Le revenu minimum garanti par l'État est fixé par décision du gouvernement de la République de Lituanie (« Dėl valstybės remiamų pajamų dydžio patvirtinimo ») ; calculs de l'OCDE.

L'une des principales difficultés réside dans la conception de mesures d'aide sociale qui réussissent à réduire la pauvreté sans dissuader encore plus les bénéficiaires de travailler. Toutefois, la suppression pure et simple des prestations lorsque le bénéficiaire retrouve du travail fait perdre de l'attrait à l'emploi (Navicke, 2015). L'une des solutions pour inciter davantage à travailler consiste à assurer des prestations complémentaires du revenu d'activité aux bénéficiaires de l'aide sociale qui prennent un emploi. Les mesures de ce type stimulent l'offre de main-d'œuvre sans accroître les coûts du travail supportés par les entreprises, en creusant l'écart entre le revenu du travail et les prestations liées à l'exercice d'un emploi (encadré 6). De surcroît, elles peuvent avoir un effet bénéfique non négligeable sur la distribution des revenus (Immervoll and Pearson, 2009). Depuis janvier 2014, le complément de revenu d'activité (qui équivaut à 50 % de l'ancienne

Encadré 6. **Valoriser le travail : les prestations complémentaires du revenu d'activité dans les pays de l'OCDE**

Conception

Les prestations conditionnées à l'exercice d'un emploi incitent plus fortement à travailler en creusant l'écart de revenu entre activité et inactivité. Il en existe divers types selon l'objectif visé :

- les prestations transitoires servies pendant une durée limitée suivant l'embauche (comme en Australie, en Belgique et au Canada), dont l'objet est de faciliter la transition vers l'emploi ;
- les prestations servies à titre permanent, aussi longtemps que le bénéficiaire remplit les critères d'admissibilité requis (comme en Belgique, en Finlande, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni). Ces prestations peuvent revêtir diverses formes : avantages fiscaux, exonérations de cotisations de sécurité sociale et crédits d'impôt remboursables. Contrairement aux prestations transitoires, elles ont un effet plus marqué sur les taux de pauvreté dans l'emploi et sur la distribution des revenus.

Impact potentiel

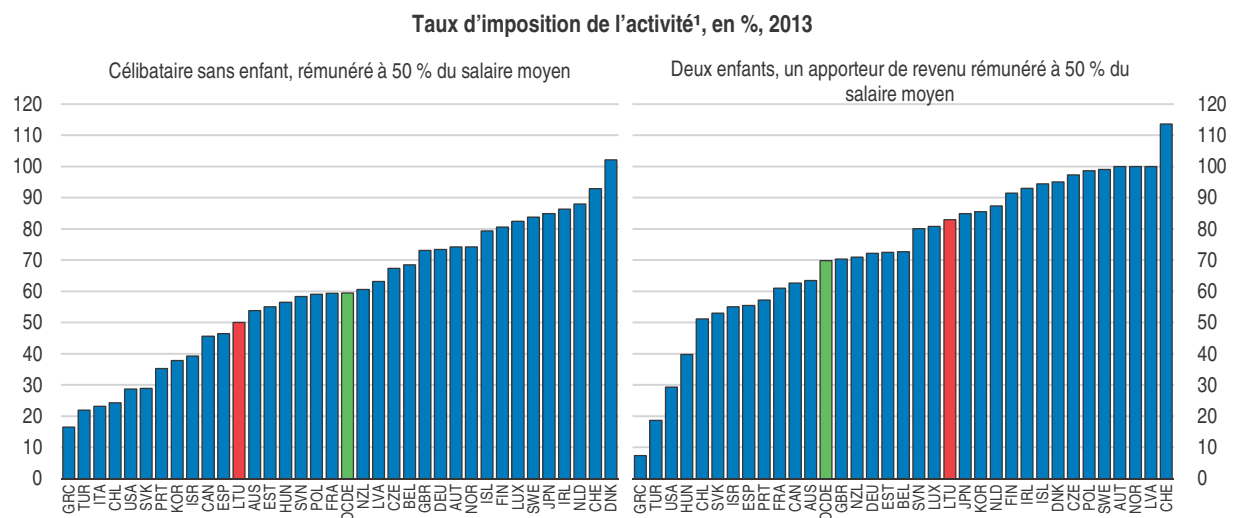
On a établi qu'en moyenne, une variation de 1 % de l'écart entre le revenu d'activité et le revenu d'inactivité accroît le taux d'activité de 0.2 %. L'élasticité est supérieure pour les femmes et les parents isolés, en l'espèce de 0.3 et de 1. Le fait d'avoir des enfants pour les femmes et d'être d'un faible niveau d'instruction accroît également le coefficient d'élasticité. Pour autant, ces valeurs sont à interpréter avec prudence car elles ont été établies à des périodes où la situation de l'emploi était solide.

Source : Immervoll and Pearson (2009).

prestation) est versé pendant six mois aux chômeurs de longue durée qui ont droit aux prestations de l'aide sociale et qui prennent un emploi. La durée et les conditions d'attribution de ce complément de revenu pourraient être élargies à d'autres catégories de sans-emploi, notamment aux chômeurs de moins longue durée.


Les incitations financières à l'exercice d'un emploi dépendent souvent trop fortement de la taille de la famille en Lituanie : l'aide octroyée à une personne célibataire est relativement faible et équivaut à 24 % du revenu médian, soit bien en deçà du seuil de pauvreté, tandis que l'aide à une famille est égale à 50 %-60 % de ce même revenu (Lazutka 2014b, graphique 28). Toutefois, réduire davantage l'aide aux familles nombreuses pourrait avoir un fort impact redistributif et accroître le risque de pauvreté infantile. En revanche, concevoir des dispositifs de prestations conditionnées à l'exercice d'un emploi et ciblées au niveau de la famille s'est révélé être efficace, notamment parce que le second apporteur de revenu est plus sensible aux incitations financières (Immervoll and Pearson 2009 ; de Boer et al., 2015). Certaines mesures sont programmées dans le cadre de la loi de finances pour 2016 en vue d'augmenter les rémunérations effectivement perçues par les apporteurs de revenu, en majorant l'abattement fiscal dont bénéficient les résidents élevant des enfants de 60 à 120 euros et en relevant l'abattement à la base de 166 à 200 euros. Cela étant, un abattement universel peut coûter cher au budget en ce sens qu'il aide aussi les familles à haut revenu. Les autorités devraient plutôt envisager de cibler le versement d'allocations familiales aux ménages modestes, ce qui serait une solution moins coûteuse et plus efficace pour réduire les inégalités.

Graphique 28. **Les incitations financières à travailler sont relativement faibles pour les familles nombreuses**



1. Ce taux d'imposition effectif moyen permet d'évaluer dans quelle mesure les impôts et prestations réduisent l'avantage financier en cas de passage de l'inactivité à l'emploi. Les estimations présentées ici concernent une personne ne percevant pas de prestations de chômage (parce que ses droits à prestations sont épuisés, par exemple). En revanche, les ménages sont supposés avoir accès à l'aide sociale et à d'autres prestations soumises à conditions de ressources s'ils remplissent les conditions de revenus applicables. Lorsque le bénéfice de ces aides en situation d'inactivité est assujéti à des critères de recherche d'emploi (justifier d'une recherche active ou être « disponible pour travailler »), ces critères sont réputés satisfaits. Les aides monétaires au logement sont calculées sur la base d'un loyer sur le marché privé, charges comprises, équivalant à 20 % du salaire à temps plein, quel que soit le type de famille. Le pourcentage du salaire moyen correspond aux rémunérations perçues pour un emploi à temps plein par une personne passant de l'inactivité à l'emploi.

Source : OCDE, modèles impôts-prestations.

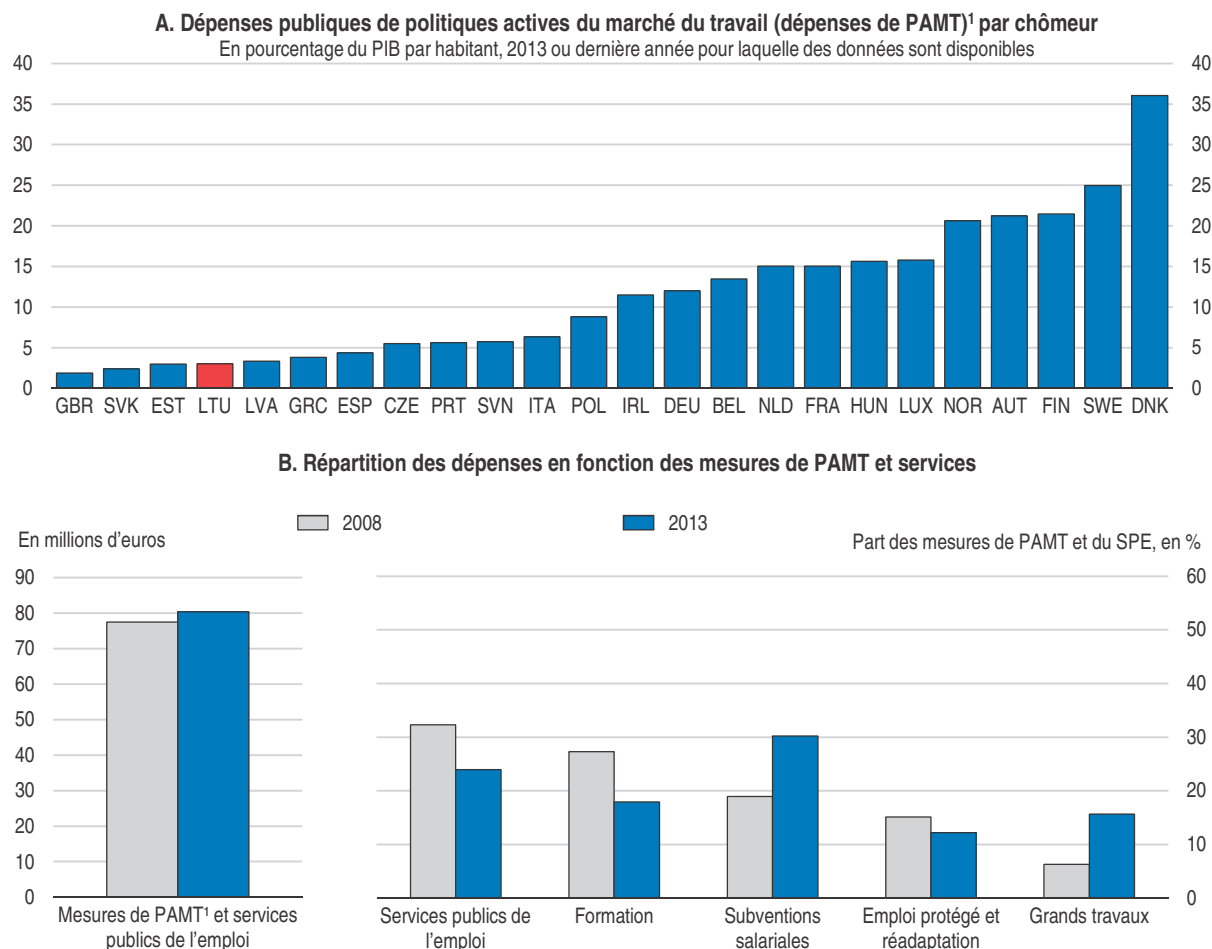
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338807>

Accroître l'efficacité des services d'accompagnement dans l'emploi

Un système approprié de prestations hors emploi permet aux personnes sans emploi de nouer des contacts avec le service public de l'emploi (SPE), celui-ci étant efficace lorsqu'il aide ces personnes à retrouver un travail (Immervoll and Scarpetta, 2012). En Lituanie, les bénéficiaires de l'aide sociale comme les allocataires de l'assurance chômage doivent se déclarer auprès du SPE et se conformer à leurs obligations de recherche d'emploi et de participation aux programmes. Il reste que 0.18 % seulement du PIB était consacré à des programmes actifs du marché du travail (PAMT) en Lituanie en 2012, contre 0.43 % en moyenne dans l'OCDE (graphique 29, partie A).

Le SPE en Lituanie est insuffisamment doté en ressources humaines, chaque conseiller ayant à gérer près de 200 dossiers, contre moins d'une cinquantaine en Allemagne où les réformes Hartz ont nettement conforté l'efficacité du SPE et amélioré l'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail (OECD, 2012b). Un renfort

Graphique 29. **Les dépenses consacrées aux PAMT pourraient être plus généreuses et plus efficaces**



1. Les mesures de PAMT (catégories 2-7) recouvrent la formation, les subventions salariales, l'emploi protégé et la réadaptation, les grands travaux et les aides à la création d'entreprise.

Source : Commission européenne, base de données sur les statistiques des politiques du marché du travail ; OCDE, base de données des Perspectives économiques n° 98.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338816>

en conseillers permettrait d'améliorer l'accompagnement personnalisé ainsi que d'autres mesures aidant les chômeurs et les actifs peu qualifiés à trouver un emploi (OECD, 2015a). Ce facteur est d'une importance décisive étant donné le haut niveau du chômage structurel, estimé à 10-12 % (Ebeke and Everaert, 2014), et l'allure de la courbe de Beveridge, laquelle s'éloigne de l'origine des axes, signe que l'efficacité du processus de rapprochement entre l'offre et la demande sur le marché du travail s'est peut-être dégradée depuis la crise financière mondiale de 2008 (chapitre 2).

Le rapport coût-efficacité des programmes PAMT pourrait être amélioré en redéployant les ressources vers les programmes les plus efficaces. Il conviendrait en outre de contrôler régulièrement les dépenses consacrées aux PAMT et de les évaluer afin d'orienter les ressources vers les plus efficaces et d'ajuster les mesures d'activation en fonction de caractéristiques spécifiquement nationales. L'expérience des pays les plus performants en la matière peut livrer quelques pistes de réforme :

- Les ressources consacrées à la formation pourraient être augmentées car il est avéré qu'elles améliorent l'aptitude à l'emploi et la qualité des emplois à moyen et long terme (Card et al., 2015 ; Wulfgram and Fervers, 2013). L'expérience au Danemark montre que les formations d'entreprise sont les plus efficaces pour améliorer l'employabilité. Le nouveau programme de chèques-formation, mis en place en 2012, offre plus de souplesse en permettant au stagiaire et à l'employeur de choisir le prestataire. Des progrès ont également été accomplis en ciblant spécifiquement les plus vulnérables : les chômeurs de longue durée représentaient ainsi 20 % des bénéficiaires d'une formation en 2013, contre 9 % en 2012. Il reste toutefois beaucoup à faire pour développer l'assurance qualité dans la formation (European Commission, 2014b ; OECD, 2015a).
- Les subventions salariales sont un instrument efficace pour améliorer l'employabilité des actifs peu qualifiés (Card et al., 2010). Toutefois, il semble que globalement, les PAMT privilégient ces subventions aux dépens de mesures comme la formation, qui permettent d'accroître l'employabilité à long terme. En outre, le rapport coût-efficacité des subventions de salaires pourrait être amélioré en dirigeant prioritairement les aides au premier emploi sur les plus vulnérables plutôt que sur tous les jeunes sans expérience professionnelle (OECD, 2015a).
- Si les programmes de grands travaux se sont révélés l'instrument le moins efficace pour améliorer l'employabilité, y compris en Lituanie (Card et al., 2010 ; ESTEP, 2014), les dépenses sur ce poste ont augmenté depuis la crise et représentent encore près de 20 % des dépenses d'activation du marché du travail en Lituanie (graphique 29, partie B). Il faudrait que ces mesures ciblent les demandeurs d'emploi les plus difficiles à placer dans l'optique de les réinsérer graduellement dans l'emploi marchand.

Le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale s'appuie sur leur inscription obligatoire auprès de l'Agence locale du service public de l'emploi. Parmi les quelques pistes qui peuvent faciliter leur retour au travail, l'on citera les suivantes :

- La première des priorités est de mieux coordonner l'action du SPE et des municipalités, en particulier en élaborant des programmes de SPE spécialement adaptés aux bénéficiaires de l'aide sociale. Les demandeurs d'emploi qui ont de bonnes chances de réussite sont à juste titre tenus à une obligation type de recherche d'emploi tandis que les chômeurs les plus vulnérables ont besoin d'une aide plus spécifique et d'un accompagnement intensif pour pouvoir échapper au chômage (Immervoll and Pearson, 2009).

- Une autre piste consiste pour les municipalités à revoir leurs programmes de prestations assorties d'obligations d'activité, qui exigent des bénéficiaires de l'aide sociale de prendre part à des « travaux d'intérêt général » (à hauteur d'une quarantaine d'heures par mois) et concernent un tiers des bénéficiaires (European Commission, 2015a). Ces programmes visent à renforcer la disponibilité pour l'emploi et à lutter contre le travail informel (Lazutka, 2014b). Néanmoins, il semble, au vu des données internationales, que ces programmes ne permettent pas d'améliorer réellement l'employabilité de ceux qui y participent (Crisp and Fletcher, 2008). Ils devraient donc être ciblés uniquement sur les bénéficiaires les plus difficiles à placer afin de les aider à acquérir des habitudes de travail.

Les bénéficiaires de l'aide sociale qui ne respectent pas leurs obligations administratives ou de recherche d'emploi peuvent s'exposer à des sanctions, comme dans plusieurs pays de l'OCDE (Immervoll, 2015). Toutefois, ces sanctions semblent relativement sévères en Lituanie où elles peuvent impliquer la suspension intégrale (pendant une durée d'au moins trois mois) des prestations ou leur suppression pure et simple (Lazutka, 2014a ; voir le tableau 2 pour de plus amples informations), alors que d'après l'expérience de certains pays de l'OCDE, des sanctions moins sévères, comme la réduction temporaire des prestations, peuvent être efficaces (Immervoll, 2009). Il semble donc que les sanctions pourraient être plus équilibrées. Il conviendrait en particulier d'examiner plus précisément les raisons qui se cachent derrière la baisse du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale (voir graphique 27, partie A) pour vérifier que celle-ci s'explique bien par une meilleure situation au regard du marché du travail, non par des suppressions définitives de prestations qui conduiraient à plus de pauvreté et à l'exclusion sociale.

Recommandations pour favoriser l'intégration la plus large possible sur le marché du travail

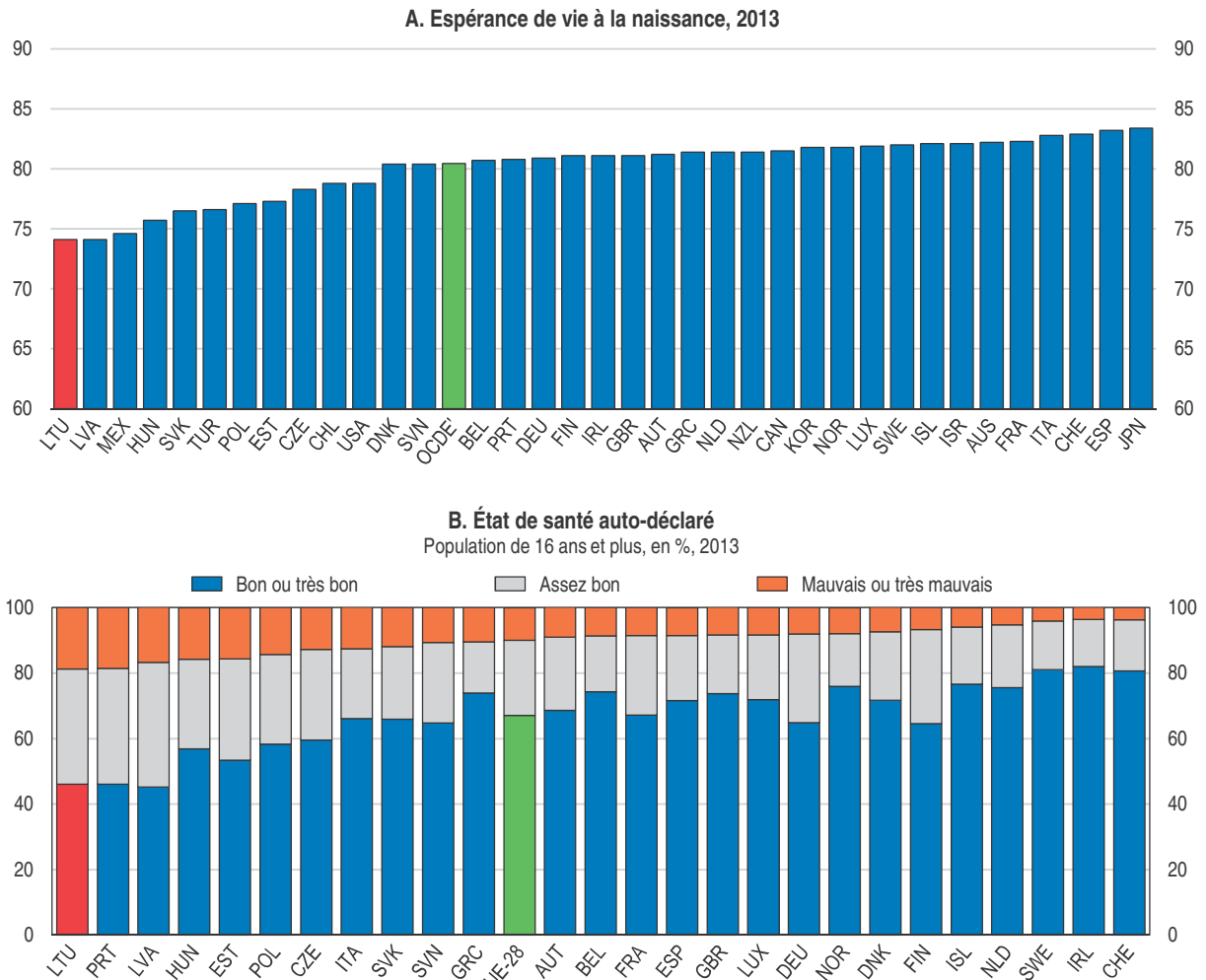
- Améliorer le caractère inclusif du marché du travail en proposant un complément de revenu d'activité aux salariés modestes et en développant l'accès à la formation continue.
- Abaisser les cotisations sociales à la charge des employeurs sur les salariés peu qualifiés tout en maintenant leurs droits.
- Mettre en œuvre les dispositions prévues au titre du "Nouveau modèle social" afin de réformer la réglementation du travail et l'aide au revenu temporaire dispensée aux chômeurs.
- Renforcer les programmes actifs du marché du travail et la capacité des services publics de l'emploi de mener des actions efficaces d'aide au retour à l'emploi.
- Augmenter la garantie de ressources des bénéficiaires de l'aide sociale tout en renforçant les incitations à travailler.

Améliorer l'état de santé de tous

Un meilleur état de santé et une espérance de vie plus longue pour tous les Litvaniens concourraient directement à améliorer le bien-être, l'utilisation de la main-d'œuvre et la productivité. Selon des études internationales, il semble qu'un meilleur état de santé augmente les taux d'emploi et que le chômage tend au contraire à l'affaiblir (Barnay, 2014). Les politiques de santé semblent donc être partie intégrante d'une stratégie de croissance inclusive en Lituanie, dont les priorités sont de renforcer l'équité, l'efficacité et la viabilité à long terme.


Malgré des progrès notables depuis la transition, l'espérance de vie, de 74 ans, demeure faible par rapport à 80 ans en moyenne dans l'OCDE, et les hommes peuvent espérer vivre jusqu'à seulement 68 ans, contre 78 ans dans les pays de l'OCDE. Cette relative faiblesse de l'espérance de vie témoigne surtout de comportements à risque et du manque d'accès à des services médicaux modernes de traitement et de prévention parmi les catégories socio-économiques les plus modestes (Jasilionis and Stankuniene, 2012). L'accès aux soins s'est amélioré et le pourcentage de Litvaniens déclarant spontanément n'avoir pu accéder à des examens médicaux est passé de 7 % en 2005 à 3.2 % en 2012 (Stamati and Baeten, 2014). Toutefois, 44 % seulement des Litvaniens déclarent être en bonne ou très bonne santé, contre 66 % en moyenne en Europe (OECD, 2014f ; graphique 30).

Graphique 30. **Les indicateurs de santé sont mauvais**



1. Moyenne non pondérée.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé ; Eurostat, base de données sur la santé.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338823>

Des politiques de soins primaires et de prévention mieux pensées pourraient améliorer l'état sanitaire de la population et l'efficacité du système de santé. Des progrès notables ont d'ores et déjà été accomplis puisque le nombre de médecins généralistes est

passé de 5 à 9 pour 10 000 habitants entre 2000 et 2012. Le système de santé lituanien demeure toutefois trop fortement dépendant des soins hospitaliers. Continuer de promouvoir les soins ambulatoires figure parmi les autres réformes possibles. Le renforcement du rôle des personnels infirmiers dans les soins primaires s'est révélé être efficace pour améliorer la santé dans d'autres pays comme le Danemark et le Royaume-Uni, où des infirmiers peuvent effectuer des visites auprès de patients atteints d'affections mineures et leur prescrire des médicaments (Masseria et al., 2009).

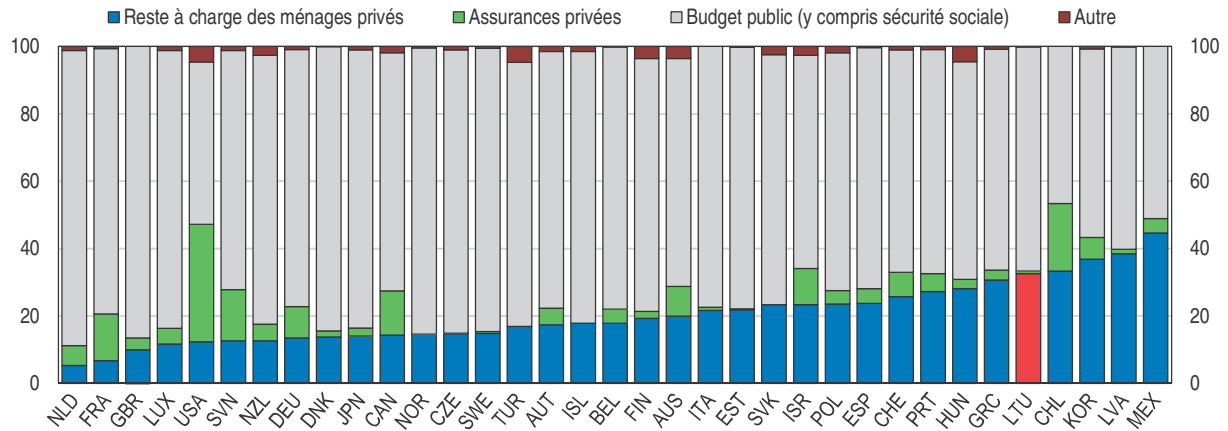
La lutte contre les inégalités face aux soins tenant à des différences de milieux socio-économiques contribue à la croissance inclusive et nécessite une triple approche :

- On observe des inégalités marquées entre zones rurales et urbaines face aux soins : les populations des zones rurales rendent moins souvent visite à leur médecin que les populations des zones urbaines et leur espérance de vie est de trois ans plus courte (Statistics Lithuania). Le programme national 2014-25 en faveur de la santé prévoit la mise au point d'un système de suivi de ces inégalités pour mieux cibler les populations à risque et le déploiement d'une politique de santé intégrée, associant les autorités sanitaires, éducatives et sociales. Alors que les taux de mortalité excessive dans les milieux à faible niveau d'instruction s'expliquent principalement par des comportements à risque (Jasilionis and Stankuniene, 2012), la marge de manœuvre pour relever les droits d'accise sur l'alcool est réduite car ces droits sont déjà supérieurs à la moyenne européenne.
- Un autre facteur d'inégalité tient à la part des dépenses restant à la charge des patients, en particulier pour les médicaments, qui représentent 64 % des dépenses pharmaceutiques (graphique 31 ; OECD, 2014f). Les médicaments sont remboursés pour certaines catégories de population (enfants, retraités, handicapés et patients atteints de certaines pathologies), mais d'autres en acquittent le prix intégralement. Le programme de déploiement de la troisième phase de restructuration du système et des services de santé, adopté en 2009, a réduit le paiement des médicaments et le prix moyen d'une prescription (Stamati and Baeten, 2014). Toutefois, la Lituanie demeure l'un des pays qui a connu la plus forte augmentation du niveau de participation des patients au coût des soins entre 2007 et 2012 (OECD, 2014f). Enfin, la prescription de médicaments génériques pourrait être encouragée encore (IMF, 2015).
- Un autre aspect majeur de la promotion d'un système de santé qui soit accessible au plus grand nombre tient à la lutte contre la corruption ; une étude récente montre que 35 % des Litvaniens ont déjà payé des pots-de-vin en contrepartie de soins (OECD, 2015c). Le programme 2012-16 prévoit des dispositions pour s'attaquer aux versements d'argent informels et aux pratiques illégales de passation des marchés publics.

Les dépenses de santé en Lituanie sont passées de 5.8 % du PIB en 2005 à 6.7 % en 2012, un chiffre faible au niveau international, mais comparable à celui des autres pays de la région (graphique 32). La multiplication des fusions entre hôpitaux et de nouvelles améliorations apportées à la gouvernance pourraient produire des gains d'efficacité. Le nombre de lits a été ramené de 8.8 pour 1 000 habitants en 2000 à 7.3 en 2013, mais est encore supérieur à la moyenne européenne, de 5.2 pour 1 000 habitants. Le lancement de la quatrième phase de fusions hospitalières en 2015 va dans le bon sens dans la mesure où l'accès aux soins est garanti, en particulier en milieu rural. La méthode de financement hospitalier par groupe homogène de malades (GHM), appliquée depuis 2012, a également

Graphique 31. Les dépenses restant à la charge des patients sont lourdes

Dépenses de santé selon le mode de financement, en % des dépenses courantes, 2013 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles

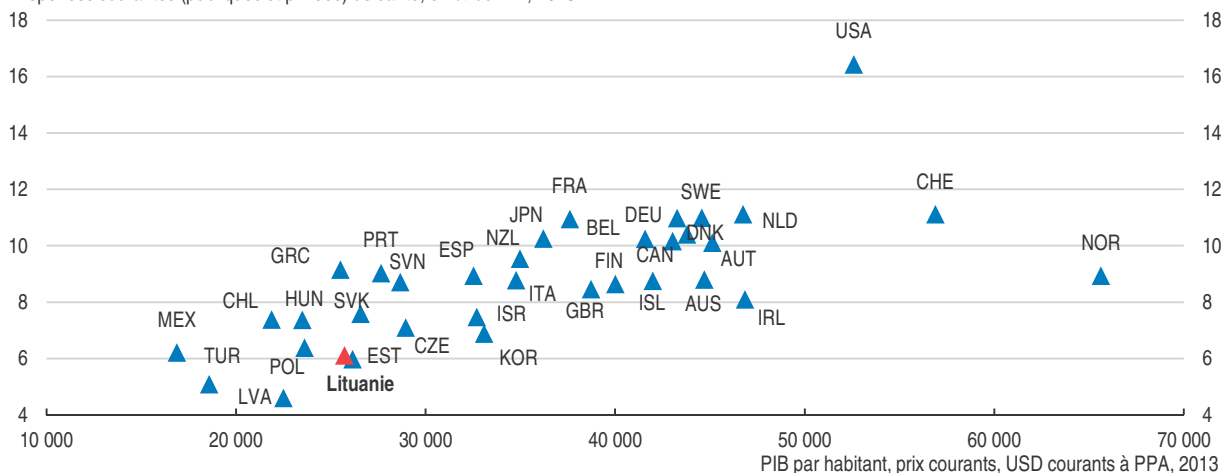


Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338832>

Graphique 32. Les dépenses de santé sont faibles mais comparables à celles des autres pays de la région

Dépenses courantes (publiques et privées) de santé, en % du PIB, 2013



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux ; statistiques de l'OCDE sur la santé.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338847>

permis des gains d'efficacité en imposant le même niveau de ressources médicales aux patients présentant le même diagnostic. À terme, d'autres efforts pourront être faits pour améliorer la gouvernance, en particulier en renforçant encore le concept d'ouverture de l'administration, y compris en donnant plus de visibilité au bilan de l'action publique et en y associant davantage les parties prenantes et les patients (OECD, 2015c). Il est également possible d'encourager encore l'utilisation de la nouvelle infrastructure de santé en ligne (dossiers médicaux électroniques par exemple), afin qu'elle devienne un outil de communication efficace entre les prestataires de services de santé, dans le respect de la confidentialité des données.

Recommandations pour améliorer l'état de santé de tous

- Continuer de promouvoir des modes de vie sains et de développer les services de soins primaires, surtout dans les zones rurales par le biais des médecins généralistes, renforcer le rôle du personnel infirmier et le réseau de bureaux de la santé publique mis en place récemment.
- Accroître l'efficacité du secteur de la santé et l'efficacité des politiques de santé en continuant de regrouper les établissements hospitaliers et en élargissant la portée de la nouvelle infrastructure de santé en ligne, dans le respect de la confidentialité des données.

Bibliographie

- Ali, A (2009), « The Impact Teacher Wages on the Performance of Students », *MPRA Paper*, No. 18252.
- Andrews D. and Criscuolo C. (2014), « Knowledge Based Capital, Innovation and Resource Allocation », *Economics Department working paper* No. 1046, OECD Publishing
- Andrews D. and Cingano F. (2014), « Public Policy and Resource Allocation: Evidence from Firms in OECD Countries », *Economic Policy*, Vol. 29, No. 78.
- Arslan, C. et al. (2014), « A New Profile of Migrants in the Aftermath of the Recent Economic Crisis », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 160, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5jxt2t3nnjr5-en>.
- Bakker, B. B. and A. M. Gulde (2010), « The Credit boom in the EU new member States: bad luck or bad policies? », *IMF Working Paper* No. 10/130.
- Baltic Institute of Corporate Governance (2013), « CEOs in Lithuanian State-Owned Enterprises », May 2013.
- Bassanini, A. and R. Duval (2006), « Employment Patterns in OECD Countries: Reassessing the Role of Policies and Institutions », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 86, OECD Publishing.
- Bassanini, A. et al. (2005), « Workplace Training in Europe », *IZA Discussion Papers*, No. 1640.
- Bank of Lithuania (2013), *Financial Stability Review*, www.lb.lt/frs_2013_presentation.
- Bank of Lithuania (2014), « Strengthening of the Credit Union Sector », *Bank of Lithuania working paper*.
- Černiauskas, G. and A. Dobravolskas (2011) « Emerging of Market Economy in Lithuania (1990-2010) », *Intellectual Economics*, Vol. 5, No. 3.
- Card, D., J. Kluve and A. Weber (2010), « Active Labour Market Analysis Policy Evaluations: A Meta Analysis », *Economic Journal*, No. 120.
- Card, D., J. Kluve and A. Weber (2015), « What Works? A Meta-Analysis of recent Active Labour Market », *IZA working paper*.
- Crisp R. and Fletcher D. R. (2008), *A Comparative Review of Workfare Programmes in United-States, Canada and Australia*, *Department for Work and Pensions Research Report*, No 533. HMSO.
- de Boer et al., (2015) « The Effectiveness of Fiscal Stimuli for Working Parents », *Melbourne Institute Working Paper*, No. 19/15.
- Ebeke C. and G. Everaert (2014), « Unemployment and Structural Unemployment in the Baltics », *IMF Working Paper*, No. 14/153.
- ECB (2014), « Aggregate Report on the comprehensive assessment », October.
- ECB (2015), « The Euro Area bank lending survey », July.
- ESTEP (2014). *ES struktūrinės paramos poveikio gyvenimo kokybei, socialinės atskirties ir skurdo mažinimui Lietuvoje vertinimas*, Galutinė vertinimo ataskaita, p. 194.
- Eurofund (2012), *Fifth European Working Condition Survey*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

- European Commission (2013), « Situation of Adult Participation in Lifelong Learning in Lithuania », Presentation for Grundtvig Multilateral Project, December.
- European Commission (2014a), « Convergence Report 2014 », *European Economy Series* No. 4.
- European Commission (2014b), « Assessment of Convergence Programme and NPR from European Commission », *Commission Staff working document*, COM(2014)416.
- European Commission (2014c), « Tax reforms in EU member States: Tax policy challenges for economic growth and fiscal sustainability », *European Economy series*, No. 6.
- European Commission (2014d), Taxation trends in European Union, Eurostat Statistical Book.
- European Commission (2015a), « Country Report: Lithuania 2015 », *Commission Staff Working Document*.
- European Commission (2015b), « The 2015 ageing report: Economic and budgetary projections for the 28 EU countries (2015-60) », *European Economy Series* No. 3.
- European Commission (2015c), « Study to Quantify and Analyse the VAT Gap in the EU Member States », *Center for Social and Economic Research Network Report*.
- European Commission (2015d), Commission Opinion on the Draft Budgetary Plan of Lithuania, European Commission Document C(2015)8107.
- European Parliament (2015), « Labour Market Shortages in the European Union », *Study for the Committee on Employment and Social Affairs, European Parliament*
- Eurostat (2015a), *Energy Balance Sheets: 2013 data*, European Union, 2015.
- Eurostat (2015b), *Community Innovation Survey 2012*, News Release, 21 January 2015.
- Everaert G. et al. (2015), « Does Supply or Demand Drive the credit cycle? Evidence from Central, Eastern, and South Eastern Europe », *IMF working paper*, No. 15/15.
- Fall, F. and J. Fournier (2015), « Macroeconomic uncertainties, Prudent debt targets and Fiscal rules », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1230, OECD Publishing, Paris.
- Fenochietto R. and C. Pessino (2013), « Understanding Countries 'Tax Effort », *IMF Working Paper*, No. 13/244.
- Fiber to the Home Council Europe (2015), *Annual Report 2013-14*, Brussels.
- Fuentes Hutfilter, A. (2014), « Estonia: Making the most of human capital », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1214, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5js1qvqqmm48-en>.
- Gataulinas A. and R. Zabarauskaitė (2014), « Enhancing Motivation to Work in Unemployed Persons: Lithuania in the context of the EU », *European Scientific Journal*, Vol. 10(29).
- Gruzevskis and Blaziene, (2013), Social and Employment Situation in Lithuania, Note from the European Parliament's Committee on Employment and Social Affairs.
- Giannella C. et al (2008), « What drives the NAIRU: Evidence from a Panel of OECD countries », *OECD Working Paper*, No. 649.
- Geng N. (2013), « Toward a Sustainable and Inclusive Fiscal Consolidation in Lithuania: Past Experience and What is Needed Going Forward », *IMF working paper*, No 13/157.
- Hagemann, R. (2011), « How Can Fiscal Councils Strengthen Fiscal Performance? », *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2011.
- International Energy Agency (2015), « World energy balances », *IEA World Energy Statistics and Balances* (database), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00512-en>.
- IMF (2013), « Republic of Lithuania: Article IV », *IMF Country Report* No. 13/081.
- IMF (2014a), « Republic of Lithuania: Article IV », *IMF Country Report* No. 14/113.
- IMF (2014b), « Republic of Lithuania: Staff report for the article IV, informational annex. April.
- IMF (2014c), « Baltic Cluster Report », *IMF Country Report* No. 14/117.
- IMF (2015), « Republic of Lithuania: Article IV », *IMF Country Report* No. 15/139.
- IMF (2015b), *Fiscal Rules at a Glance*, IMF Publishing.
- Immervoll H. and Pearson M. (2009), « A Good Time for Making Work Pay? Taking Stock of In-Work Benefits and Related Measures across the OECD », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 81, OECD Publishing.

- Immervoll H. (2009), « Minimum-Income Benefits in OECD Countries: Policy Design, Effectiveness and Challenges », *IZA Discussion Paper*, No. 4627.
- Immervoll H. and S. Scarpetta (2012), « Activation and Employment Support Policies in OECD countries. An overview of current approaches », *IZA Journal of Labour Policy*, Vol. 1:9.
- Invest Lithuania (2014), « Lithuania the Regional Leader for Attracting Foreign Investment Projects », September 23, www.investlithuania.com/news/lithuania-the-regional-leader-for-attracting-foreign-investment-projects/.
- Jasilionis and Stankuniene (2012), « Socio-economic Difference Sin Adult Mortality in Lithuania, a census linked study », *Institute for Demographic Research*, No. 3.
- Joumard I., Andre C. and Nicq C. (2010), « Health Care systems: Efficiency and Institutions », *OECD Economics Department Working papers*, No. 769, OECD Publishing.
- Kowalski, P., J. L. Gonzalez, A. Ragoussis and C. Ugarte (2015), « Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies », *OECD Trade Policy Papers*, No. 179, OECD Publishing.
- Langenbucher, K. (2015). « How Demanding are Eligibility Criteria for Unemployment Benefits ? Quantitative Indicators for OECD and EU countries », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 166, OECD Publishing.
- Lazutka, R. (2014), « European Minimum Income Network: Country report Lithuania. Analysis and Road Map for Adequate and Accessible Minimum Income Schemes in EU Member States », European Union. Available: <https://eminnetwork.files.wordpress.com/2013/04/emin-lithuania-2014-en.pdf>.
- Lazutka, R. (2014b), « The Minimum Income Scheme Reform in Lithuania », *Ekonomika* 2014 Vol. 93(4), pp. 24-40.
- Leichteris, E., M. Jonauskis, M. Petraite, M. Vilys, A. Jakubavicius and G. Stumbryte (2015), « Initial Assessment of Lithuanian Innovation Policy », *Knowledge Economy Forum*, *mimeo*.
- Masseria et al. (2009), *Primary Care in Europe, Policy Brief*, Directorate General Employment, Social Affairs and Equal Opportunities, European Commission.
- Mirrlees et al., (2011), *The Mirrlees Review: Conclusions and Recommendations for Reform*, *Fiscal Studies*, Vol. 32.3
- Mitchell, N (2014), « Higher Education Shake-up to stem 'brain drain' », *University World News*, Issue No. 306.
- Molnar, M. and T. Chaloux (2015), « Recent Trends in Productivity in China: Shift-share Analysis of Labour Productivity Growth and the Evolution of the Productivity gap », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1221, OECD Publishing, Paris.
- MOSTA (2015), « Effectiveness of Higher Education – Overview and Recommendations », *Policy Brief*, 20 April 2015.
- Murauskiene et al. (2013), « Health System Review Lithuania », *Health System in Transition*, Vol. 15.2.
- NRP (2014), *Lithuania: The National reform programme 2014*, Vilnius 2014.
- NRP (2015), *Lithuania: The National reform programme 2015*, Vilnius 2015.
- OECD (2008), *Declaring work or staying underground: informal employment in seven OECD countries*, *Employment Outlook 2008*, OECD Publishing.
- OECD (2005), *Promoting Adult lifelong learning*, OECD Publishing
- OECD (2012a), « Does performance-based pay improve teaching? », *PISA In Focus 2012/05 (May)*.
- OECD (2012b), *OECD Economic Survey of Germany 2012*, OECD publishing.
- OECD (2013a), *OECD Product Market Regulation Indicator Database*, www.oecd.org/eco/growth/indicatorsofproductmarketregulationhomepage.htm.
- OECD (2013b), *PISA 2012 Results: What Makes Schools Successful? Resources, Policies and Practices (Volume IV)*, PISA, OECD Publishing.
- OECD (2014a), *Economic Survey: Slovakia*, OECD Publishing.
- OECD (2014b), *Summary Description of R&D Tax Incentive Schemes for OECD Countries and Selected Economies 2013*, Directorate for Science, Technology and Innovation, www.oecd.org/sti/rd-tax-stats.htm.

- OECD (2014c), *Education at a Glance 2014: OECD Indicators*, OECD Publishing.
- OECD (2014d), « How good is your job? Measuring and assessing job quality », *OECD Employment Outlook 2014*, OECD Publishing.
- OECD (2014e), *All on board: making inclusive growth happens*, OECD Publishing.
- OECD (2015a), *Investing in Youth: Lithuania*, OECD Publishing.
- OECD (2014f), *Health at a Glance: Europe 2014*, OECD Publishing.
- OECD (2015c), « Open Government at the Sector level in Lithuania: Health Sector Case Study », *OECD Public Governance Review*, OECD Publishing.
- OECD (2016a), *Review of Lithuania's Position Relative to the OECD Guidelines on Corporate Governance of State-owned Enterprises*, OECD Publishing, Paris. *forthcoming*.
- OECD (2016b), « Market Openness Review of Lithuania », *forthcoming*. PCW (2015), *Paying Tax 2015*.
- Poviliūnas, A. (2014), « Investing in Children: Breaking the Cycle of Disadvantage. A Study of National Policies: Lithuania », *Report for the European Commission*, p. 6.
- Purfield and Rosenberg (2013), « Adjustment under a Currency peg: Estonia, Latvia and Lithuania during the Global Financial Crisis », *IMF Working paper*, No. 10/213.
- Schneider, F (2015), « Size and Development of the Shadow Economy of 31 European and 5 other OECD Countries from 2003 to 2015: Different Developments », *mimeo. www.econ.jku.at/members/Schneider/files/publications/2015/ShadEcEurope31.pdf*.
- Sipavičienė, A. and V. Stankūnienė (2013), *The social and economic impact of emigration on Lithuania*, in OECD, *Coping with Emigration in Baltic and East European Countries*, OECD Publishing.
- Sirvydis, V (2014), « The Residential Energy Efficiency Program in Lithuania », *Scaling Up Energy Efficiency in Buildings in the Western Balkans*, World Bank Group.
- Stamati and Baeten (2014), « Health Care reform and the crisis », *ETUI Report*, No. 134.
- State Property Fund (2014), « State-Owned Enterprises in Lithuania, Annual Report 2013 », *State-Owned Enterprises Governance Coordination Department*.
- Tatsiramos, K (2009), « Unemployment Insurance in Europe: Unemployment Duration and Subsequent Employment Stability », *Journal of the European Economic Association*, Vol. 7(6).
- United Nations (2015), *World Population Prospects: The 2015 Revision*, DVD Edition.
- Wasmer (2002), « Interpreting Europe and US Labour Markets Differences: The Specificity of Human Capital Investments », *IZA working paper*, No. 549.
- World Bank (2015), *Doing Business 2016, Measuring Regulatory Quality and Efficiency: Lithuania*, World Bank Group.
- World Economic Forum (2014), *The Global Competitiveness Report 2014-15*, Switzerland.
- Wulfgramm M. and L. Fervers (2013), « Unemployment and Subsequent Employment Stability: Does Labour market Policy Matter? », *IZA Discussion Paper* No. 7193.

ANNEXE 1

Principaux axes de réforme prévus par les pouvoirs publics en vertu du « nouveau modèle social »

Réforme du code du travail

- Accroître la diversité des types de contrats disponibles.
- Assouplir la réglementation relative au temps de travail.
- Assouplir la réglementation relative aux licenciements individuels.
- Simplifier les formalités administratives pour les employeurs.
- Mettre en place des exemptions réservées aux petites entreprises (jusqu'à 10 salariés).

Améliorer les relations du travail

- Renforcer les conventions collectives.
- Préciser la procédure de fixation du salaire minimum, accroître la transparence du système de paiement, appliquer le salaire minimum aux salariés non qualifiés.
- Promouvoir la formation continue.
- Promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'égalité, lutter contre les discriminations.

Nouveaux programmes en faveur de l'emploi

- Mesures d'activation ciblées.
- Mettre en place des chèques-service pour les catégories de population peu qualifiées vulnérables.

Assurance sociale

- Accroître la couverture des personnes qui peuvent prétendre à l'assurance sociale.
- Abaisser le taux d'imposition des cotisations à l'assurance sociale et introduire un plafond.

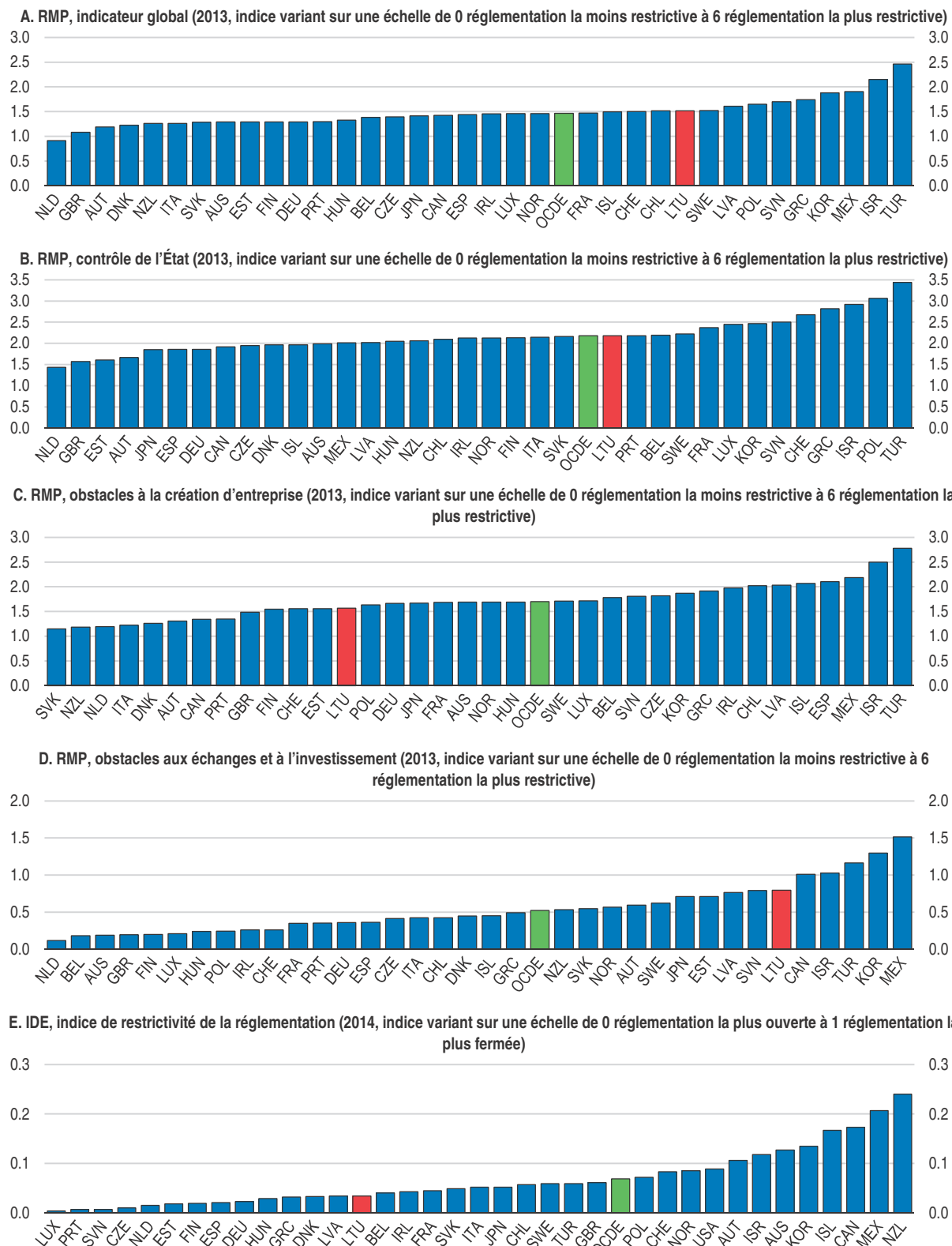
Régime de retraite

- Modifier les règles d'indexation des pensions.
- Augmenter progressivement la période de cotisation obligatoire pour bénéficier d'une pension à taux plein de 30 à 35 ans.
- Ajuster l'âge de la retraite en fonction de l'espérance de vie.


ANNEXE 2

Sélection d'indicateurs des politiques publiques

Graphique A1. Indicateur de réglementation des marchés de produits et indice de restrictivité de la réglementation de l'investissement direct étranger (IDE)

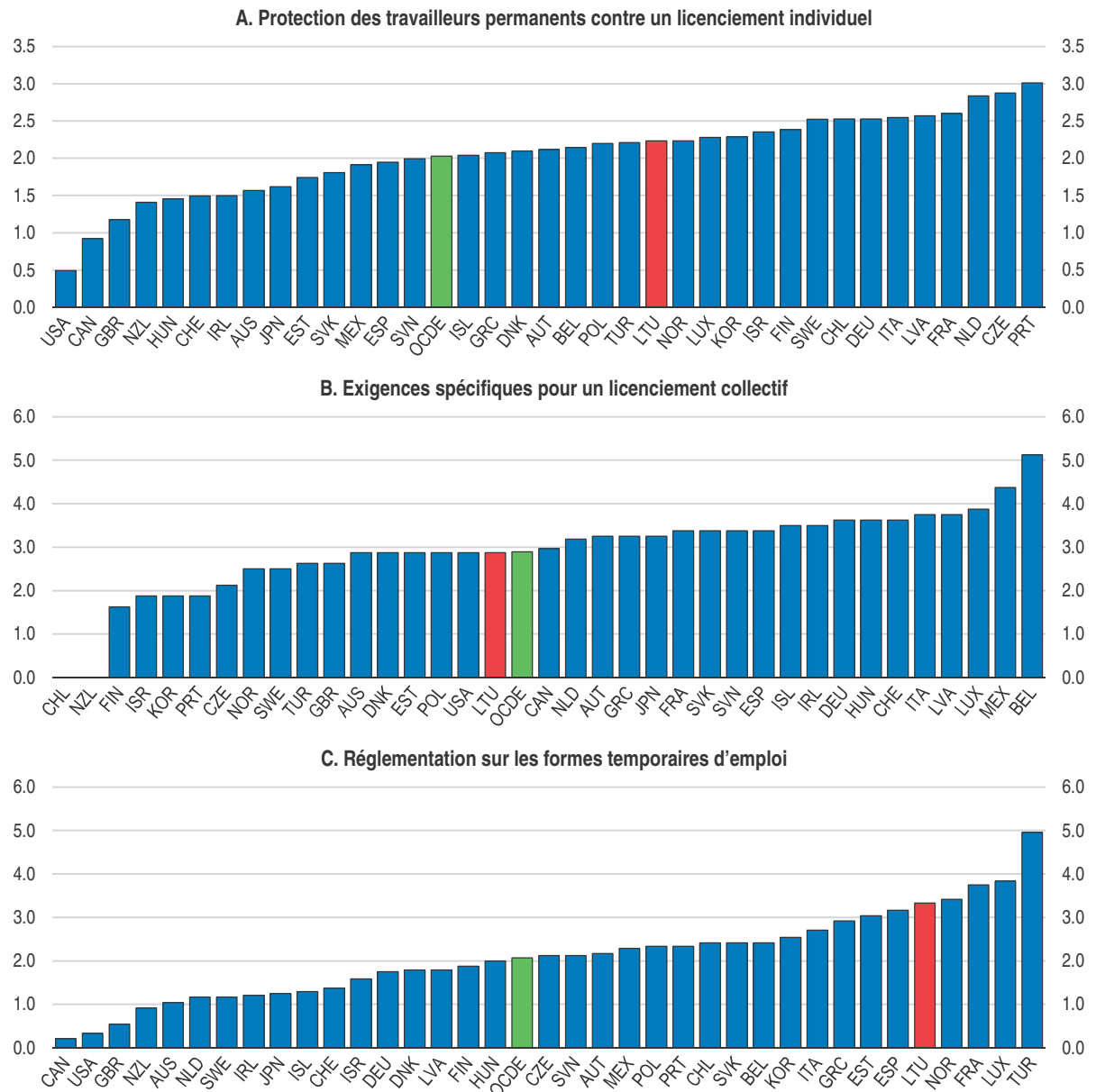


Sources : OCDE (2013), Base de données sur la réglementation des marchés de produits (RMP) et www.oecd.org/fr/investissement/fdiindex.htm.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338851>

Graphique A2. Indicateurs de l'OCDE relatifs à la législation sur la protection de l'emploi (LPE)

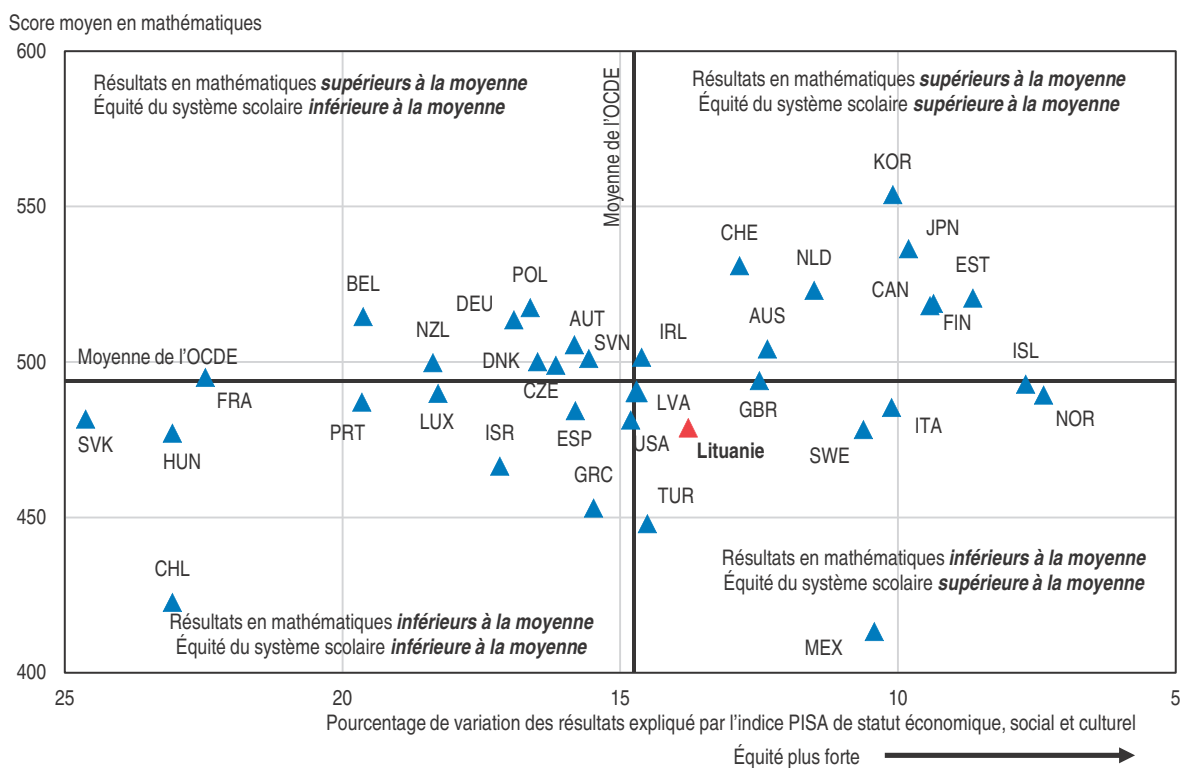
2013 ou dernière année connue, indices variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)



Source : Base de données de l'OCDE sur la protection de l'emploi, mise à jour de 2013.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338861>

Graphique A3. Résultats scolaires et équité

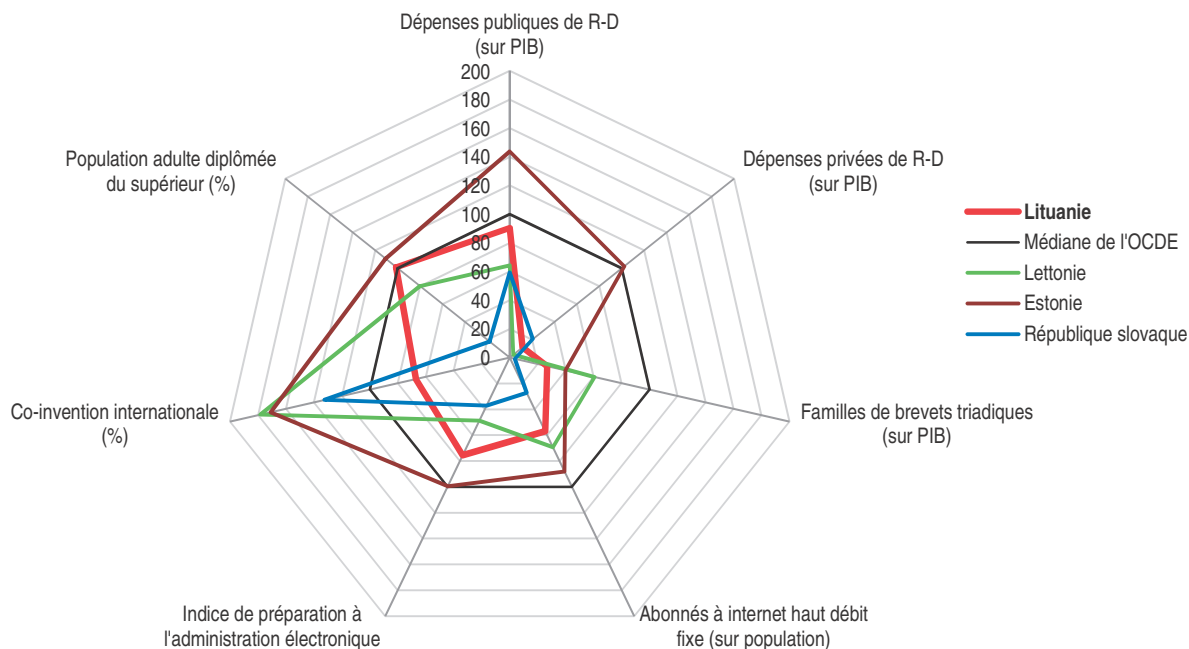


Source : OCDE (2014), Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE, Graphique A9.4.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338871>

Graphique A4. Indicateurs de la science et de l'innovation

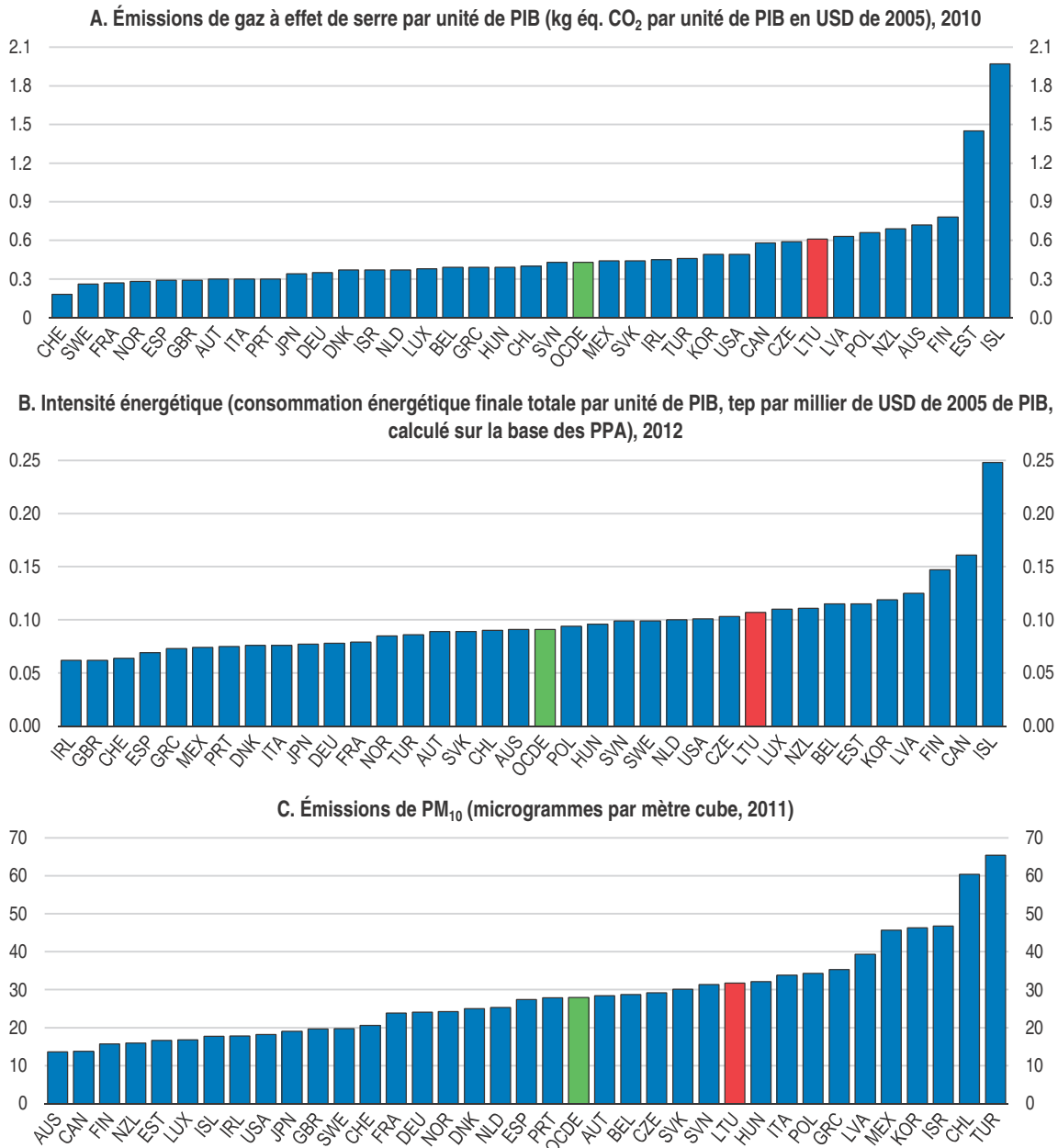
Indices de performance normalisés par rapport aux valeurs médianes observées dans la zone OCDE (qui sont fixées à 100)




Source : OCDE (2014), Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2014.

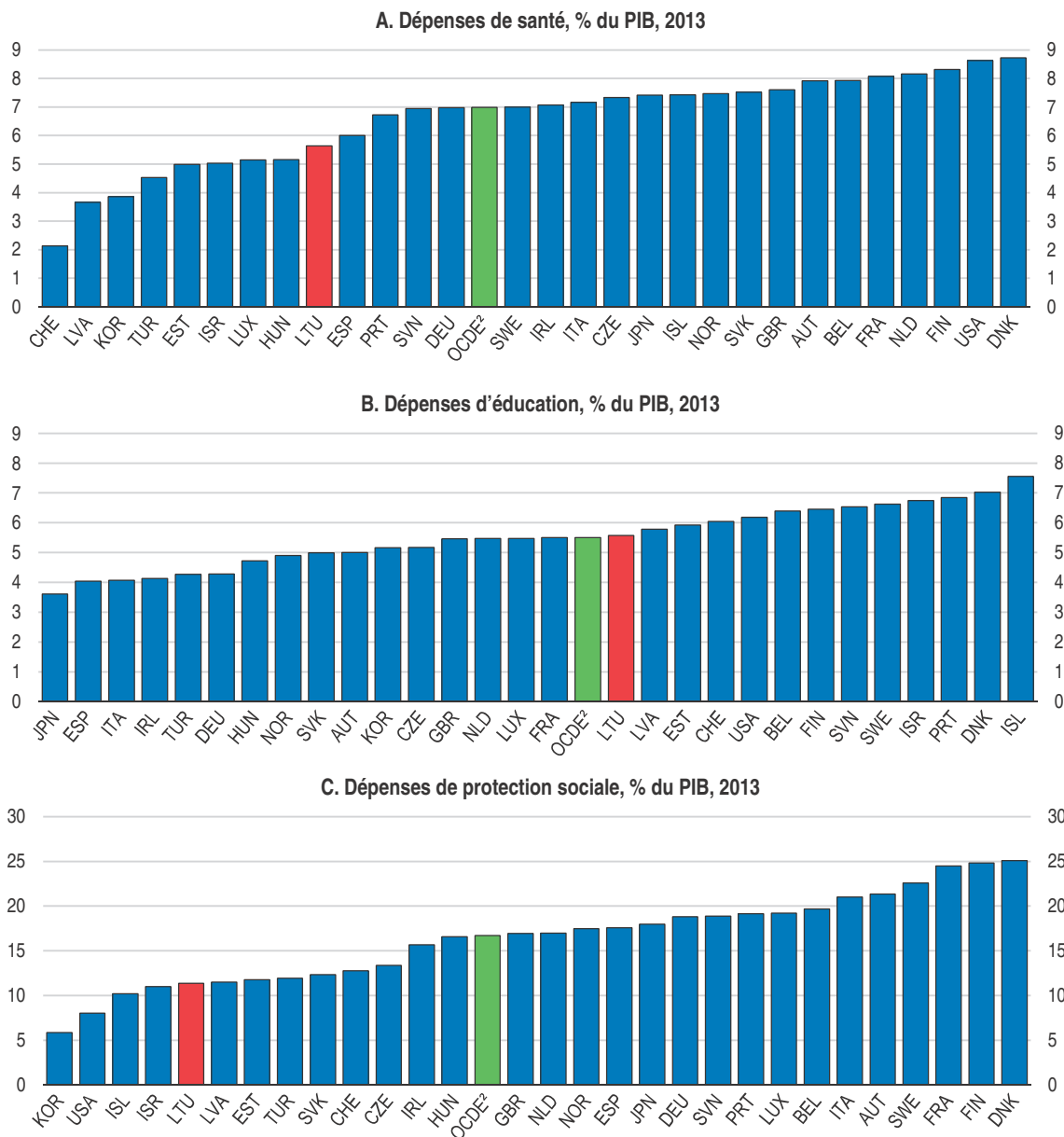
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338883>

Graphique A5. Indicateurs environnementaux



Sources : OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE), Base de données sur l'énergie, et Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338897>

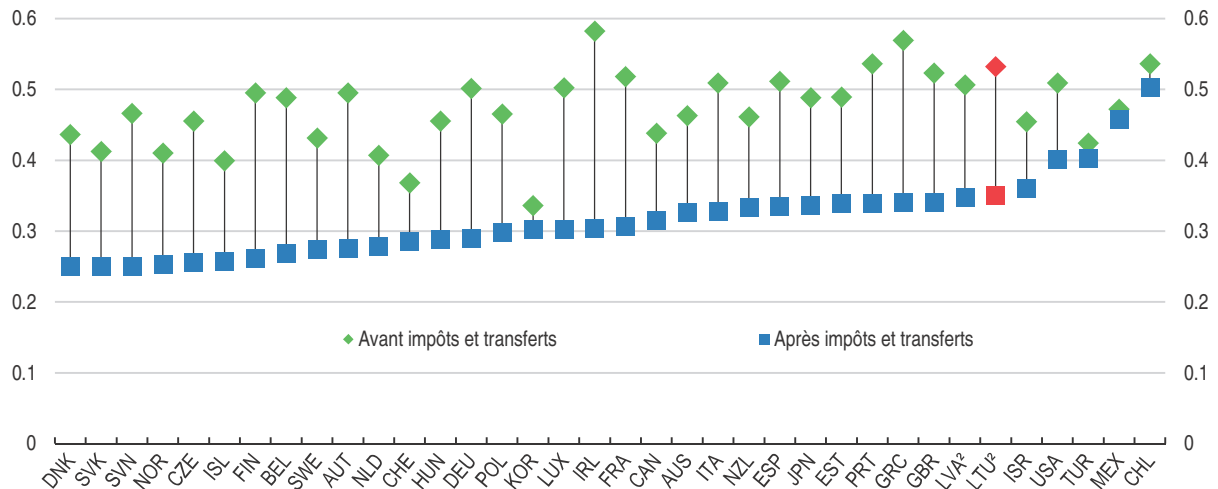
Graphique A6. Dépenses des administrations publiques¹

1. Suivant la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP).

2. Moyenne des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338900>

Graphique A7. **Redistribution des revenus**Coefficient de Gini, variant sur une échelle de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité parfaite), 2012¹

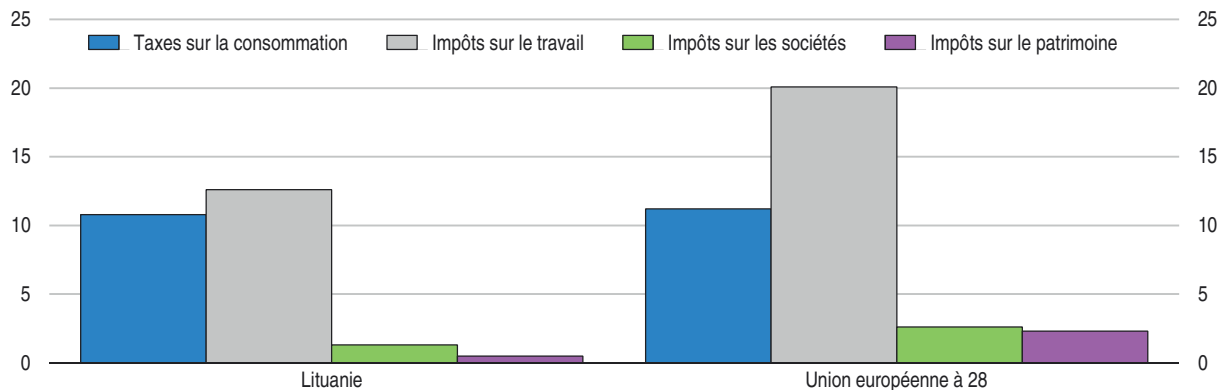
1. Les données se rapportent en fait à 2009 pour le Japon, à 2011 pour le Canada et le Chili, à 2013 pour la Corée, les États-Unis, la Finlande, Israël et les Pays-Bas, et à 2014 pour la Hongrie.
2. Calculs du Secrétariat fondés sur les Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) – résultats préliminaires.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et calculs du Secrétariat de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338913>

Graphique A8. **Recettes fiscales des administrations publiques**

2012, en % du PIB

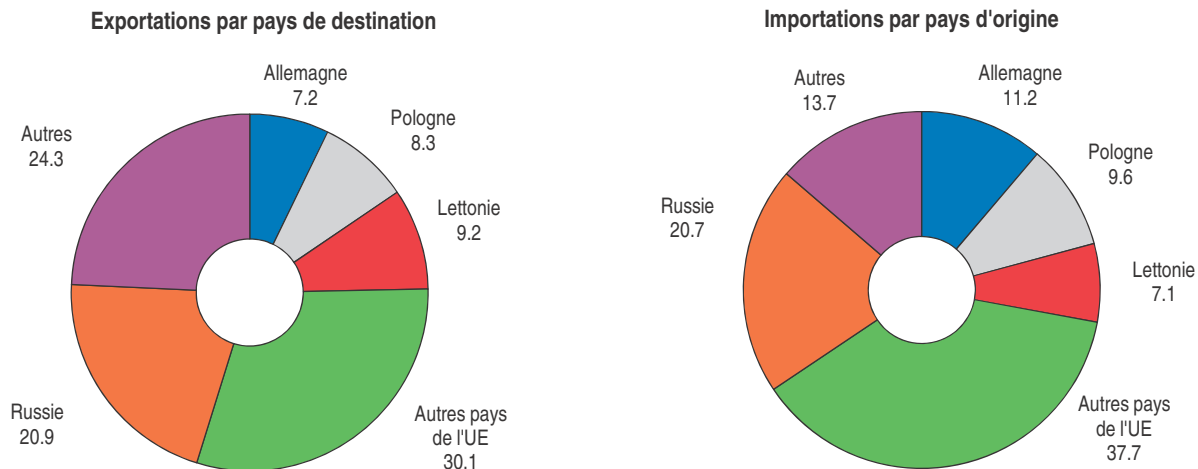


Source : Eurostat (2014), Taxation trends in the European Union.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338922>

Graphique A9. Échanges de biens par destination

2014, en % du total

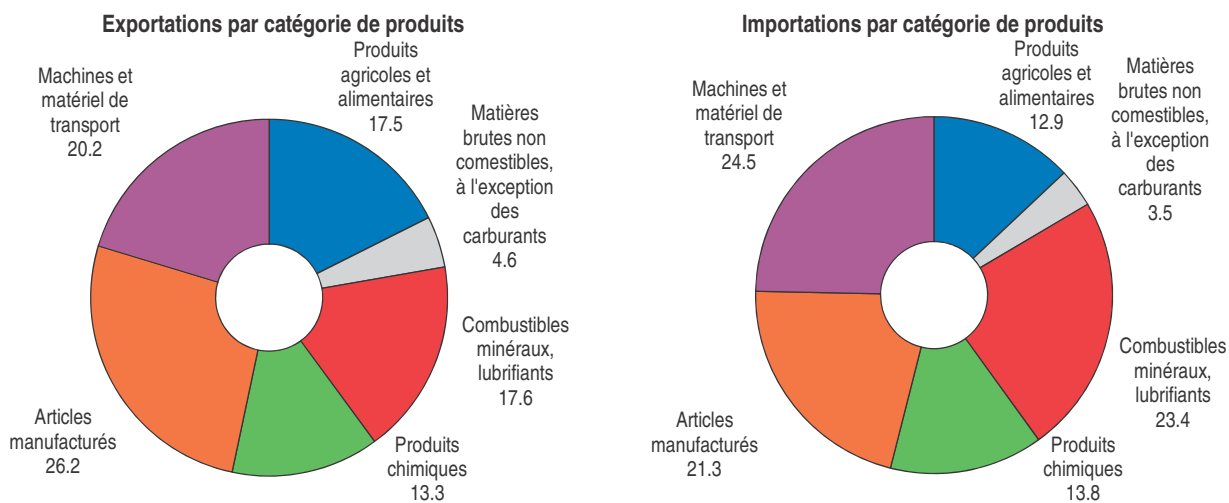


Source : Autorités lituaniennes.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338934>

Graphique A10. Échanges de biens par catégorie de produits

2014, en % du total



Source : Autorités lituaniennes.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338945>

Chapitres thématiques

Chapitre 1

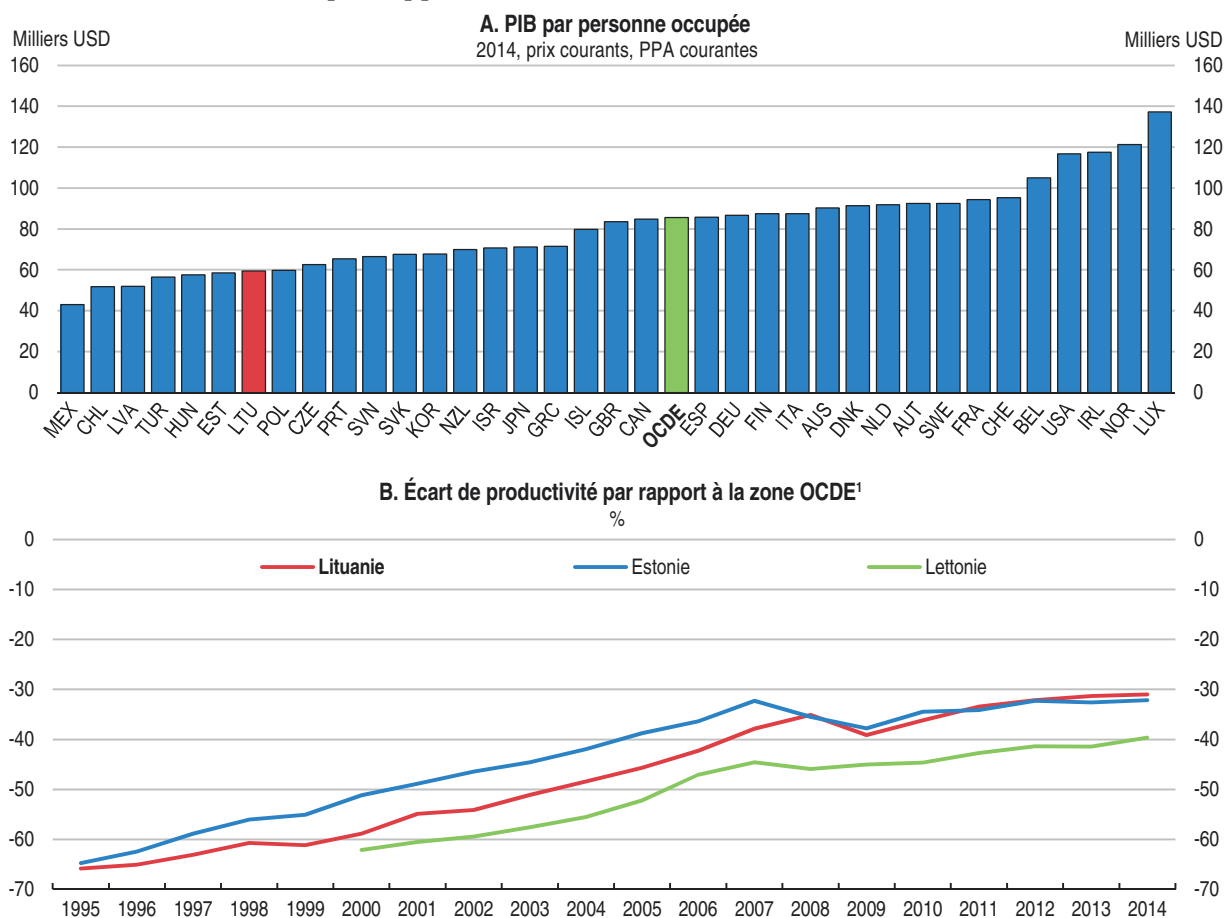
Atteindre de nouveaux sommets : progrès accomplis et difficultés futures à surmonter en matière de convergence de la productivité

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est hissé d'un tiers à deux tiers de la moyenne de l'OCDE entre 1995 et 2014, malgré des crises internes et externes. Le rattrapage du retard qu'avait accumulé la Lituanie en termes de productivité a joué un rôle essentiel dans ce processus, même si le niveau de la productivité du travail demeure inférieur d'un tiers environ à la moyenne de l'OCDE. La poursuite de cette convergence dépendra en partie d'une amélioration de la répartition des ressources. Le gouvernement devrait notamment favoriser une amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, la mise en place de procédures de faillite efficaces et l'émergence de nouvelles formes de financement des entreprises. Cette convergence passera aussi par des politiques publiques propices à l'amélioration de la croissance de la productivité au sein des entreprises. Il sera également important d'améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux et de renforcer le rôle de la formation en entreprise. Néanmoins, il conviendra aussi de prendre de nouvelles mesures pour renforcer la capacité d'innovation du secteur des entreprises, notamment en mettant en œuvre des politiques d'innovation qui permettent d'améliorer encore la capacité d'absorption des entreprises et ne favorisent pas les acteurs en place au détriment des jeunes entreprises.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Au cours des vingt dernières années, le niveau de revenu de la Lituanie s'est rapproché régulièrement de celui des pays de l'OCDE. De 1995 à 2013, le PIB par habitant est passé d'un tiers à deux tiers du niveau moyen de l'OCDE. Le rattrapage en matière de productivité y a largement contribué ; il a bénéficié de l'intégration à l'économie mondiale qui a permis l'adoption de techniques de production plus avancées utilisées à l'étranger. Pourtant, la productivité du travail en Lituanie reste inférieure d'à peu près un tiers à la moyenne de l'OCDE (graphique 1.1). Sachant que le rythme de vieillissement de la population active est le plus rapide de l'Union européenne (EU; European Commission, 2015a), les futures améliorations du niveau de vie dépendront essentiellement de la capacité du pays à accroître sa productivité.

Graphique 1.1. **Malgré une convergence, le retard de productivité par rapport à la zone OCDE reste substantiel**



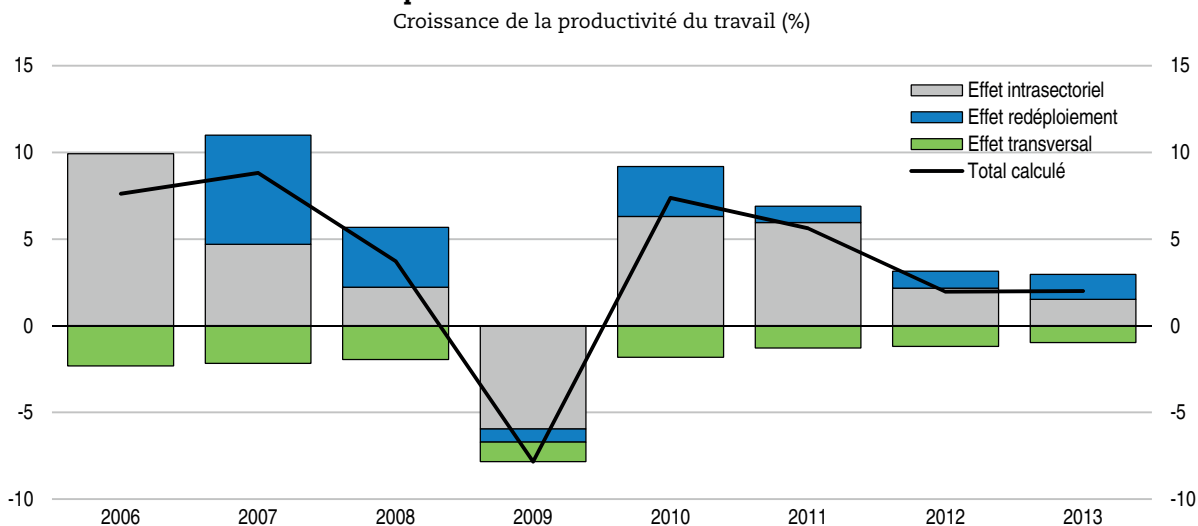
1. On mesure la productivité du travail par le PIB par personne occupée.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338954>

Une décomposition des gains de productivité du travail depuis 2006 montre que le redéploiement de ressources entre secteurs et la croissance de la productivité intrasectorielle ont joué un rôle important (graphique 1.2). Le deuxième phénomène peut résulter d'un redéploiement entre entreprises d'un même secteur aussi bien que de gains de productivité au sein des entreprises, qui découlent souvent de l'absorption et de l'application de nouvelles idées et technologies.

Graphique 1.2. La productivité a bénéficié à la fois de progrès intrasectoriels et de redéploiements de ressources entre secteurs



Note : L'« effet intrasectoriel » mesure la contribution à la croissance totale de la productivité du travail de la croissance de la productivité dans chacun des différents secteurs pris en compte. L'« effet de redéploiement » mesure la contribution des mouvements de main-d'œuvre entre secteurs. Enfin, l'« effet transversal » indique si l'effet intrasectoriel et l'effet de redéploiement entre secteurs sont complémentaires ; sa valeur est négative si la croissance de la productivité est particulièrement forte dans des secteurs dont les effectifs mesurés en proportion de la main-d'œuvre diminuent.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur des données de l'Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338632>

L'évolution des politiques publiques est un déterminant important de la répartition des ressources ainsi que de la croissance de la productivité dans les entreprises. Dans ce chapitre, nous examinons l'évolution de l'action publique en Lituanie au regard de deux objectifs essentiels : 1) continuer à rendre la répartition des ressources plus efficiente et 2) favoriser les gains de productivité au sein des entreprises. Pour mettre le problème en perspective, nous commençons par présenter les tendances récentes en matière de productivité.

Principales constatations

- Depuis dix ans, la croissance de la productivité est négligeable dans la plupart des activités de service. On observe des signes de répartition sous-optimale des ressources dans le secteur des services au sens large, les plus grandes entreprises n'étant pas les plus productives.
- Comparativement à d'autres pays, une proportion élevée d'entreprises indique que la difficulté de trouver des travailleurs disposant de qualifications adéquates freine leur activité.

Principales constatations (suite)

- Le taux de préscolarisation des jeunes enfants est relativement faible, tandis que les scores des élèves du secondaire aux tests de compréhension de l'écrit et de culture mathématique sont médiocres. Les carrières d'enseignant ne semblent pas attractives lorsqu'on compare la Lituanie à d'autres pays de l'Union européenne (UE).
- Aux cours des dix dernières années, la Lituanie a réformé de manière impressionnante la réglementation de ses marchés de produits. Toutefois, la lourdeur des règles relatives à l'emploi de travailleurs étrangers non originaires de l'UE et la longueur des procédures de faillite pourraient encore entraver la croissance des entreprises.
- Les entreprises lituaniennes sont peu innovantes en dépit de conditions-cadre favorables et des mesures spécifiques prises dans ce domaine. Certaines dispositions, comme les incitations fiscales à la recherche-développement (R-D), aident peut-être moins les jeunes entreprises.
- Il est possible que les externalités de connaissances aient été réduites par une participation en amont relativement limitée aux chaînes de valeur mondiales (CVM).
- Les résultats financiers des entreprises publiques lituaniennes laissent à désirer. La composition de certains de leurs conseils d'administration est de nature à susciter des conflits d'intérêts et crée un risque d'ingérence politique dans leurs activités.
- Le manque d'accès aux financements constitue un obstacle au fonctionnement de certaines entreprises productives. La mise en place de nouvelles sources de financement destinées aux jeunes entreprises ne fait que s'amorcer.
- Un certain nombre de projets d'infrastructures notables ont été menés ces dernières années, ou le sont actuellement. Ceux qui ont pour but une intégration plus poussée aux réseaux européens de chemins de fer, d'électricité et de gaz sont prioritaires.

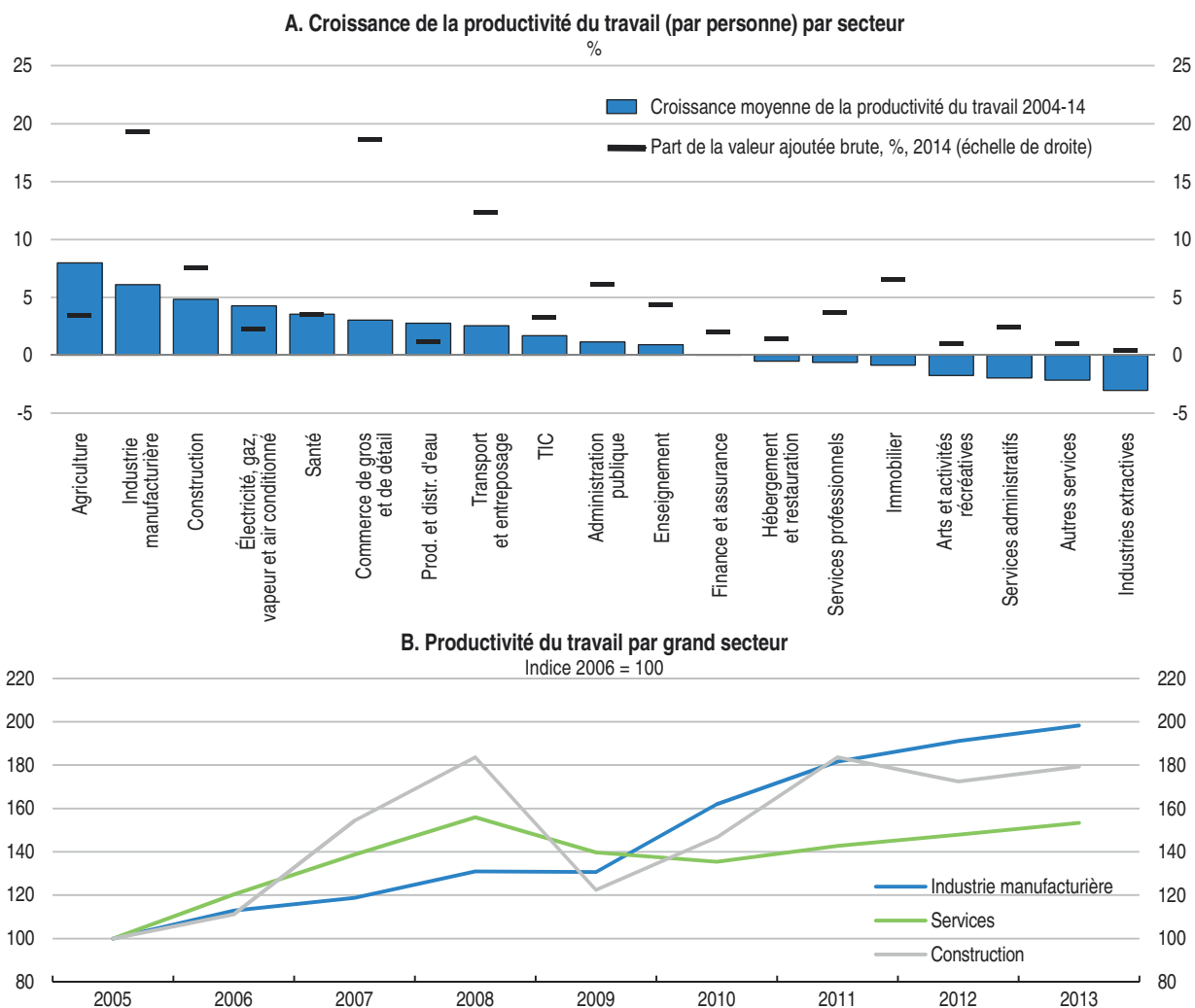
La croissance récente de la productivité a été forte, mais inégale

Depuis dix ans, la productivité globale du travail connaît une forte croissance qui occulte néanmoins des disparités entre secteurs. Les progrès ont été notamment très lents dans certains domaines des services.

Depuis l'adhésion à l'Union européenne (UE) au milieu des années 2000, la productivité du travail augmente de 5 % par an en moyenne en Lituanie. De 2005 à 2013, les gains de productivité ont été particulièrement substantiels dans les services d'utilité publique (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné), l'industrie manufacturière, la santé et l'agriculture. Ils ont résulté de la conjonction de réformes (dans les secteurs des services d'utilité publique et de la santé), de l'utilisation des fonds structurels de l'UE (dans l'agriculture) et de flux importants d'investissement direct étranger (IDE) (dans l'industrie manufacturière). Dans certains de ces secteurs, l'amélioration de la productivité a aussi découlé de la réaffectation de ressources à des usages plus productifs après l'éclatement de la bulle sur le marché du logement.


En revanche, la croissance de la productivité a été modeste dans certaines branches de services. Elle a notamment été négligeable pour plusieurs services professionnels et aux entreprises. La productivité globale du travail dans le secteur des services n'a retrouvé son niveau de 2008 qu'en 2013, alors que cette même année, la productivité du secteur manufacturier dépassait de 50 % son niveau de 2008 (graphique 1.3, partie B).

Graphique 1.3. Les écarts de productivité entre secteurs sont sensibles en Lituanie



Note : Conformément à la définition utilisée dans OCDE (2015a), dans la partie B du graphique, l'industrie recouvre les secteurs suivants : industries extractives ; industrie manufacturière ; production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution. Les services recouvrent les secteurs suivants : commerce de gros et de détail ; transport et entreposage ; activités d'hébergement et de restauration ; services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ; activités immobilières, financières et d'assurance ; activités spécialisées, scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien ; éducation, santé et action sociale ; arts, spectacles et activités récréatives ; et autres activités de services. Les secteurs sont pondérés en fonction de la valeur ajoutée brute calculée aux prix de l'année précédente. La partie B du graphique présente la valeur ajoutée brute par personne occupée en euro.

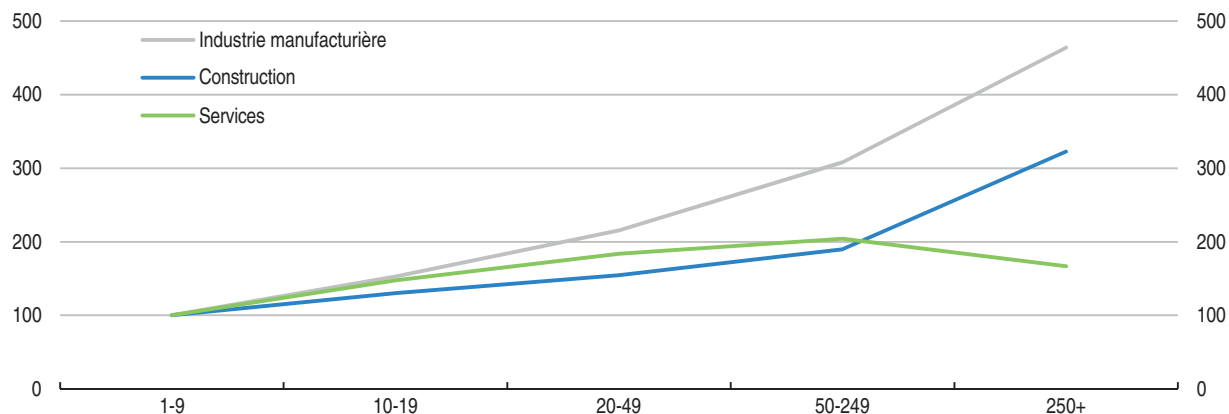
Sources : Institut lituanien de la statistique, calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338965>

Un des facteurs limitant la productivité des services en Lituanie réside peut-être dans le fait que les plus grandes sociétés de services sont en moyenne moins productives que certaines entreprises de taille plus réduite (graphique 1.4). Ce n'est pas le cas dans le secteur manufacturier ou dans celui de la construction. Pour maximiser la productivité globale, l'idéal est que les entreprises les plus importantes soient aussi les plus productives. C'est le signe d'une répartition efficace des ressources, non entravée par des « frictions » faisant obstacle au développement des entreprises et au redéploiement des


Graphique 1.4. Dans le secteur lituanien des services, les plus grandes entreprises ne sont pas les plus productives

Valeur ajoutée par personne occupée, entreprises de 1 à 9 salariés = 100, 2012



Note : La valeur ajoutée par personne occupée est une moyenne des entreprises de chaque classe de taille (mesurée par les effectifs) figurant en abscisse.

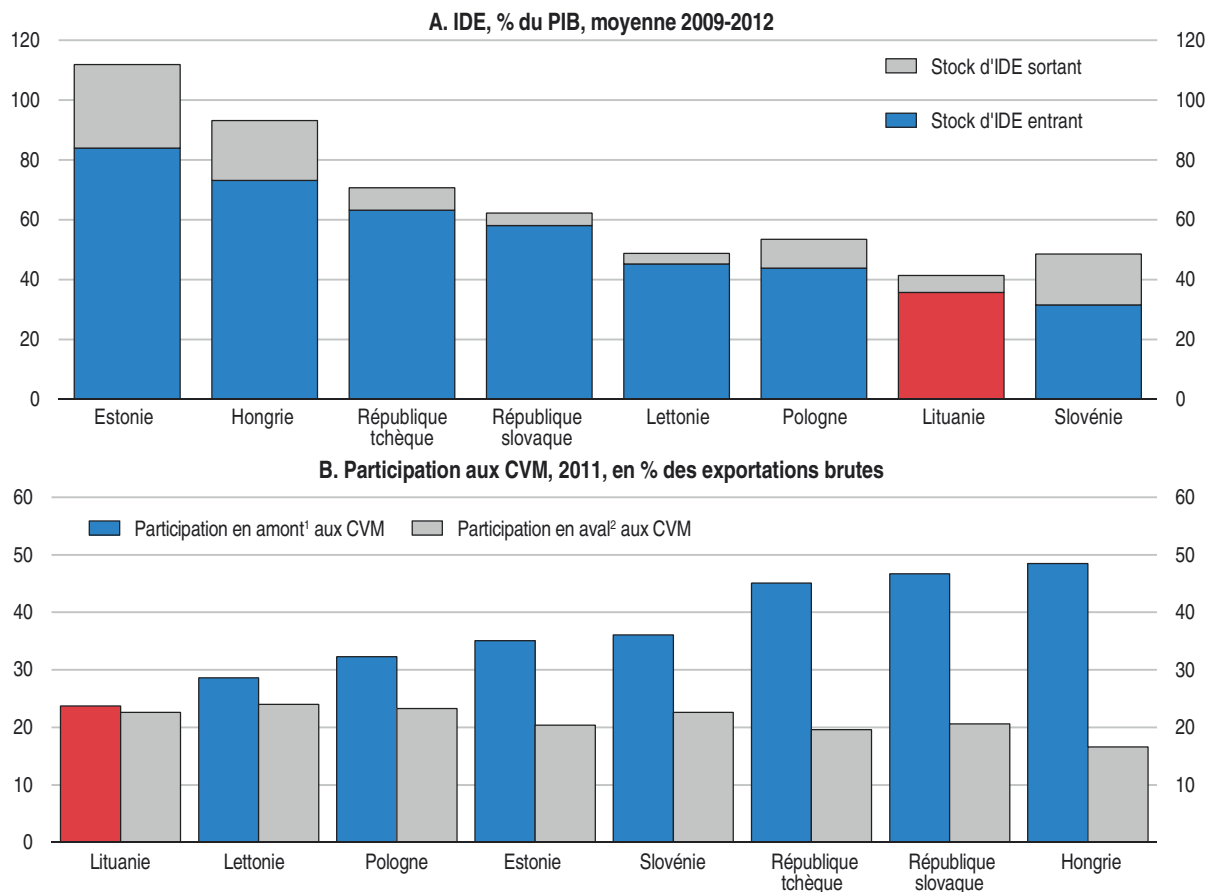
Source : OCDE (2015a).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338976>

ressources à partir des entités les moins productives. En Lituanie, une désagrégation des résultats du secteur des services fait apparaître une efficacité particulièrement faible de la répartition des ressources dans le commerce de gros et de détail.

Un secteur des services efficient est d'autant plus important que les services constituent des consommations intermédiaires d'autres entreprises et peuvent concourir à une participation réussie aux CVM (Adalet McGowan et al., 2015). En outre, l'intégration aux CVM peut être bénéfique à la croissance de la productivité, étant donné qu'elle expose davantage les entreprises locales à de nouvelles idées et technologies, accentue la concurrence sur les marchés de produits et accroît la dimension des marchés où opèrent les entreprises locales (Adalet McGowan et al., 2015 ; Crespi et al., 2008 ; Acemoglu and Lin, 2004). L'ouverture commerciale et financière de la Lituanie s'est sensiblement accentuée depuis l'indépendance, en partie du fait de l'adhésion à l'UE (OECD, 2016a). Toutefois, la « participation en amont » des entreprises lituaniennes aux CVM (c'est-à-dire la part de la valeur ajoutée étrangère intégrée aux exportations lituaniennes) était relativement limitée en 2011 (graphique 1.5, partie B ; OECD, 2016a).

La participation aux chaînes de valeur mondiales est généralement supérieure dans les pays les plus ouverts à l'IDE (Kowalski et al., 2015). Outre cet effet sur la participation aux CVM, l'IDE peut favoriser les transferts de technologies. Le stock d'IDE entrant de la Lituanie était certes inférieur à celui des autres pays baltes en 2012 (graphique 1.5, partie A), mais certains signes laissent entrevoir une croissance relativement forte des entrées d'IDE depuis lors (Invest Lithuania, 2014). En outre, l'investissement direct étranger en Lituanie se caractérise par une proportion assez élevée d'investissements de création, qui peuvent être plus propices que d'autres types d'IDE à la création d'emplois locaux.

Graphique 1.5. **L'investissement direct étranger (IDE) et la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) sont faibles**

1. Valeur ajoutée étrangère intégrée dans les exportations, en % des exportations brutes totales.

2. Valeur ajoutée locale intégrée dans les exportations étrangères, en % des exportations brutes totales.

Sources : Eurostat ; OCDE-OMC, Statistiques du commerce en valeur ajoutée.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338674>

De nouvelles réformes sont nécessaires pour améliorer encore la répartition des ressources

Les politiques publiques qui permettent un redéploiement efficace des ressources accroissent l'avantage tiré par les entreprises des initiatives adoptées pour améliorer leur productivité. Les mesures propices à une dynamique positive – l'entrée de nouvelles entreprises, leur expansion pendant leurs premières années d'existence et la sortie des entités les moins productives – sont essentielles en ce domaine. Ce processus revêt une importance toute particulière en Lituanie, car ce pays est entré dans la crise financière mondiale avec des distorsions à grande échelle et un déficit intenable des paiements courants. Enfin, de récentes analyses fondées sur des données par entreprise laissent penser que le rythme de réaffectation des ressources a ralenti récemment en Lituanie (Earle et al., 2015).

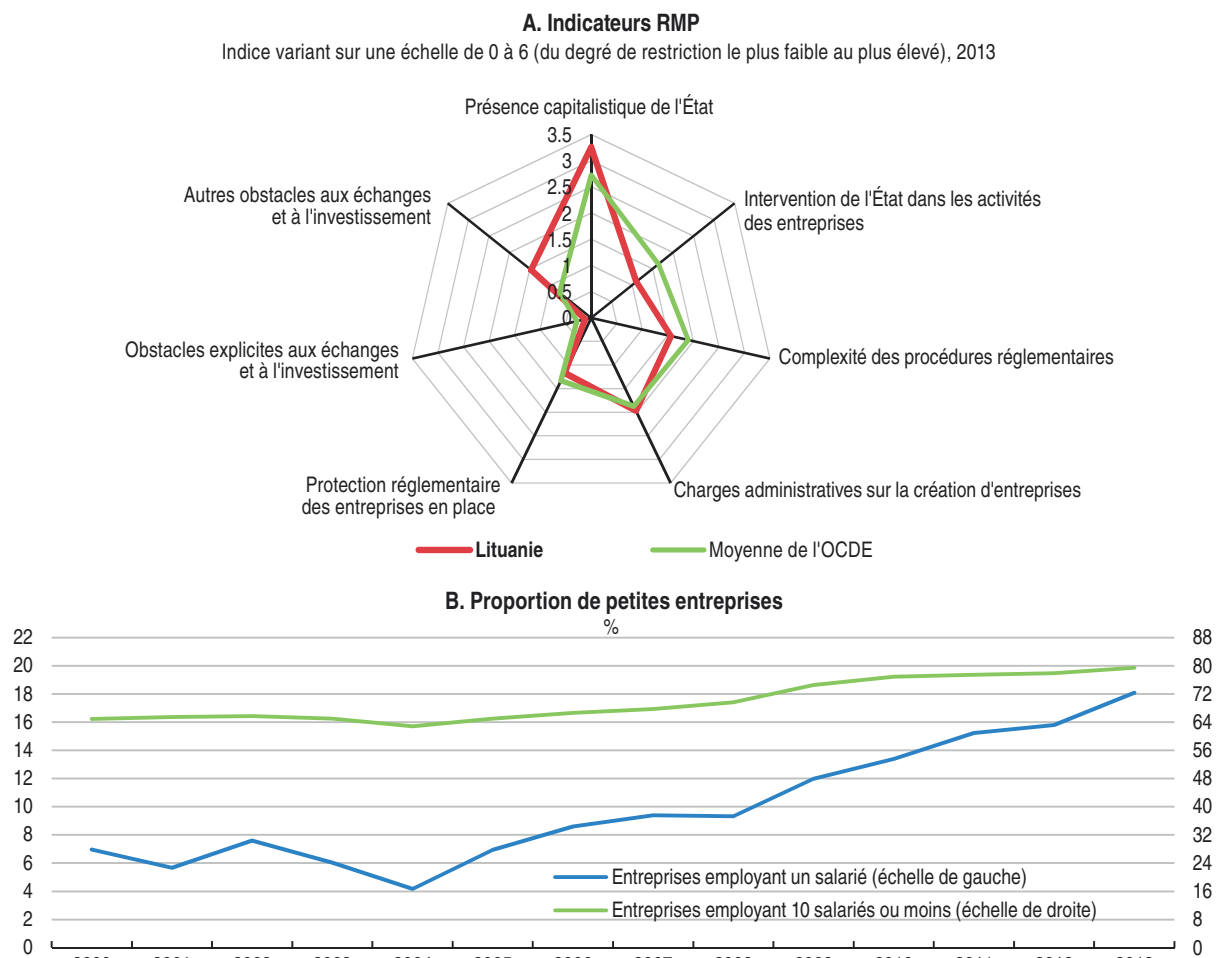
En Lituanie, la réglementation des marchés de produits favorise en général une répartition efficace des ressources

Depuis que le pays a retrouvé son indépendance en 1990, les gouvernements lituaniens successifs ont procédé à des réformes destinées à laisser jouer davantage les

mécanismes du marché dans l'économie. Outre l'adhésion du pays à l'UE en 2004, les autorités ont allégé le poids de la réglementation des marchés de produits, qui faisait obstacle à l'entrée de nouveaux acteurs sur ces marchés et entravait par conséquent le développement d'entreprises à fort potentiel. En 2013, la rigueur de la réglementation des marchés de produits dans son ensemble en Lituanie, appréciée au regard de l'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE, correspondait peu ou prou à la moyenne de l'OCDE (OECD, 2013a).


Certains aspects du cadre réglementaire lituanien sont particulièrement favorables à la concurrence. L'État intervient relativement peu dans les activités des entreprises en recourant à des mesures de contrôle de prix et à une réglementation contraignante (graphique 1.6, partie A). En outre, la complexité des procédures réglementaires a été sensiblement réduite, en particulier en matière de création d'entreprises. Les indicateurs de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale mettent en évidence une réduction

Graphique 1.6. **La réglementation des marchés de produits (RMP) est devenue propice au jeu du marché, mais de nouvelles réformes pourraient être engagées**



Note : Dans la partie A du graphique, la « moyenne de l'OCDE » est une moyenne simple de tous les pays membres de l'Organisation ayant fourni des informations. Les États-Unis sont le seul pays de l'OCDE exclu de cet agrégat.

Sources : OCDE (2013a) ; Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338987>

significative du délai et du coût de création d'une entreprise entre 2003 et 2015 (tableau 1.1), sachant que la Lituanie était classée cette année-là 8^e sur 189 pays pour la facilité de créer une entreprise.

Tableau 1.1. Il est devenu nettement plus facile de créer une entreprise

	2003	2015
Nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise	8	2
Délai de création d'une entreprise (en jours)	26	3.5
Coût de création d'une entreprise (en % du revenu par habitant)	4	0.6
Capital minimum à verser pour créer une entreprise (en % du revenu par habitant)	68	0

Source : Enquête *Doing Business* de la Banque mondiale.

Parmi les réformes mises en œuvre ces dernières années figurent la mise en place d'un guichet unique pour l'immatriculation en ligne des entreprises et des mesures destinées à faciliter l'identification à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des sociétés. Par ailleurs a été instaurée une nouvelle forme juridique de société (la « petite société de personnes »), à laquelle ne s'impose aucune obligation de fonds propres minimums et s'applique un nombre réduit de procédures réglementaires, ce qui se traduit par un délai d'immatriculation trois fois plus court. Ainsi, le nombre de jours nécessaire à l'immatriculation d'une entreprise a reculé de 26 en 2005 à 3.5 en 2015, et le coût de création d'une entreprise, exprimé en pourcentage du revenu par habitant, a diminué de 85 % (World Bank, 2015). Comme on pouvait s'y attendre, cette réforme a coïncidé avec une hausse de la proportion de petites entreprises (graphique 1.6, partie B). Le pourcentage d'entreprises ne comptant qu'un seul salarié a notamment augmenté fortement.

Il est à noter que selon une nouvelle étude de l'OCDE, la baisse du coût de création d'une entreprise a contribué au redéploiement de la main-d'œuvre favorable à l'amélioration de la productivité qui a été observé récemment en Lituanie (encadré 1.1). De plus, la réduction du nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise et du délai de création d'une entreprise est allée de pair avec des gains de productivité intrasectoriels.

Encadré 1.1. L'incidence des réformes des marchés de produits sur les gains de productivité en Lituanie

Dans certains secteurs, la forte intensité capitalistique ou la complexité technologique de la production créent naturellement des barrières à l'entrée plus élevées que dans les autres (Andrews and Cingano, 2013). Cette caractéristique peut servir, dans une analyse de régression, à distinguer l'influence éventuelle de la réduction des coûts réglementaires de création d'une entreprise en Lituanie sur la croissance de la productivité du travail (on trouvera des précisions techniques à l'annexe A1).

Dans l'analyse de régression, la variable dépendante est la croissance globale de la productivité du travail. Toutefois, pour identifier le canal spécifique de transmission à la productivité, on effectue aussi des régressions distinctes en utilisant comme variables dépendantes l'effet intrasectoriel et l'effet de redéploiement illustrés dans le graphique 1.2. L'effet éventuel des politiques publiques est mis en évidence par le coefficient d'un terme d'interaction qui montre si diverses modifications de ces politiques (au niveau national) ont eu une plus grande incidence sur les secteurs qui y sont particulièrement exposés. La période considérée va de 2006 à 2013.

Encadré 1.1. L'incidence des réformes des marchés de produits sur les gains de productivité en Lituanie (suite)

Le tableau ci-dessous présente certains résultats de cette analyse de régression. Il en ressort que les réformes adoptées récemment en Lituanie dans le but d'améliorer le climat des affaires ont favorisé le redéploiement de ressources à la fois au sein des secteurs et entre eux. On peut résumer comme suit les principales conclusions des travaux effectués :

- En Lituanie, les modifications de l'action publique ayant facilité la création d'entreprises ont eu un effet positif sur la croissance de la productivité du travail (colonne 1). Cela pourrait être dû à une bonne répartition des ressources au sein des secteurs ou à une hausse de la productivité des entreprises liée à l'allègement des coûts administratifs. Plus précisément, les mesures qui ont réduit le nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise (colonnes 2 et 5) et le délai de création d'une entreprise (colonnes 3 et 6) se sont accompagnées d'une accélération des gains de productivité.
- Les modifications de l'action publique qui ont réduit le coût de création d'une entreprise (colonne 7) sont allées de pair avec un redéploiement intersectoriel des ressources propice à l'amélioration la productivité (bien que l'effet sur la croissance globale de la productivité ne soit pas identifié).

Estimation de l'effet de modifications de l'action publique sur la croissance de la productivité

Variable dépendante	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
	Croissance de la productivité du travail	Croissance de la productivité du travail	Croissance de la productivité du travail	Effet intrasectoriel	Effet intrasectoriel	Effet intrasectoriel	Effet de redéploiement
Secteur manufacturier*année	0.0271 (1.57)	0.0221 (1.24)	0.0743* (1.96)	-0.0003 (0.01)	-0.0076 (0.3)	0.0499 (1.56)	0.0344 (1.43)
Δ facilité globale de créer une entreprise*exposition	0.0266* (2.05)			0.0309** (2.38)			
Δ coût de création d'une entreprise*exposition							-0.0201* (1.93)
Δ nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise*exposition		-0.0381* (1.92)			-0.0470** (2.32)		
Δ délai de création d'une entreprise*exposition			-0.0176* (1.98)			-0.0179*** (3.63)	
Constante	-33.15 (1.57)	-27.03 (1.24)	-90.96* (1.96)	0.44 (0.01)	9.42 (0.27)	-60.99 (1.56)	-42.09* (1.43)
Effets fixes sectoriels	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes annuels	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	184	184	184	184	184	184	184
R ²	0.16	0.16	0.16	0.19	0.19	0.18	0.07
Nbre de secteurs de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)	23	23	23	23	23	23	23
F	3.02	2.96	2.65	6.94	6.56	6.63	2.99

* p < 0.10 ; ** p < 0.05 ; *** p < 0.01.

Note: Les coefficients t sont indiqués entre parenthèses. Les régressions incluent les effets fixes par secteur et par année ainsi que les erreurs types regroupées par secteur. Les mesures considérées correspondent aux indicateurs de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale. La variable *secteur manufacturier * année* est une variable indicatrice variant dans le temps pour les branches qui appartiennent au secteur manufacturier au sens large ; on l'utilise en vue de prendre en compte le fait que la croissance de la productivité a été généralement plus forte dans ce secteur pendant la période considérée.

Source: Annexe A1.

Comme cela a été souligné dans l'*Examen de l'OCDE de la réforme de la réglementation* consacré à la Lituanie, il faudrait déployer davantage d'efforts pour mettre en place un cadre d'évaluation permettant de déterminer si des politiques réglementaires judicieusement conçues sont appliquées en pratique (OECD, 2015b). Un point est encourageant : comparativement à des pays similaires, les enquêtes effectuées au niveau des entreprises laissent à penser qu'en Lituanie, la proportion d'entreprises indiquant avoir des difficultés à obtenir des autorisations et des permis correspond bien à l'indicateur de l'enquête *Doing Business* sur la facilité de créer une entreprise (World Bank, 2013).

Selon les indicateurs de RMP de l'OCDE, les obstacles non explicites aux échanges et aux investissements constituent un domaine dans lequel la réglementation est moins propice à la croissance des entreprises en Lituanie que dans les pays de l'OCDE en moyenne. Les règles en question prévoient notamment des restrictions sévères et entraînent des coûts administratifs pour l'emploi de travailleurs non originaires de l'UE (encadré 1.1). Elles peuvent freiner les entreprises tentant de se développer, en particulier celles qui opèrent dans des secteurs spécialisés où le réservoir mondial de talents est limité. Par ailleurs, les entreprises de pays n'appartenant pas à l'UE qui essaient de délocaliser des activités en Lituanie risquent d'en être dissuadées par les obstacles réglementaires aux migrations de capital humain spécifique à l'entreprise. Cela réduit la concurrence et peut se traduire par l'immobilisation de ressources dans des entreprises lituaniennes en place qui sont moins productives. Ces obstacles aux investissements étrangers peuvent aussi limiter la possibilité pour les entreprises lituaniennes de s'intégrer aux CVM (Kowalski et al., 2015), réduisant du même coup leur capacité d'élargir leurs marchés et de bénéficier des externalités de connaissances provenant d'entreprises étrangères.

L'importance de l'économie souterraine en Lituanie contribue peut-être à la répartition inefficace des ressources qui freine la croissance globale de la productivité. Selon des études récentes, l'économie informelle lituanienne, bien qu'elle ait diminué ces dernières années, reste l'une des plus importantes de l'UE (Schneider, 2015). Lorsqu'on compare la Lituanie aux autres économies en transition de la région, on constate qu'une proportion relativement élevée d'entreprises lituaniennes ayant répondu à l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, *Business Environment and Enterprise Performance Survey*) de 2013, réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale, considèrent les pratiques de leurs concurrents du secteur informel comme un obstacle à leurs activités. Dans la mesure où elles ne paient pas d'impôts, les entreprises de l'économie souterraine peuvent fournir des biens et des services à moindre coût, ce qui pourrait avoir un effet d'éviction sur des entreprises plus efficaces acquittant leurs impôts. Les entreprises du secteur informel absorbent donc des ressources qui seraient employées ailleurs si toutes les entreprises fonctionnaient dans des conditions de concurrence équitables. Les activités informelles étant en général concentrées dans le secteur des services (Hazans, 2011), leur importance en Lituanie pourrait expliquer en partie la croissance relativement décevante de la productivité dans les services.

En Lituanie, les entreprises publiques freinent la croissance globale de la productivité

Si l'on se réfère à sa part dans l'emploi total, le secteur des entreprises publiques dépasse en dimension la moyenne de l'OCDE (OECD, 2015c). C'est en partie un héritage du système soviétique. De manière générale, l'existence d'entreprises publiques peut se justifier dans les secteurs caractérisés par des monopoles naturels, ou quand elles exercent des

Encadré 1.2. Conditions d'obtention d'un permis de travail en Lituanie pour les ressortissants étrangers non originaires de l'UE

Les conditions imposées aux étrangers non originaires de l'UE pour vivre et travailler en Lituanie sont régies par la loi relative au statut juridique des étrangers élaborée par le ministère lituanien de la Sécurité sociale et du Travail. Pour entrer dans le pays, il faut obtenir un permis de travail qui n'est délivré à un étranger non originaire de l'UE que s'il n'y a pas en Lituanie de spécialiste répondant aux exigences de qualification de l'employeur. En 2013, seuls 3 des 34 pays de l'OCDE subordonnaient à un tel critère l'emploi des travailleurs étrangers (OECD, 2013a). Un étranger non originaire de l'UE ne peut occuper un poste spécifique qu'au terme de la procédure suivante :

1. L'employeur déclare une vacance de poste au service régional de l'emploi.
2. Si l'on n'a pas pu trouver au bout d'un mois de travailleur de l'UE ayant les compétences appropriées, l'employeur dépose auprès du service régional de l'emploi une demande de recrutement d'un travailleur étranger.
3. Le service régional de l'emploi communique la demande au service national de l'emploi. Le délai de dépôt de la demande est déterminé par la catégorie à laquelle appartient le travailleur soumis à visa. Il va de 7 à 21 jours calendaires selon que ce travailleur est sous contrat, détaché par son entreprise, stagiaire ou en formation.
4. Si la demande est acceptée, le service national de l'emploi délivre un permis de travail dans un délai de 7 à 20 jours calendaires (selon la catégorie de travailleur).
5. Après délivrance du permis, le salarié dépose une demande de visa national ou de permis de résidence auprès d'une mission diplomatique ou d'un consulat de Lituanie à l'étranger ou auprès des services de l'immigration en Lituanie.
6. Le permis de travail est délivré dans les deux mois (en pratique souvent en moins d'un mois et demi), puis l'employeur doit soumettre le contrat de travail au service local de l'emploi pour approbation.

Un travailleur non originaire de l'UE peut obtenir en moins de 15 jours une carte bleue européenne (qui constitue à la fois un permis de résidence et de travail). Toutefois, cette procédure ne s'adresse qu'à des personnes très qualifiées qui gagnent au moins trois fois le salaire lituanien moyen.

Les permis de travail destinés aux étrangers non originaires de l'UE sont délivrés pour la durée du contrat. Toutefois, s'agissant des salariés détachés par une entreprise étrangère, les permis de travail sont accordés pour une durée maximum de deux ans. Une procédure de demande complémentaire est prévue pour le renouvellement du permis de travail de ces salariés détachés, mais elle est moins longue que la procédure initiale. Selon de nouvelles dispositions en cours d'élaboration, les sociétés étrangères considérées par le ministère de l'économie comme des investisseurs stratégiques auront droit à l'aide de spécialistes des questions d'immigration pour établir les documents nécessaires.

Source : Service national de l'emploi de Lituanie ; ministère de la Sécurité sociale et du Travail ; « Invest Lithuania ».

fonctions non commerciales dans l'intérêt général. Toutefois, dans de nombreux pays, les fonctions commerciales exercées par les entreprises publiques laissent à désirer, en raison des insuffisances de leur système de gouvernance et des mécanismes d'incitation auxquelles elles sont soumises (Estrin et al., 2009). Non seulement cela ralentit la croissance globale de la productivité, mais les entreprises publiques peu productives absorbent des ressources qui pourraient être affectées à d'autres, plus productives. Certains éléments

laissent à penser que tel est le cas en Lituanie. En 2013, le rendement moyen des capitaux propres des entreprises publiques opérant dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications n'atteignait même pas la moitié de celui de sociétés étrangères comparables (tableau 1.2). Pourtant, les résultats des entreprises publiques lituaniennes de ces branches d'activité étaient sensiblement meilleurs que ceux de leurs homologues de l'industrie manufacturière, de la finance et des télécommunications, dont le taux de rendement était négatif en moyenne (OECD, 2015c). Alors que le gouvernement a assigné un objectif de rendement des capitaux propres de 5 % aux entreprises publiques se livrant à des activités commerciales pour la période 2013-15, il n'atteignait en 2013 que la moitié de ce pourcentage (OECD, 2015c). Il existe aussi des entreprises publiques dans des secteurs comme le commerce de détail, ou les activités d'hébergement et de restauration, où la justification de leur présence n'est pas évidente.

Tableau 1.2. **Les entreprises publiques lituaniennes ont des résultats relativement médiocres**

	Énergie		Transports et communications	
	Entreprises publiques lituaniennes (%)	Entreprises étrangères comparables (%)	Entreprises publiques lituaniennes (%)	Entreprises étrangères comparables (%)
Rendement des capitaux propres	2.66	5.36	2.64	8.93

Note : Les entreprises étrangères comparables opèrent dans le même secteur (c'est-à-dire l'énergie ou les transports et les communications) et sont situées en Europe occidentale, en Europe orientale ou en Russie.

Source : Agence des participations de l'État de la Lituanie (State Property Fund, 2014).

À partir de 2010, le gouvernement s'est efforcé de rendre la gouvernance des entreprises publiques plus conforme aux *Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques* (Martinkus, 2014). Depuis 2014, elles publient séparément les résultats financiers de leurs activités commerciales et ceux des activités non commerciales qu'une société privée n'exercerait pas. Cela se traduit par une plus grande transparence et permet d'évaluer leurs activités commerciales par rapport aux entreprises privées. La séparation des fonctions d'actionnaire et de réglementation des entreprises publiques a été présentée comme un objectif. Toutefois, les deux continuent souvent d'être exercées par le même ministère (OECD, 2015c). Il importe que les efforts de réforme soient poursuivis, sachant que des études récentes ont mis en évidence une corrélation positive entre les résultats et la gouvernance des entreprises publiques lituaniennes (Jurkanis and Petrusauskaitė, 2014).

Améliorer la composition et la gestion de leurs conseils d'administration serait également bénéfique. On a modifié les principes de nomination des membres des conseils d'administration des entreprises publiques, en soulignant l'importance de la présence parmi eux d'administrateurs indépendants dotés des compétences requises. En juin 2015, une résolution du gouvernement a fixé les grandes lignes de la procédure de sélection des administrateurs des entreprises publiques à statut législatif. Toutefois, exception faite des entreprises publiques cotées en bourse, les administrateurs indépendants n'exerçant pas de fonctions de direction sont relativement rares au sein des conseils d'administration des entreprises publiques. En revanche, ils se caractérisent souvent par une forte concentration de représentants des ministères (Baltic Institute of Corporate Governance, 2013). Cela peut déboucher sur des conflits d'intérêts et créer un risque d'interventions personnelles dans les activités des entreprises. De fait, l'Institut balte de gouvernance des entreprises a récemment signalé que le gouvernement exerçait une

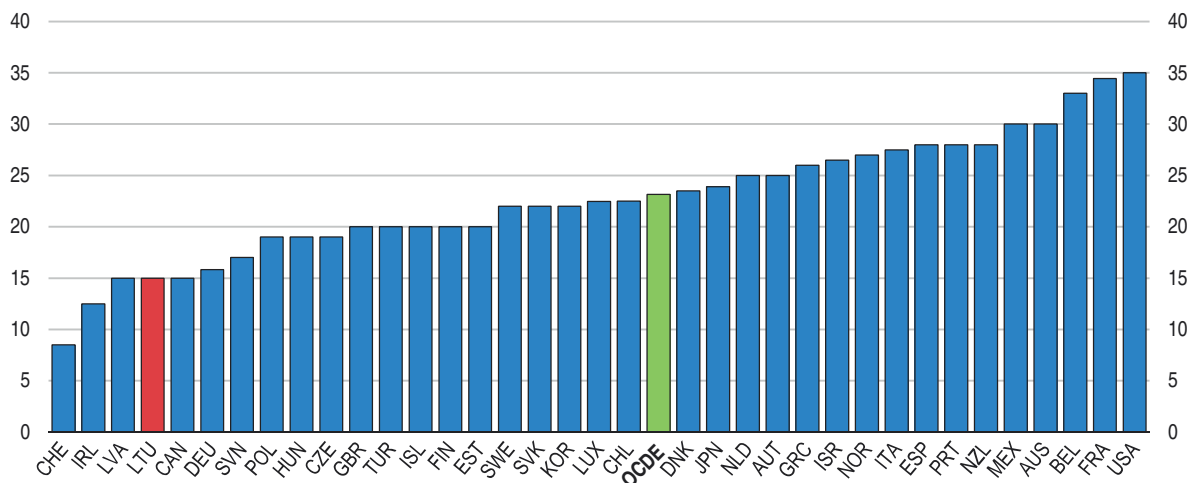
influence excessive sur le recrutement des directeurs généraux des entreprises publiques et sur leur gestion en général (Baltic Institute of Corporate Governance, 2013). Le fait que l'État ait récemment renfloué la société publique de transport maritime, qui avait déposé son bilan, constitue un signal malvenu à l'égard des autres entreprises publiques dont les résultats laissent à désirer.

Le taux d'imposition des sociétés est faible, mais les différences de traitement fiscal pourraient provoquer des distorsions


En Lituanie, le taux de l'impôt sur les sociétés (15 %) est faible dans une optique de comparaison internationale (graphique 1.7). Néanmoins, un taux réduit de 5 % s'applique aux microentreprises qui comptent un maximum de 10 salariés et réalisent un chiffre d'affaires n'excédant pas 300 000 EUR (soit 24 fois le PIB par habitant). La justification de ce taux préférentiel n'est pas claire, puisque des études antérieures de l'OCDE laissent à penser que les décisions d'investissement des petites entreprises tendent à être moins sensibles à l'impôt sur les sociétés que celles des entreprises de plus grande taille (OECD, 2010). En outre, de telles différences de traitement fiscal peuvent avoir des conséquences négatives sur l'efficacité de la répartition des ressources.

Graphique 1.7. **Le taux d'imposition des sociétés est relativement faible**

Taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés (%), 2015



Sources : Base de données fiscales de l'OCDE ; KPMG.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338994>

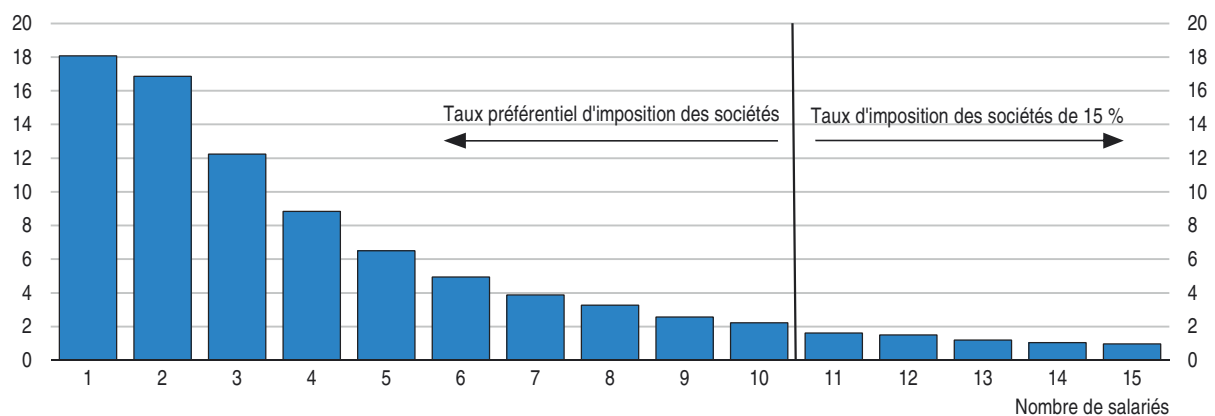
Alors que de nombreuses jeunes entreprises lituaniennes très productives peuvent être classées dans la catégorie des microentreprises, il existe aussi des entreprises dont la petite taille découle de résultats laissant à désirer. Sachant que l'avantage fiscal dont bénéficient les microentreprises en Lituanie est accordé sans distinction à ces deux catégories, il peut entraîner l'immobilisation de ressources dans des petites entreprises peu productives, alors qu'elles pourraient être réaffectées à d'autres petites entreprises plus productives, leur permettant ainsi de croître.

En outre, il est concevable que l'octroi d'avantages fiscaux en fonction de la taille des entreprises dissuade celles-ci de se développer au-delà du seuil de déduction, et ralentisse du même coup le processus de redéploiement des ressources (Chen and Mintz, 2011). Néanmoins, on n'a pas trouvé en 2013 de preuves concluantes de cet effet de seuil en

Lituanie. Par exemple, la part des entreprises indiquant se situer juste en deçà du seuil d'effectifs (10 salariés ou moins ; graphique 1.8) n'est pas disproportionnée. Il conviendrait de continuer à suivre de près la distribution des entreprises pour s'assurer que les avantages fiscaux accordés aux petites entreprises ne faussent pas leur profil de croissance. Pour effectuer ce suivi ainsi que pour obtenir des avis fondés sur des données probantes concernant les effets des politiques publiques sur l'ensemble de l'économie, on pourrait créer une institution indépendante comparable aux commissions de la productivité qui existent en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une telle institution pourrait s'avérer d'autant plus utile en Lituanie que la réalisation de gains de productivité sera déterminante pour la convergence future des revenus de ce pays.


Graphique 1.8. Il n'a pas été démontré jusqu'à présent que l'application de taux d'imposition différenciés exerçait un effet de distorsion sur la taille des entreprises

Proportion d'entreprises selon le nombre de salariés (%), 2013



Note : En 2013, pour avoir droit au taux préférentiel d'imposition des sociétés, une entreprise devait non seulement compter au maximum 10 salariés mais aussi avoir un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de litas (300 000 EUR environ).

Source : Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339003>

Les procédures de faillite sont relativement longues et les taux de recouvrement des créances sont bas

Des procédures de faillite coûteuses et longues peuvent ralentir le transfert de ressources des entreprises peu productives vers celles qui le sont plus (Adalet McGowan et al., 2015). Elles sont aussi susceptibles d'avoir un effet dissuasif sur l'entrepreneuriat et l'expérimentation de nouvelles technologies risquées par les entreprises, au détriment de la productivité au sein des entreprises. Depuis une dizaine d'années, la Lituanie met en œuvre des réformes pour simplifier les procédures de faillite. Les autorités ont notamment simplifié la législation en la matière et réduit les délais dans lesquelles les décisions sur recours doivent être rendues. Néanmoins, fermer une entreprise reste un processus relativement long en Lituanie. Selon les indicateurs de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale, il fallait en moyenne 2.3 ans en Lituanie, au lieu de 1.8 an dans la zone OCDE, pour mener à terme une procédure de faillite.

En cas de dépôt de bilan, le taux de recouvrement des créances est faible, puisqu'il s'établit à 43 % en Lituanie contre 71 % dans les pays de l'OCDE en moyenne (World Bank, 2015). Un droit de la faillite ayant un caractère moins punitif peut certes s'avérer bénéfique en favorisant l'entrepreneuriat et le redéploiement de ressources, mais il risque

d'avoir des conséquences inattendues qui freinent la croissance des entreprises. De faibles taux de recouvrement des créances sont notamment de nature à réduire l'accès des entreprises aux financements.

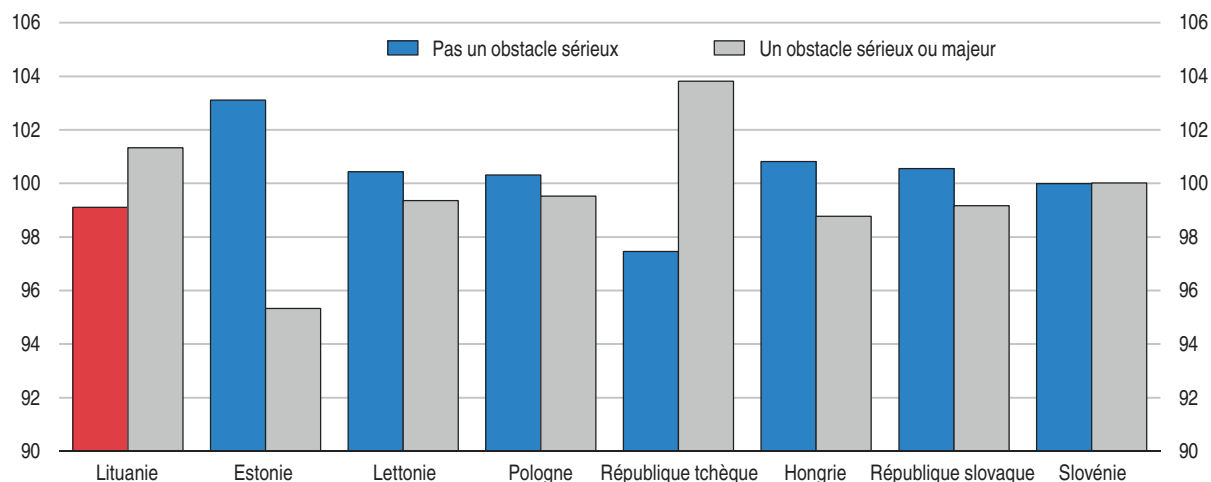
L'accès aux financements est une contrainte pour certaines entreprises productives

Dans le cadre de l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, *Business Environment and Enterprise Performance Survey*), 16 % environ des entreprises lituaniennes sondées ont indiqué que l'accès aux financements constituait un obstacle sérieux ou majeur à leurs activités en 2013. Cette proportion était plus élevée qu'en Estonie (5 %) et à peu près la même qu'en Lettonie (15 %). Dans tous les pays, les difficultés d'accès aux financements peuvent faire obstacle à la croissance des jeunes entreprises, ralentissant ainsi le redéploiement des ressources, car il est fréquent qu'elles n'aient pas fait leurs preuves et qu'elles disposent de ressources financières internes ou de garanties matérielles limitées. Cette situation s'observe le plus souvent dans les pays, comme la Lituanie, où le système financier est dominé par les banques.

Ces contraintes de financement sont particulièrement préoccupantes si les entreprises les plus productives ne parviennent pas à obtenir des fonds. Il ressort des données de l'enquête BEEPS que cela pourrait être le cas en Lituanie. À la différence de ce que l'on observe dans les autres pays baltes, les entreprises lituaniennes qui ont qualifié en 2013 l'accès aux financements d'obstacle sérieux ou majeur à leurs activités étaient en général celles où la productivité du travail était la plus élevée (graphique 1.9). En outre, elles tendaient à être de dimension réduite, au regard du nombre de salariés à plein temps, ce qui laisse à penser que les difficultés d'accès aux financements pourraient freiner le redéploiement des ressources vers certaines petites entreprises lituaniennes à fort potentiel.


Graphique 1.9. Certaines entreprises lituaniennes productives ont des difficultés d'accès aux financements

Niveau de productivité en 2013 (indice, 100 = moyenne des pays), selon que l'accès aux financements constitue ou non un obstacle



Note : Les calculs reposent sur les réponses de 218 entreprises en Lituanie, 241 en Estonie, 269 en Lettonie, 382 en Pologne, 211 en République tchèque, 190 en Hongrie, 171 en République slovaque et 241 en Slovénie. La productivité est mesurée par le chiffre d'affaires total par salarié à temps plein. Cette enquête repose sur un échantillon aléatoire stratifié selon la taille des entreprises, leur secteur d'activité et leur région dans le pays considéré.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, *Business Environment and Enterprise Performance Survey*) de 2013 réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338656>

Dans de nombreux pays, le déficit de financement des jeunes entreprises est comblé par les fonds de capital-risque, qui remédient à l'asymétrie de l'information en faisant des recherches sur les entreprises et en surveillant leurs résultats (OECD, 2011). Or, le marché du capital-risque est embryonnaire en Lituanie, alors que les entreprises font état d'une plus grande disponibilité de ce mode de financement dans les autres pays baltes (World Economic Forum, 2014). Des progrès ont été réalisés, par exemple dans le cadre de l'initiative pour des ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises (JEREMIE, *Joint European Resources for Micro to Medium Enterprises*), qui a permis d'utiliser les fonds structurels de l'UE pour créer cinq fonds de capital-risque. Ces derniers ont vocation à financer les principales étapes du développement d'une entreprise (c'est-à-dire l'amorçage, le démarrage, le développement ultérieur et la croissance) et s'intéressent surtout aux entreprises dont le site principal se trouve en Lituanie (Leichteris et al., 2015).

Dans la mesure du possible, il faut que les pouvoirs publics soutiennent les investissements dans le capital de jeunes entreprises à fort potentiel en partenariat avec le secteur privé (Wilson, 2014). Cette méthode a davantage de chances de faire émerger un secteur du capital-risque viable, tout en permettant d'éviter les écueils habituels d'une politique de « sélection des meilleurs » par l'État. On peut citer à titre d'exemple le Fonds balte pour l'innovation (BIF, *Baltic Innovation Fund*), qui est un fonds de fonds financé en partie par tous les États de la région. Il investit dans des fonds existants de capital-investissement et de capital-risque qui financent ensuite des entreprises baltes à fort potentiel.

Un développement du marché lituanien des actions pourrait aussi améliorer les conditions de financement de certaines sociétés. Le Nasdaq de Vilnius arrive au premier rang des bourses des pays baltes en termes de capitalisation boursière. L'adoption de l'euro semble avoir accru l'intérêt des investisseurs pour le marché de Vilnius, en leur permettant de diversifier leurs placements avec un moindre risque de change. La poursuite de l'essor du marché boursier pourrait permettre l'apparition de nouvelles plateformes, similaires aux marchés spécialisés qui existent au Royaume-Uni et en Italie et qui sont réservés aux petites entreprises en croissance à faible valeur en bourse. Ces plateformes se caractérisent par des services destinés à faciliter l'introduction en bourse des petites entreprises et par une réglementation allégée plus adaptée à leurs caractéristiques. Certains autres pays, comme l'Autriche et l'Allemagne, ont récemment modifié leur cadre réglementaire dans le but de favoriser le financement participatif en fonds propres de jeunes entreprises. Un tel système permet d'obtenir par l'intermédiaire d'une plateforme internet un financement externe d'un montant limité, résultant de la somme des petites contributions d'un grand nombre d'investisseurs, en général pour financer un projet particulier (OECD, 2015d). Néanmoins, dans la mesure où ce mode de financement ne permet de mobiliser que des ressources limitées, il convient de favoriser en parallèle le développement d'autres sources de financement sur fonds propres aux stades du démarrage et du développement initial des entreprises.

Le marché du travail est flexible, mais il existe un problème considérable d'inadéquation des compétences

En Lituanie, le taux de chômage structurel, estimé à 10-12 %, est élevé en termes de comparaison internationale. Cela tient non seulement à l'ampleur de l'économie informelle, mais aussi à des problèmes de répartition des ressources en main-d'œuvre. Les

phénomènes d'inadéquation entre formation et emploi revêtent une ampleur considérable, puisque 31 % des travailleurs sont employés dans un domaine sans rapport avec leur formation en Lituanie, contre 23 % en moyenne dans l'UE (IMF, 2015a). Selon certaines analyses, un tel décalage entre les qualifications et compétences de la main-d'œuvre et les besoins des entreprises va de pair avec une moindre productivité de ces dernières (Adalet McGowan and Andrews, 2015).

En Lituanie, la part de la population en âge de travailler ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur dépasse largement la moyenne de l'UE. Or, un examen de la ventilation de la valeur ajoutée entre les différents secteurs (graphique 1.3, partie A) et des avantages comparatifs révélés (Sabonienė et al., 2013) montre que les secteurs traditionnels, qui se caractérisent généralement par une plus forte proportion d'emplois n'exigeant pas de compétences spécifiques, constituent les principales branches d'activité du pays. Selon une étude du Centre d'analyse et de suivi de la recherche et de l'enseignement supérieur (MOSTA), 36 % des titulaires d'une licence ayant un emploi occupaient en 2013 des postes qui n'exigeaient pas un niveau de formation supérieur. Les autorités ont pris des mesures importantes destinées à développer l'économie de la connaissance en Lituanie (voir ci-après). Il convient néanmoins de mieux informer les étudiants des qualifications exigées par les différents types d'emplois. Il faut également déployer davantage d'efforts pour que le système d'enseignement fournisse les compétences dont les employeurs ont besoin. Pour atteindre ces deux objectifs, il serait bon d'utiliser la « cartographie des qualifications » dont l'élaboration est prévue, qui s'appuiera sur des données provenant de registres et du système d'assurance sociale pour mettre en évidence les liens entre domaines de formation et emplois.

Le niveau élevé du chômage structurel tient peut-être aussi à l'incertitude relative à la réglementation du marché du travail. Comme indiqué dans le chapitre 2, le code du travail est rigide tant pour les travailleurs réguliers que temporaires, mais peu appliqué sur certains points. En pratique, le redéploiement de la main-d'œuvre est donc rapide. Cela est illustré par la contribution relativement importante de la mobilité intersectorielle de la main-d'œuvre à la croissance globale de la productivité récemment (graphique 1.2) et par les fluctuations substantielles de l'emploi observées pendant la crise financière (Earle et al., 2015). Toutefois, l'écart entre la législation et la pratique est source d'insécurité juridique pour les entreprises et d'insécurité pour les travailleurs. Cela peut compromettre l'attractivité de la Lituanie en matière d'IDE, les entreprises étrangères connaissant moins les pratiques nationales. La réforme prévue du code du travail (évoquée dans le chapitre 2) devrait atténuer cette incertitude en rapprochant le droit des pratiques actuelles.

Favoriser la croissance de la productivité au sein des entreprises en s'appuyant sur l'enseignement et l'innovation

Il ressort du graphique 1.2 que la croissance de la productivité du travail mesurée pendant la dernière décennie tient en grande partie aux gains réalisés au sein des entreprises. L'amélioration du stock de capital humain peut favoriser une amélioration de l'efficacité organisationnelle des entreprises (de la Fuente, 2011), en particulier grâce à l'influence positive qu'elle peut avoir sur l'innovation des entreprises (Youl Lee et al., 2010). L'un des principaux facteurs ayant permis à la Lituanie de « rattraper » des économies plus avancées a été l'application par les entreprises de nouvelles technologies et pratiques organisationnelles émanant d'entités, nationales ou étrangères, situées à la frontière de productivité. De nouvelles analyses portant sur divers pays laissent à penser que le rythme

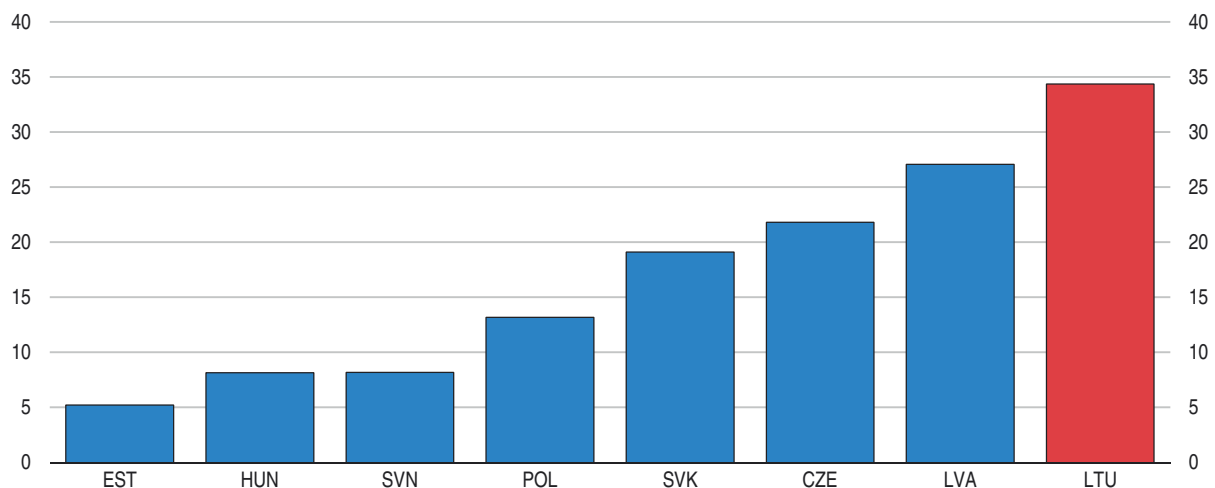
de diffusion des technologies à partir de la frontière technologique mondiale s'est ralenti de manière générale depuis 2000 (Adalet McGowan et al., 2015). Améliorer la capacité des entreprises lituaniennes d'absorber et d'appliquer de nouvelles idées et pratiques est une priorité pour l'avenir. Les politiques publiques destinées à contribuer au développement du capital humain et intellectuel joueront un rôle essentiel pour accroître la capacité d'absorption des entreprises.

La maîtrise des compétences de base est insuffisante et la formation en entreprise est insuffisamment développée

Par rapport à des pays comparables, la Lituanie se caractérise par une proportion élevée d'entreprises estimant que les qualifications inadéquates de la main-d'œuvre constituent un obstacle important à leurs activités (graphique 1.10). En outre, plus de 40 % des entreprises interrogées lors de l'enquête réalisée au premier semestre de 2015 en vue d'élaborer l'Indice de confiance des investisseurs en Lituanie ont jugé insuffisante l'offre de main-d'œuvre qualifiée. L'amélioration du capital humain sera déterminante pour la croissance future de la productivité, car elle influera sur les résultats des travailleurs et l'aptitude des directions d'entreprise à organiser efficacement la production. Bloom et al. (2013), par exemple, estiment que la qualité de la gestion des entreprises explique la moitié de l'écart de productivité entre les États-Unis et des pays comme l'Italie et le Portugal.

Graphique 1.10. **Les entreprises lituaniennes jugent inadéquates les qualifications de la main-d'œuvre**

% d'entreprises considérant les qualifications inadéquates de la main-d'œuvre comme un obstacle sérieux ou majeur à leurs activités, 2013



Note : Les calculs reposent sur les réponses de 259 entreprises pour la Lituanie, 329 pour la Lettonie, 243 pour la République tchèque, 267 pour la République slovaque, 516 pour la Pologne, 269 pour la Slovaquie, 307 pour la Hongrie et 268 pour l'Estonie.

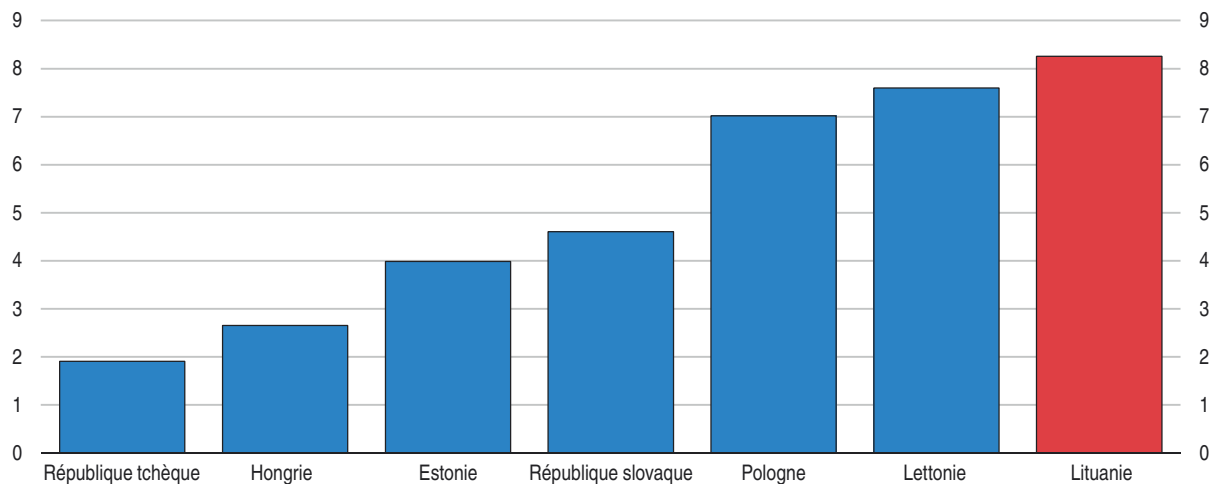
Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises (BEEPS, *Business Environment and Enterprise Performance Survey*) réalisée conjointement en 2013 par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338640>

Le manque de main-d'œuvre qualifiée en Lituanie pourrait s'expliquer en partie par l'importance de l'émigration au cours des dernières années. Les travailleurs hautement qualifiés qui sont partis dans des pays de l'OCDE de 2001 à 2011 représentaient plus de 8 % des résidents diplômés de l'enseignement supérieur (graphique 1.11). L'émigration peut présenter des avantages pour un pays, tels que les envois de fonds des émigrés et


Graphique 1.11. L'émigration de travailleurs hautement qualifiés a réduit la réserve de capital humain de la Lituanie

Émigrés hautement qualifiés dans les pays de l'OCDE, en 2010-11, partis au cours des 10 dernières années, en % de la population résidente de 15 ans et plus hautement qualifiée



Note : Les travailleurs hautement qualifiés sont ceux qui ont un diplôme de l'enseignement supérieur.

Source : Calculs fondés sur la Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC) 2010/11 et sur des données d'Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338708>

l'éventualité qu'ils reviennent dotés de nouvelles compétences. Toutefois, compte tenu du rythme des départs de travailleurs qualifiés, conjugué au vieillissement rapide de la population, il est encore plus impératif que les Lituaniens qui entrent dans la population active résidente soient dotés de compétences suffisantes.

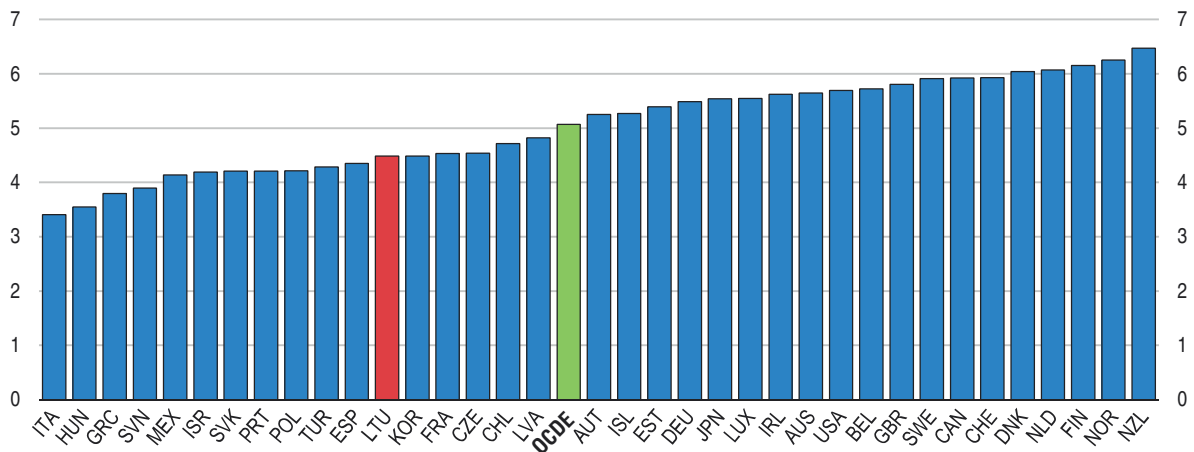
Enseignement post-secondaire

Comme indiqué précédemment, la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur est élevée en Lituanie. En 2014, 53 % des Lituaniens âgés de 30 à 34 ans avaient fait des études supérieures contre 38 % dans l'ensemble de l'UE. Néanmoins, les entreprises considèrent que les phénomènes de pénurie de main-d'œuvre tiennent en grande partie aux compétences techniques inadaptées des diplômés (European Parliament, 2015), et la proportion de gestionnaires dotés de qualifications satisfaisantes est modeste dans les entreprises lituaniennes (graphique 1.12). Cette situation résulte à la fois de lacunes au niveau des compétences transmises par le système d'enseignement et d'un faible taux de participation à la formation tout au long de la vie (ce point est examiné de manière plus approfondi dans le chapitre 2). En 2015, la proportion de personnes âgées de 25 à 64 ans scolarisées ou en formation était inférieure de moitié environ à la moyenne de l'UE (European Commission, 2014a).

La Lituanie ne compte aucune université figurant au classement des 400 meilleures publié par le *Times Higher Education* (*Times Higher Education World University Rankings 2014-15*), contrairement à certaines des petites économies de l'OCDE ; ainsi, en Finlande et au Danemark, sept et cinq universités, respectivement, sont classées parmi les 400 meilleures du monde. Une étude du MOSTA publiée en 2015 a montré qu'il était possible d'améliorer la qualité des universités lituaniennes, en révélant que le rendement à court terme de leurs formations était inférieur à celui d'autres types de formations (MOSTA, 2015). Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur (en % du PIB) sont d'un niveau similaire à ceux observés dans de nombreux pays de l'OCDE, mais une certaine rationalisation du


Graphique 1.12. La proportion de gestionnaires professionnels qualifiés est plus faible en Lituanie que dans la zone OCDE

Recours à des gestionnaires professionnels (indice variant de 1 à 7), 2014-15



Note : La valeur de l'indice est déterminée à partir des réponses de dirigeants d'entreprise à la question suivante : « Dans votre pays, qui occupe les postes de direction ? (1 = en général des membres de la famille ou des amis, sans considération de mérite ; 7 = le plus souvent des gestionnaires professionnels sélectionnés au mérite et en fonction de leurs qualifications) ».

Source : Indice de compétitivité globale du Forum économique mondial.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339014>

système serait sans doute bienvenue : en Lituanie, il existe 14 universités d'État et 13 établissements publics d'enseignement professionnel post-secondaire, ce qui représente un nombre d'établissements relativement élevé par rapport à la population (Mitchell, 2014). Une telle rationalisation pourrait également permettre de renforcer la spécialisation des établissements.

Des réformes ont amélioré la réactivité des universités par rapport à la demande des étudiants, mais les différences de frais de scolarité contribuent peut-être à l'inadéquation des compétences. En 2009, le gouvernement a remplacé le financement direct des établissements par la distribution de chèques-éducation aux étudiants ayant les meilleurs résultats. Le but était de favoriser l'émergence d'un système de financement fondé sur une mise en concurrence et de faire en sorte que les établissements d'enseignement tiennent davantage compte des besoins des étudiants. Néanmoins, environ la moitié des étudiants à temps plein ne reçoivent pas de chèque-éducation et doivent payer l'intégralité de leurs frais de scolarité. Certains observateurs estiment que le montant relativement faible de ces frais pour les cursus de sciences sociales est responsable du nombre excessif de diplômés dans ce domaine (IMF, 2015b). En effet, le rendement estimé de ces cursus est le plus bas de toutes les formations proposées par les universités et établissements d'enseignement professionnel post-secondaire lituaniens (MOSTA, 2015). Il faudrait peut-être déployer davantage d'efforts pour faire connaître aux étudiants les résultats obtenus sur le marché du travail par les diplômés en fonction de leur domaine d'études.

Il est nécessaire de renforcer la formation en entreprise axée sur les compétences pratiques, car les entreprises peinent à trouver du personnel disposant de compétences adéquates. Le gouvernement lituanien a donné la priorité à la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP), qui repose dans une large mesure sur les établissements scolaires et attire peu. En 2013, 29 % seulement des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire participaient à des programmes à vocation

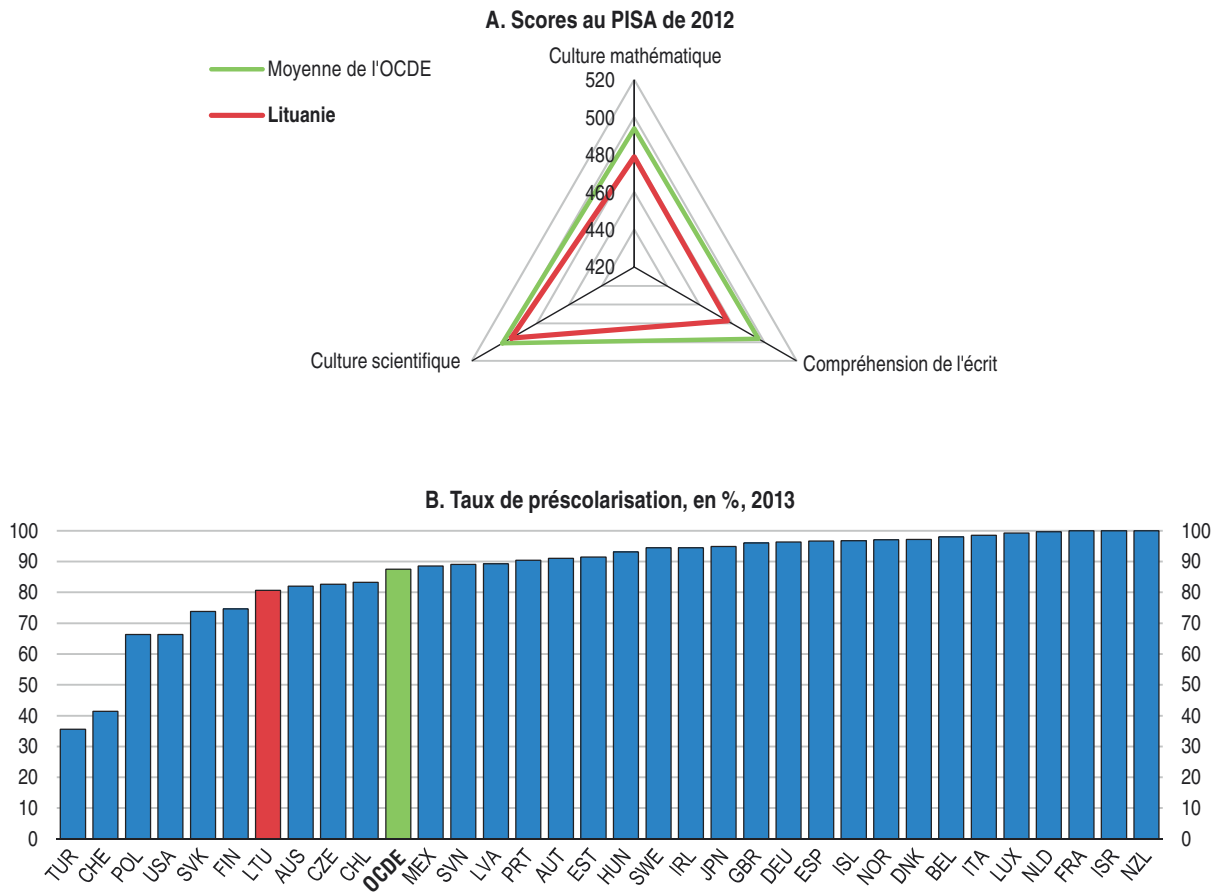
professionnelle, contre 50 % en moyenne dans l'UE (OECD, 2015c). On a récemment créé des centres sectoriels de formation pratique qui disposent d'installations modernes, pouvant être utilisées à la fois par des élèves suivant un enseignement ou une formation à caractère professionnel, des étudiants de l'enseignement supérieur et des salariés. L'objectif du gouvernement est de doubler d'ici à 2020 la proportion de formations en entreprise dans le cadre de l'enseignement supérieur ainsi que de programmes de formation en entreprise et d'apprentissage qu'offrent les établissements d'EFP. Comme le soulignait le récent rapport de l'OCDE consacré à la jeunesse en Lituanie (OECD, 2015c), il faudrait peut-être également prendre des mesures complémentaires pour inciter davantage les entreprises à apporter leur pierre à l'édifice. Il pourrait s'agir notamment de subventions directes destinées à celles qui s'impliquent. Dans la plupart des pays où le système d'EFP fonctionne bien, les futurs employeurs des diplômés de ce système et les partenaires sociaux jouent un grand rôle dans la gouvernance des établissements et la conception des programmes. Dans le cadre de tels systèmes, l'accent est souvent mis sur un socle solide de compétences de base transférables (comme l'aptitude au calcul, à la lecture et à l'écriture) (OECD, 2012a).

Éducation secondaire et préscolaire


L'inadéquation des compétences de la population active découle peut-être aussi de déficiences aux premiers échelons du système éducatif. En Lituanie, les élèves du secondaire qui ont participé à la dernière enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA ; graphique 1.13, partie A), en 2012, ont obtenu des résultats particulièrement médiocres en compréhension de l'écrit et en culture mathématique par rapport à leurs homologues des pays de l'OCDE. La faiblesse du taux de préscolarisation des jeunes enfants, notamment dans les zones rurales (graphique 1.13, partie B ; Poviliūnas, 2014), explique peut-être en partie ces mauvais résultats. Par ailleurs, il est possible d'améliorer la qualité du système scolaire.

Il se peut que la faible rémunération des enseignants dissuade les diplômés talentueux d'opter pour ce métier. Le fait est qu'il y a peu de jeunes enseignants en Lituanie par rapport à d'autres pays de l'UE (European Commission, 2013). Selon des études empiriques antérieures, jusqu'à un tiers de la variation des scores au PISA entre pays de l'OCDE s'explique par les différences de rémunération des enseignants (Ali, 2009). En général, les enseignants sont assez mal payés dans les pays baltes (graphique 1.14, partie A). En Lituanie, la rémunération des enseignants correspond au PIB par habitant, alors qu'elle le dépasse de 20 % environ en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Selon certaines analyses, dans les pays où les enseignants sont faiblement rémunérés, un barème des salaires fondé sur les performances a des effets positifs sur les résultats des élèves (OECD, 2012b). Ce type de système contribue à préserver les mécanismes d'incitation et peut s'avérer particulièrement utile dans les pays où des contraintes budgétaires limitent les possibilités d'augmentation générale des rémunérations. En Lituanie, les performances des enseignants ne sont généralement pas prises en compte dans la fixation du traitement de base et des primes (OECD, 2013b). Il est vrai qu'il peut être difficile d'évaluer l'influence exercée par un enseignant en particulier sur les résultats des élèves. Un système reposant sur l'évaluation des bonnes pratiques ou des performances collectives (par exemple d'équipes pédagogiques constituées par niveau d'enseignement) peut être préférable pour encourager le travail en équipe et la formation des enseignants.

Graphique 1.13. **La maîtrise insuffisante des compétences de base tient en partie au faible taux de préscolarisation**

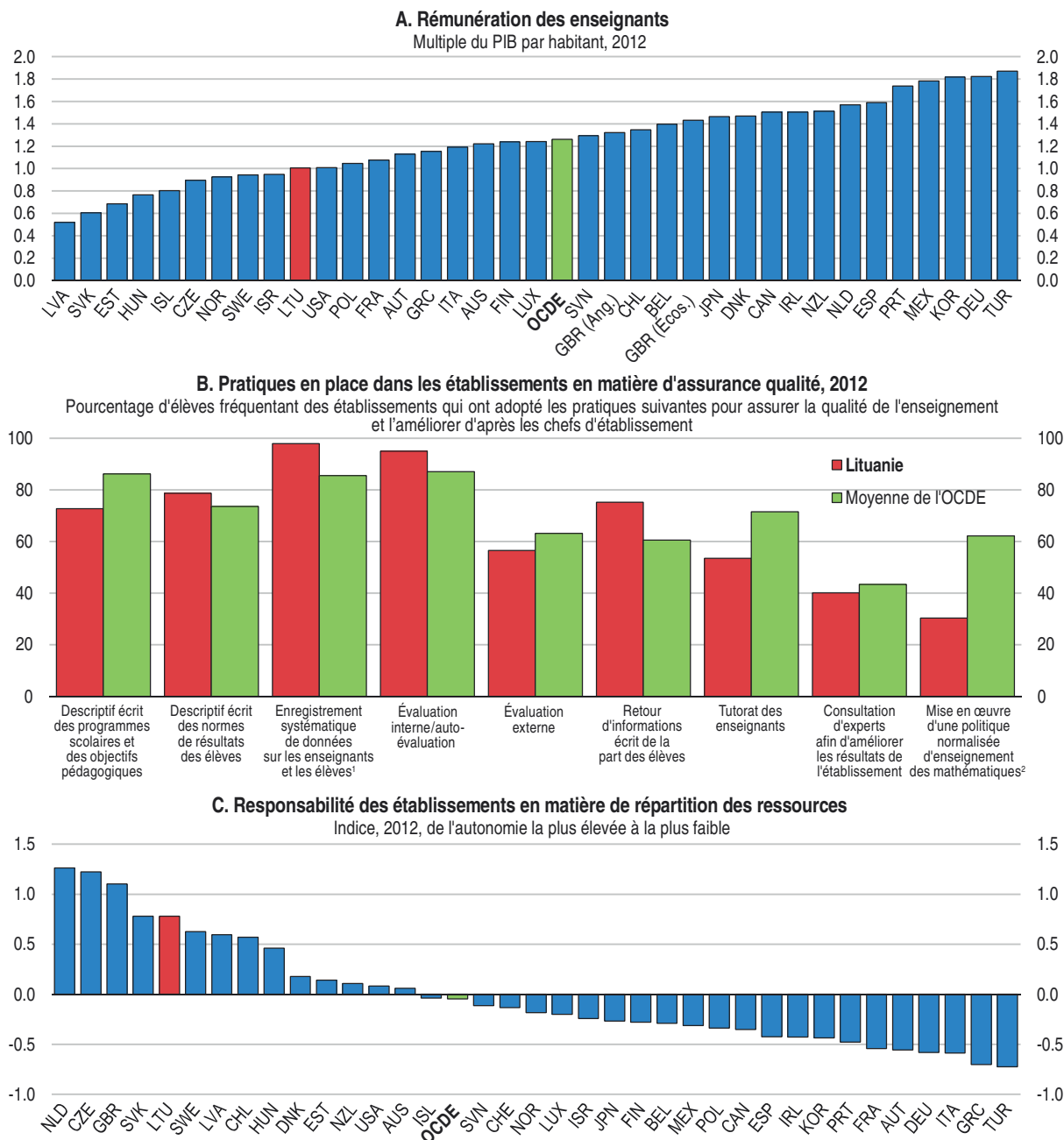
Sources : OCDE (2015), *Regards sur l'éducation 2015*, indicateur C2 ; Base de données Eurostat sur les indicateurs de l'éducation ; OCDE, Base de données PISA 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338719>

Il est également possible d'améliorer le perfectionnement professionnel des enseignants lituaniens. Alors que la plupart des établissements scolaires lituaniens recueillent des données permettant de suivre les progrès des élèves et des enseignants, et sollicitent un retour d'informations écrit de la part des élèves, les programmes de tutorat des enseignants sont relativement rares (graphique 1.14, partie B). En outre, selon les chefs d'établissement, il est rare que des membres du personnel d'encadrement assistent aux cours de mathématiques pour observer les pratiques des enseignants (OECD, 2013b). Les programmes de tutorat et de perfectionnement professionnel, qui aident les jeunes enseignants à améliorer leur aptitude à motiver les élèves pour apprendre, à gérer les classes et à évaluer le travail des élèves, peuvent contribuer à élever la qualité de l'enseignement et à éviter les démissions en début de carrière (OECD, 2009).

L'évaluation externe des établissements scolaires lituaniens devrait être plus fréquente. Ils prennent de façon relativement autonome les décisions en matière de rémunération, de recrutement et de répartition des enveloppes budgétaires (graphique 1.14, partie C). C'est une bonne chose, car cette autonomie permet de mieux adapter l'offre d'enseignement aux besoins des élèves. Toutefois, en 2012, les chefs d'établissement ont indiqué que les évaluations externes étaient moins répandues en


Graphique 1.14. **La rémunération des enseignants est faible et l'assurance qualité pourrait être améliorée**



Note : Les ratios figurant dans la partie A sont des moyennes simples calculées pour les enseignants du premier et du deuxième cycles de l'enseignement secondaire.

1. Notamment concernant l'assiduité et les taux de réussite des élèves et des enseignants, les résultats aux examens et le perfectionnement professionnel des enseignants.
2. Comme un programme défini à l'échelle de l'établissement, étayé par du matériel pédagogique commun et accompagné d'activités de développement et de formation du personnel enseignant.

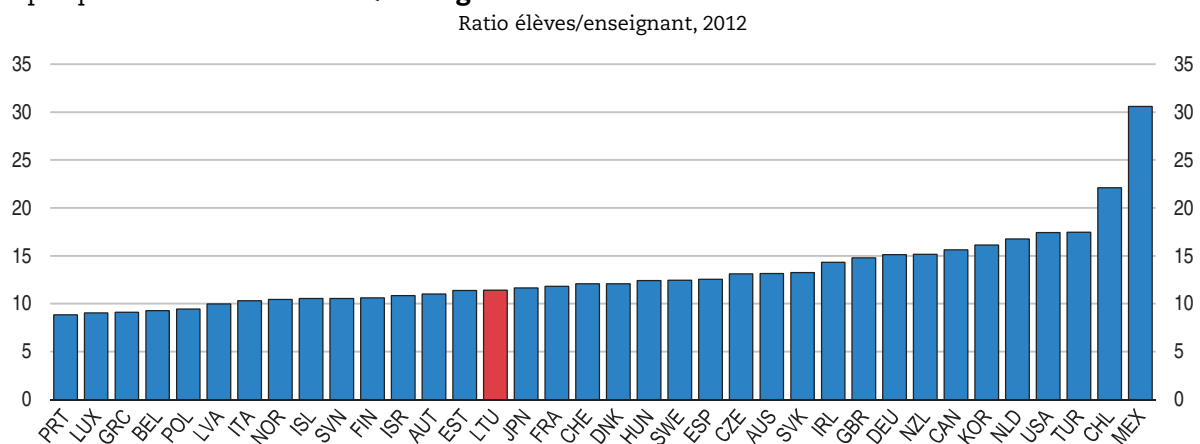
Source : OCDE, PISA 2012 ; OCDE, *Regards sur l'éducation 2013*, collecte de données PISA à l'échelle des systèmes éducatifs en 2013.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338726>

Lituanie que dans la zone OCDE (graphique 1.14, partie B) et il semble qu'elles soient devenues encore moins fréquentes au cours des années qui ont suivi (OECD, 2016b). De ce fait, on pourrait renforcer le rôle de l'Inspection scolaire, ou d'autres organes externes de contrôle, afin que les établissements scolaires soient évalués plus régulièrement.

Le coût de nouvelles mesures d'amélioration de la qualité de l'enseignement pourrait être compensé en partie par des gains d'efficacité du système. En Lituanie, la diminution de la population d'âge scolaire a incité les pouvoirs publics à fusionner des établissements. Toutefois, le ratio élèves/enseignants reste inférieur à celui observé dans la plupart des pays de l'OCDE (graphique 1.15). En outre, selon les projections démographiques des Nations unies, la population en âge d'être scolarisée baissera de plus de 20 % entre 2010 et 2030, à supposer que le taux de fécondité reste constant (United Nations, 2015). De nouvelles fusions d'établissements scolaires pourraient permettre de réaliser des économies ainsi que d'améliorer la coordination des programmes et des normes pédagogiques. Cela devrait cependant s'accompagner de mesures complémentaires, visant par exemple à améliorer les infrastructures de transport, afin de ne pas réduire l'accès à l'éducation de certains élèves, notamment de ceux qui vivent en zone rurale.

Graphique 1.15. **Le ratio élèves/enseignants est relativement bas et devrait continuer à diminuer**



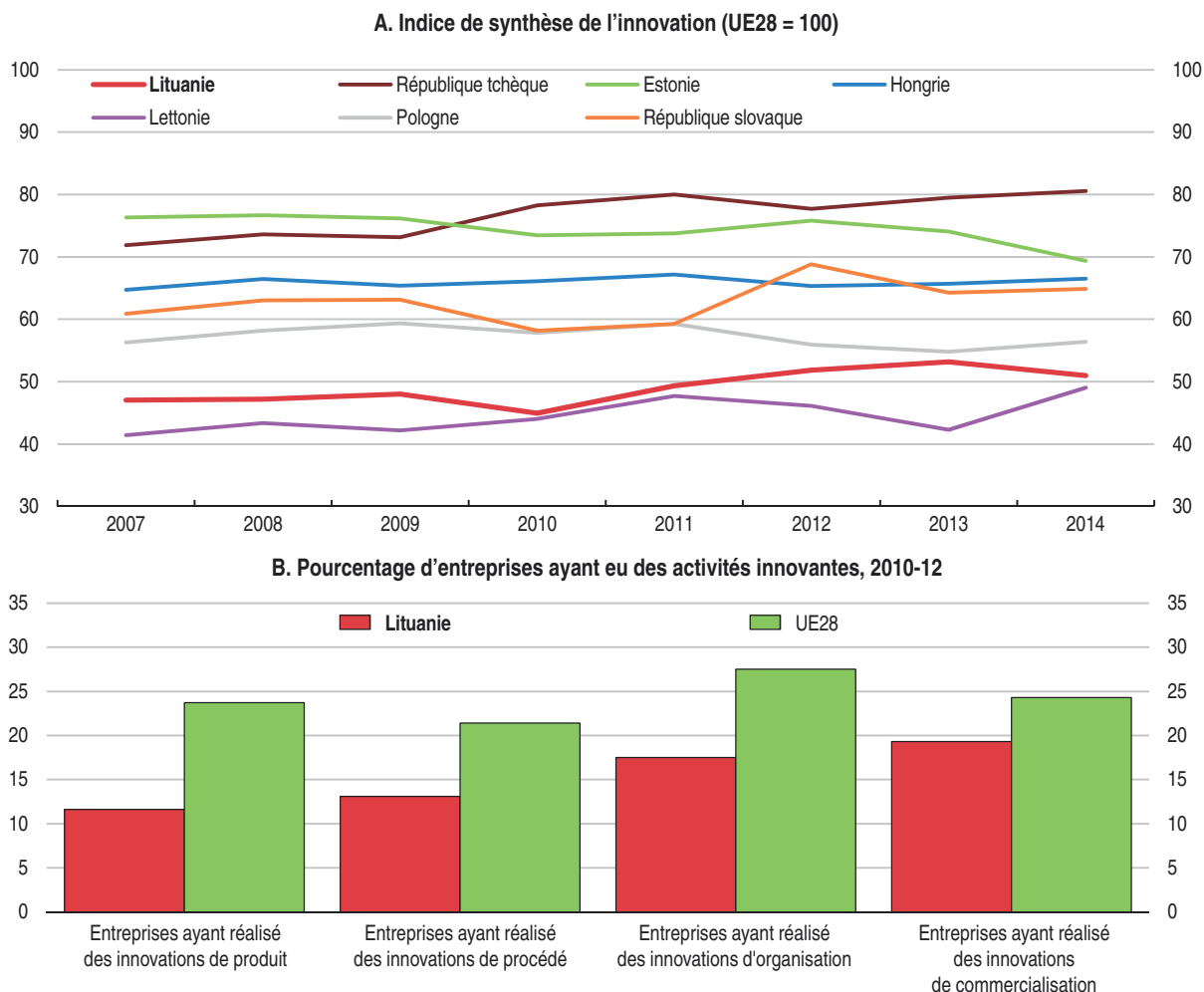
Source : OCDE, PISA 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338735>

L'intensité d'innovation est faible malgré les aides de l'État

La croissance de la productivité peut aussi résulter de la mise en œuvre d'innovations dans les entreprises, qui sont elles-mêmes influencées par le cadre d'action publique. Il s'agit notamment de nombre des politiques structurelles déjà évoquées, mais aussi de mesures spécialement axées sur l'innovation.

Les entreprises lituaniennes font état d'un niveau d'innovation relativement bas. En 2014, l'indice de synthèse de l'innovation de l'UE relatif à la Lituanie était égal à la moitié environ de la moyenne de l'Union européenne et inférieur à celui de la plupart des pays comparables (graphique 1.16, partie A). Selon la dernière *Enquête communautaire sur l'innovation*, seulement 32.9 % des entreprises lituaniennes ont réalisé des activités innovantes sur la période 2010-12 contre 48.9 % en moyenne dans l'ensemble de l'UE (Eurostat, 2015). Par rapport à la moyenne des entreprises de l'UE, les entreprises lituaniennes faisaient état d'activités particulièrement modestes en matière d'innovations de produit et d'organisation (graphique 1.16, partie B). Cela tient peut-être en partie à leur

Graphique 1.16. **Les entreprises innovent peu en Lituanie**

Note : L'indice de synthèse de l'innovation figurant dans la partie A du graphique est un indicateur composite obtenu en agrégeant 25 indicateurs d'innovation. Dans la partie B du graphique, une *innovation de produit* correspond à l'introduction d'un bien ou d'un service nouveau ou sensiblement amélioré sur le plan de ses caractéristiques ou de l'usage auquel il est destiné. Une *innovation de procédé* est la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée. Cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel. Une *innovation d'organisation* est la mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise. Une *innovation de commercialisation* est la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de commercialisation impliquant des changements significatifs de la conception ou du conditionnement, du placement, de la promotion ou de la tarification d'un produit.

Source : Commission européenne (2015b), Eurostat (2015).

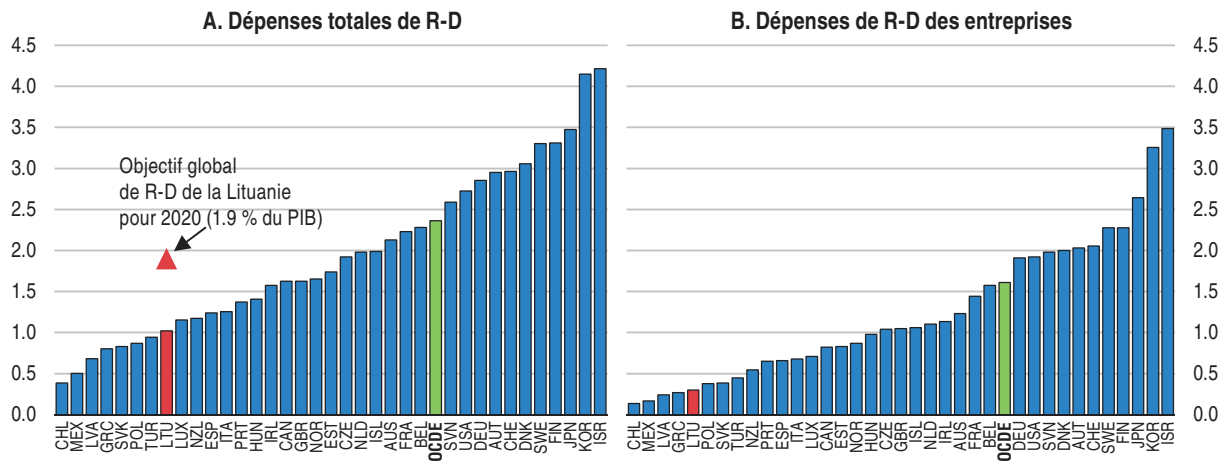
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339028>

faible capacité d'absorption de nouvelles idées et technologies étrangères (Angelis et al., 2014). D'après une enquête récente, plus de 80 % des petites et moyennes entreprises (PME) lituaniennes peuvent être considérées comme ayant une « faible capacité d'absorption », ce qui signifie qu'elles ont des résultats médiocres en matière de transfert de connaissances et de technologies (Leichteris et al., 2015).

Mesures spécifiques concernant l'innovation

Les résultats relativement limités obtenus en matière d'innovation vont de pair avec une faible intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises lituaniennes (graphique 1.17, partie B). Des analyses réalisées sur différents pays ont souligné l'importance que revêt la R-D pour l'amélioration de la capacité d'absorption d'une

Graphique 1.17. **L'intensité de recherche-développement (R-D) des entreprises est très faible**
% du PIB, 2013 ou dernière année connue



Sources : Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE et Base de données statistiques d'Eurostat sur la recherche et le développement.

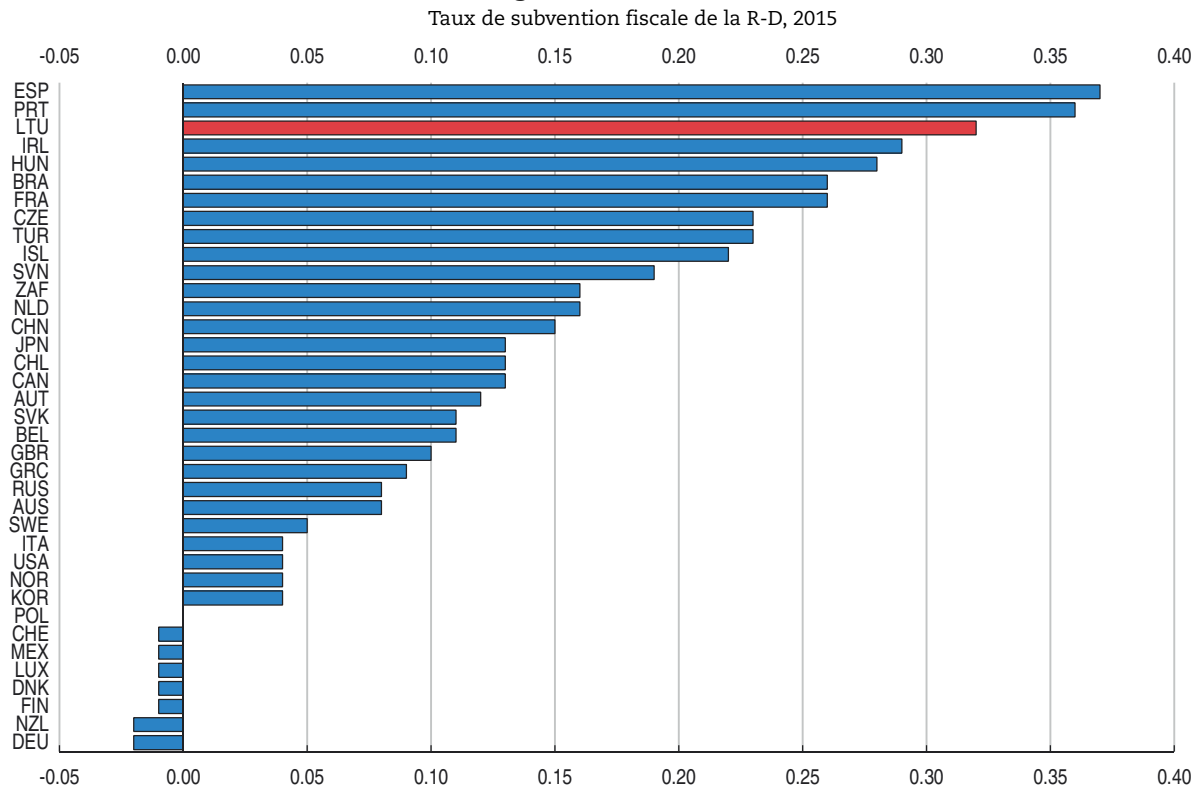
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338666>

économie (Griffiths et al., 2004). L'enseignement supérieur et le secteur de l'État représentent une proportion plus élevée des activités de R-D en Lituanie que dans d'autres pays. Ils se concentrent sur la recherche fondamentale, qui est d'une importance cruciale pour l'innovation mais dont l'application commerciale peut prendre de nombreuses années (Sheehan and Wyckoff, 2003).

Le gouvernement lituanien s'est fixé pour objectif que la R-D nationale atteigne 1.9 % du PIB en 2020, dont la moitié serait assurée par le secteur des entreprises. La réalisation de cet objectif pourrait s'avérer difficile, sachant que les entreprises signalent déjà une pénurie de chercheurs (Angelis et al., 2014) due en partie au taux élevé d'émigration des personnes hautement qualifiées et aux lourdes formalités administratives exigées pour le recrutement de certains spécialistes étrangers (encadré 1.2). De fait, en Lituanie, le pourcentage de chercheurs travaillant dans le secteur des entreprises n'était que de 12 % en 2012. Cette proportion était plus réduite que dans les autres pays baltes et nettement plus faible que dans certains pays membres de l'OCDE, comme la France (60 %) et les Pays-Bas (68 %). Toute augmentation du nombre de chercheurs devrait compléter les dispositifs déjà en place destinés à favoriser la R-D dans les entreprises.

Outre l'amortissement fiscal accéléré de certains actifs de R-D, les entreprises sont autorisées depuis 2008 à déduire de leur bénéfice imposable 300 % de leurs dépenses de R-D. Il s'agit là d'un dispositif généreux comparé avec les incitations fiscales de ce type qui existent dans les pays de l'OCDE (graphique 1.18). Toutefois, l'utilisation des incitations fiscales à la R-D par les entreprises lituaniennes reste faible, même si elle a progressé ces dernières années (European Commission, 2015c). Cela pourrait s'expliquer en partie par leurs capacités limitées en matière de recherche et par le nombre relativement élevé d'entreprises qui font partie de l'économie informelle. Il semble néanmoins que s'y ajoute un problème de compréhension des incitations fiscales. Selon une enquête récente menée auprès d'entreprises lituaniennes, deux tiers des répondants ne connaissaient pas l'existence de la déduction fiscale au titre des dépenses de R-D (Deloitte, 2015). Celles qui étaient au courant déclaraient souvent ne pas en réclamer le bénéfice faute d'être certaines de la définition des activités ouvrant droit à cet avantage fiscal. Si une entreprise

Graphique 1.18. Les incitations fiscales en faveur de la recherche-développement (R-D) sont généreuses en Lituanie



Note : L'indice couvre les grandes entreprises rentables. Le taux de subvention fiscale est égal à $(1 - \text{indice } B)$, celui-ci étant une mesure du niveau des bénéfices avant impôts nécessaire pour rentabiliser une dépense de R-D de 1 USD (Warda, 2001). Une diminution de l'indice B correspond à une accentuation de la générosité des incitations fiscales en faveur de la R-D. Pour la Lituanie, le calcul effectué repose sur la déduction de 300 % des dépenses de R-D, un taux de 15 % pour l'impôt sur les sociétés, deux années d'amortissement linéaire et une absence de plafonnement des dépenses ouvrant droit à l'avantage fiscal considéré. La valeur du taux de subvention fiscale indiquée pour la Lituanie a été obtenue à partir de ces paramètres, tandis que pour tous les autres pays figurant dans le graphique, il s'agit des chiffres publiés dans la source citée ci-après.

Source : Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE 2015, calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339034>

en fait la demande, l'Agence pour la science, l'innovation et la technologie (MITA) est en mesure de vérifier si des activités peuvent être considérées comme de la R-D. Outre l'existence des incitations fiscales à la R-D, il conviendrait de mieux faire connaître aux entreprises la possibilité de recourir à ce service.

Les incitations fiscales à la R-D sont certes de nature à stimuler les dépenses des entreprises en la matière, mais elles risquent de favoriser celles qui sont en place au détriment des jeunes entreprises. Cela tient au fait que le taux de subvention implicite augmente avec la rentabilité de l'entreprise qui en bénéficie, alors que les jeunes entreprises sont souvent déficitaires pendant les premières années d'un projet de R-D (Adalet McGowan et al., 2015). Bien que la déduction fiscale au titre des dépenses de R-D puisse être reportée sur les exercices suivants, la valeur des créances futures des jeunes entreprises déficitaires, une fois actualisée, est inférieure à celle des créances actuelles des entreprises rentables. Pour éviter que cela ne fasse obstacle à l'entrée d'entreprises sur le marché ou à leur croissance, il faudrait que d'autres dispositifs, comme les subventions et les prêts en faveur de la R-D accordés par les pouvoirs publics – qui sont souvent particulièrement importants pour les jeunes entreprises innovantes – continuent à jouer un rôle prééminent dans la politique d'innovation.

En complément de ses diverses actions sur l'offre, l'État lituanien met au point des mesures axées sur la demande destinées à soutenir l'innovation. Elles peuvent contribuer utilement à la création d'un marché des innovations orienté vers certains enjeux environnementaux et sociétaux (tels que les soins de santé et la réduction de la pollution). La passation de marchés publics à visée innovante avant commercialisation fait partie de ces mesures. En l'occurrence, une autorité adjudicatrice, dans le cadre de la passation de marchés relatifs à des biens, des services ou des travaux, applique des critères exigeant des solutions innovantes. Les objectifs définis par le gouvernement dans la Stratégie de développement et d'amélioration du système lituanien de passation des marchés publics couvrant la période 2009-13 n'ont certes pas été atteints (Leichteris et al., 2015), mais des organismes publics tels que le ministère de l'économie et la MITA sont en train de réformer le cadre réglementaire et législatif pour le rendre plus favorable à ces pratiques innovantes en matière de marchés publics. Des dispositions législatives énonçant des principes directeurs pour la passation des marchés publics avant commercialisation ont été adoptées en juillet 2015 par le gouvernement, et un projet de loi accordant des avantages aux fournisseurs innovants dans le cadre des procédures d'appel d'offres est à l'étude. Lors de l'élaboration de nouveaux dispositifs dans ce domaine, les pouvoirs publics doivent veiller à éviter tout favoritisme à l'égard des grandes entreprises proches de l'État ainsi que tout verrouillage technologique. Pour se prémunir contre ce type de conséquences imprévues, certains pays de l'OCDE ont adopté des mesures pour inciter les jeunes entreprises à participer aux procédures d'appel d'offres et amélioré la transparence du système de passation des marchés publics (OECD, 2014b).

Améliorer la collaboration entre les milieux scientifiques et les entreprises dans le domaine de l'innovation

Un des enjeux récurrents en matière d'innovation est de favoriser la collaboration entre les instituts de recherche et les entreprises à vocation commerciale. Le fait que la connaissance soit un bien public justifie que les pouvoirs publics interviennent pour promouvoir ces relations. De 2004 à 2012, moins de 10 % des entreprises lituaniennes envisageaient de travailler en partenariat avec des instituts publics de recherche en matière d'innovation (Leichteris et al., 2015). L'insuffisance de la collaboration entre les milieux scientifiques et les entreprises a motivé diverses mesures, dont la création de chèques-innovation destinés à permettre aux PME d'acquérir les résultats de travaux de recherche industrielle ou appliquée auprès de certains instituts publics de recherche.

Le gouvernement a aussi mis en place cinq centres intégrés d'activités scientifiques, d'études et d'affaires (« vallées ») situés dans les trois plus grandes villes de Lituanie (Vilnius, Kaunas et Klaipėda). Ils sont axés sur des secteurs de haute technologie qui correspondent aux domaines de spécialisation intelligente auxquels l'État donne la priorité (encadré 1.3). Cette initiative favorise les externalités de connaissances et la commercialisation de nouveaux concepts. Toutefois, certains craignent que les dépenses ne soient trop axées sur les infrastructures matérielles, et que les services professionnels d'innovation ne soient pas suffisamment soutenus (Paliokaite, 2014). De manière plus générale, un pays accusant un retard de productivité, comme la Lituanie, devrait veiller à ne pas consacrer une proportion excessive de ses fonds publics à l'innovation réalisée à la frontière technologique, aux dépens de l'innovation progressive ainsi que de l'absorption de nouvelles technologies étrangères et l'adoption des meilleures pratiques.

Encadré 1.3. Les centres intégrés d'activités scientifiques, d'études et d'affaires de la Lituanie

En partie financée par les fonds structurels de l'Union européenne (UE), la création en Lituanie de centres intégrés d'activités scientifiques, d'études et d'affaires (qualifiés de « vallées ») a fait suite à une longue période de sous-investissement dans les infrastructures nationales de recherche. Lancé en 2007 et modifié en 2014, le projet des « vallées » est axé sur divers objectifs en matière de science et d'innovation, consistant notamment à renforcer les capacités de mobilisation du savoir et à favoriser la coopération entre différentes entités importantes pour le processus d'innovation. Cinq « vallées » ont été mises en place, chacune spécialisée dans les domaines de connaissances correspondant aux grandes priorités de spécialisation intelligente annoncées par le gouvernement – ce qui constituait une condition préalable à l'usage des fonds structurels accordés par l'UE pour la période 2014-20. Ces spécialisations ont été définies en fonction des avantages comparatifs de chaque région :

- **Vallées de Santara et de Sauletekis (Vilnius)** – *domaines de connaissances* : biotechnologies, médecine innovante, biopharmacie, écosystèmes, technologies de l'information et de la communication (TIC), technologies laser et autres technologies photoniques, nanotechnologies, semi-conducteurs, électronique et génie civil.
- **Vallées de Nemunas et de Santaka (Kaunas)** – *domaines de connaissances* : biotechnologies agricoles, bioénergie et sylviculture, technologies alimentaires, sécurité et bien-être, chimie et pharmacie durables, mécatronique, énergie et TIC du futur.
- **Vallée maritime (Klaipėda)** – *domaines de connaissances* : technologies et environnement maritimes.

Dans ces « vallées », toutes les ressources sont en accès libre. Leurs infrastructures comprennent des laboratoires scientifiques et des pépinières d'entreprises ainsi que des partenaires fournissant des services complémentaires (comme des fonds de capital-risque).

Source : Leichteris et al. (2015).

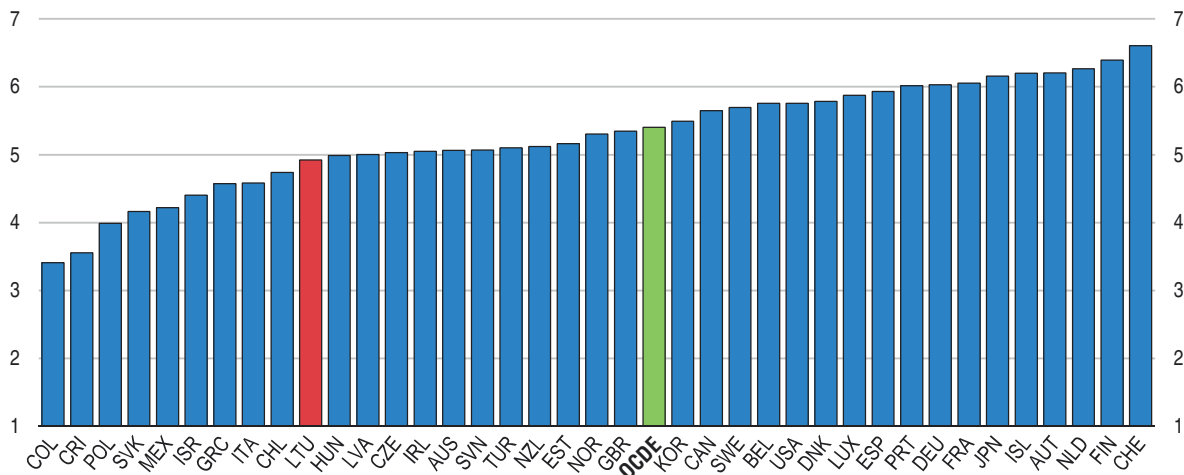
Neuf parcs scientifiques et technologiques ont été mis en place pour développer les capacités d'absorption des entreprises et les mettre en contact avec les nouvelles connaissances provenant des universités et des instituts de recherche. Ils offrent des infrastructures complémentaires destinées à la création d'entreprises innovantes, tout en favorisant la collaboration entre scientifiques, entreprises et étudiants. Le parc scientifique et technologique de Kaunas, opérationnel depuis peu, est l'un des plus grands des pays baltes. Toutefois, le nombre de parcs scientifiques est élevé en Lituanie, comparativement à d'autres pays, et ce morcellement pourrait limiter l'ampleur potentielle des externalités de connaissances (Leichteris et al., 2015). Ce risque est d'autant plus grand que nombre des activités utiles exercées dans les parcs scientifiques et technologiques sont également encouragées dans les « vallées » et dans les 46 pôles d'activité qui ont été créés.

Les infrastructures se sont améliorées mais il faut continuer à investir

Des infrastructures matérielles bien développées conditionnent l'efficacité de nombreuses entreprises (Yeaple and Golub, 2007). Les infrastructures lituaniennes sont progressivement rénovées, en partie au moyen de financements provenant de l'UE. En 2014, la Lituanie arrivait en tête des pays de l'Union européenne en termes d'absorption des fonds structurels. Si certaines infrastructures sont bien développées, comme le réseau

à haut débit (Fibre to the Home Council Europe, 2015), les entreprises estiment que, dans l'ensemble, leur qualité est inférieure à la moyenne de l'OCDE (graphique 1.19). Une amélioration qualitative des infrastructures bénéficie à la productivité du travail au sein des entreprises, notamment parce qu'une telle amélioration est corrélée positivement avec la participation d'un pays aux chaînes de valeur mondiales (Kowalski et al., 2015). Elle a aussi un effet positif sur l'efficacité de la répartition des ressources.

Graphique 1.19. La qualité des infrastructures de la Lituanie pourrait être améliorée
Score correspondant à la qualité des infrastructures dans leur ensemble, 2014-15



Note : Le score correspondant à la qualité des infrastructures est déterminé à partir des réponses apportées par des dirigeants d'entreprises établies dans le pays considéré à la question suivante : « Quelle est votre évaluation des infrastructures générales (notamment en matière de transports, de téléphonie et d'énergie) dans votre pays ? », sachant que les répondants doivent noter les infrastructures sur une échelle allant de 1 (extrêmement sous-développées – parmi les pires du monde) à 7 (complètes et efficaces – parmi les meilleures du monde).

Source : Forum économique mondial, ensemble de données relatives à l'indice de compétitivité globale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338694>

Les infrastructures de transport

Le réseau de chemins de fer connaît des problèmes persistants. Il existe encore des voies étroites (héritées de la période soviétique), ce qui limite l'interopérabilité avec le réseau ferré européen. En outre, plus de la moitié du réseau de chemins de fer lituanien est à voie unique, ce qui restreint les possibilités de dépassement et pose problème quand des trains circulent en sens opposé. Outre ses conséquences économiques, un réseau ferré peu performant peut réduire l'efficacité énergétique, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'environnement. De plus, l'électrification du réseau ferré lituanien est sensiblement inférieure à la moyenne de l'UE. Les infrastructures ferroviaires bénéficieront grandement de l'achèvement de la ligne Rail Baltica qui traversera Kaunas et reliera la Finlande, la Pologne, l'Allemagne et les pays baltes.

Le transport par eau a bénéficié de récents investissements dans les ports, mais le transport par voies navigables intérieures pourrait être développé davantage. L'extension des capacités du port de Klaipėda a permis une augmentation d'un tiers du volume de marchandises transportées de 2007 à 2014. Toutefois, le transport fluvial intérieur reste peu utilisé. Sa part du transport intérieur total de marchandises est inférieure à 1 %, contre 5 % en moyenne dans l'UE. Un développement des voies navigables intérieures pourrait réduire les coûts et les dommages causés à l'environnement, sachant que cette forme de transport de fret est relativement efficace sur le plan énergétique.

Les infrastructures énergétiques

Les problèmes de raccordement au réseau d'électricité entravent moins qu'auparavant le fonctionnement des entreprises. En 2013, plus d'un tiers des entreprises lituaniennes ayant répondu à l'enquête BEEPS ont indiqué que l'approvisionnement en électricité constituait un obstacle sérieux ou majeur à leurs activités, soit une proportion élevée comparativement aux autres pays baltes. Ce type d'obstacle peut empêcher l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et avoir éventuellement un effet dissuasif sur l'IDE. Toutefois, de nouvelles mesures, dont l'application plus stricte du délai légal dans lequel les travaux de raccordement au réseau électrique doivent être achevés, semblent avoir facilité le processus. De 2014 à 2015, le délai de raccordement au réseau électrique est passé en Lituanie de 135 jours à 95 jours (World Bank, 2015).

La Lituanie est très exposée au risque de perturbations de l'approvisionnement en électricité, qui pèse sur les activités des entreprises. Jusqu'en 2010, la centrale nucléaire d'Ignalina était la principale source d'énergie électrique. À la suite de sa fermeture, le pays est devenu nettement plus dépendant de l'électricité importée de Lettonie et de Kaliningrad. Cette situation était due en partie au raccordement limité aux principaux réseaux d'électricité d'Europe continentale et de Scandinavie (Miliauskaitė, 2012). Plusieurs projets d'infrastructures qui diversifieront les sources d'approvisionnement en électricité ont été lancés. Il s'agit de la ligne de transport d'électricité NordBalt reliant Klaipėda et Nybro (Suède) et de l'interconnexion avec la Pologne LitPol, qui a commencé à fonctionner à la fin de 2015.

La Lituanie doit continuer d'améliorer son intégration au marché européen du gaz, pour réduire les risques de désorganisation des activités des entreprises liée à des perturbations de l'approvisionnement en gaz. Jusqu'à une date récente, la Russie était le seul fournisseur de gaz de la Lituanie. Néanmoins, l'achèvement, à la fin de 2014, du terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Klaipėda a permis d'amorcer une diversification des sources d'approvisionnement du pays. L'annonce du projet d'interconnexion gazière entre la Pologne et la Lituanie est de très bon augure, car il reliera les réseaux de tous les pays baltes à celui de l'UE.

Recommandations visant à stimuler la productivité

Continuer à améliorer l'efficacité de la répartition des ressources

- Veiller à ce que les fonctions d'actionnaire et de réglementation des entreprises publiques ne soient pas exercées par le même ministère.
- Augmenter la proportion d'administrateurs indépendants n'exerçant pas de fonctions de direction dans les conseils d'administration des entreprises publiques.
- Promouvoir de nouvelles formes de financement des entreprises et veiller à ce que les politiques d'innovation soutiennent les jeunes entreprises innovantes. Réformer les procédures de faillite pour raccourcir les délais de fermeture d'une entreprise.
- Étudier l'incidence du régime préférentiel d'imposition des sociétés appliqué aux petites entreprises pour déceler d'éventuelles conséquences imprévues.
- Continuer de réduire les obstacles réglementaires à l'emploi de travailleurs non originaires de l'Union européenne (UE).

Recommandations visant à stimuler la productivité (suite)

Favoriser la croissance de la productivité au sein des entreprises

- Attirer les diplômés les plus talentueux vers la profession d'enseignant en les rémunérant mieux et en investissant dans le perfectionnement professionnel des enseignants.
- Favoriser une augmentation de la préscolarisation des jeunes enfants.
- Renforcer, au sein du système éducatif, le rôle de la formation en entreprise et la coopération avec les employeurs, en particulier pour l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation professionnels.
- Poursuivre les fusions d'établissements scolaires et universitaires, tout en prenant garde à ne pas réduire l'accès à l'éducation de certains élèves et étudiants.
- Mieux informer les étudiants des qualifications exigées par les différents types d'emplois.
- Favoriser l'innovation dans les entreprises et renforcer leur capacité d'absorption en les informant mieux sur l'existence des incitations fiscales à la recherche-développement (R-D).
- Veiller à ce que les procédures d'appel d'offres organisées pour la passation des contrats de marchés publics innovants soient ouvertes à toutes les entreprises, et à ce qu'elles ne favorisent pas les grandes entreprises proches de l'État.

Améliorer les infrastructures

- Intégrer totalement les réseaux lituaniens d'électricité, de transport ferroviaire et de gaz au reste de l'Europe.

Bibliographie

- Acemoglu, D. and J. Lin (2004), « Market Size in Innovation: Theory and Evidence from the Pharmaceutical Industry », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 119, No. 3.
- Acemoglu, D., U. Akcigit, N. Bloom and W. Kerr (2013), « Innovation, Reallocation and Growth », *NBER Working Papers*, No. 18993.
- Adalet McGowan, M., D. Andrews, C. Criscuolo and G. Nicoletti (2015), *The Future of Productivity*, OECD Publishing, Paris.
- Adalet McGowan, M. and D. Andrews (2015), « Labour Market Mismatch and Labour Productivity: Evidence from PIAAC Data », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1209, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js1pzx1r2kb-en>.
- Aghion, P., N. Bloom, R. Blundell, R. Griffith and P. Howitt (2005), « Competition and Innovation: An Inverted-U Relationship », *Quarterly Journal of Economics* 120, No. 2, pp. 701-728.
- Ali, A. (2009), « The Impact Teacher Wages on the Performance of Students », *MPRA Paper*, No. 18252.
- Amann, E. and S. Virmani (2014), « Foreign Direct Investment and Reverse Technology Spillovers: The Effect on Total Factor Productivity », *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2014.
- Andrews, D. and C. Criscuolo (2013), « Knowledge-Based Capital, Innovation and Resource Allocation », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1046, OECD Publishing.
- Angelis, J., J. Antanavicius, J. Martinaitis et al. (2014), « Lithuanian High Technologies Development Feasibility Study », *Visionary Analytics JSC*.
- Ashraf, A., D. Herzer and P. Nunnenkamp (2014), « The Effects of Greenfield FDI and Cross-Border M&As on Total Factor Productivity », *MPRA Paper*, No. 65060.
- Baltic Institute of Corporate Governance (2013), « CEOs in Lithuanian State-Owned Enterprises », May.

- Bartelsman, E., J. Haltiwanger and S. Scarpetta (2004), « Microeconomic Evidence of Creative Destruction in Industrial and Developing Countries », *Policy Research Working Paper Series*, No. 3464, The World Bank.
- Bloom, N., R. Sadun and J. Van Reenen (2013b), « Management as a Technology », LSE mimeo, http://cep.lse.ac.uk/textonly/_new/staff/vanreenen/pdf/2015aea_MAT.pdf.
- Brynjolfsson, E. and A. McAfee (2011), *Race Against The Machine: How the Digital Revolution is Accelerating Innovation, Driving Productivity, and Irreversibly Transforming Employment and the Economy*, Digital Frontier Press.
- Chen, D. and J. Mintz (2011), « Small Business Taxation: Revamping Incentives to Encourage Growth », *The School of Public Policy Research Papers*, Vol. 4, No. 7, University of Calgary.
- Crespi, G., C. Criscuolo and J. Haskel (2008), « Productivity, Exporting, and the Learning-by-Exporting Hypothesis: Direct Evidence from UK Firms », *Canadian Journal of Economics*, Vol. 41, No. 2.
- de la Fuente, A (2011), « Human Capital and Productivity », *Barcelona Economics Working Paper Series*, No. 530.
- Deloitte (2015), *Lithuania Corporate R&D Report*, July 2014.
- Earle, J. et al. (2015), « Recent Employment Dynamics in Lithuania », Technical Background Paper for the OECD Economic Assessment of Lithuania.
- European Bank for Reconstruction and Development (2009), *Transition in Crisis?*, Transition Report 2009, London.
- European Bank for Reconstruction and Development (2012), *Strategy for Lithuania*, London.
- European Commission (2015a), « Country Report: Lithuania 2015 » *Staff Working Document*.
- European Commission (2015b), *Innovation Union Scoreboard 2015*, Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs.
- European Commission (2015c), « ERAWATCH: Platform on Resource and Innovation Policies and Systems », http://erawatch.jrc.ec.europa.eu/erawatch/opencms/information/country_pages/lt.
- European Commission (2014a), *Education Training Monitor 2014*, Vol. 1.
- European Commission (2013), « Key Data on Teachers and School Leaders in Europe », *Eurydice Report*, Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- European Commission (2003), « The EU Economy: 2003 Review », *European Economy*, No. 6.
- Eurostat (2015), *Community Innovation Survey 2012*, News Release, 21 January.
- Estrin, S., J. Hanousek, E. Kocenda and J. Svejnar (2009), « The Effects of Privatization and Ownership in Transition Economies », *Journal of Economic Literature*, Vol. 47, No. 3.
- Fiber to the Home Council Europe (2015), *Annual Report 2013-14*, Brussels.
- Gompers, P.A (1994), « The Rise and Fall of Venture Capital », *Business and Economic History*, Vol. 23, No. 2.
- Green, F. and Y. Zhu (2010), « Overqualification, Job Dissatisfaction and Increasing Dispersion in the Returns to Education », *Oxford Economic Papers*, Vol. 62, No. 4.
- Griffith, R., S. Redding and J. Van Reenen (2004), « Mapping the Two Faces of R&D: Productivity Growth in a Panel of OECD Industries », *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 86, No. 4.
- Haltiwanger, J.C., R.S. Jarmin and J. Miranda (2010), « Who Creates Jobs? Small vs. Large vs. Young », *NBER Working Papers*, No. 16300.
- Hazans, M. (2011), « Informal Workers Across Europe: Evidence from 30 Countries », *IZA Discussion Paper*, No. 5871.
- IMF (2015a), « Republic of Lithuania 2014 Article IV Consultation – Staff Report », *IMF Country Report*, No. 14/113.
- IMF (2015b), « Republic of Lithuania 2014 – Selected Issues », *IMF Country Report*, No. 15/139.
- IMF (2014), « Baltic Cluster Report », *IMF Country Report*, No. 14/117.
- Invest Lithuania (2014), « Lithuania the Regional Leader for Attracting Foreign Investment Projects », September 23, www.investlithuania.com/news/lithuania-the-regional-leader-for-attracting-foreign-investment-projects/.

- Johansson, Å., Y. Guillemette, F. Murtin et al. (2013), « Long-Term Growth Scenarios », *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1000, OECD, Paris.
- Jurkonis, L. and D. Petrusauskaitė (2014), « Effects of Corporate Governance on Management Efficiency of Lithuanian State-Owned Enterprises », *Ekonomika*, Vol. 93, No. 2.
- Kowalski, P., J. Lopez Gonzalez, A. Ragoussis and C. Ugarte (2015), « Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies », *OECD Trade Policy Papers*, No. 179, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js33lfw0xxn-en>.
- Leichteris, E., M. Jonauskis, M. Petraite et al. (2015), « Initial Assessment of Lithuanian Innovation Policy », *Knowledge Economy Forum*, mimeo.
- Martinkus, P. (2014), « Governance Issues in SOE's Within the Baltic States », *Ethical Boardroom*, <http://ethicalboardroom.com>.
- Melitz, M. and D. Trefler (2012), « Gains from Trade When Firms Matter », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 26, No. 2.
- Meroni, E., E. Vera-Toscano and S. Lombardi (2014), « The Persistence of Over-Education and Over-Skilling Among Recent Graduates. Labour Market Mobility or Educational System Failure? », mimeo.
- Miliauskaitė, N. (2012), « Lithuania's Energy Security in the European Context: The Search for Alternatives in Central Asia », Aalborg University, June.
- Mitchell, N. (2014), « Higher Education Shake-Up to Stem 'Brain Drain' », *University World News*, No. 306.
- MOSTA (2015), « Effectiveness of Higher Education – Overview and Recommendations », *Policy Brief*, 20 April.
- National Audit Office of Lithuania (2014), « Financial Risk Management in State-Owned Enterprises and Public Establishments: Executive Summary of the Public Audit Report », 30 June, www.vkontrole.lt/pranesimas_spaudai_en.aspx?id=18067.
- OECD (2016a), *Market Openness Review of Lithuania*, OECD Publishing, Paris, forthcoming.
- OECD (2016b), *OECD Reviews of School Resources: Lithuania*, OECD Publishing, Paris, forthcoming.
- OECD (2015a), *Entrepreneurship at a Glance 2015*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015b), *Regulatory Policy Review: Lithuania*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015c), *Review of Lithuania's Position Relative to the OECD Guidelines on Corporate Governance of State-owned Enterprises*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015d), « New Approaches to SME and Entrepreneurship Finance: Broadening the Range of Instruments », *Final Synthesis Report*, Working Party on SMEs and Entrepreneurship.
- OECD (2014a), *Summary Description of R&D Tax Incentive Schemes for OECD Countries and Selected Economies 2013*, Directorate for Science, Technology and Innovation, www.oecd.org/sti/rd-tax-stats.htm.
- OECD (2014b), *OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014*, OECD Publishing.
- OECD (2013a), *OECD Product Market Regulation Indicator Database*, www.oecd.org/eco/growth/indicatorsofproductmarketregulationhomepage.htm.
- OECD (2013b), *PISA 2012 Results: What Makes Schools Successful? Resources, Policies and Practices (Volume IV)*, PISA, OECD Publishing.
- OECD (2012a), *OECD Economic Surveys: Estonia*, OECD Publishing.
- OECD (2012b), « Does Performance-Based Pay Improve Teaching? », *PISA In Focus 2012/05 (May)*.
- OECD (2011), « Financing High Growth Firms: The Role of Angel Investors », OECD, Paris, www.oecd.org/sti/financinghigh-growthfirmstheroleofangelinvestors.htm.
- OECD (2010), *Tax Policy Reform and Economic Growth*, OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264091085-en>.
- OECD (2009), *Creating Effective Teaching and Learning Environments: First Results from Teacher and Learning International Survey*, OECD Publishing.
- OECD (2008), « The Impact of Foreign Direct Investment on Wages and Working Conditions », *OECD-ILO Conference on Corporate Social Responsibility*, Background Document.
- Paliokaite, A. (2014), *ERAWATCH Country Reports 2013: Lithuania*, European Commission.

- Saboniene, A., R. Masteikiene and V. Venckuviene (2013), « Lithuanian Export Specialization According to Technological Classification », *Mediterranean Journal of Social Sciences*, Vol. 4, No. 2.
- Schneider, F. (2015), « Size and Development of the Shadow Economy of 31 European and 5 Other OECD Countries from 2003 to 2015: Different Developments », *mimeo.www.econ.jku.at/members/Schneider/files/publications/2015/ShadEcEurope31.pdf*.
- Sheehan, J. and A. Wyckoff (2003), « Targeting R&D: Economic and Policy Implications of Increasing R&D Spending », *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, 2003/08, OECD, Paris.
- State Property Fund (2014), « State-Owned Enterprises in Lithuania, Annual Report 2013 », *State-Owned Enterprises Governance Co-Ordination Department*.
- Streimikiene, D., J. Bruneckiene and A. Cibinskiene (2013), « The Review of Electricity Market Liberalization Impacts on Electricity Prices », *Transformations in Business & Economics*, Vol. 12, No 3.
- United Nations (2015), *World Population Prospects: The 2015 Revision*, DVD Edition.
- Warda, J. (2001), « Measuring the Value of R&D Tax Treatments in OECD Countries », *STI Review No. 27: Special Issue on New Science and Technology Indicators*, OECD Publishing, Paris.
- Wasmer, E. (2006), « Interpreting Europe-US Labor Market Differences: The Specificity of Human Capital Investments », *American Economic Review*, Vol. 96, No. 3.
- Wilson, K. (2014), « Policy Lessons from Financing Young Innovative Firms », *OECD Directorate for Science, Technology and Innovation*, *mimeo*.
- World Bank (2013), *Business Environment and Enterprise Performance Survey (BEEPS)*, <http://data.worldbank.org/data-catalog/BEEPS>.
- World Bank (2015), *Doing Business 2016 Measuring Regulatory Quality and Efficiency: Lithuania*, World Bank Group.
- World Economic Forum (2014), *The Global Competiveness Report 2014-15*, Switzerland.
- Yeaple, S.R. and S.S. Golub (2007), « International Productivity Differences, Infrastructure, and Comparative Advantage », *Review of International Economics*, Vol. 15, No. 2.
- Youl Lee, S., R. Florida and G. Gates (2010), « Innovation, Human Capital and Creativity », *International Review of Public Administration*, Vol. 14, No. 3.

ANNEXE A1

Comme l'indique le graphique 1.2, la croissance de la productivité du travail peut être décomposée en trois éléments (European Commission, 2003 ; Molnar et Chalaux, 2015). D'abord, un « effet intrasectoriel », qui correspond à l'incidence des gains de productivité au sein de chaque secteur économique, mesuré en supposant que la répartition de la main-d'œuvre entre les différents secteurs ne change pas. Ensuite, un « effet de redéploiement », qui résulte des transferts de ressources en main-d'œuvre entre secteurs, mesuré en posant l'hypothèse que le niveau de productivité de chacun d'eux reste inchangé. Enfin, un « effet transversal » qui découle des variations du niveau de productivité atteint et de la proportion de la main-d'œuvre représentée par chaque secteur. S'agissant de la Lituanie, la valeur de l'effet transversal est négative quand la croissance de la productivité augmente dans des secteurs dont la taille diminue, ce qui peut tenir à un phénomène d'ajustement structurel. L'analyse ci-après porte essentiellement sur l'effet intrasectoriel et sur l'effet de redéploiement. Le taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre est décomposé de la suivant la formule ci-dessous :

$$\begin{array}{cccc} \text{Croissance} & & & \\ \text{de la productivité} & & & \\ \text{du travail} & \text{Effet} & \text{Effet} & \text{Effet} \\ & \text{intrasectoriel} & \text{de redéploiement} & \text{transversal} \end{array} \quad [1]$$

$$\frac{\Delta LP_t}{LP_{t-1}} = \sum_i \frac{\Delta LP_{it}}{LP_{it-1}} \frac{Y_{it-1}}{Y_{t-1}} + \sum_i \frac{LP_{it-1}}{LP_{t-1}} \left(\frac{L_{it}}{L_t} - \frac{L_{it-1}}{L_{t-1}} \right) + \sum_i \frac{1}{LP_{t-1}} (\Delta LP_{it}) \Delta \left(\frac{L_{it}}{L_t} \right)$$

où LP représente la productivité du travail dans le secteur i au moment t , L le nombre d'heures travaillées et Y la production.

Une baisse des coûts de la réglementation applicable aux entreprises peut favoriser une répartition des ressources propice aux gains de productivité, en contribuant à l'entrée de nouvelles entreprises dans les secteurs économiques ayant les rendements les plus élevés. Cela peut découler de transferts de ressources en main-d'œuvre soit entre les entreprises d'un même secteur (phénomène mesuré par « l'effet intrasectoriel »), soit entre des entreprises de secteurs différents (ce qui correspond à l'« effet de redéploiement »). Certains secteurs économiques sont naturellement plus propices que d'autres à l'entrée de nouvelles entreprises. Ainsi, il peut exister des barrières « naturellement » élevées à l'entrée sur le marché, prenant la forme d'une forte intensité capitaliste ou de la complexité technologique de la production (Andrews and Cingano, 2013). Cet effet différencié peut servir, dans une analyse de régression, à distinguer l'influence éventuelle de la réduction des coûts réglementaires de création d'une entreprise en Lituanie sur la croissance de productivité du travail. Plus précisément, on estime l'équation suivante :

$$X_{i,t} = \Delta Policy_t * Exposure_i + \mu_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad [2]$$

La variable dépendante, X , est la croissance globale de la productivité du travail. Toutefois, pour identifier le canal spécifique de transmission à la productivité, on effectue aussi des régressions distinctes en utilisant comme variables dépendantes l'effet intrasectoriel et l'effet de redéploiement figurant dans l'équation [1].

L'effet éventuel des politiques publiques est mis en évidence par le coefficient d'un terme d'interaction, $Policy_t * Exposure_i$, qui montre si diverses modifications de ces politiques (au niveau national) ont eu une plus grande incidence sur les secteurs qui y sont particulièrement exposés. Comme dans les travaux antérieurs (Andrews and Cingano, 2013), le degré d'exposition d'un secteur aux politiques publiques qui influent sur le redéploiement des ressources est représenté par une mesure de la rotation intrasectorielle des entreprises aux États-Unis (ce pays étant censé être le plus proche d'une économie « sans friction »), tirée de Bartelsman et al. (2004). La période considérée va de 2006 à 2013.

Les mesures des politiques publiques utilisées dans l'analyse de régression sont tirées des indicateurs de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale. La facilité globale de créer une entreprise est un indicateur synthétique de l'orientation des politiques publiques dans un certain nombre de domaines, obtenu par agrégation de sous-indicateurs. Trois d'entre eux sont utilisés comme indicateurs des politiques publiques dans les régressions qui suivent : le coût de création d'une entreprise, le nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise et le délai de création d'une entreprise. La variable « secteur manufacturier * année » est une variable indicatrice variant dans le temps pour les branches qui appartiennent au secteur manufacturier au sens large. Le coefficient estimé de cette variable indique si la croissance de la productivité a été nettement plus forte dans le secteur manufacturier au sens large pendant la période considérée (comme le montre le graphique 1.3, partie B).

Le tableau ci-après présente certains résultats de cette analyse de régression. Il en ressort que les modifications apportées récemment aux politiques publiques en Lituanie dans le but d'améliorer le climat des affaires ont favorisé le redéploiement de ressources à la fois au sein des secteurs et entre eux. On peut résumer comme suit les principales conclusions des travaux effectués :

- En Lituanie, les modifications de l'action publique ayant facilité la création d'entreprises ont eu un effet positif sur la croissance de la productivité du travail (colonne 1). Cela pourrait être dû à une bonne répartition des ressources au sein des secteurs ou à une hausse de la productivité des entreprises liée à l'allègement des coûts administratifs. Plus précisément, les mesures qui ont réduit le nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise (colonnes 3 et 7) et le délai de création d'une entreprise (colonnes 4 et 8) se sont accompagnées d'une accélération des gains de productivité.
- Les modifications de l'action publique qui ont réduit le coût de création d'une entreprise (colonne 10) sont allées de pair avec un redéploiement intersectoriel des ressources propice à l'amélioration la productivité (bien que l'effet sur la croissance globale de la productivité ne soit pas identifié).

Tableau A1. Estimation de l'effet de modifications de l'action publique sur la croissance de la productivité

Variable dépendante	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Croissance de la productivité du travail	Croissance de la productivité du travail	Croissance de la productivité du travail	Croissance de la productivité du travail	Effet intrasectoriel	Effet intrasectoriel	Effet intrasectoriel	Effet intrasectoriel	Effet de redéploiement	Effet de redéploiement	Effet de redéploiement	Effet de redéploiement
Secteur manufacturier*année	0.0271 (1.57)	0.0456* (1.86)	0.0221 (1.24)	0.0743* (1.96)	-0.0003 (0.01)	0.0133 (0.4)	-0.0076 (0.3)	0.0499 (1.56)	0.0299* (1.8)	0.0344 (1.43)	0.0317* (1.9)	0.0264 (1.00)
Δ facilité globale de créer une entreprise*exposition	0.0266* (2.05)				0.0309** (2.38)				-0.0047 (0.32)			
Δ coût de création d'une entreprise*exposition		-0.0076 (0.78)				0.0129 (0.91)				-0.0201* (1.93)		
Δ nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise*exposition			-0.0381* (1.92)				-0.0470** (2.32)				0.0086 (0.46)	
Δ délai de création d'une entreprise*exposition				-0.0176* (1.98)				-0.0179*** (3.63)				0.0004 (0.05)
Constante	-33.15 (1.57)	-55.77* (1.86)	-27.03 (1.24)	-90.96* (1.96)	0.44 (0.01)	-16.19 (0.42)	9.42 (0.27)	-60.99 (1.56)	-36.55* (1.80)	-42.09* (1.43)	-38.86* (1.9)	-32.29 (1.00)
Effets fixes sectoriels	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes annuels	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	184	184	184	184	184	184	184	184	184	184	184	184
R ²	0.16	0.14	0.16	0.16	0.19	0.15	0.19	0.18	0.06	0.07	0.06	0.06
Nbre de divisions de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23
F	3.02	2.61	2.96	2.65	6.94	5.14	6.56	6.63	2.4	2.99	2.45	1.72

* p < 0.10 ; ** p < 0.05m ; *** p < 0.01.

Note : Les coefficients t sont indiqués entre parenthèses. Les régressions incluent les effets fixes par secteur et par année ainsi que les erreurs types regroupées par secteur.

Chapitre 2

Partager les fruits de la croissance : rendre le processus de convergence plus inclusif

Bien que la Lituanie ait connu une croissance impressionnante, elle se caractérise par de fortes inégalités, un risque de pauvreté parmi les plus élevés des pays européens, ainsi qu'une espérance de vie relativement faible et fortement tributaire du milieu socio-économique. La faible satisfaction professionnelle des individus réduit le bien-être et alimente une forte émigration. La politique du marché du travail, la politique sociale et la politique de santé peuvent toutes contribuer à améliorer le bien-être et la croissance. Les pouvoirs publics doivent notamment s'employer en priorité à fournir à tous des emplois de meilleure qualité, en particulier aux personnes peu qualifiées, en valorisant le travail tout en gardant la maîtrise des coûts de main-d'œuvre. Des aides au revenu plus accessibles et adaptées, conjuguées à des programmes plus ambitieux d'aide à la recherche d'emploi et de formation, permettraient de mieux intégrer les individus sans emploi sur le marché du travail. L'inclusivité passe également par un renforcement de l'équité, de l'efficacité et de la viabilité des politiques de santé.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Le processus de convergence de la Lituanie, induit essentiellement par un rattrapage de la productivité, a été impressionnant : le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est hissé d'un tiers à deux tiers de la moyenne de l'OCDE entre 1995 et 2013 (chapitre 1). Parallèlement, les conditions de vie se sont améliorées, grâce au développement des possibilités d'emploi, d'éducation et de santé. Le taux d'emploi, à près de 66 %, est maintenant 7 points au-dessus de celui observé en 2001 et est supérieur à la moyenne européenne. Le niveau de formation est l'un des plus hauts au monde, la moitié de la population ayant suivi des études supérieures. L'espérance de vie a augmenté de cinq ans depuis 1995.

Cependant, bien que les transferts contribuent de façon importante à sa réduction, l'inégalité reste forte et le risque de pauvreté est l'un des plus élevés des pays européens. La pauvreté semble être profondément enracinée, comme en témoigne le faible revenu des pauvres, qui se situe en moyenne à 23 % au-dessous du seuil de pauvreté. Il ressort des indicateurs de bien-être que le rattrapage des normes moyennes de l'OCDE exigera des efforts spécifiques dans les domaines du marché du travail, du logement et de la santé (graphique 2.1), ce qui est confirmé par une étude récente montrant que la santé et la situation économique sont les deux principaux déterminants des faibles niveaux de bien-être (Degutis and Urbonavičius, 2013). La pauvreté des enfants et l'état de santé de la population restent fortement tributaires du milieu socio-économique et le risque d'un cercle vicieux reliant l'origine socio-économique, les opportunités économiques et l'espérance de vie est toujours présent.

Les problèmes d'inégalité et de pauvreté pourraient même porter atteinte à la viabilité du processus de convergence, comme le montrent les travaux récents de l'OCDE concernant l'impact négatif de l'inégalité sur la croissance (Causa et al, 2014; OECD, 2015d). La dégradation des résultats scolaires des enfants issus de milieux socio-économiques pauvres, la réduction de la mobilité sociale et le moindre développement des compétences sont les principaux mécanismes par lesquels l'inégalité influe sur la croissance. En outre, l'expérience internationale amène à penser que cette influence dépend de l'écart existant entre les 40 % au bas de l'échelle – et pas seulement les 10 % les plus pauvres – et le reste de la société (Cingano, 2014). Une approche à plusieurs volets allant au-delà des programmes de lutte contre la pauvreté paraît donc nécessaire.

Dans ce contexte, le présent chapitre passe en revue les politiques structurelles doublement gagnantes qui pourraient être mises en œuvre en Lituanie pour générer à la fois une plus forte croissance et une plus grande inclusivité à l'avenir. Les politiques du marché du travail, de protection sociale et de santé, qui se complètent mutuellement pour renforcer à la fois la participation au marché du travail et le bien-être, font l'objet d'une attention particulière. Les principaux enseignements tirés de l'analyse présentée dans ce chapitre sont les suivants :

- Un emploi de bonne qualité est le principal moyen de sortir de la pauvreté. Promouvoir davantage les institutions du marché du travail qui favorisent une forte création

d'emplois, une meilleure employabilité des plus vulnérables et une plus grande satisfaction dans l'emploi joue donc un rôle déterminant pour encourager l'inclusivité. L'adoption de mesures pour réduire davantage le coin fiscal sur les travailleurs peu qualifiés et faciliter l'apprentissage continu sera utile à cet égard. L'établissement d'une commission indépendante d'experts contribuerait à déterminer le bon niveau du salaire minimum, qui doit être suffisamment élevé pour réduire l'inégalité des salaires, mais pas trop élevé afin d'éviter de nuire à l'emploi des personnes peu qualifiées.

- Le risque d'être sans emploi est toutefois inhérent à un marché du travail décentralisé et est encore plus important dans une économie comme la Lituanie, où l'instabilité économique et le processus de convergence impliquent que le travail se déplace fréquemment. Dans ce contexte, la réforme du modèle social conjuguée à une approche de flexisécurité, comme prévu par les autorités, semble une option appropriée. Cependant, pour être efficace et réduire le risque que la perte d'emploi ne conduise à la pauvreté, les mesures de réforme du marché du travail devraient associer un assouplissement de la stricte protection de l'emploi à une indemnisation du chômage adéquate et à des programmes actifs du marché du travail efficaces. Ces mesures exigent des ressources supplémentaires, mais elles pourraient se traduire par une augmentation des recettes fiscales à mesure que les résultats du marché du travail s'améliorent.
- Outre les travailleurs risquant de se trouver temporairement au chômage, certaines personnes vulnérables auront toujours des perspectives limitées en termes d'emploi. L'adaptation du système d'aide sociale pour assurer qu'il offre des incitations appropriées et qu'il est bien coordonné avec le système d'assurance chômage revêt une importance critique. Le système actuel est la principale protection sociale en Lituanie, mais son efficacité en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté et de transition vers l'emploi devrait être améliorée.
- Une bonne situation sanitaire est indispensable à l'efficacité des politiques du marché du travail et des politiques sociales pour l'amélioration du taux d'activité et de la productivité. Selon des études internationales, il semble notamment que les taux d'emploi bénéficient d'un meilleur état de santé, alors que celui-ci tend à se dégrader sous l'effet du chômage (Barnay, 2014). Les politiques de santé semblent donc faire partie intégrante d'une stratégie de croissance inclusive en Lituanie. En particulier, des politiques de prévention et de saines habitudes de vie, notamment une diminution de la consommation d'alcool et de tabac, qui est relativement élevée, peuvent également contribuer à réduire la mortalité prématurée et à améliorer le bien-être dans le pays.

Principales constatations

- La législation sur la protection de l'emploi est stricte mais mal appliquée, ce qui crée des incertitudes pour les travailleurs et pour les entreprises, et peut nuire à la création d'emplois.
- A déjà 50 % du salaire médian, le salaire minimum représente une contrainte et la marge de manœuvre pour de nouvelles augmentations sans porter atteinte à l'employabilité des travailleurs peu qualifiés est limitée.
- La part relativement élevée des bas salaires parmi les travailleurs hautement qualifiés donne à penser également que les paiements de salaires informels (« travail au noir ») sont fréquents.

Principales constatations (suite)

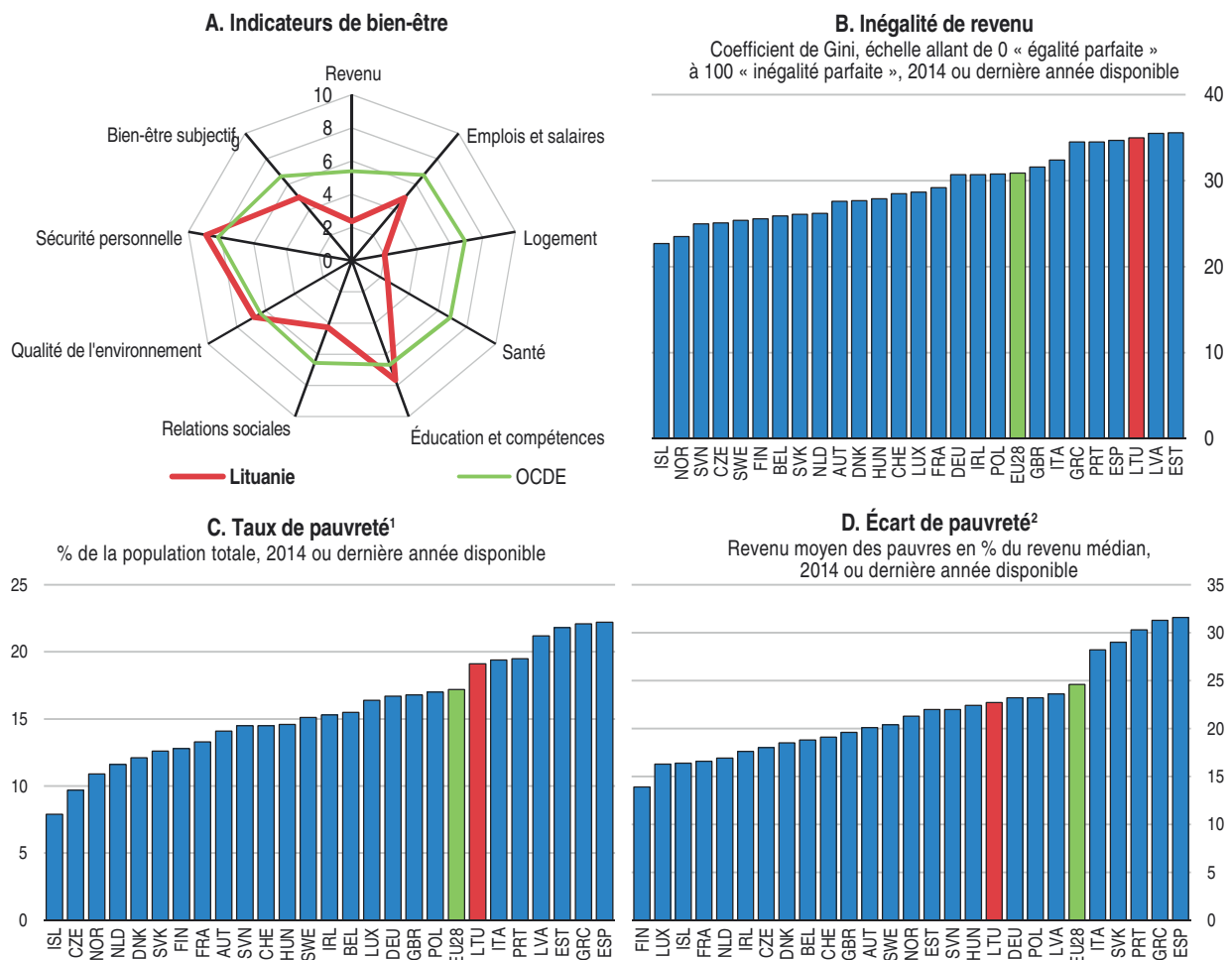
- Le système d'assurance chômage ne couvre qu'une petite partie des chômeurs, ne protège pas du risque de pauvreté en cas de perte d'emploi et fournit un soutien financier insuffisant pour la recherche effective d'un emploi.
- Les services publics de l'emploi manquent de personnel et les programmes de réemploi sont insuffisants pour lutter efficacement contre le chômage structurel.
- Des conditions de travail relativement médiocres et le sous-développement de la formation continue se traduisent par des perspectives de carrière déficientes pour les travailleurs et favorisent l'émigration et l'activité informelle.
- Le système d'aide sociale n'atténue pas suffisamment le risque de pauvreté.
- Les contre-incitations à l'exercice d'un emploi sont relativement fortes pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui ne répondent pas aux conditions requises pour recevoir un complément de revenu d'activité et pour les familles nombreuses.
- La coopération entre les municipalités et les services publics de l'emploi pour offrir des programmes adéquats aux bénéficiaires de l'aide sociale laisse à désirer.
- Les sanctions à l'encontre des bénéficiaires de l'aide sociale sont trop strictes et contribuent aux risques de pauvreté et d'exclusion sociale des plus vulnérables.
- L'espérance de vie est faible et fortement tributaire du milieu socio-économique.
- Davantage pourrait être fait pour restructurer le réseau hospitalier, réduire le recours à l'hospitalisation et encourager les soins de santé primaires.

Encourager des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour un marché du travail inclusif

Établir un cadre législatif favorable à la création d'emplois et à la mobilité de l'emploi

Pour promouvoir un marché du travail inclusif, il faut commencer par établir des institutions favorables à la création d'emplois, l'exercice d'un emploi étant le premier facteur de réduction du risque de pauvreté et d'exclusion sociale (Whiteford and Adema, 2007; OECD, 2015d, IFC, 2013). Dans ce contexte, la législation relativement stricte du marché du travail en Lituanie peut constituer un obstacle à la création d'emplois car le processus de rattrapage et la vulnérabilité aux chocs extérieurs dans une petite économie ouverte exigent une capacité d'adaptation rapide aux changements économiques (graphique 2.2). Par exemple, la reprise qui a suivi la dernière crise financière a nécessité un redéploiement sensible des ressources, impliquant la destruction d'un grand nombre d'emplois dans le secteur de la construction avec en parallèle l'expansion et l'entrée de nouvelles entreprises dans le reste de l'économie. Une législation de protection de l'emploi stricte peut donc entraver la capacité des entreprises de répondre à de nouvelles opportunités et réduire l'incitation à embaucher de nouveaux travailleurs (Venn, 2009). Elle peut aussi nuire à la productivité et à la croissance des revenus en empêchant la réaffectation des ressources vers les secteurs les plus dynamiques (Andrews and Cingano, 2014). Enfin, elle peut également générer des incitations à l'embauche de travailleurs de façon informelle (OECD, 2008). Les autorités ont déjà commencé à se pencher sur le problème. La législation sur les contrats de travail temporaires a été modifiée en 2013 pour faciliter la conclusion de ce type de contrats. Un « nouveau modèle social », en cours d'examen au Parlement (voir annexe 1 de la partie Evaluation et recommandations),

Graphique 2.1. L'inclusivité pourrait être améliorée en Lituanie



Note : La performance de la Lituanie en matière de bien-être est fondée sur une évaluation préliminaire prenant en compte les informations disponibles, avec une réduction par rapport à la moyenne de l'OCDE. Les scores obtenus au niveau de l'OCDE dans les différentes dimensions ont été ajustés pour tenir compte de la couverture réduite des indicateurs relatifs à la Lituanie.

1. Part des personnes ayant un revenu disponible équivalent inférieur au seuil de risque de pauvreté, qui est fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux).
2. Différence entre le seuil de risque de pauvreté (fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux) et le revenu disponible équivalent médian des personnes se situant au-dessous de ce seuil, exprimé en pourcentage.

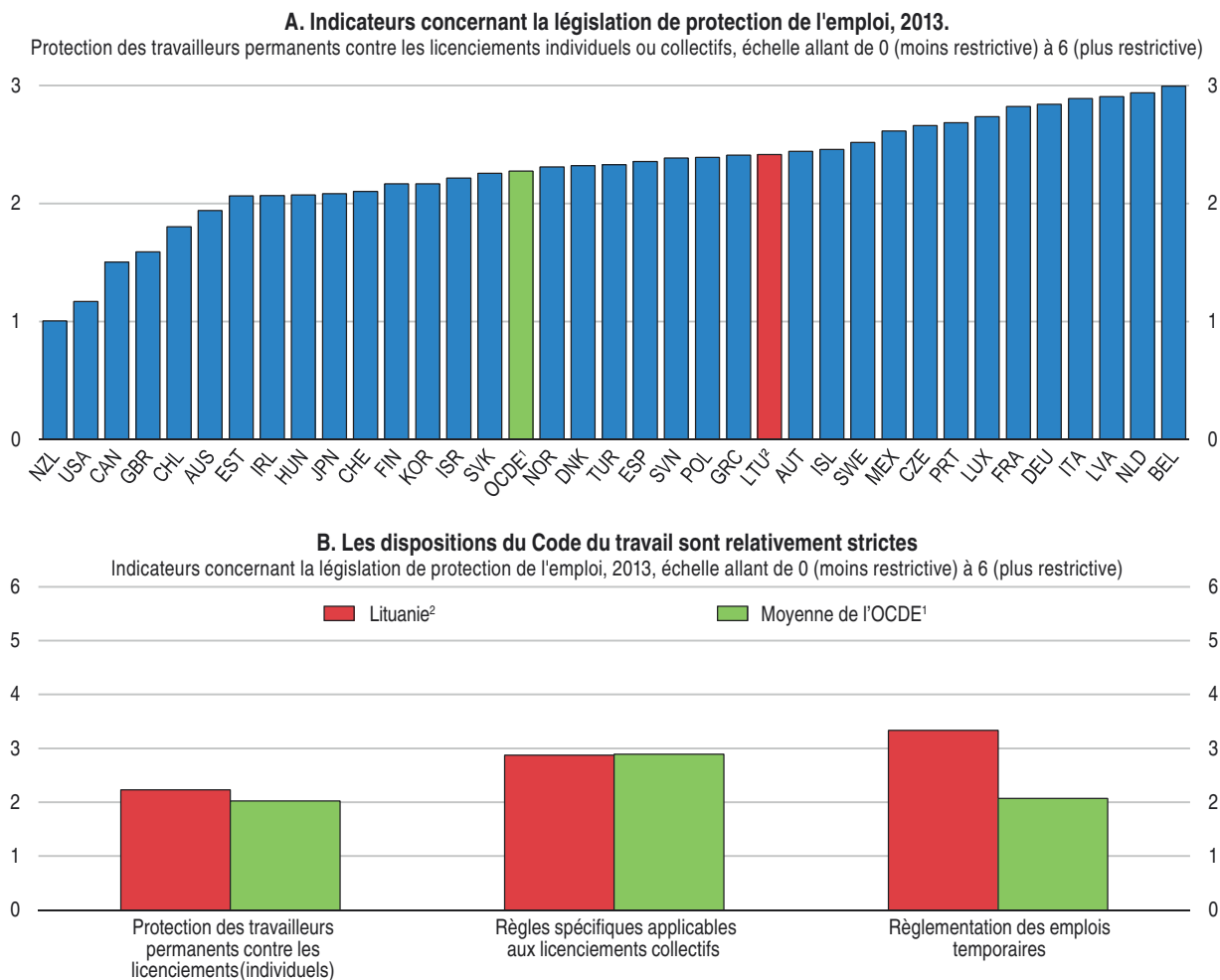
Source : Eurostat, base de données Population et conditions sociales; OCDE, Initiative du vivre mieux 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339045>

contient des dispositions visant à réformer le code du travail afin de faciliter les contrats permanents et temporaires, notamment les règles concernant les licenciements individuels et le recours à l'emploi temporaire.

Toutefois, l'impact global de la réforme du code du travail sur la création d'emplois en Lituanie est incertain, car les réglementations du travail sont actuellement mal appliquées. Par exemple, alors que la loi est particulièrement restrictive en ce qui concerne les indemnités de licenciement, qui peuvent atteindre jusqu'à six mois de salaire, dans la pratique, seulement 8 à 9 % des femmes licenciées et 5 % à 6 % des hommes licenciés ont reçu de telles indemnités et la plupart d'entre eux travaillent dans le secteur public (European Commission, 2015a). Les destructions d'emploi observées lors de la dernière crise financière sont autant de preuves indirectes de la faiblesse des obstacles à

Graphique 2.2. La législation de protection de l'emploi est plus stricte qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE



1. Moyenne non pondérée de l'OCDE.

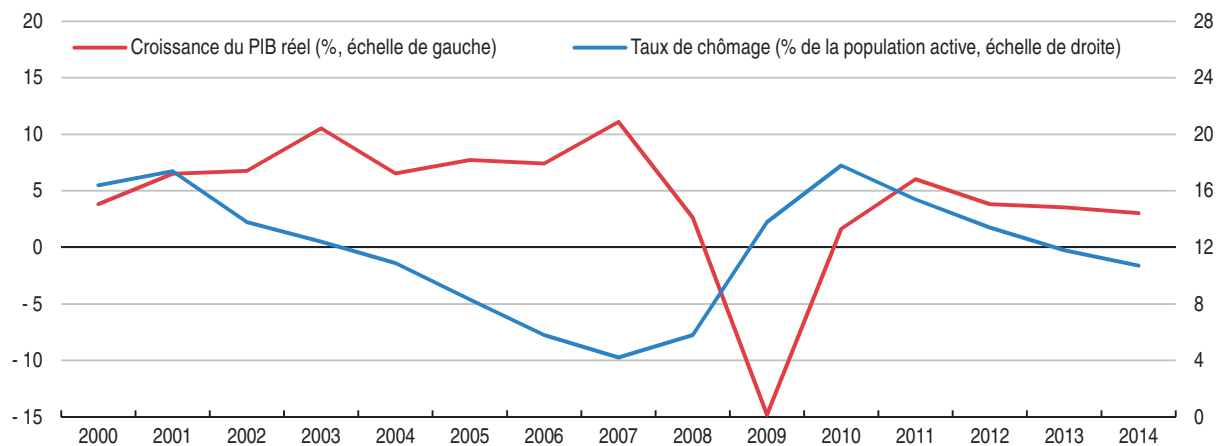
2. Les données concernent 2015.

Source : Base de données de l'OCDE sur la protection de l'emploi, mise à jour de 2013.


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933338735>

l'embauche et au licenciement (Earle, 2014). La relation entre les variations du PIB et les variations du chômage (appelée loi d'Okun) se situe, selon les estimations, à 0.49 pour la Lituanie, soit un niveau semblable à celui des États-Unis (IMF, 2014; graphique 2.3).

Une réforme qui permettrait d'harmoniser plus étroitement la législation avec les pratiques et de garantir l'application des textes de loi est souhaitable. L'expérience internationale montre que des règles de licenciement transparentes et efficaces sont dans l'intérêt de toutes les parties (Venn, 2009). Dans la situation actuelle, une législation du travail stricte génère des incertitudes judiciaires sans atteindre son objectif, qui est de protéger les travailleurs et d'inciter davantage les employeurs à internaliser les coûts sociaux d'une rotation excessive des effectifs comme d'un recul des investissements dans la formation du personnel (Wasmer, 2002; Amable and Gatti, 2004). Alors qu'avec le nouveau code du travail, les travailleurs auront droit à des indemnités moindres en cas de licenciement, ils pourraient être mieux protégés si cette réforme était accompagnée de

Graphique 2.3. **Le marché du travail est souple dans la pratique**

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°98; base de données du Bureau des statistiques de la Lituanie.

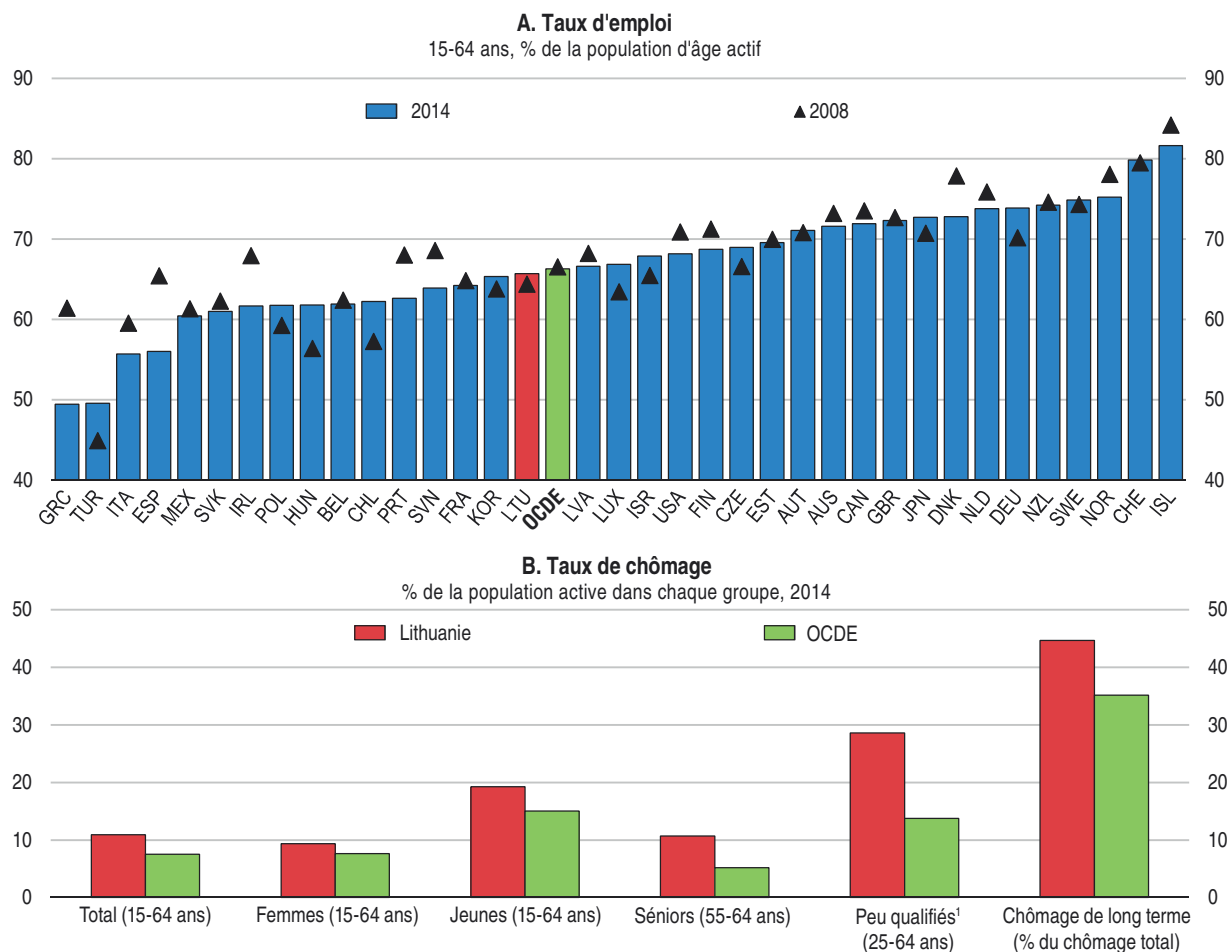
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339053>

dispositions garantissant l'application de la loi. L'expérience internationale montre que dans les pays où la définition du licenciement abusif est plus étroite, les travailleurs reçoivent généralement une compensation, alors que ce n'est pas le cas lorsque la définition est large ou le montant prévu est élevé (OCDE, 2013a). Réduire l'incertitude judiciaire peut également renforcer l'attrait de la Lituanie en tant que lieu de destination des investissements étrangers directs car les entreprises étrangères seraient ainsi mieux au fait des pratiques en matière d'emploi et auraient une idée plus claire de la situation. Les petites entreprises devraient également bénéficier de la réforme, car elles sont généralement moins à même de faire face à une législation complexe, faute notamment d'une direction spécialisée en charge des ressources humaines, et le coût du licenciement d'un travailleur représente pour elle une part plus élevée de la masse salariale (OCDE, 2015a). Cet aspect est particulièrement important en Lituanie, où l'on compte un grand nombre de petites entreprises; environ 90 % des entreprises ont 10 salariés ou moins (voir chapitre 1). Le nouveau projet de code du travail comporte des dispositions spécifiques pour réduire la rigueur de la législation pour les petites entreprises, comme c'est la pratique dans de nombreux pays de l'OCDE (Venn, 2009). Ces politiques fondées sur la taille méritent cependant une réflexion approfondie, car elles risquent d'inciter les entreprises à ne pas s'agrandir ou à sous-estimer le nombre de leurs salariés.

Offrir plus de possibilités d'emploi aux travailleurs peu qualifiés

Pour parvenir à un marché du travail inclusif, il faut offrir à tous, et en particulier aux travailleurs les plus vulnérables, des possibilités d'emploi plus nombreuses. L'économie s'est rapidement redressée après la dernière crise financière, ce qui se traduit notamment par un taux de chômage inférieur à 9 % en 2015, contre un taux record de 18 % en 2010, et un taux d'emploi plus élevé (graphique 2.4, partie A). Plusieurs mesures ciblées sur les jeunes ont réussi à améliorer les résultats du marché du travail, notamment le développement de l'offre de formations, des subventions salariales et une « garantie pour les jeunes » qui vise à assurer aux moins de 29 ans de solides possibilités d'emploi, de formation ou de poursuite des études dans un délai de quatre mois après la fin de leurs études ou leur inscription au chômage (OCDE, 2015a). Le chômage des jeunes est revenu à 19.3 %, après un pic à 35.7 % après la crise. Cependant, certains groupes ne se sont pas

Graphique 2.4. Le marché du travail s'est redressé depuis la crise, mais certains groupes restent vulnérables



1. Données de 2013 pour l'OCDE (moyenne non pondérée).

Source : Statistiques du marché du travail de l'OCDE; base de données de Regards sur l'éducation de l'OCDE; base de données des principaux indicateurs de l'Enquête sur les forces de travail d'Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339061>

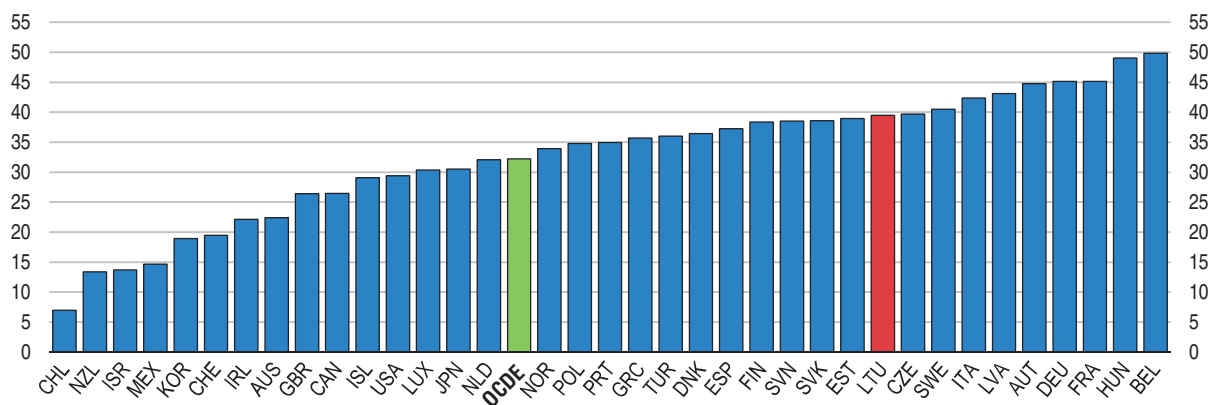
encore complètement remis de la crise financière mondiale et le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés et des seniors reste élevé (graphique 2.4, partie B). Le taux d'emploi des travailleurs peu qualifiés est le deuxième plus bas en Europe et exige une attention particulière.

Une réduction du coin fiscal ciblée sur les emplois faiblement rémunérés peut contribuer à doper la demande de travail, en réduisant le coût du travail des travailleurs peu qualifiés pour l'aligner sur le niveau de leur productivité (graphique 2.5). L'expérience internationale montre qu'une réduction du coin fiscal sur le travail peut réduire sensiblement le chômage (Giannella et al, 2008; Duval et al, 2007); une diminution de 10 points de pourcentage peut faire baisser le niveau du chômage structurel de 2 à 4 points de pourcentage en moyenne (Ebeke et Everaert, 2014). Une baisse des cotisations de sécurité sociale pourrait être particulièrement utile car ces cotisations représentent 58 % du coin fiscal en Lituanie, contre 39 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Plusieurs pays de l'OCDE ont mis en place des réductions ou des exonérations de cotisations sociales pour les emplois

faiblement rémunérés, mais le ciblage de ces mesures nécessite des informations fiables sur les salaires. Une telle politique peut avoir, toutefois, des effets peu souhaitables en Lituanie en raison du recours au travail au noir, c'est-à-dire le paiement de salaires informels (Eurobarometer, 2014; Schneider, 2015; Talis and Arnis, 2014). Il est donc indispensable de progresser dans la réduction du travail au noir pour limiter les coûts budgétaires des mesures fondées sur les salaires. Dans la situation actuelle, d'autres critères doivent être appliqués pour éviter que ces mesures ne deviennent pas une incitation à la sous-déclaration des salaires. Une solution consisterait à limiter les exonérations aux employeurs qui embauchent des travailleurs peu qualifiés au chômage ou inactifs. Elle est déjà utilisée en Lituanie dans le cadre des politiques actives du marché du travail et pourrait être affinée pour atteindre davantage les plus vulnérables (voir ci-après).


Graphique 2.5. Le coin fiscal peut encore être réduit

Coin fiscal moyen sur le travail, % du coût de main-d'œuvre, 2014¹, pour un célibataire sans enfant disposant de 67 % du salaire moyen



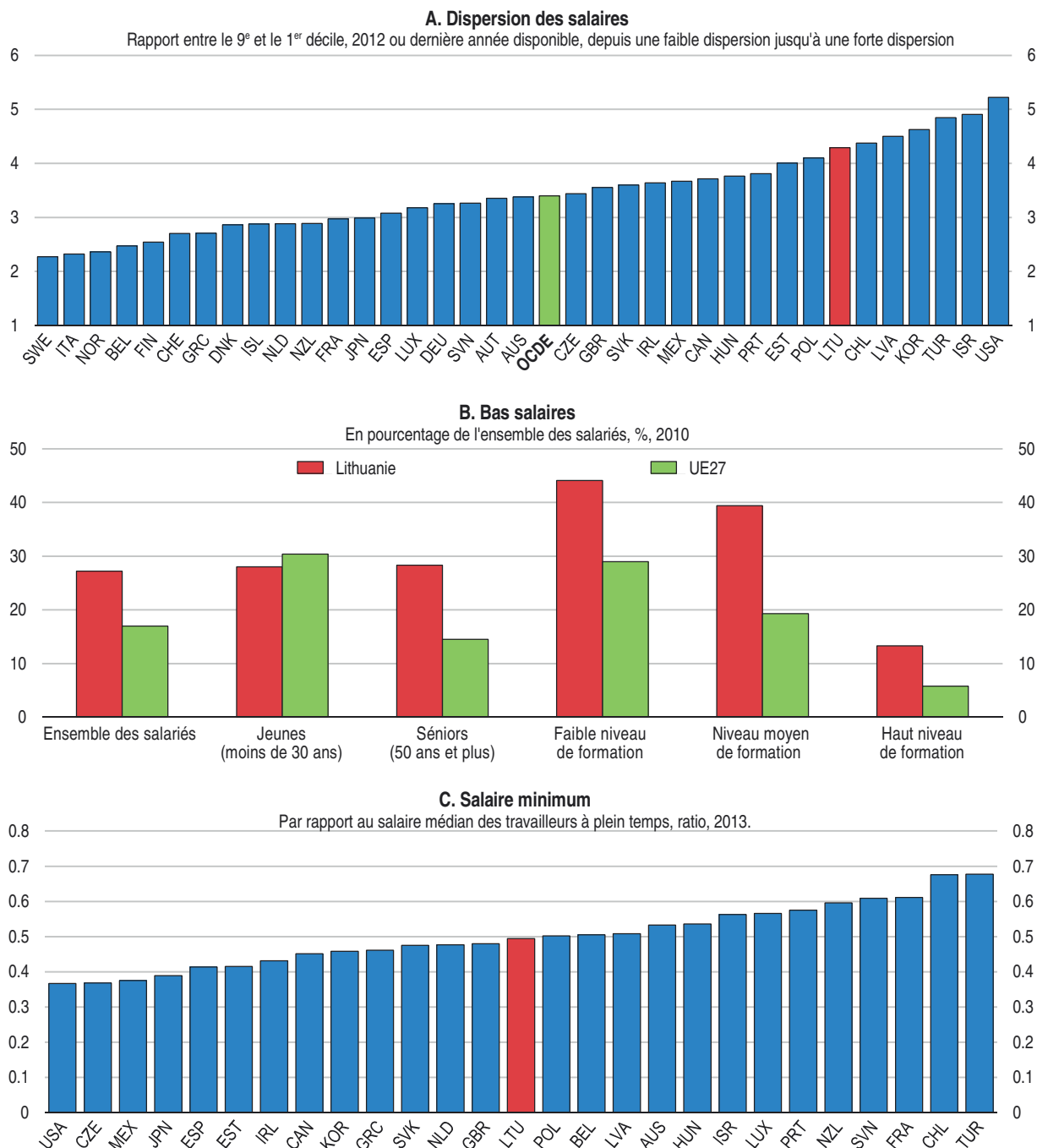
1. Données de 2013 pour la Lettonie et la Lituanie.

Source : Commission européenne, base de données sur les impôts et les prestations; OCDE, modèles impôts-prestations.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339078>

Les mauvais résultats des travailleurs peu qualifiés sur le marché du travail se traduisent également dans un haut pourcentage de bas salaires et une forte inégalité des revenus (graphique 2.6, parties A et B). Pour lutter contre les inégalités salariales, le salaire minimum a été accru (après un gel de quatre ans) de près de 30 % entre 2012 et 2015 et de 7% en janvier 2016. En termes absolus, il est désormais au même niveau qu'en Estonie et en Lettonie. Alors que le salaire minimum reste faible par comparaison internationale, ce qui alimente l'émigration et nuit à l'incitation à accepter un emploi (tableau 2.1; Gataulinas and Zabarauskaitė, 2014), il représente la moitié du salaire médian national, soit environ la moyenne observée dans les pays de l'OCDE (graphique 2.6, partie C), ce qui donne à penser que la possibilité de l'utiliser davantage pour réduire les inégalités du marché du travail est limitée. Une politique de ce type risque de réduire l'employabilité des travailleurs peu qualifiés et des nouveaux entrants. Dans ce cas, l'effet positif sur le revenu des salariés faiblement rémunérés pourrait d'être annulé au niveau global par une moindre employabilité des salariés peu qualifiés. Pour réduire ce risque, le niveau du salaire minimum devrait être revu sur une base régulière par une commission indépendante d'experts, comme celles qui existent en Australie, en France et au Royaume-Uni. La décision d'augmenter les salaires est prise par le Conseil tripartite de la République de

Graphique 2.6. **L'inégalité des salaires est forte, mais le salaire minimum est contraignant**



1. Par bas salaires, on entend les salariés gagnant les deux tiers ou moins du salaire horaire brut moyen national.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus; base de données d'Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339081>

Lituanie. L'expérience internationale montre qu'il est préférable pour les activités commerciales de garantir la transparence des décisions par des consultations publiques et la publication des recommandations, car la plus grande prévisibilité des décisions réduit l'incertitude (Immervoll, 2015).

Tableau 2.1. **Le niveau du revenu garanti est faible**

Revenu social garanti :	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu minimum (en EUR/mois)	39.1	39.1	47.8	59.4	82.5	101.4	101.4	101.4	101.4	101.4
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian (en EUR/mois)	102.9	126.7	163.8	205.6	235.8	201.5	192.9	216.9	234.9	241.2
Ratio, %	38.0	30.9	29.2	28.9	35.0	50.3	52.6	46.8	43.2	42.0

Note. Le seuil de pauvreté, déterminé chaque année, correspondent à 60 % du revenu équivalent médian.

Source : Le revenu minimum garanti par l'État est fixé par décision du gouvernement de la République de Lituanie (« Dėl valstybės remiamų pajamų dydžio patvirtinimo ») ; calculs de l'OCDE.

Augmenter la rémunération nette des travailleurs à bas salaires en réduisant leurs impôts est une autre façon de réduire les inégalités sur le marché du travail sans nuire à l'employabilité des peu qualifiés. En Lituanie, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est calculé sur une base individuelle en appliquant un taux forfaitaire. Toutefois, un abattement fiscal général qui diminue avec le revenu et des allègements spécifiques pour les personnes qui élèvent des enfants et les personnes handicapées rendent le système légèrement progressif au bas de la distribution (Navicke, 2015). L'augmentation de l'abattement fiscal général et de l'allègement d'impôts pour les Litvaniens élevant un enfant intervenue en janvier 2014 a également contribué à accentuer quelque peu la progressivité, notamment parce que les familles nombreuses sont plus représentées au bas de la distribution. Toutefois, la contribution des impôts à la réduction des inégalités reste modérée (IMF, 2015) et a un coût budgétaire relativement élevé en raison des abattements fiscaux universels dont bénéficient aussi les familles à revenu élevé. Un meilleur ciblage de ces abattements serait moins coûteux et contribuerait davantage à réduire les inégalités. Une telle réforme a déjà été entreprise pour les allocations familiales avec le remplacement des prestations universelles pour enfants à charge par des prestations assorties de conditions de ressources, qui a ramené le nombre de bénéficiaires de 550 000 à 150 000 entre 2009 et 2012 (Poviliunas, 2014). À terme, un examen en profondeur du système fiscal lituanien s'impose pour déterminer si les avantages apportés sur le plan de l'inclusivité par la mise en œuvre d'une imposition progressive pourraient compenser certains des inconvénients constatés (entre autres, les risques de sous-déclaration des salaires et de perte d'attrait pour les IED). Par exemple, la République slovaque, où un système d'imposition forfaitaire était en place depuis 10 ans, a entrepris une telle réforme en 2013 en ajoutant une deuxième tranche d'imposition.

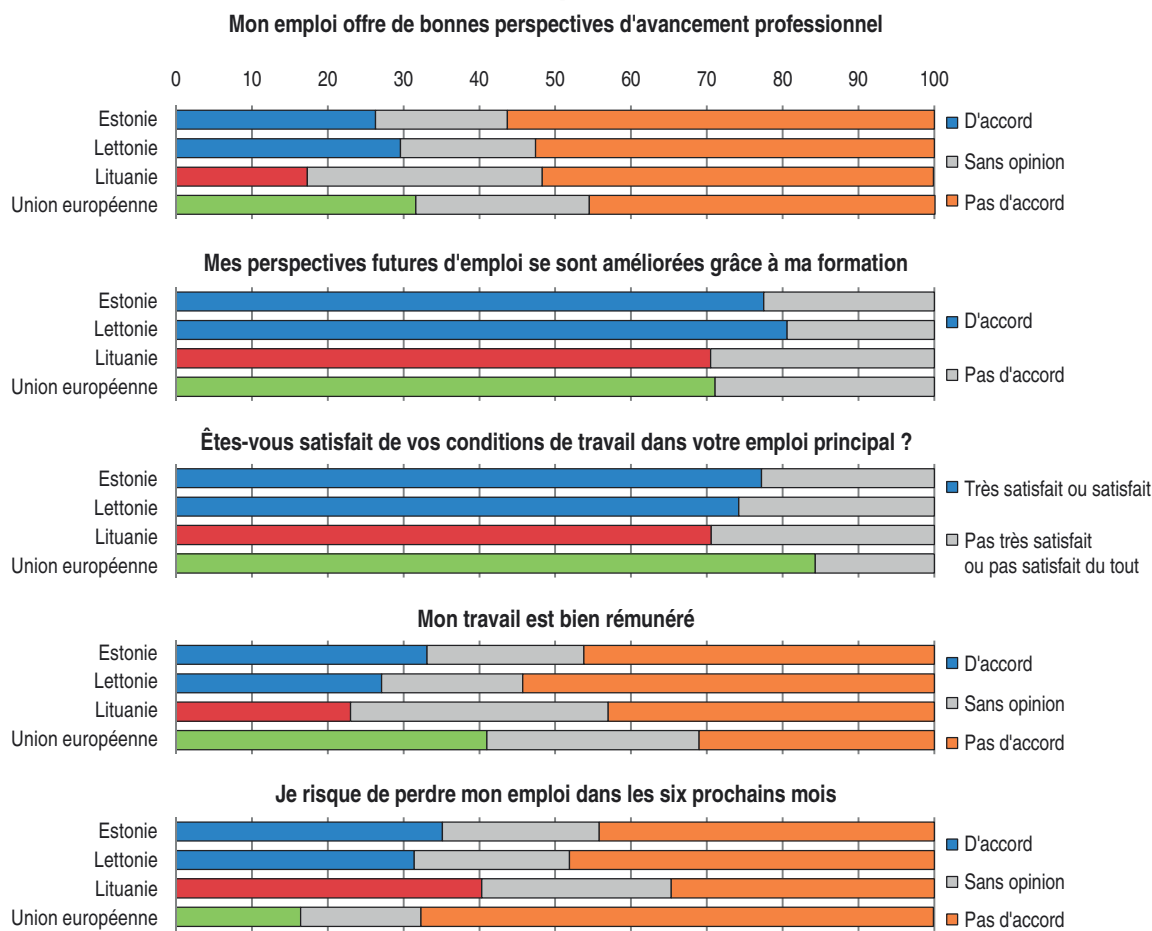
Les systèmes de prestations liées à l'exercice d'un emploi, qui visent essentiellement les bas salaires, devraient permettre également d'accroître les revenus nets au bas de la distribution tout en maîtrisant les coûts de main-d'œuvre. Ils pourraient être particulièrement efficaces dans des pays tels que la Lituanie, où les inégalités de salaires sont élevées (Immervoll and Pearson, 2009). En outre, du fait de ses effets positifs sur les incitations au travail, cet instrument a un bon rapport coût-efficacité, par rapport à d'autres types de transferts. Cependant, comme mentionné plus haut, pour réduire les risques liés à la sous-déclaration des salaires, ces mesures devraient être expressément conçues pour les chômeurs qui retrouvent un emploi. Les options les plus efficaces sont examinées ci-dessous dans le contexte des politiques visant les sans-emploi (voir encadré 2.4).

Offrir à tous de meilleures perspectives de carrière


Outre l'augmentation du nombre d'emplois, donner aux travailleurs la possibilité d'accéder à des emplois de meilleure qualité au cours de leur carrière rendrait le marché du travail plus inclusif. Des études récentes de l'OCDE soulignent l'importance de la qualité des emplois et montrent qu'il n'y a pas d'arbitrage possible entre la quantité et la qualité des emplois (OECD, 2014a). Selon l'Enquête européenne sur les conditions de travail, qui évalue la qualité des emplois, 30 % des Lituaniens ne sont pas satisfaits de leurs conditions de travail, soit un pourcentage largement supérieur à la moyenne des pays de l'Union européenne. Les plaintes concernent en particulier la faible sécurité de l'emploi, le bas niveau des salaires et les médiocres perspectives de carrière (graphique 2.7, European Commission, 2013). Du côté positif, près des trois-quarts des Lituaniens évaluent positivement l'incidence de la formation sur leur carrière : cette proportion, qui est aussi élevée que la moyenne européenne, donne à penser que la faible participation à la formation doit plus préoccuper que la qualité de celle-ci. Les Lituaniens font état également de meilleures relations sociales qu'ailleurs en Europe. Ils sont nettement plus solidaires entre collègues, bénéficient d'un meilleur encadrement pour la définition de leurs objectifs professionnels et ont la possibilité de mieux équilibrer leur vie professionnelle et leur vie familiale (Eurofund, 2012).

Graphique 2.7. **Les Lituaniens ne sont pas satisfaits de leurs conditions de travail**

% des réponses, 2010



Source : Eurofund, Enquête européenne sur les conditions de travail 2010.

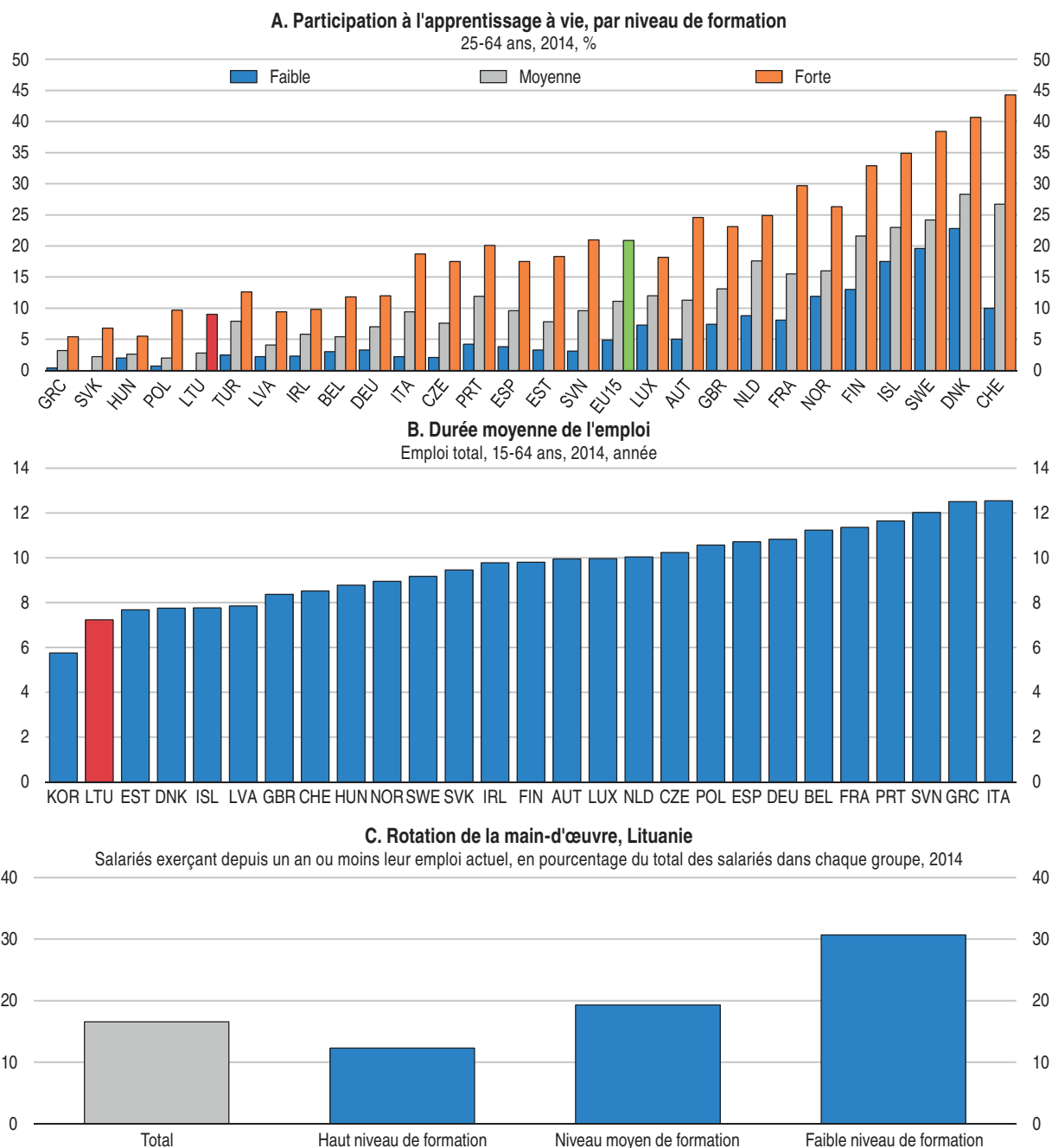
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339091>

Favoriser la participation des travailleurs à la formation continue joue un rôle déterminant dans l'amélioration de leurs conditions de travail à moyen-long terme. Un sous-investissement dans les compétences réduit la productivité ainsi que les possibilités de progression de carrière (OECD, 2014a; Bassanini et al. 2005). Seulement 5 % des travailleurs lituaniens suivent une formation, ce qui est inférieur de moitié à la moyenne de l'UE (graphique 2.8). La faible ancienneté moyenne dans l'emploi réduit encore les incitations à investir dans les compétences car, lorsque la rotation du personnel est excessive, les entreprises craignent le départ de travailleurs formés vers des concurrents et les travailleurs hésitent à investir dans des compétences qui sont spécifiques à l'entreprise et inutiles pour leur prochain travail (Wasmer, 2002). C'est sans doute plus particulièrement le cas des personnes peu qualifiées qui se caractérisent par un taux de rotation élevé et pour lesquelles des mesures visant expressément à promouvoir l'investissement des entreprises et des travailleurs dans les compétences peuvent se révéler nécessaires. Dans ce contexte, les plans conçus pour donner à tous les travailleurs la possibilité de prétendre à 5-10 jours de formation par an, ainsi que pour mettre en place un nouveau contrat d'apprentissage sont donc les bienvenus. Pour ce qui est du projet actuel de promotion du recours aux contrats à durée déterminée, en revanche, il faut prêter une attention particulière à la nécessité d'éviter de créer un marché du travail dual, comme c'est le cas dans certains pays de l'OCDE où ces contrats sont largement utilisés (OECD, 2015d). Une option à étudier serait l'établissement de droits de formation pour les travailleurs concernés. Dans le même ordre d'idées, la lutte contre le travail informel contribuera également à réduire le dualisme du marché du travail et à améliorer les perspectives d'emploi de meilleure qualité; les emplois informels sont associés à de mauvaises conditions de travail et à l'absence de formation et de couverture d'assurance (OECD, 2004; OECD, 2008).

Un système éducatif permettant aux jeunes d'acquérir la bonne combinaison de compétences contribue largement aux perspectives de carrière. La part relativement importante des seniors dans les emplois peu rémunérés (voir graphique 2.6, partie B) peut être attribuée à l'inadéquation des qualifications et indique qu'une formation déficiente peut avoir des conséquences à long terme sur les carrières. Les entreprises signalent d'importantes pénuries et inadéquations de compétences, ce qui donne à penser que l'enseignement dispensé ne répond pas encore totalement à leurs besoins. Le développement de la formation en cours d'emploi et de l'apprentissage dans l'enseignement secondaire et supérieur contribuera à garantir une meilleure mise en concordance de l'offre et de la demande (chapitre 1). Un examen approfondi du système éducatif permettra aussi de mieux comprendre les causes de l'inadéquation des compétences en Lituanie.

La fourniture de conseils professionnels aux travailleurs pourrait aussi les aider à aller vers des emplois plus productifs et valorisants. Le service public de l'emploi de la Lituanie assure actuellement des services d'orientation, mais le manque de ressources visé ci-dessus génère des tensions entre cette activité, qui est d'une « approche à moyen-long terme » liée à l'apprentissage continu et à l'employabilité en longue période, et l'autre objectif du service public de l'emploi qui est de remettre les chômeurs au travail le plus rapidement possible (OECD, 2015b). En outre, les groupes les plus vulnérables ne sont sans doute guère incités à recourir aux services d'orientation car ceux-ci sont organisés sur la base du volontariat. Si elles disposent de davantage de ressources à l'avenir, les autorités pourraient mettre en œuvre des programmes pilotes pour renforcer les cours de formation destinés aux travailleurs à faible revenu en mettant l'accent sur l'amélioration de la stabilité de l'emploi.

Graphique 2.8. **Les travailleurs peu qualifiés ne tirent pas parti de la forte rotation des compétences et de l'expérience**



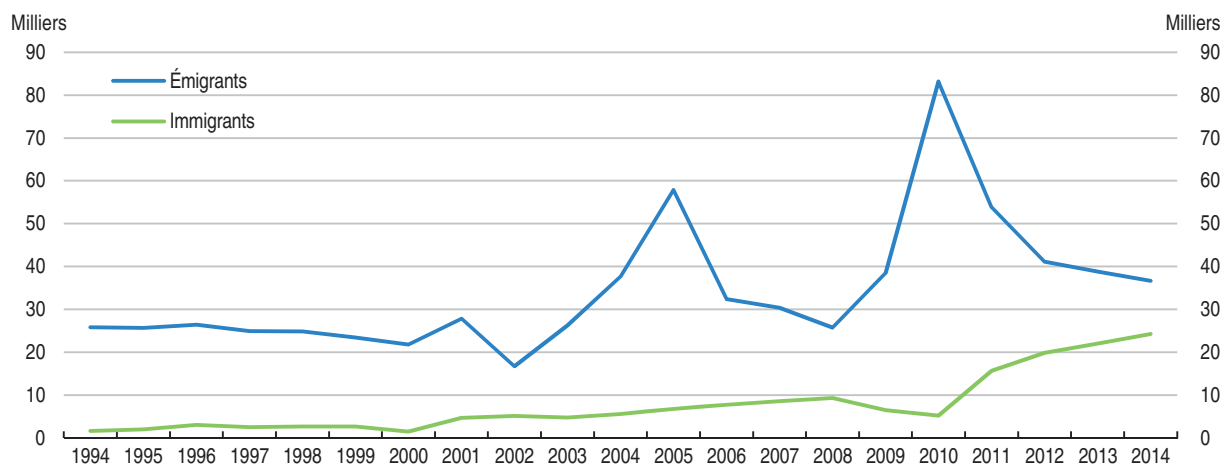
1. À partir des niveaux de la CITE 2011 : faible correspond aux niveaux 0-2 (inférieur au primaire, enseignement primaire et premier cycle du secondaire), moyen correspond aux niveaux 3 et 4 (deuxième cycle du secondaire et enseignement post-secondaire non supérieur), élevé correspond aux niveaux 5 à 8 (enseignement supérieur).

Source : Base de données d'Eurostat sur l'éducation et la formation; statistiques de l'OCDE sur la population active; Bureau de statistiques de la Lituanie, données issues de l'enquête sur la population active.


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339101>

L'amélioration des perspectives de carrière et des conditions de travail contribuerait à faire de la Lituanie un lieu de vie plus attrayant et permettrait de réduire les flux d'émigration, qui ont touché 23 % de la population depuis 1995 (graphique 2.9; Sipavičienė and Stankūnienė, 2013; Arslan et al, 2014). Les principaux facteurs qui poussent les Lituanais à partir sont d'ordre économique. La majorité des émigrants sont des jeunes qui sont à la recherche de meilleures possibilités d'emploi à l'étranger, étant donné en particulier que les salaires sont environ quatre fois plus faibles en Lituanie que dans les pays européens moyens (base de données d'Eurostat). L'émigration a des causes variées, notamment le chômage élevé, les mauvaises conditions de travail, les déficiences du système éducatif et l'existence de possibilités d'emploi intéressantes à l'étranger, surtout pour les jeunes arrivés sur le marché du travail depuis moins d'un an, qui représentent la majorité des émigrants (OECD, 2015a). Dans le même temps, selon une enquête récente réalisée auprès des Lituanais inscrits au service public de l'emploi, 60 % des personnes interrogées qui sont à la recherche d'un emploi à l'étranger préféreraient ne pas partir (Gataulinas and Zabarauskaitė, 2014). Avec l'augmentation récente des migrations de retour, cet attachement au pays est un élément dont peuvent tirer parti les autorités pour faire de la Lituanie un endroit attrayant pour vivre et travailler.

Graphique 2.9. **L'émigration est forte et touche l'ensemble de la population**



Source : Bureau de statistiques de la Lituanie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339119>

Apporter une aide plus efficace aux chômeurs

Améliorer la garantie temporaire de revenu

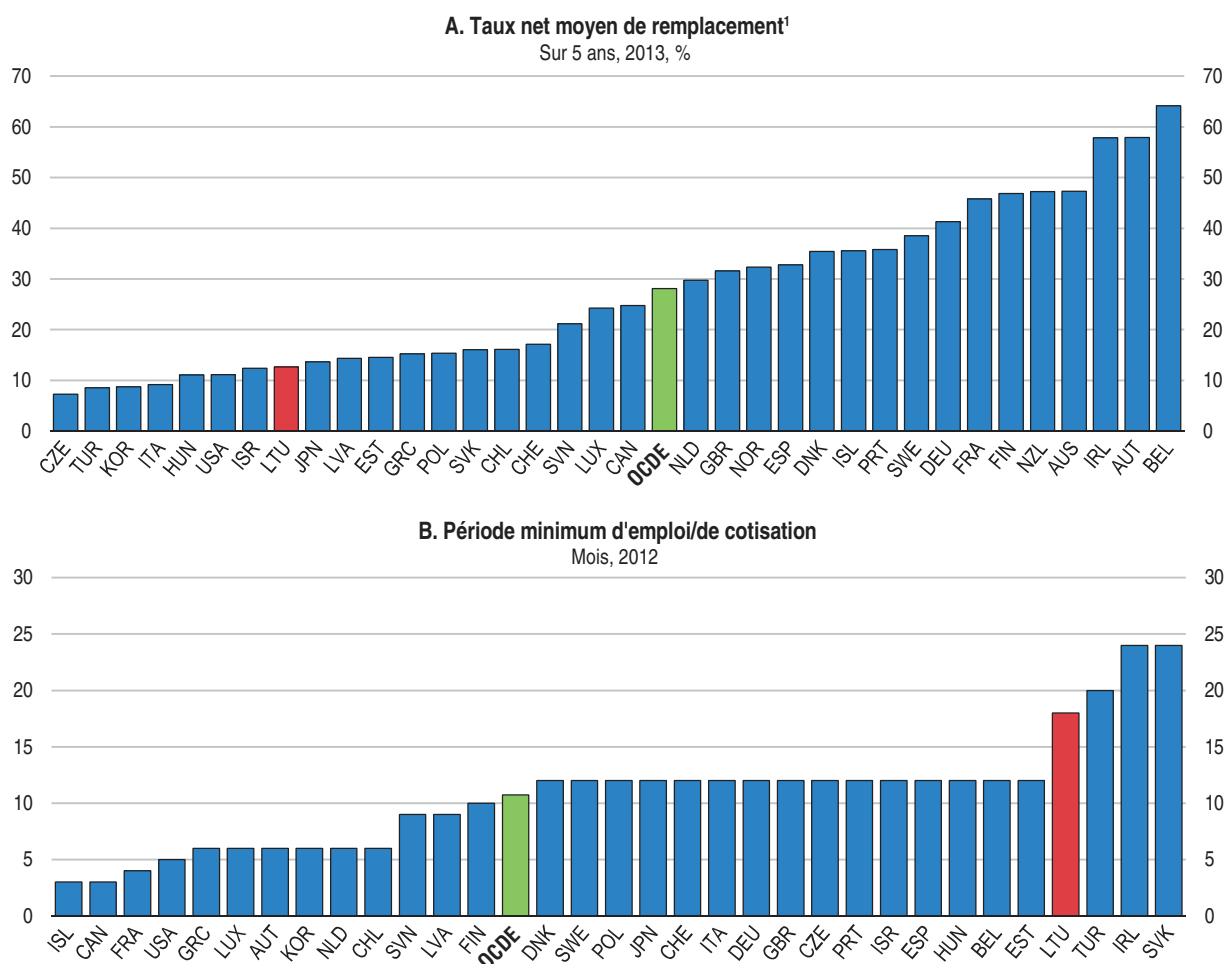
Une faible sécurité du revenu en cas de perte d'emploi, associée à un marché du travail flexible, contribue à l'inégalité des revenus et au risque de pauvreté. D'après les estimations, la part des ménages qui tombent au-dessous du seuil de risque de pauvreté (fixé à 60 % du salaire médian) en cas de perte d'emploi est de 40 % (Lazutka et al, 2013). Ce risque élevé de pauvreté s'explique, en partie, par le fait que la Lituanie a un système d'indemnisation du chômage très restrictif par rapport aux pays de l'OCDE (Lagenbushier, 2015). Ce système associe des critères stricts d'admissibilité, supposant une longue période de cotisation minimale, à des allocations de courte durée et d'un faible niveau (OECD, 2015a, graphique 2.10) :

- Les allocations de chômage assurent un niveau minimum de ressources en cas de chômage. Le taux de remplacement net pour les bas salaires, calculé sur une période de

cinq ans, est en moyenne de 13 %, contre 28 % dans la zone OCDE. La situation est similaire lorsque l'on ne considère que le taux de remplacement initial (voir Évaluation et recommandations).

- Elles sont aussi peu reliées aux salaires antérieurs, et le taux de remplacement initial représente, selon les estimations, moins de 25 % pour les travailleurs bien rémunérés gagnant plus de 600 euros (2 100 litas) (Lazutka et al, 2013). Cette faible indemnisation peut réduire l'incitation au travail dans le secteur formel et favoriser le travail au noir dans la mesure où les travailleurs ne reçoivent pas de compensation particulière s'ils cotisent davantage (OECD, 2008).
- La couverture du système est réduite; puisque moins de 18 % des chômeurs ont droit à des allocations de chômage (OCDE, base de données sur les bénéficiaires de prestations sociales). Les jeunes ou les personnes ayant connu des interruptions de carrière en particulier ont plus de mal à accéder à une indemnisation.

Graphique 2.10. **Le régime d'assurance chômage est sous-développé**



1. Moyenne simple des taux de remplacement nets pour quatre types de famille ne répondant pas aux conditions requises pour recevoir une aide au logement en espèces ou une 'majoration' de l'aide sociale, et disposant d'un revenu représentant 67 % et 100 % du salaire moyen. Source : Modèles impôts-prestations de l'OCDE, www.oecd.org/els/social/workincentives; Carcillo et al. (2015), « NEET Youth in the Aftermath of the Crisis: Challenges and Policies », Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, No. 164, Éditions OCDE.

L'augmentation de la générosité des allocations et l'élargissement de la couverture, comme l'envisagent les autorités, permettraient d'améliorer le marché du travail et de réduire le risque de pauvreté. Premièrement, si le faible niveau des allocations accroît l'incitation à trouver un emploi, il peut aussi accentuer l'inadéquation des compétences dans la mesure où les chômeurs, étranglés financièrement, doivent accepter le premier emploi et ne peuvent pas consacrer suffisamment de temps à rechercher un emploi et à s'y préparer. La moindre stabilité dans la réintégration du marché du travail qui en résulte (Wulfgram and Fervers, 2013; Tatsiramos, 2009) est un phénomène qui touche probablement la Lituanie, où le niveau des allocations est trop faible pour couvrir le coût de la recherche d'emploi. Deuxièmement, une indemnisation adéquate, lorsqu'elle se conjugue à un suivi efficace de la recherche d'emploi, peut également accroître l'incitation à accepter un emploi dans le secteur formel, afin de bénéficier de la sécurité du revenu qui est associée à ce type d'emploi (OECD, 2004). Il s'agit là d'un aspect important dans un pays où l'activité informelle représente, selon les estimations, entre 18 % et 28 % du PIB (voir Évaluation et recommandations). Enfin, un élargissement de la couverture permettrait aux services publics de l'emploi d'accéder plus facilement aux chômeurs. Il pourrait, par exemple, être obtenu en réduisant la durée de cotisation requise. L'expérience internationale montre que les programmes visant des groupes qui ne sont pas couverts par le système d'indemnisation du chômage n'ont qu'une incidence limitée en raison des difficultés associées au maintien de contacts réguliers et des plus faibles coûts d'opportunité des sanctions lorsque les allocations sont peu élevées (OECD, 2015b). Dans ce contexte, les réformes envisagées pour accroître le niveau et la couverture des allocations de chômage sont les bienvenues (encadré 2.1, Avram et al. 2015).

Renforcer les services publics de l'emploi

La réforme du modèle social selon les principes de flexisécurité exige des politiques efficaces de soutien à l'emploi, qui constituent le troisième côté du triangle de la flexisécurité, à côté de la flexibilité et de la sécurité du revenu. Des services de l'emploi performants sont déterminants pour maîtriser les dépenses et sont indispensables pour aider les groupes les plus vulnérables sur le marché du travail à trouver un emploi. Les chômeurs de longue durée, notamment, représentent 45 % des chômeurs et appellent des mesures visant expressément à éliminer les obstacles à leur employabilité, encore que leur nombre amène à penser que beaucoup de chômeurs ne réintégreront pas le marché du travail à mesure que la croissance s'accélère. Les hommes peu qualifiés, qui se sont vu offrir de nombreuses possibilités d'emploi lors du boom de la construction, exigent une attention particulière car ils ont été particulièrement touchés par la récession et peuvent être plus découragés étant donné l'inadéquation de leurs compétences avec les besoins du marché du travail. Cette situation est préoccupante compte tenu du niveau élevé du chômage structurel (environ 10-12 %) (Ebeke and Everaert, 2014). Les dépenses au titre des programmes actifs du marché du travail sont trop faibles pour répondre aux problèmes et ne représentent en moyenne que la moitié des ressources consacrées à ces mesures par d'autres pays de l'OCDE (graphique 2.11, partie A). En outre, les investissements dans ce domaine ont été réduits par rapport à leur niveau d'avant la crise (OECD, 2015a), ce qui se traduit par un faible taux de participation (graphique 2.11, partie B). Il importe de noter que l'augmentation des investissements dans les politiques actives du marché du travail et dans les services publics de l'emploi est essentielle pour la Lituanie et devrait être

Encadré 2.1. **Indemnisation du chômage : principales caractéristiques et réformes prévues**

Les allocations de chômage sont versées aux chômeurs inscrits auprès d'un service régional de l'emploi qui n'ont reçu de celui-ci aucune offre d'emploi correspondant à leurs qualifications professionnelles et à leur état de santé et qui ne bénéficient d'aucune mesure active du marché du travail.

Système actuel d'indemnisation du chômage

- La durée de l'indemnisation du chômage dépend du nombre d'années pendant lesquelles des cotisations d'assurance chômage ont été versées avant l'enregistrement au service de l'emploi. La durée de l'indemnisation est au moins de six mois pour les chômeurs ayant cotisé pendant moins de 25 ans et de neuf mois au maximum pour ceux ayant cotisé pendant 35 ans et plus.
- Les allocations comportent une part fixe et une part variable.
 - ❖ La part fixe correspond au montant du revenu admis à bénéficier d'une garantie de l'État, qui est le niveau de référence pour les prestations sociales et qui est fixé à 102 euros depuis 2008.
 - ❖ La part variable équivaut à 40 % du salaire antérieur et est réduite de 50 % au bout de trois mois.
 - ❖ Les allocations de chômage versées au cours de chacune des périodes ci-dessus ne peuvent pas dépasser 300 euros.
- La durée requise de cotisation à l'assurance chômage est de 24 mois au cours des 36 mois précédents

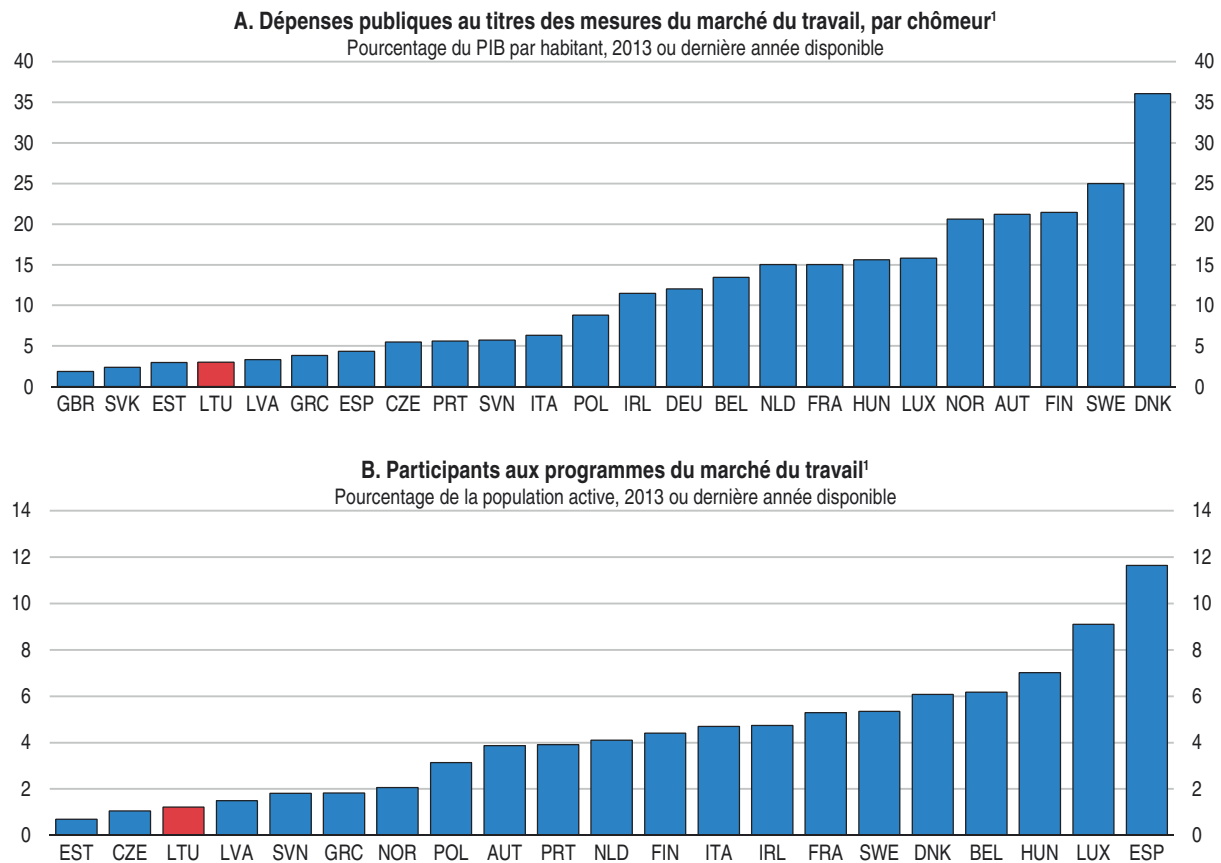
Principales modifications envisagées concernant le système d'indemnisation du chômage

- La part fixe de l'allocation de chômage sera calculée en pourcentage d'un salaire mensuel minimum (30 %). Ce mode de calcul renforcera le lien entre l'assurance chômage et l'évolution des salaires. Actuellement, le niveau du revenu garanti par l'État détermine l'aide sociale et fait l'objet d'une décision politique.
- La part variable de l'allocation de chômage augmentera : elle sera égale à 50 % du salaire antérieur pendant les trois premiers mois de chômage, puis elle sera ramenée progressivement à 40 % entre les 4e et 6e mois et à 30 % entre les 7e et 9e mois.
- La durée de versement de l'allocation de chômage devrait être de neuf mois.
- Les droits à indemnisation seront également étendus en ramenant la durée minimum de cotisation à 12 mois au cours des 24 derniers mois.
- Le plafond des allocations est fixé à 75 % du salaire moyen.

Source : Ministère de la Sécurité sociale et du Travail.


considérée comme un investissement ayant une rentabilité à terme, des études récentes indiquant que certains programmes peuvent même s'autofinancer en longue période (Brown and Koetti, 2012).

Les services publics de l'emploi manquent de personnel. Le nombre de dossiers confiés aux agents qui traitent directement avec les demandeurs d'emploi est passé de 141 en 2008 à 300 en 2013 (European Commission, 2014). Une telle charge de travail ne permet pas à un agent d'offrir des services personnalisés, tels que des entretiens individuels et des plans d'action mis à jour sur l'ensemble de la période de chômage, alors qu'il a été montré

Graphique 2.11. **Les mesures actives du marché du travail sont insuffisantes**

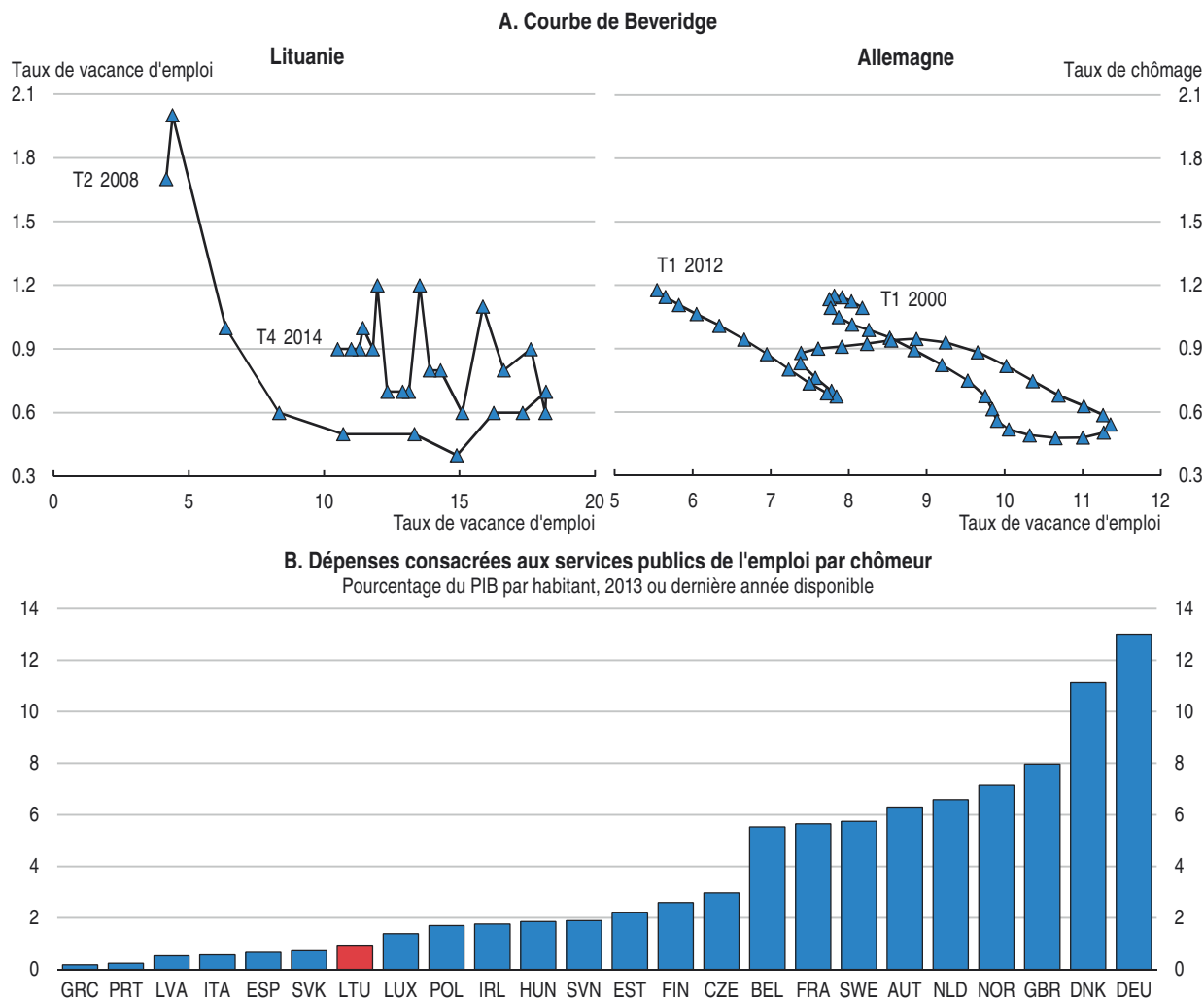
1. Les mesures actives du marché du travail (catégories 2-7) couvrent la formation, les incitations à l'emploi, l'aide à l'emploi et à la réadaptation professionnelle, la création directe d'emplois et les aides aux jeunes entreprises.

Source : Commission européenne, base de données sur les politiques du marché du travail et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n°98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339135>

qu'il s'agit là d'aspects essentiels pour augmenter les sorties du chômage et améliorer l'adéquation entre les demandes et les offres d'emploi (OECD, 2015b; Card et al, 2015). L'expérience de l'Allemagne donne à penser que le coût de l'embauche d'agents supplémentaires (la charge de travail dans 14 services publics de l'emploi a été réduite à une moyenne d'un agent pour 80 demandeurs d'emploi) peut être compensé par une réduction des dépenses au titre des allocations sous l'effet d'un recul de l'inadéquation des compétences et du nombre de périodes de chômage supérieures à 10 mois (OECD, 2015b; OECD, 2012; graphique 2.12)

Les fortes disparités régionales en matière de chômage compliquent le problème et risquent d'aboutir à une inégalité de l'aide fournie aux chômeurs en fonction de la situation du marché du travail local. Les écarts de taux de chômage entre les régions peuvent être de 10 points de pourcentage entre les régions les plus dynamiques et celles qui sont à la traîne. Le taux de chômage varie entre 7.7 % dans le comté de Klaipeda et 18.5 % dans le comté d'Alytus (graphique 2.13). Le renforcement des capacités et des ressources des services publics de l'emploi dans les zones rurales est donc indispensable. Certaines expériences intéressantes ont été notées, par exemple dans la région de Kaunas, où des spécialistes ont été regroupés au sein d'une équipe de travail intervenant dans les

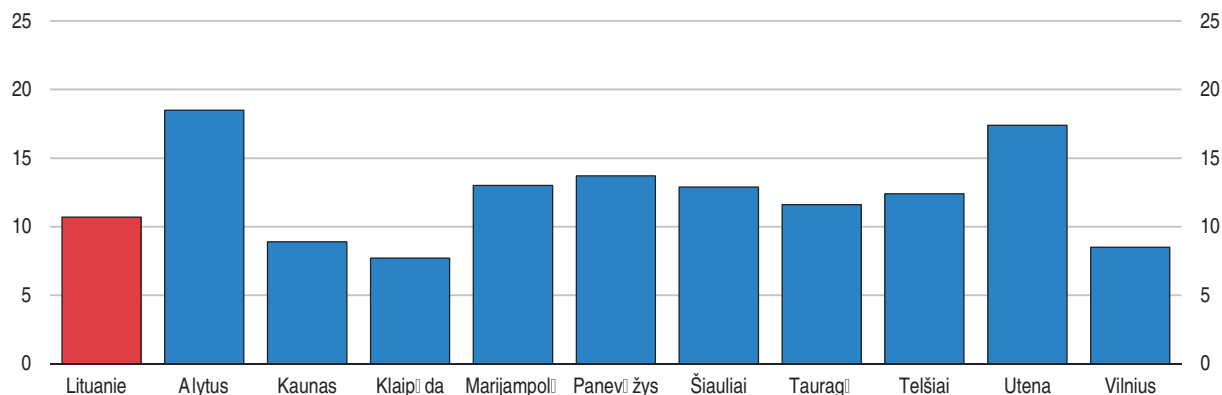
Graphique 2.12. **Les services publics de l'emploi n'ont pas les moyens de remédier aux importantes inadéquations des compétences**

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données du Bureau de statistiques de la Lituanie; Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014, graphique 1.6; Commission européenne, base de données sur les politiques du marché du travail; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n°98.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339145>

régions éloignées (« unités mobiles ») et dont la mission est d'identifier les principaux facteurs de chômage et de stimuler la mobilité régionale des demandeurs d'emploi (OECD, 2015a).

Du côté positif, les services publics de l'emploi lituaniens se sont montrés très efficaces dans le développement des services en ligne. Fournir des informations sur les postes vacants et les profils des demandeurs d'emploi est un aspect essentiel du processus de mise en concordance. En outre, des outils mis en place récemment, comme une base de données d'offres d'emplois en ligne, l'établissement de profils Facebook et la fourniture de conseils par le biais de Skype, peuvent se révéler utiles. Le premier couvre les trois quarts des offres d'emploi; il s'agit donc d'un progrès important des supports en ligne, conforme aux meilleures pratiques, puisqu'en Allemagne, par exemple, 50 % de tous les postes vacants sont enregistrés auprès du service public de l'emploi (OECD, 2015a).

Graphique 2.13. **Les disparités régionales du chômage sont prononcées**Taux de chômage par comté,
pourcentage de la population active, 2014

Source : Bureau des statistiques de la Lituanie.

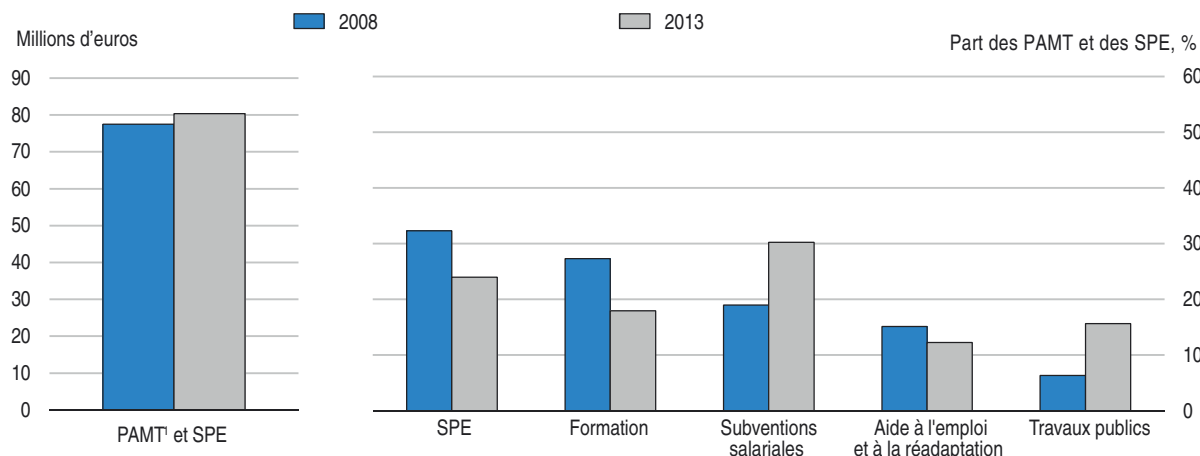
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339267>**Promouvoir des programmes de soutien à l'emploi plus efficaces**

Il conviendrait en outre de contrôler régulièrement les dépenses consacrées aux programmes actifs du marché du travail de les évaluer afin d'orienter les ressources vers les plus efficaces. L'expérience internationale donne à penser que, pour être efficaces, les programmes en question doivent être adaptés en fonction des caractéristiques propres à chaque pays, ce qui nécessite le renforcement de la culture de l'évaluation fondée sur la réalisation d'études régulières a posteriori et de projets pilotes. La comparaison avec les meilleures pratiques internationales permet déjà de mettre en évidence quelques orientations de réformes.

Les subventions salariales sont les mesures actives du marché du travail les plus importantes en Lituanie (graphique 2.14). Elles constituent un outil important pour promouvoir l'employabilité des travailleurs peu qualifiés à court terme, en rapprochant leur coût de leur niveau de productivité. L'expérience internationale donne à penser qu'elles sont efficaces pour favoriser l'intégration au marché du travail, mais elles peuvent n'avoir des effets qu'à court terme et se traduire par d'importantes pertes sèches, notamment lorsque l'embauche aurait eu lieu même sans la subvention (Kluge, 2010; Boone and van Ours 2004). Le rapport coût-efficacité des programmes de subventions salariales pourrait être amélioré et les pertes sèches potentielles réduites, par exemple en ciblant les subventions salariales sur les jeunes les plus vulnérables et non sur les jeunes en général, comme dans le programme « Aide au premier emploi ».


Les programmes de formation et de recyclage contribuent à adapter les compétences des travailleurs et des demandeurs d'emploi aux besoins du marché du travail et aux changements techniques. Les données sur l'efficacité de ces programmes dans l'amélioration des résultats du marché du travail sont cependant partagées. La formation peut réduire les sorties du chômage à court terme car les participants à ces programmes réduisent leurs activités de recherche d'emploi, mais, à moyen et à long terme, les effets ont été considérés comme positifs, en particulier sur la qualité et la stabilité de l'emploi trouvé (Card et al 2015; Wulfgram and Fervers, 2013). Les programmes de formation représentent 24 % des dépenses au titre des politiques actives du marché du travail, contre 41 % en moyenne dans les pays européens et pas moins de 75 % en Allemagne par

Graphique 2.14. Répartition des dépenses au titre des politiques actives du marché du travail (PAMT) et des services publics de l'emploi (SPE)



1. Les PAMT (catégories 2-7) couvrent la formation, les subventions salariales, l'aide à l'emploi protégé et la réadaptation, les grands travaux et les aides à la création d'entreprise.

Source : Commission européenne, base de données sur les politiques du marché du travail.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339150>

exemple. Un nouveau programme de chèques-formation, mis en place en 2012, permettra de développer davantage les activités de formation grâce à une plus grande flexibilité, en permettant au stagiaire et à l'employeur de choisir le prestataire. L'efficacité des nouveaux programmes de formation est élevée; 90% des personnes suivant une formation professionnelle ont trouvé un emploi dans les six mois, contre 53 % auparavant (EC, 2014). Cependant, il faut veiller à éviter un biais de sélection, qui aboutirait à fournir un faible soutien aux chômeurs qui en ont le plus besoin. Des progrès ont été accomplis dans ce domaine : les chômeurs de longue durée représentaient 20 % des participants à une formation en 2013, contre 9 % en 2012 (NRP, 2014).

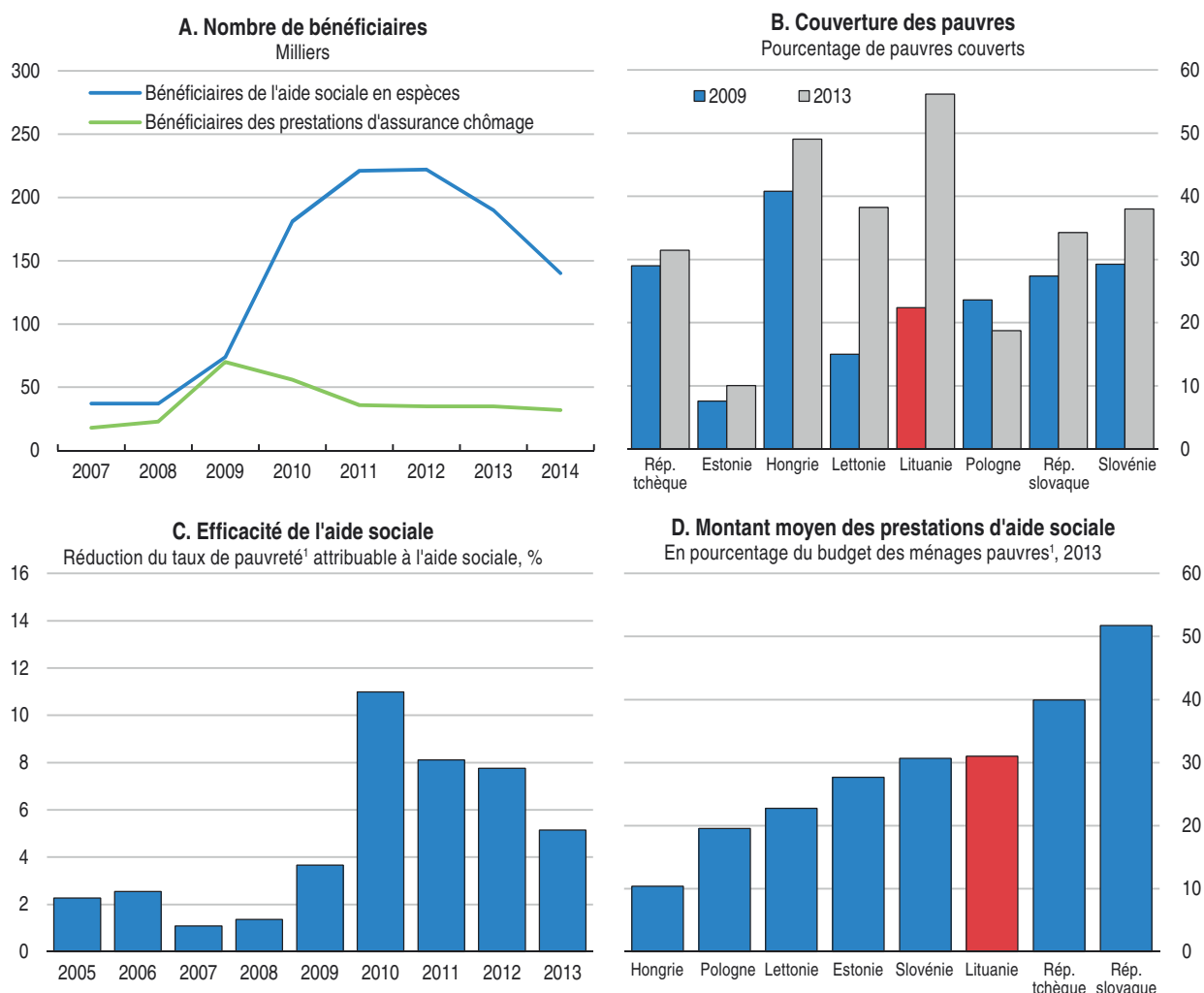
Les programmes de travaux publics contribuent à atténuer la pauvreté des personnes ayant une employabilité médiocre et à préserver l'inclusion sociale en fournissant un revenu équivalent au salaire minimum, soit plus que l'aide sociale. Cependant, les données disponibles montrent que leur effet sur l'employabilité dans un travail régulier est limité (Card et al, 2010; OECD, 2009). Néanmoins, ces programmes se sont révélés particulièrement utiles lors de la dernière crise, lorsque la création d'emplois était faible. Dans les périodes de haute conjoncture, ils permettent de maintenir le lien des plus vulnérables avec le marché du travail et sont, à juste titre, destinés aux chômeurs de longue durée (58 %) et aux chômeurs de plus de 50 ans (NRP, 2014). Les données partagées quant à leur effet potentiel sur le long terme suggèrent qu'il est possible de les réduire encore davantage en faveur de programmes qui renforcent l'employabilité, comme la formation.

Améliorer l'efficacité de l'aide sociale dans la réduction de la pauvreté et le retour à l'emploi

Le système d'indemnisation du chômage étant peu développé, l'aide sociale est un élément clé du régime de protection sociale en Lituanie. Suite à la crise financière mondiale de 2009, le nombre de bénéficiaires de cette aide a sensiblement progressé pour atteindre jusqu'à 5% de la population en 2014, après un pic à 6.7 % en 2012. Dans le même


temps, le nombre d'allocataires de l'assurance chômage est demeuré globalement constant, à environ 3½ pour cent, et la moitié des pauvres ne sont toujours pas couverts par l'aide sociale (voir graphique 2.15, partie A). Le niveau des prestations d'aide sociale constitue un autre problème : à moins de la moitié du seuil de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian), il est actuellement insuffisant pour réduire la pauvreté. Face à cette situation, il paraît possible de mieux concevoir l'aide en faveur des sans-emploi. La réforme du système d'aide sociale apparaît donc comme un complément indispensable de la réforme du modèle social actuellement à l'étude en Lituanie. En particulier, l'élargissement de la couverture du système d'indemnisation du chômage, qui est prévu, permettrait de mieux venir en aide aux plus vulnérables. On trouvera dans la présente section, des indications concernant les réformes supplémentaires qui pourraient compléter la mise en œuvre du modèle de flexisécurité en Lituanie.

Graphique 2.15. **Malgré des progrès, la protection contre la pauvreté pourrait être améliorée**



1. Le seuil de pauvreté, déterminé chaque année, correspond à 60 % du revenu médian équivalent.

Source : Ministère de la Sécurité sociale et du Travail; Avram (2013), mise à jour sur la base des statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie. Lazutka (2014a) pour la partie A.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339160>

Renforcement du dispositif de revenu minimum

Pendant la crise, le système d'aide sociale s'est révélé efficace dans la fourniture d'une aide financière de dernier recours, comme en témoignent l'amélioration de sa couverture, l'utilisation plus large des prestations pour soutenir la consommation des bénéficiaires et une diminution des fuites de l'aide vers les non-pauvres :

- L'admissibilité aux prestations d'aide sociale et le niveau de ces prestations dépendent du niveau de revenu comparé au revenu social garanti, qui détermine le niveau maximal des prestations (encadré 2.2). L'élargissement de la couverture depuis la crise a eu pour point de départ l'augmentation du revenu social garanti juste avant la crise, associée au fait que celle-ci a fait passer davantage de pauvres au-dessous du seuil de revenu minimal ouvrant droit à l'aide sociale (tableau 2.1; graphique 2.15, partie B).
- De même, la contribution des prestations d'aide sociale à la réduction de l'écart de pauvreté s'est accrue, à mesure que le revenu médian des pauvres a diminué, pour passer de 9 % en moyenne entre 2004 et 2008 à près de 21 % en 2012. Les prestations d'aide sociale ont couvert en grande partie les besoins de subsistance des pauvres : leur part dans le budget des pauvres, qui représentait 20 % en moyenne entre 2004 et 2008, se situait à plus de 30 % en 2012 après avoir culminé à 40 % en 2009 (graphique 2.15, parties C et D).
- L'efficacité du système s'est également améliorée. Les fuites de l'aide vers les non-pauvres ont reculé, pour revenir de 50 % en 2005 à 30 % en 2012 (Avram, 2015).

Mais le système d'aide sociale n'assure pas un niveau de revenu suffisant pour atténuer sensiblement la pauvreté. Le niveau maximal des prestations est de 24 % du revenu médian, contre 40 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (graphique 2.16), ce qui est inférieur au seuil de pauvreté absolue estimé juste avant la crise par Zabarauskaite (2008), lequel, selon les dernières estimations de Lazutka (2015), ne couvre que les dépenses de nourriture. En outre, les prestations diminuent au fil du temps pour les bénéficiaires de longue durée (encadré 2.2). Cette baisse est inhabituelle en comparaison internationale, car les prestations destinées à assurer un revenu minimum sont généralement conçues pour répondre à certains des besoins de subsistance et ne dépendent pas de la durée de leur perception. L'absence d'indexation des prestations est un autre point faible, vu que le niveau inchangé du revenu national garanti depuis 2009 implique une diminution de l'aide en termes réels, encore que, jusqu'à présent, cet effet ait été limité par une inflation modérée. Globalement, il devrait être possible d'accroître le niveau des prestations, tout en mettant en œuvre en parallèle des programmes de soutien à l'emploi plus performants.

Améliorer les incitations financières au retour à l'emploi

L'augmentation du niveau des prestations pour mieux protéger les pauvres ne devrait pas intervenir au détriment des incitations financières au retour à l'emploi. Le faible niveau des prestations en Lituanie constitue une importante motivation financière à l'exercice d'un emploi. Cependant, l'arrêt complet des prestations lors du retour sur le marché du travail génère des incitations financières négatives, car cela revient, dans la pratique, à effectuer sur le revenu supplémentaire un prélèvement correspondant à 100 % des prestations reçues précédemment. Ce phénomène est très marqué en Lituanie, où il a été observé que l'imposition effective dans le bas de la distribution était plus élevée que pour les autres quintiles (graphique 2.17; Navicke, 2015, Latzuka and Poviliunas, 2010). En outre, le retrait automatique des prestations, associé à un bas niveau d'aide, peut également constituer une

Encadré 2.2. Principales caractéristiques du programme d'aide sociale

La prestation d'aide sociale est soumise à conditions de ressources et est versée si la valeur des biens ne dépasse pas la valeur moyenne fixée pour le lieu de résidence et si le revenu mensuel est inférieur au niveau du revenu national garanti. Des critères supplémentaires concernant le patrimoine sont également pris en compte.

La prestation d'aide sociale pour les pauvres est égale à 100 % de la différence entre le revenu national garanti par personne et par mois et le revenu effectif pour une famille (personnes vivant ensemble), à 80 % de la différence pour le deuxième membre de la famille et à 70 % pour le troisième membre et tous les membres supplémentaires. Avant 2012, le ratio était de 90 % du revenu minimum garanti pour tous les membres de la famille.

Depuis 2012, la prestation d'aide sociale fait l'objet d'une réduction progressive dans le temps au-delà de 12 mois de versement. Elle est réduite de 20 % entre le 12^e et le 24^e mois, de 30 % entre le 24^e et 36^e mois, de 40 % entre le 36^e et le 48^e mois et de 50 % entre le 48^e et le 60^e mois.

Après 60 mois, elle n'est plus versée pendant une période de 24 mois (à l'exception des aides destinées aux enfants jeunes ou aux enfants plus âgés qui poursuivent des études dans le programme d'enseignement général, ces dernières étant versées pendant la durée du programme et jusqu'au 1^{er} septembre de l'année où celui-ci se termine).

Les bénéficiaires des prestations doivent être enregistrés auprès du service public de l'emploi local.

Le système d'aide sociale est géré et financé par les municipalités depuis 2015.

L'administration de la municipalité est habilitée à surseoir à la réduction du montant de la prestation sociale, si le service de l'emploi de la Lituanie ou le service national de l'emploi d'un autre État ne propose pas d'emploi à l'intéressé et si celui-ci n'est pas admis à participer à des mesures actives du marché du travail pendant la période où la prestation sociale lui est versée.

Des programmes protection-travail ont été établis qui exigent des bénéficiaires de l'aide sociale qu'ils travaillent pour la municipalité (40 heures par mois).

Des prestations liées à l'exercice d'un emploi ont été introduites : elles correspondent à 50 % des prestations reçues avant le retour à l'emploi et sont versées pendant six mois après un chômage de longue durée.

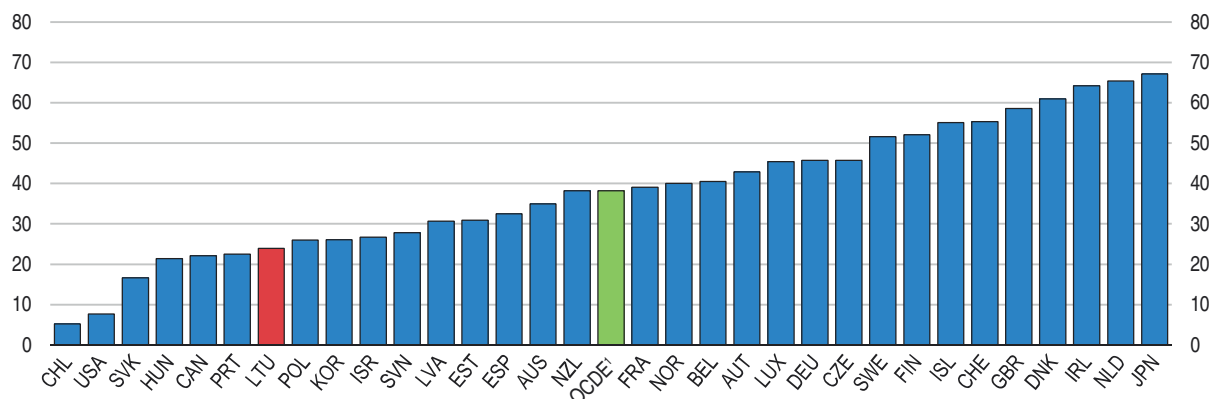
Source : Lazutka (2014b) et ministère de la Sécurité sociale et du Travail (2015)

incitation à compléter l'aide sociale par des revenus tirés d'une activité informelle. La mise en place de prestations liées à l'exercice d'un emploi pour les chômeurs de longue durée bénéficiaires de l'aide sociale a contribué à réduire ces effets pervers (encadré 2.3). Toutefois, ce complément de revenu d'activité n'est versé que pendant six mois et ne couvre que les bénéficiaires de l'aide sociale qui étaient des chômeurs de longue durée. Une extension de la durée et de la couverture des prestations liées à l'exercice d'un emploi devrait être envisagée par les autorités, en accompagnant, toutefois, cette mesure de solides programmes de recherche d'emploi et de réemploi.

Le risque d'entrée dans une trappe à l'inactivité dépend également de la taille de la famille (graphique 17, parties C et D). En effet, les échelles d'équivalence sont relativement généreuses pour les membres des ménages : alors que l'aide pour les célibataires est insuffisante à 20 % du revenu médian, l'aide reçue par un couple marié avec deux enfants

Graphique 2.16. **Le niveau du revenu minimum est relativement faible**

Valeur du revenu minimum net en % du revenu médian des ménages, 2013



Note : Données concernant les célibataires, sans enfants, qui répondent aux conditions requises pour recevoir une aide sociale.

1. Niveau médian de l'OCDE.

Source : OCDE, modèles impôts-prestations.

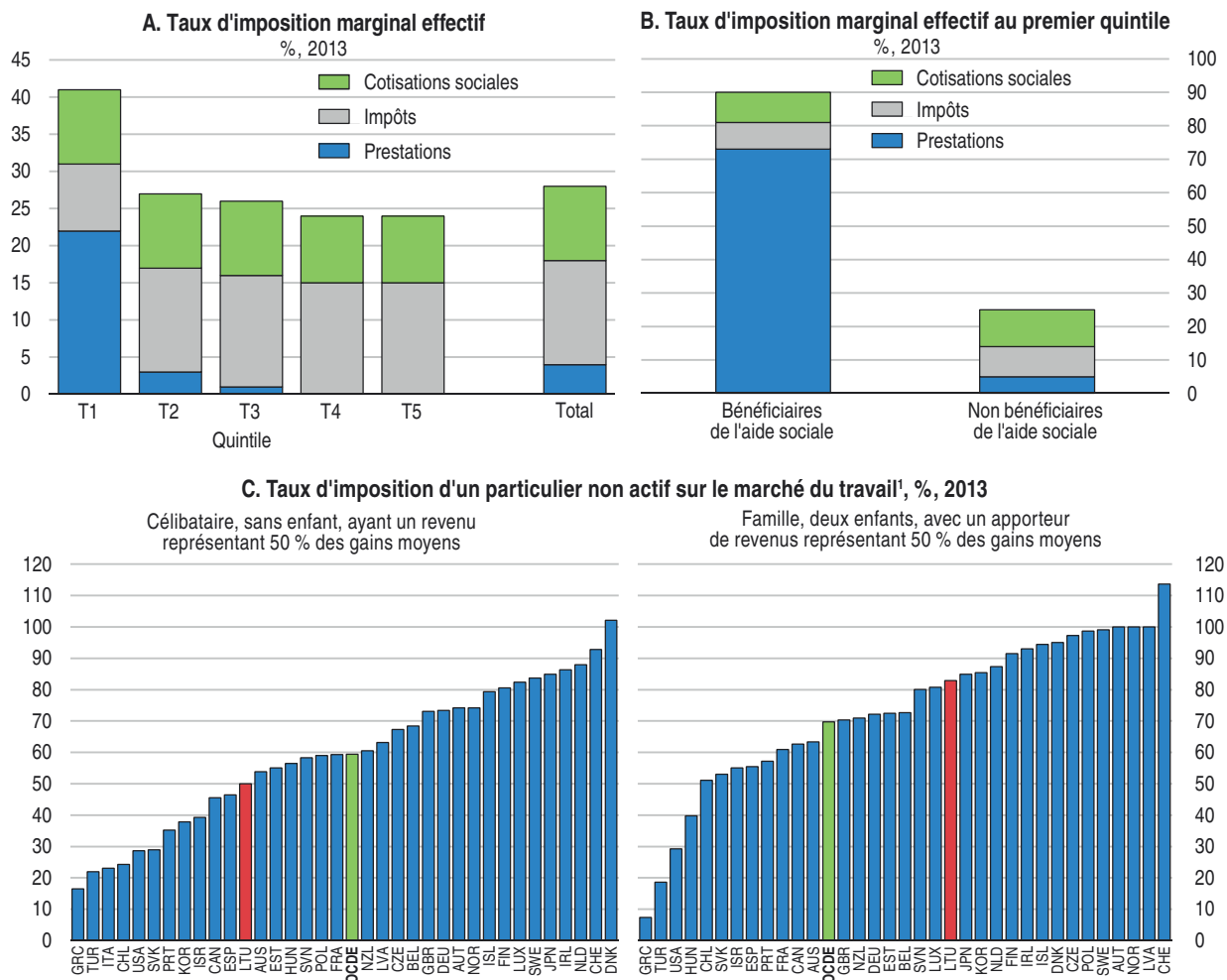
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339175>

atteint 42 % du revenu médian (base de données de l'OCDE sur les bénéficiaires de prestations sociales). Ainsi, passer de l'inactivité à l'exercice d'un emploi rémunéré aux deux tiers du salaire moyen pourrait générer une perte pouvant aller jusqu'à 83 % du revenu supplémentaire pour les ménages, alors que cette perte est seulement de 50 % pour les célibataires (tableau 2.2). Plusieurs options sont possibles pour réduire cet effet sans porter atteinte à l'aide aux familles nombreuses et risquer ce faisant d'accroître les inégalités. Tout d'abord, une hausse du niveau de la prestation de base, telle qu'examinée ci-dessus, pourrait s'accompagner d'un nivellement de l'échelle pour les ménages. Ensuite, les prestations liées à l'exercice d'une activité pourraient être conçues de façon à favoriser le deuxième apporteur de revenu, qui est généralement plus sensible aux incitations financières dans la mesure où des structures d'accueil pour les enfants existent (Immerovoll and Pearson, 2009; OECD, 2005; de Boer et al 2015)

Repenser les politiques de soutien à l'emploi pour les plus vulnérables


Tous les bénéficiaires de l'aide sociale aptes au travail doivent être enregistrés auprès de leur service local de l'emploi. Le fait que cet enregistrement soit également obligatoire pour bénéficier de la couverture d'assurance maladie publique est fortement incitatif. Cependant, les politiques actives du marché du travail sont à la charge des services publics de l'emploi, alors que les prestations d'aide sociale relèvent des municipalités. Un renforcement de la coopération entre le personnel des services publics de l'emploi et les agents des municipalités chargés de la protection sociale permettrait d'améliorer l'efficacité des programmes de retour au travail, notamment pour les individus faisant face à des obstacles significatifs ou multiples à l'emploi qui peuvent avoir besoin d'un soutien intensif et bien coordonné. De tels partenariats, établis par exemple en Irlande, en Finlande et en Suède ont fait la preuve de leur efficacité (OECD, 2013b). L'expérience internationale amène à penser qu'une équipe de travail multidisciplinaire, comportant un agent de la protection sociale, un spécialiste de la santé, des psychologues et des conseillers en matière d'emploi, est le meilleur moyen de lutter contre l'exclusion sociale. L'expérience récente de la Norvège, qui conjugue aide financière et solides programmes de réemploi

Graphique 2.17. **Les incitations financières à l'acceptation d'un emploi sont plus faibles à l'extrémité inférieure de la distribution des revenus et pour les familles de grande taille**



1. Le taux d'imposition effectif moyen permet d'évaluer dans quelle mesure les impôts et prestations réduisent l'avantage financier en cas de passage de l'inactivité à l'emploi. Les estimations présentées ici concernent une personne ne percevant pas de prestations de chômage (parce que ses droits à prestations sont épuisés, par exemple). En revanche, les ménages sont supposés avoir accès à l'aide sociale et à d'autres prestations soumises à conditions de ressources s'ils remplissent les conditions de revenus applicables. Lorsque le bénéficiaire de ces aides en situation d'inactivité est assujéti à des critères de recherche d'emploi (justifier d'une recherche active ou être « disponible pour travailler »), ces critères sont réputés satisfaits. Les aides monétaires au logement sont calculées sur la base d'un loyer sur le marché privé, charges comprises, équivalent à 20 % du salaire à temps plein, quel que soit le type de famille. Le pourcentage du salaire moyen correspond aux rémunérations perçues pour un emploi à temps plein par une personne passant de l'inactivité à l'emploi.

Source : Navicke, 2015; OCDE, modèles impôts-prestations.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339185>

pour les personnes à haut risque d'exclusion sociale dans le cadre du Programme de qualifications, même si elle est coûteuse, est intéressante car elle a augmenté de 18 % le taux d'emploi des participants difficiles à employer (OECD, 2015b).

Des programmes protection-emploi ont été mis en place pour lutter contre la dépendance des bénéficiaires de l'aide sociale à l'égard des prestations et pour lutter contre la fraude car les travailleurs du secteur informel devraient avoir des difficultés à concilier leur activité avec les exigences des municipalités (Lazutka, 2014a). Ces programmes sont ciblés sur les chômeurs de longue durée et le travail social est

Encadré 2.3. Valoriser le travail : les prestations complémentaires du revenu d'activité dans les pays de l'OCDE

Objectif

Les prestations liées à l'exercice d'un emploi renforcent l'incitation à travailler en creusant l'écart de revenu entre activité et inactivité. Elles sont généralement ciblées sur les groupes à faible revenu et doivent donc être progressivement diminuées lorsque le revenu augmente. Ce mécanisme peut amener les bénéficiaires à éviter de travailler plus d'heures et de passer à des emplois mieux rémunérés. Cependant, l'effet positif sur la marge extensive (retour à l'emploi) est habituellement plus marqué que l'effet négatif potentiel sur la marge intensive (réduction du nombre d'heures travaillées). En outre, ces prestations peuvent réduire l'incitation à sous-déclarer les salaires.

Les prestations liées à l'exercice d'un emploi peuvent avoir des effets redistributifs importants en réduisant la pauvreté et les inégalités parmi les travailleurs. Ce résultat est particulièrement notable lorsque l'inégalité des salaires est forte, car le ciblage est alors plus facile. En raison de ses effets souhaitables sur les incitations au travail, cet instrument a un bon rapport efficacité-coût en comparaison avec d'autres types de transfert de revenu.

Conception

Les prestations liées à l'exercice d'un emploi peuvent revêtir diverses formes, notamment un paiement forfaitaire, des transferts liés aux salaires ou un crédit d'impôt. La conception du mécanisme diffère en fonction de l'objectif, à savoir réduire la pauvreté au niveau des ménages, tout en améliorant les incitations au travail ou essentiellement renforcer les incitations à travailler des personnes inactives ou au chômage.

Les critères déterminant le montant des prestations et leur réduction progressive ont un effet important sur les comportements:

- Les prestations assises sur les revenus salariaux supplémentaires peuvent favoriser l'emploi pour obtenir un revenu complémentaire mais décourager l'augmentation du nombre d'heures travaillées.
- Une réduction progressive trop rapide nuit sans doute à l'intérêt de travailler plus. Par exemple, il a été constaté que le revenu net d'un parent allemand isolé est identique si celui-ci gagne 15 % ou 60 % du salaire moyen.

La durée varie en fonction de l'objectif:

- Les prestations transitoires servies pendant une durée limitée après l'embauche (comme en Australie, en Belgique et au Canada) ont pour objectif de faciliter la transition vers l'emploi ;
- Les prestations permanentes peuvent être versées aussi longtemps que le bénéficiaire remplit les critères d'admissibilité requis (comme en Belgique, en Finlande, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni). Elles peuvent revêtir diverses formes : avantages fiscaux, exonérations de cotisations de sécurité sociale et crédits d'impôt remboursables. Contrairement aux prestations transitoires, elles ont un effet plus marqué sur les taux de pauvreté dans l'emploi et sur la distribution des revenus.

Importance de l'effet potentiel

Il a été établi qu'en moyenne, une variation de 1 % de l'écart entre le revenu d'activité et le revenu d'inactivité accroît le taux d'activité de 0.2 %. L'élasticité est supérieure pour les femmes et les parents isolés, pour lesquels elle a été estimée à 0.3 et 1. Le fait d'avoir des enfants pour les femmes et d'avoir un faible niveau de formation accroît également le coefficient d'élasticité. Cette élasticité doit cependant être considérée avec prudence, car elle repose sur des études portant sur une période où les résultats du marché du travail étaient satisfaisants (Immervoll and Pearson, 2009).

Les estimations établies précédemment étaient encore plus élevées. Les premières études au niveau des pays l'OCDE ont montré qu'une réduction de 20 % du taux effectif moyen d'imposition augmente de 10 % la probabilité de passer du chômage à l'emploi. L'effet le plus marqué a été constaté pour les deuxièmes apporteurs de revenu (OECD, 2005).

L'effet potentiel est plus élevé lorsque le niveau du salaire est faible.

Source : Immervoll and Pearson (2009), Immervoll and Scarpetta (2012).

Tableau 2.2. **L'incitation financière au retour à l'emploi dépend de la situation familiale**

Partie A. Montant mensuel des prestations d'aide sociale en espèces pour les ménages sans autre moyen de subsistance

Type de famille	Euros
Célibataire	101
Parent isolé, 1 enfant	182
Parent isolé, 2 enfants	253
Couple sans enfant	182
Couple avec 1 enfant	253
Couple avec 2 enfants	324
Couple avec 3 enfants	395

Partie B. Taux moyen d'imposition effectif pour l'exercice d'un emploi rémunéré 67 % du salaire moyen^{1, 2}

	Célibataire	Couple marié avec un seul revenu	Couple marié avec deux revenus	Célibataire	Couple marié avec un seul revenu	Couple marié avec deux revenus
	Pas d'enfant			2 enfants		
	Lituanie	50	75	18	64	83
Moyenne de l'OCDE	59	68	26	59	69	35

1. Le taux d'imposition effectif moyen permet d'évaluer dans quelle mesure les prélèvements et les transferts réduisent l'avantage financier en cas de passage de l'inactivité à l'emploi.

2. Individu n'ayant pas droit aux allocations de chômage, mais ayant droit à l'aide sociale.

Source : Latzutka, 2014b; OCDE, *Salaires et prestations*.

non-rémunéré et obligatoire pour ceux qui sont désignés par les municipalités pour y participer. Jusqu'à un tiers des bénéficiaires de l'aide sociale sont couverts par ce type de programmes (EC, 2015a). Il ressort, cependant, de l'expérience internationale que leur efficacité dans l'amélioration de l'employabilité des bénéficiaires est limitée (Crisp and Fletcher, 2008). Les municipalités devraient donc s'attacher plutôt, en coopération avec les services publics de l'emploi, à faire participer les bénéficiaires à des programmes qui améliorent la productivité.

Les sanctions imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale qui ne se conforment pas aux exigences semblent strictes en Lituanie, alors que des sanctions sévères risquent d'exclure les plus nécessiteux. En Lituanie, toutes les sanctions impliquent soit une suspension pendant au moins trois mois soit la résiliation des prestations (tableau 2.3), ce qui est sévère en comparaison avec d'autres pays de l'OCDE, qui se contentent de réduire la prestation ou, au pire, de la suspendre jusqu'à ce que les conditions soient remplies. Dans le même ordre d'idées, l'absence des bénéficiaires de l'aide sociale à un entretien entraîne un arrêt des prestations pendant six mois en Lituanie, mais seulement une suspension dans de nombreux autres pays de l'OCDE. Il semble que les sanctions pourraient être repensées et conçues de manière plus équilibrée, eu égard aux données internationales indiquant que la simple menace de sanctions relativement mineures peut être efficace pour garantir le respect des critères d'admissibilité pertinents (Immervoll, 2009). Le décrochage des bénéficiaires vulnérables n'est pas souhaitable. Leur imposer une forte conditionnalité en termes de recherche d'emploi, alors que certains ne sont pas en mesure de travailler ne peut qu'aboutir à une réduction des effectifs de

Tableau 2.3. **Sanctions imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale qui ne satisfont pas aux conditions en Lituanie**

Condition non respectée	Sanction	Durée
Non-déclaration d'un changement dans la composition du ménage ou d'une modification du revenu	Suspension pour les adultes	3 mois
Non-participation à des entretiens de préparation au travail ou à des formations, non-acceptation de la participation à des programmes actifs de marché du travail, non-acceptation des offres de travail ¹	Suppression	3 mois
Notification par des organismes publics de contrôle d'activités non déclarées et/ou de revenus non déclarés	Suspension pour les adultes	6 mois
Non-recours à toutes les possibilités de recevoir des revenus de toutes les sources envisageables (par exemple, pension alimentaire d'un parent vivant séparément, autres prestations du système de protection sociale)	Suspension pour les adultes	Jusqu'à ce que la condition soit respectée
Non-participation à des activités communautaires utiles (certaines non rémunérées) organisées par la municipalité	Suspension pour les adultes	Jusqu'à ce que la condition soit respectée

1. Toutefois, la municipalité peut évaluer, individuellement, les raisons de la non-conformité et suspendre la sanction
 Source : Lazutka, 2014a, ministère de la Sécurité sociale et du Travail.

demandeurs de prestations, les exposant encore davantage à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Les personnes concernées ont besoin de recevoir un soutien supplémentaire de la part de travailleurs sociaux plus nombreux et plus disponibles. Dans certains cas, leur participation obligatoire à des programmes qui améliorent leur employabilité peut être indiquée (encadré 2.4).

Encadré 2.4. **Stratégies pour améliorer le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale**

Encourager l'autonomie tout en fournissant une aide adéquate

- Assortir de conditions le versement de prestations contribue à réduire la dépendance à l'égard de ces prestations et évite un cercle vicieux de faibles incitations au travail et de faible employabilité. Mais des conditions d'admissibilité strictes peuvent conduire certains individus à quitter le système sans avoir un emploi, ce qui comporte plusieurs risques :
 - ❖ une plus grande pauvreté, notamment lorsque l'aide sociale représente une aide financière de dernier recours;
 - ❖ une diminution de l'efficacité des politiques axées sur l'emploi du fait de l'accès réduit aux mesures d'intégration;
 - ❖ une plus grande exclusion des plus nécessiteux qui sont prêts à se conformer aux conditions imposées, mais ne sont pas en mesure de le faire.
- Les notions de responsabilité individuelle et d'obligations mutuelles sont sujettes à controverses lorsque les intéressés ont beaucoup de mal à trouver un travail rémunéré. Le risque consiste à appliquer des sanctions pour non-respect des exigences en matière de travail à des individus qui ne sont pas prêts à travailler. Les données d'expérience internationales montrent qu'il est absolument indispensable de tenir compte de la situation de chacun.

Encadré 2.4. **Stratégies pour améliorer le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale** (suite)

Concevoir des programmes de réemploi efficaces

- Assurer de solides capacités de prestation de services est essentiel car les bénéficiaires de l'aide sociale ont moins de probabilité (que les chômeurs) de mener à bien une activité de recherche d'emploi indépendante.
- Des obligations en matière de recherche d'emploi assorties de sanctions modérées se sont révélées efficaces pour favoriser la transition au travail. Aux Pays-Bas, par exemple, des sanctions temporaires, pouvant aller jusqu'à la suppression de 20 % des prestations à Rotterdam, ont permis de doubler les taux de transition de la protection sociale au travail.
- Les individus qui ne sont pas prêts à travailler devraient pouvoir participer à des programmes qui améliorent leur employabilité. Les activités obligatoires de conseil menées au Danemark et en Norvège, malgré les importants efforts en temps qu'elles nécessitent, ont réduit les obstacles à l'emploi sans générer l'effet de verrouillage qui aurait pu résulter de la faible employabilité initiale des participants.
- Les incidences des programmes protection-travail sont partagées. En Allemagne, on a constaté que le programme « un emploi à un euro » n'avait qu'une faible incidence sur l'employabilité à long terme. En revanche, le Nouveau pacte pour les jeunes du Royaume-Uni, qui reposait sur l'emploi dans le secteur privé, s'est révélé plus performant.

Source : Immervoll, 2009b

Suite à la décentralisation de l'aide sociale, qui a débuté en 2012, les municipalités sont pleinement responsables de l'administration de l'aide sociale et de l'allocation des fonds. Depuis 2015, elles ont également la charge du financement de ce programme, ce qui s'est accompagné d'une baisse importante du nombre de bénéficiaires de l'aide. Les grandes différences entre les municipalités pour ce qui est de l'attribution des prestations d'aide sociale aux pauvres, même en tenant compte des divergences du marché du travail et des divergences démographiques, amènent à penser qu'il existe des différences dans la façon dont les pauvres sont couverts malgré les dispositions de la loi (Lazutka, 2014a). La décentralisation rend le système plus sensible aux conditions locales, mais il faut veiller à ce que l'égalité d'accès à l'aide sociale soit garantie. L'établissement d'une procédure de recours transparente et efficace serait un moyen d'assurer que nul n'est laissé de côté et permettrait d'apporter des preuves de la fréquence des sanctions injustifiées et des différences de capacité entre les municipalités pour traiter les cas complexes (Immervoll, 2009). Une analyse plus poussée de la diminution des effectifs de bénéficiaires de l'aide sociale est nécessaire. Le suivi actuel des modes de réception de l'aide sociale et de la durée des prestations devrait permettre de mieux comprendre le profil des bénéficiaires et des périodes de versement dans chaque municipalité.

Garantir à tous une vie plus longue et en meilleure santé

Un meilleur état de santé et une espérance de vie plus longue pour tous les Litoniens concourraient directement à améliorer le bien-être, l'utilisation de la main-d'œuvre et l'inclusion. L'expérience internationale montre qu'il existe un lien de causalité à double

sens : une bonne santé accroît l'emploi, mais le chômage a tendance à dégrader la santé (Barnay, 2014). Les politiques de santé semblent donc faire partie intégrante d'une stratégie de croissance inclusive en Lituanie. Les priorités sont de renforcer l'équité, l'efficacité et la viabilité à long terme.

L'espérance de vie est faible

Le système de soins de santé de la Lituanie a subi de grandes transformations. Il est passé d'un système entièrement centralisé à un système décentralisé assurant une couverture complète de la population (encadré 2.5). L'espérance de vie s'est accrue de près de cinq ans depuis 1995 et la mortalité infantile est cinq fois inférieure à celle de 1995. Les autorités ont réussi à ramener la proportion de Litoniens faisant état de besoins non satisfaits en matière de soins médicaux de 7 % en 2005 à 3.2 % en 2012, ce qui est moins que la moyenne européenne de 3.6 %. Le pourcentage d'accidents du travail est aussi nettement inférieur à la moyenne de l'UE (1 % contre 3 %).

Encadré 2.5. Principales caractéristiques du financement du système de santé

A la fin des années 90, la Lituanie est passée d'un système principalement financé par les budgets locaux et régionaux à un système financé par le Fonds national d'assurance maladie.

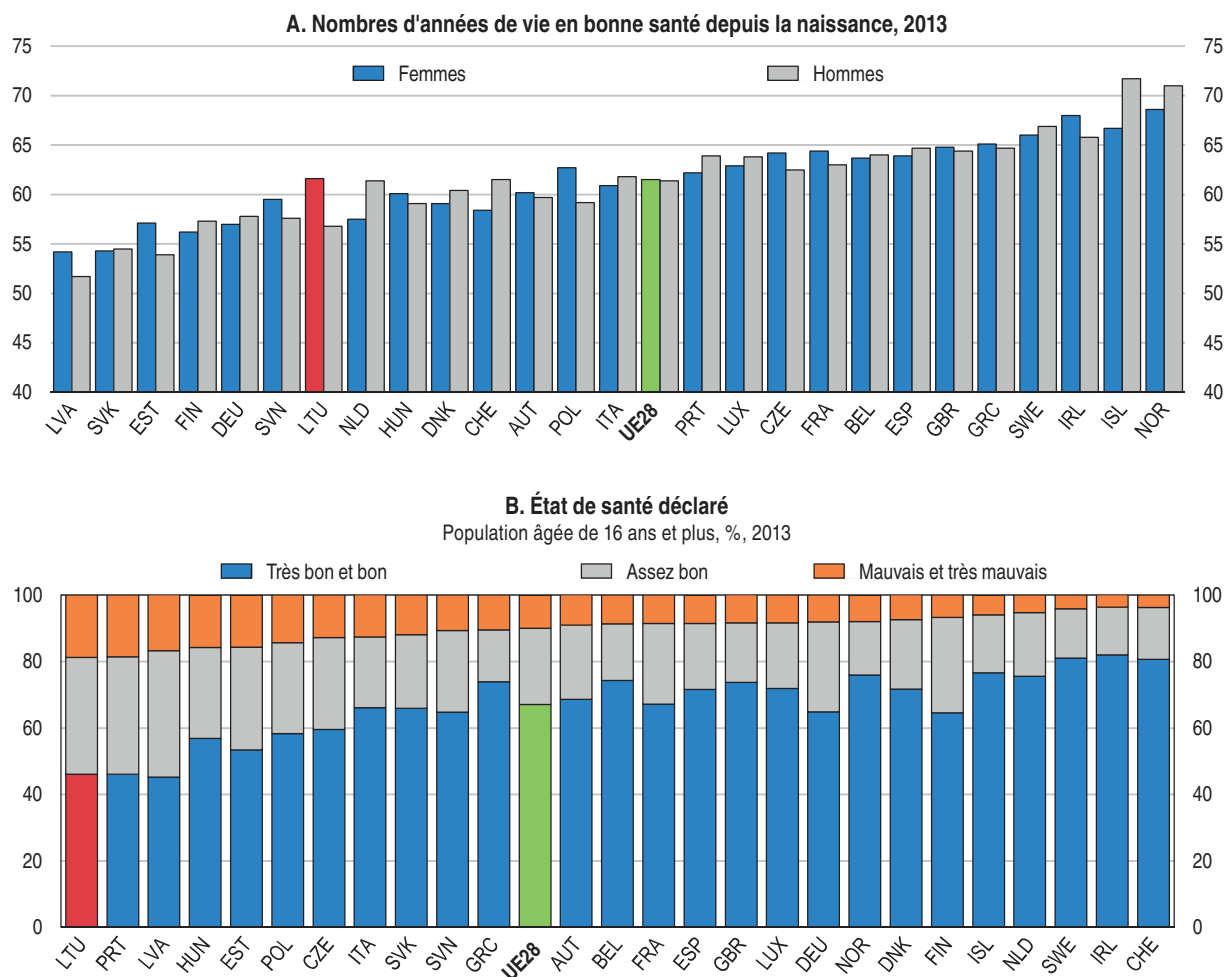
En 2012, les principales sources de financement du système de santé étaient les cotisations de sécurité sociale (58 %), suivies par les versements directs (32 %), le budget des administrations publiques (9 %) et l'assurance privée (1 %).

Tous les résidents et les résidents non permanents salariés doivent acquitter une cotisation d'assurance maladie (6 % du revenu imposable pour les salariés et 9 % pour les travailleurs indépendants), à laquelle s'ajoute un prélèvement de 9 % sur la masse salariale à la charge des employeurs.


L'État prenant en charge les groupes vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes handicapées, chômeurs, personnes en congé de maternité), qui représentent environ 60 % de la population, la couverture du système de santé est universelle.

Source : Murauskiene et al., 2013; OECD, 2014c

Malgré de notables progrès, des difficultés importantes subsistent. Les problèmes de santé semblent être une source majeure d'insatisfaction des Litoniens lorsqu'ils évaluent leur bien-être (voir graphique 2.1). L'espérance de vie, qui est de 74 ans, demeure faible par rapport à la moyenne de 80 ans enregistrée dans la zone OCDE. L'écart entre les sexes est le plus marqué de tous les pays de l'UE, avec une espérance de vie pour les hommes de 68 ans contre 78 ans dans les pays de l'OCDE. Les mauvais résultats en matière de santé ont un impact direct sur l'utilisation du travail, un quart des Litoniens signalant que des problèmes de santé entravaient leurs activités habituelles (OECD, 2014c). Ainsi, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance est relativement faible pour les hommes, alors que les femmes se trouvent dans une situation similaire à la moyenne européenne (graphique 2.18, partie A). Des modes de vie peu sains contribuent au mauvais état de santé : un tiers des hommes fument tous les jours, soit 10 points de plus que la moyenne de l'OCDE, et la consommation d'alcool par habitant est supérieure à celle de tous les pays

Graphique 2.18. **Les indicateurs sanitaires donnent à penser que d'importants progrès sont possibles**

Source : Eurostat, base de données sur la santé.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933339197>

de l'OCDE (OECD, 2015e). Au total, moins de la moitié des Lituanais déclarent avoir un bon ou un très bon état de santé par rapport à plus de deux tiers des Européens en moyenne (graphique 2.18, partie B).

Améliorer la viabilité du système de santé

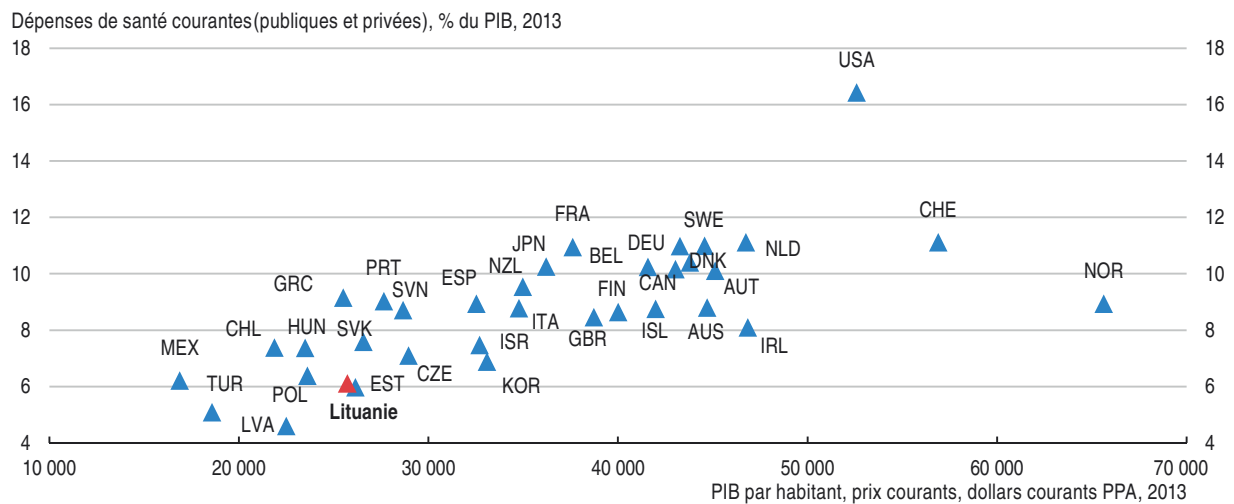
Outre la capacité du système de soins d'améliorer l'état de santé, la viabilité du système à long terme est également une question importante pour la Lituanie, comme pour d'autres pays de l'OCDE (Pisu, 2014). Le vieillissement de la population lituanienne complique le problème : selon la Commission européenne, les dépenses publiques liées aux soins de santé et à la prise en charge de longue durée atteindront 1.8 à 4.5 % du PIB en 2060 (en fonction du scénario de risque; European Commission, 2015b). L'efficacité doit donc être améliorée, tout en gardant un objectif ambitieux en matière d'espérance de vie et en évitant les économies à court terme qui pourraient avoir des coûts élevés à moyen et long terme.


Les dépenses de la Lituanie en matière de soins de santé sont passées de 5.8 % du PIB en 2005 à 6.7 % du PIB en 2012, ce qui représente une augmentation du même ordre que celle enregistrée par les autres pays de la région, mais faible par rapport à la plupart des pays de l'OCDE (graphique 2.19). Des mesures importantes ont déjà été prises pour accroître l'efficacité des dépenses relativement limitées de la Lituanie au titre des soins de santé, y compris grâce à la promotion des soins primaires, la rationalisation du réseau hospitalier et l'amélioration de la gouvernance :

- Depuis 2001, les médecins généralistes contribuent de plus en plus à la réduction des hospitalisations inutiles en agissant en tant que référents. Comme dans les autres pays de l'OCDE, les technologies médicales ont réduit la nécessité de l'hospitalisation et permis l'introduction de soins et d'actes chirurgicaux ambulatoires. Les fonds de l'UE ont été notamment utilisés pour promouvoir ces technologies (Murauskiene et al., 2013).
- La rationalisation du réseau hospitalier a contribué à accroître l'efficacité et la sécurité pour les patients. Suite à une réforme mise en œuvre en 2010-11, les hôpitaux régionaux en particulier doivent satisfaire à deux critères fondamentaux : pratiquer plus de 1 100 interventions chirurgicales majeures et procéder à plus de 300 accouchements par an. Le nombre d'hôpitaux a été ramené de 8.8 lits pour 1 000 habitants en 2000 à 7.3 en 2012. Les économies réalisées du fait de la réorganisation des soins hospitaliers ont été utilisées pour renforcer les options ambulatoires en matière de soins primaires et secondaires, qui ont augmenté de 30 % depuis 2005, en partie grâce à des financements des Fonds structurels de l'UE (Stamati and Baeten, 2014).
- Depuis 2012, la méthode de financement des hôpitaux est fondée sur les groupes homogènes de malades, ce qui a contribué à l'amélioration de l'efficacité-coût dans le réseau hospitalier car les patients de chaque groupe présentent les mêmes signes cliniques et sont censés utiliser le même niveau de ressources hospitalières.
- Les dépenses municipales au titre des soins infirmiers et de la prise en charge de longue durée ont augmenté durant la crise et davantage de services de gériatrie ont été mis en place en 2010. Les personnes âgées ont fait l'objet d'une attention particulière avec la création d'un système intégré de diagnostic, de soins de santé, et de services sociaux, couvrant également les interventions chirurgicales et les soins dentaires (Stamati and Baeten, 2014).

Le réseau hospitalier pourrait encore être rationalisé. La densité de lits d'hôpitaux, estimée à 7.3 lits pour 1 000 habitants en 2012, reste supérieure à la moyenne européenne, qui est de 5.2 lits. Le nombre d'hôpitaux est également relativement élevé, avec 3.5 hôpitaux pour 100 000 habitants, contre 2.7 en moyenne en Europe (base de données de l'OMS). Depuis 2015, les autorités ont lancé la quatrième étape de la consolidation du réseau hospitalier. Des mesures visant à assurer l'égalité d'accès aux soins de santé sur l'ensemble du territoire devraient venir compléter cette réforme, une attention particulière étant accordée aux zones rurales caractérisées par une espérance de vie plus faible (voir ci-dessous). Les soins ambulatoires pourraient être encore développés. Par exemple, 80 % en moyenne des chirurgies de la cataracte ont lieu dans des unités de soins ambulatoires dans les pays européens, de nombreux pays étant proches de 100 %. En Lituanie, le pourcentage d'actes de chirurgie de la cataracte effectués en ambulatoire est plus proche de 20 % (OECD, 2014c).

Graphique 2.19. Les dépenses de santé sont faibles mais comparables à celles des pairs



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933338847>

L'amélioration des infrastructures sanitaires et de la qualité des services de santé exige de nouvelles réformes de la gouvernance pour renforcer la responsabilité des prestataires de soins de santé et des hôpitaux (World Bank, 2009). Les autorités ont fait des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la planification stratégique, en rationalisant les plans stratégiques existants et en améliorant la qualité des systèmes de suivi et d'évaluation. Il est possible de pousser plus loin la notion d'administration ouverte, notamment en rendant plus visibles les résultats des mesures prises par les pouvoirs publics, en impliquant davantage les intervenants et les patients et en encourageant l'utilisation des technologies électroniques dans le secteur de la santé (OECD, 2015c). Des actions ont été engagées pour renforcer la responsabilité des prestataires de soins de santé et des hôpitaux en rendant accessibles au public les informations sur les performances. Par exemple, des informations sur les temps d'attente dans les hôpitaux ont été publiées et, depuis 2012, un ensemble d'indicateurs sont collectés pour évaluer la qualité des soins (Medaïskis and Jankauskiene, 2013). Cependant, aucun classement annuel des hôpitaux n'est publié sur une base régulière. Il est aussi possible d'encourager davantage l'utilisation de la nouvelle infrastructure de santé en ligne afin qu'elle devienne un outil de communication efficace parmi les prestataires de services de santé. Un recours plus fréquent aux dossiers électroniques pourrait notamment se révéler une option doublement gagnante, améliorant la qualité des soins tout en favorisant la maîtrise des dépenses, car ces dossiers facilitent la coordination entre les prestataires, réduisent la duplication des tests et permettent un plus grand contrôle d'une combinaison potentiellement dangereuse de médicaments. Alors que les coûts à court terme constituent des obstacles à leur utilisation, les autorités pourraient prendre en compte l'expérience de la Belgique et du Danemark qui ont fourni des incitations aux médecins à cet effet. Plus important encore, la mise en œuvre de tels outils oblige à assurer la sécurité et la confidentialité des données relatives aux patients. Une attention particulière devrait être accordée à ces questions.

Renforcer les soins primaires et les politiques de prévention

Les soins primaires pourraient contribuer davantage à la réduction de la mortalité évitable, ou du nombre de décès qui pourraient être évités par un diagnostic précoce. Les services de soins primaires sont le premier point de contact avec le système de santé pour de nombreux patients. Pendant la période soviétique, le système de santé de la Lituanie était fondé sur un modèle opérationnel centralisé, fortement réglementé et orienté vers les hôpitaux (système *Semashko*). Depuis 1995, le développement des services de prévention et la médecine générale sont encouragés. Depuis 2001, les patients doivent se faire enregistrer auprès d'un généraliste, qui joue un rôle de référent et de coordonnateur de l'accès aux soins de santé (Murauskiene et al., 2013). Ces mesures se sont traduites par une augmentation du nombre de médecins de famille, qui est passé de 5 pour 10 000 habitants en 2000 à 9 pour 10 000 habitants en 2012. Le développement du réseau de soins primaires a également contribué à réduire les temps d'attente : environ 90 % des centres de soins de santé ont maintenant des temps d'attente pour les consultations de moins de 10 jours ouvrables (Stamati and Baeten, 2014). Le système de rémunération en fonction des résultats qualitatifs incite également les médecins à suivre une politique de prévention. Environ 12 % des revenus des médecins consistent en des primes versées en fonction d'indicateurs tels que le pourcentage des soins assurés à des enfants, la prévention du cancer et le nombre de patients reçus une fois par an pour un contrôle (Jurgutis et al, 2011). Mais la culture de prévention doit être développée davantage. Malgré les progrès réalisés, le système de santé lituanien demeure encore trop fortement attaché aux soins hospitaliers (Murauskiene et al., 2013), ce dont témoigne un taux d'hospitalisation de 22 %, le plus élevé des pays de la région et des pays européens.

Le rôle du personnel infirmier dans la santé préventive pourrait aussi être encore accru, comme cela a été fait en Finlande, au Royaume-Uni et au Canada (OECD, 2014c). Cette politique a fait la preuve de son efficacité dans la réduction des temps d'attente pour les maladies mineures et les soins de santé préventifs. Au Danemark et au Royaume-Uni, des infirmiers peuvent effectuer des visites auprès de patients ayant des affections mineures et leur prescrire des médicaments. La Suède et le Danemark ont également créé des dispensaires dirigées par du personnel infirmier (Masseria et al., 2009). Certaines mesures dans ce sens ont déjà été prises en Lituanie. En 2010, le personnel infirmier assurant des soins à domicile a commencé à traiter les patients ayant des « besoins spéciaux », des équipes étant constituées à cet effet avec les médecins de famille et les professionnels des soins sociaux.

Réduire les inégalités dans l'accès aux soins de santé

La réduction des inégalités en matière de santé permettrait d'améliorer considérablement le bien-être des plus vulnérables ainsi que leur participation au marché du travail. En Lituanie, les importants différentiels de mortalité et les différences observés dans l'état de santé suivant les milieux socio-économiques reflètent les niveaux d'études et les types de profession (Jasilionis and Stankuniene, 2012). Environ 64 % des hommes et 69 % des femmes ayant une formation universitaire évaluent leur santé comme bonne, contre 51 % des hommes et 40 % des femmes ayant suivi des études secondaires (Murauskiene et al., 2013). Les personnes au chômage ou inactives et ayant arrêté leurs études avant le deuxième cycle du secondaire, notamment les ouvriers et les agriculteurs, ont un risque de mortalité sensiblement plus élevé. Il ressort d'un exercice hypothétique consistant à éliminer l'écart de mortalité imputable aux différences de niveau d'études que

35 % des décès seraient ainsi évités chez les hommes. D'après les estimations, les effets sont encore plus marqués pour la mortalité évitable par groupe professionnel ou situation au regard de l'activité (Jasilionis and Stankuniene, 2012).

Les causes de la surmortalité des personnes ayant un moindre niveau d'études sont principalement les maladies cardiovasculaires, les maladies infectieuses et les maladies du système respiratoire, ainsi que les pathologies sociales qui y sont souvent associées (alcoolisme, tabagisme et morts violentes). Cette situation met en évidence la prévalence de modes de vie malsains (tabagisme et consommation d'alcool), de mauvaises conditions psychosociales et d'un manque d'accès à un traitement médical adapté et à la prévention parmi les groupes socio-économiques les plus défavorisés en Lituanie (Jasilionis and Stankuniene, 2012).

Les droits d'accise se sont avérés être un outil efficace pour promouvoir des comportements sains. L'expérience internationale suggère, par exemple, que l'augmentation des taxes est une mesure anti-tabac utile et particulièrement efficace chez les groupes d'âge plus jeunes, ce qui montre que les signaux de prix jouent un rôle important dans le domaine du tabagisme. La hausse des droits d'accise sur les cigarettes, qui sont encore inférieurs à la moyenne européenne, pourrait contribuer à résoudre le problème de la consommation excessive de tabac en Lituanie. Cependant, la marge de manœuvre pour relever les droits d'accise sur l'alcool est réduite car ceux-ci sont déjà supérieurs à la moyenne européenne. En outre, l'efficacité d'une telle taxe peut être réduite par la proximité de la Biélorussie et de la Russie (où l'alcool est moins cher), qui favorise un marché noir des produits alcooliques.

L'accès à des services de haute qualité dans les zones rurales est une priorité importante pour réduire les inégalités en matière de soins de santé en Lituanie. L'espérance de vie est en moyenne de trois ans inférieure dans les zones rurales et 23 communes (sur 60) ont une mortalité due aux maladies circulatoires qui est de 20 % supérieure à la moyenne nationale (ministère de la Santé). Les populations des zones rurales rendent moins souvent visite à leur médecin que les populations des zones urbaines (6.2 visites par an en moyenne, contre 10.2), ce qui s'explique probablement par la faible densité des cabinets médicaux, qui varie de un à sept en Lituanie (Murauskiene, 2013), mais aussi par un plus faible niveau de connaissances en matière de santé. Les autorités ont pris les mesures suivantes pour faire face à ces problèmes :

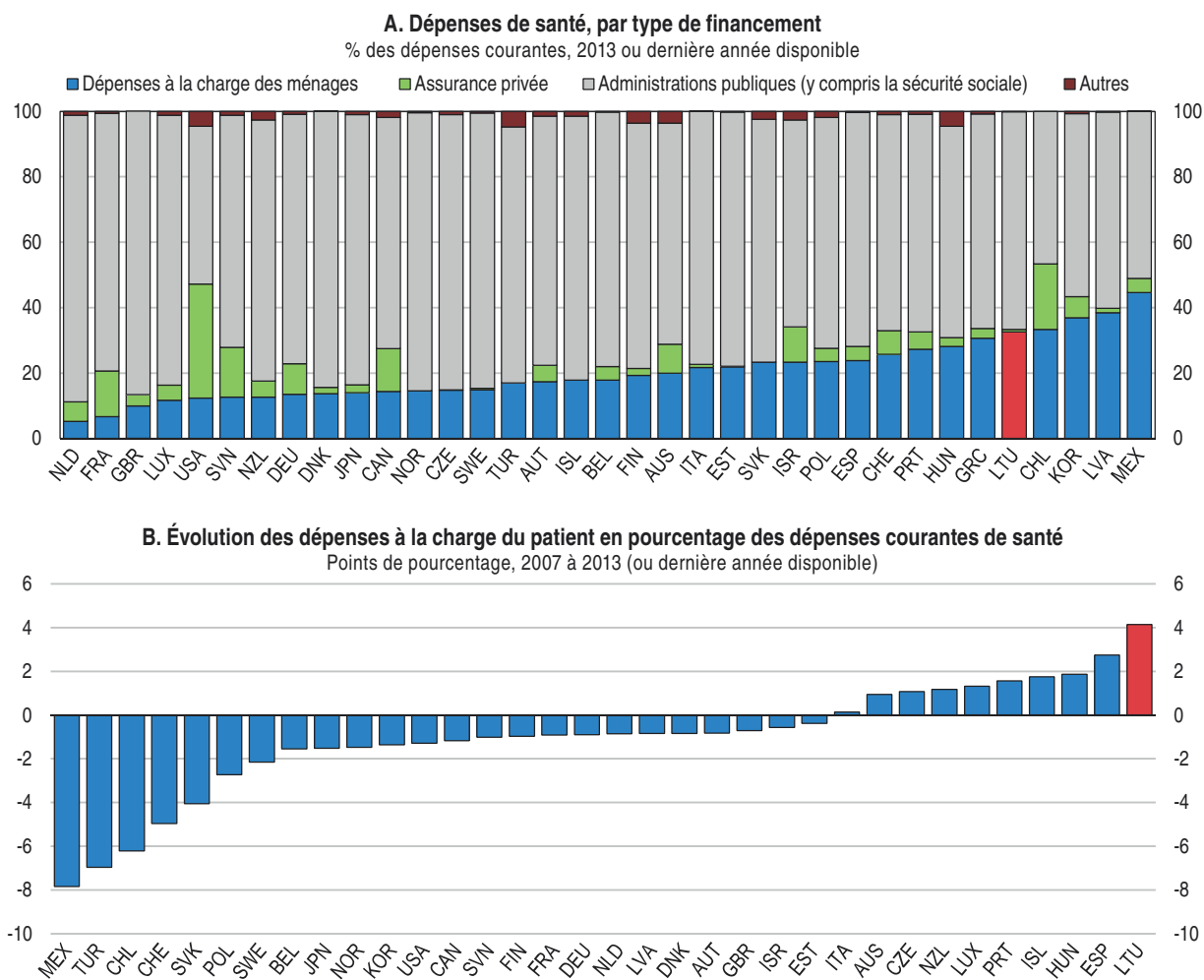
- Le programme de santé de la Lituanie 2014-25 prévoit la mise au point d'un système de suivi des inégalités pour mieux cibler les populations à risque ainsi que le déploiement d'une politique de santé intégrée, associant les autorités sanitaires, éducatives et sociales. Des actions spécifiques visent les municipalités ayant le taux de mortalité prématurée et le pourcentage de population à risque les plus élevés. Depuis janvier 2014, les activités de santé publique sont encouragées dans l'éducation préscolaire, l'enseignement général et la formation professionnelle. Des politiques de santé publique ont aussi été adoptées en 2002 et 42 bureaux municipaux de la santé publique sont maintenant en charge du suivi et de l'amélioration de l'état de santé au niveau local.
- La rareté de certains équipements de santé peut également réduire l'accès à des soins de qualité, surtout lorsqu'elle est associée à de larges variations régionales. Par exemple, en 2010, on dénombrait en Lituanie 5 unités d'IRM par million d'habitants, soit la moitié de la moyenne de l'UE (Murauskiene et al., 2013). Les fonds de l'UE ont beaucoup contribué à l'amélioration de la qualité des services de santé dans les zones rurales et à

l'adoption d'installations et d'équipements technologiquement avancés. Avec des apports en capital de 1.5 milliard d'euros entre 2004 et 2013, ces fonds ont été la principale source d'investissement dans le secteur de la santé (ministère de la Santé) et ont notamment permis d'aligner le nombre d'IRM et de scanners par habitant sur la moyenne européenne (OECD, 2014c).

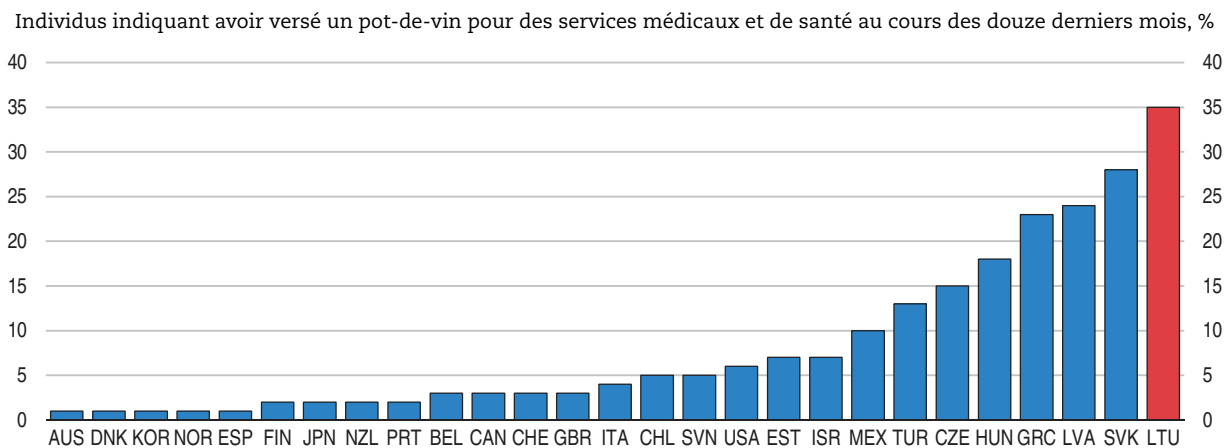
- Durant les années 90, la responsabilité de la fourniture d'une partie importante des soins de santé primaires par des centres spécialisés, des polycliniques et de l'administration des hôpitaux de petite taille et de taille moyenne a été transférée aux municipalités (Medaiskis and Jankauskiene, 2013). Depuis 2011, on a observé un retour à une plus grande centralisation, avec une réduction du rôle des comtés dans l'administration des hôpitaux. Cette réforme a probablement contribué à l'amélioration de la qualité des soins de santé, car les 60 municipalités lituaniennes comptant entre 5 000 et 50 000 habitants ne disposent pas toujours des capacités requises pour gérer efficacement ces installations (Murauskiene et al., 2013).

Le niveau élevé des co-paiements, qui représentent, selon les estimations, près d'un tiers des dépenses de santé en Lituanie, contribue aussi sans doute aux inégalités en matière de santé (graphique 2.20). Les trois-quarts de ces co-paiements concernent les dépenses pharmaceutiques. Les médicaments sont remboursés pour certains groupes de la population (enfants, retraités, personnes handicapées et certaines pathologies), mais d'autres sont intégralement à la charge des patients, ce qui entraîne d'importants paiements directs. Plusieurs plans adoptés depuis 2009 pour réduire les prix et améliorer l'accessibilité ont permis de diminuer le coût d'une ordonnance d'environ 13 % entre 2009 et 2011. Le prix des produits génériques a été réduit de 30 % et 20 d'entre eux figurent désormais sur la liste des médicaments remboursables (Stamati and Baeten, 2014). Les mesures visant à réduire les dépenses pharmaceutiques ont impliqué tous les acteurs du marché et ont consisté notamment à limiter les majorations possibles, à unifier les prix de détail, à libéraliser les conditions d'importation et à promouvoir la prescription de la quantité exacte de produits médicaux. Malgré ces progrès, la Lituanie reste l'un des pays qui ont connu la plus forte augmentation du niveau de participation des patients au coût des soins entre 2007 et 2013 (graphique 2.20). Promouvoir davantage l'utilisation des médicaments génériques pourrait contribuer à réduire les paiements directs (IMF, 2015).

La lutte contre la corruption est un autre domaine crucial pour la promotion d'une plus grande inclusivité dans le domaine de la santé en Lituanie. Des études récentes indiquent que 35 % à 50 % des Lituaniens ont déjà payé des pots-de-vin en contrepartie de soins (OECD, 2015c, Stepurko et al., 2015, graphique 2.21). Les paiements informels en liquide sont sources d'inégalité et reflètent l'incapacité d'assurer à tous des soins de qualité. La valeur médiane de chacun de ces paiements est élevée, représentant, selon les estimations, un salaire minimum annuel (Stepurko et al., 2015). Les paiements informels sont plus fréquents dans le cas des patients hospitalisés que dans le cas des patients en soins ambulatoires (Murauskiene et al., 2013). La lutte contre la corruption dans le secteur de la santé figure parmi les priorités des autorités qui ont déjà pris des mesures pour modifier les comportements, en réduisant la tolérance aux pots-de-vin et aux cadeaux, en rendant obligatoire la déclaration des revenus/intérêts supplémentaires par les médecins, les dentistes et les pharmaciens spécialisés et en mettant en place une ligne téléphonique dédiée pour signaler les paiements informels.

Graphique 2.20. **Les paiements à la charge du patient sont élevés et croissants**

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339217>Graphique 2.21. **Une grande partie des Litvaniens font état de paiements informels dans le secteur de la santé**

Source : Transparency International, Baromètre mondial de la corruption, 2013.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933339220>

Recommandations pour favoriser une croissance inclusive

Favoriser la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité

- Améliorer le caractère inclusif du marché du travail en proposant un complément de revenu d'activité aux salariés modestes et en développant l'accès à la formation continue.
- Abaisser les cotisations sociales à la charge des employeurs sur les salariés peu qualifiés tout en maintenant leurs droits.
- Assouplir la législation sur la protection de l'emploi en réduisant les restrictions existantes sur les licenciements individuels et sur le recours aux contrats temporaires, et veiller à l'application de la loi.

Fournir une aide adéquate aux chômeurs

- Mettre en œuvre les dispositions prévues au titre du "Nouveau modèle social" afin de réformer la réglementation du travail et l'aide au revenu temporaire dispensée aux chômeurs.
- Renforcer les programmes actifs du marché du travail et la capacité des services publics de l'emploi de mener des actions efficaces d'aide au retour à l'emploi, en particulier dans le domaine de la formation.

Rendre l'aide sociale plus efficace dans la réduction de la pauvreté

- Augmenter la garantie de ressources des bénéficiaires de l'aide sociale tout en renforçant les incitations à travailler.
- Consentir des prestations liées à l'exercice d'un emploi à un plus large éventail de chômeurs qui retrouvent un emploi, en particulier les seconds apporteurs de revenu des familles nombreuses et les bénéficiaires de l'aide sociale qui ne sont actuellement pas admissibles à ces prestations.
- Favoriser le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale grâce à la promotion de programmes communs entre les services publics de l'emploi et les municipalités.
- Réexaminer les sanctions imposées afin que les bénéficiaires qui sont désireux de respecter les règles mais qui ne sont pas en mesure de le faire ne soient pas encore plus affaiblis.

Garantir à tous une vie plus longue et en meilleure santé

- Continuer de promouvoir des modes de vie sains et de développer les services de soins primaires, surtout dans les zones rurales par le biais des médecins généralistes, renforcer le rôle du personnel infirmier et le réseau de bureaux de la santé publique mis en place récemment.
- Accroître l'efficacité du secteur de la santé et l'efficacité des politiques de santé en continuant de regrouper les établissements hospitaliers et en élargissant la portée de la nouvelle infrastructure de santé en ligne, dans le respect de la confidentialité des données.

Bibliographie

- Andrews D. and Cingano F. (2014), « Public Policy and Resource Allocation: Evidence from Firms in OECD Countries », *Economic Policy*, Vol. 29, No. 78.
- Arslan, C. et al. (2014), « A New Profile of Migrants in the Aftermath of the Recent Economic Crisis », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 160, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5jxt2t3nnjr5-en>.
- Avram S. (2013), *Outcomes of Social Assistance in Central and Eastern Europe: A pre-transfer post-transfer comparison*, Institute for Social Economic Research working paper, No. 2013-08.
- Avram S. et al. (2015), *Options for reforming out-of-work benefits and strengthening work incentives in Lithuania*, *Technical Background Paper for the OECD Economic Assessment of Lithuania*.
- Barnay (2014), *Health work and working conditions: a review of the European economic literature*, *OECD working paper*.
- Boone J. and J.C. van Ours (2004), « Effective Active Labour market Policies », *IZA Discussion paper*, No. 1335.
- Bassanini, A and R. Duval (2006), « Employment Patterns in OECD Countries: Reassessing the Role of Policies and Institutions. » *OECD Economics Department Working Papers*, No. 86, OECD Publishing.
- Bassanini et al. (2005), « Workplace training in Europe », *IZA Discussion Papers*, No. 1640
- Brown and Koetti (2012), « Active Labour Market Programs: Employment Gain or Fiscal Drain », *IZA discussion paper*, No. 6880.
- Card, D., J. Kluge and A. Weber (2010), « Active Labour Market Analysis Policy Evaluations: A Meta Analysis », *Economic Journal*, No. 120.
- Card, D., J. Kluge and A. Weber (2015), « What works? A meta-analysis of recent Active Labour Market », *IZA working paper*, No. 9236.
- Causa, de Serres and Ruiz, (2014), *Can growth-enhancing policies lift all boats?*, *OECD ECO Working papers*, No. 1180.
- Cingano, F. (2014), « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 163, OECD Publishing, Paris.
- Degutis and Urbonavičius S. (2013), *Determinants of Subjective Wellbeing in Lithuania*, *Engineering Economics* 24(1).
- Duval R., J. Elmeskov and L. Vogel (2007), *Structural Policies and Economic Resilience to Shocks*, *OECD Working Paper*, No. 567.
- de Boer et al., (2015) *The effectiveness of Fiscal Stimuli for Working Parents*, *Melbourne Institute Working Paper*, No. 19/15.
- Earle, J et al. (2015), « Recent Employment Dynamics in Lithuania », *Technical Background Paper for the OECD Economic Assessment of Lithuania*.
- Ebeke C. and G. Everaert (2014), « Unemployment and Structural Unemployment in the Baltics », *IMF Working Paper*, No. 14/153.
- Eurobarometer (2014), *Undeclared work in European Union*, Report, European Commission.
- Eurofund (2012), *Fifth European Working Condition Survey*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.
- European Commission (2013), « Situation of Adult Participation in Lifelong Learning in Lithuania », Presentation for Grundtvig Multilateral Project, December 2013.
- European Commission (2014), « Peer Review 'Blended service delivery for jobseekers », *PES to PES dialogue Paper*, European Commission DG Employment, Social Affairs and Inclusion.
- European Commission (2015a), « Country Report: Lithuania 2015 », *Commission Staff Working Document*.
- European Commission (2015b), « The 2015 ageing report: Economic and budgetary projections for the 28 EU countries (2015-60) », *European Economy Series* No. 3.
- Gataulinas A. and R. Zabarauskaite (2014), « Enhancing Motivation to Work in Unemployed Persons: Lithuania in the context of the EU », *European Scientific Journal*, Vol. 10(29).
- Giannella C. et al (2008), « What drives the NAIRU: Evidence from a Panel of OECD countries », *OECD Working Paper*, No. 649.

- IFC (2013), *Jobs Study: Assessing private sector contribution to job creation and poverty reduction*, International Finance Corporation, Washington, DC.
- IMF (2014), « Republic of Lithuania: Article IV », *IMF Country Report No. 14/113*.
- IMF (2015), « Republic of Lithuania: Article IV », *IMF Country Report No. 15/139*.
- Immervoll H. and Pearson M. (2009), *A Good Time for Making Work Pay? Taking Stock of In-Work Benefits and Related Measures across the OECD*, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 81, OECD Publishing.
- Immervoll H. (2009), *Minimum-Income Benefits in OECD Countries: Policy Design, Effectiveness and Challenges*, *IZA Discussion Paper*, No. 4627.
- Immervoll (2015), *Minimum wages after the crisis making them pay*, *OECD Focus*, OECD publishing.
- Immervoll H. and S. Scarpetta (2012), « Activation and employment support policies in OECD countries. An overview of current approaches », *IZA Journal of Labour Policy*, Vol. 1:9.
- Jasilionis and Stankuniene (2012), « Socio-economic Difference Sin Adult Mortality in Lithuania, a census linked study », *Institute for Demographic Research*, No. 3.
- Jurgutis A., Vainiomaki P. and Stasys R. (2011), « Primary Health Care Quality Indicators for a More Sustainable Health Care System in Lithuania », *Management Theory and Studies for Rural Business and Infrastructure development Research paper*, No. 2(26).
- Kluge (2010), « The effectiveness of European Active Labour Market programs », *Labour Economics*, 17.
- Lagenbusher (2015). « How Demanding are Eligibility Criteria for Unemployment Benefits ? Quantitative indicators for OECD and EU countries », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 166, OECD Publishing.
- Lazutka, R., et al. (2013), *Socialinis draudimas Lietuvoje: kontekstas, raida, rezultatai*. Vilnius.
- Lazutka (2014a), « European Minimum Income Network: Country report Lithuania: Analysis and Road Map for Adequate and Accessible Minimum Income Schemes in EU member States », European Commission.
- Lazutka, R. (2014b), « The Minimum Income Scheme Reform in Lithuania », *Ekonomika 2014 Vol. 93(4)*, pp. 24-40.
- Lazutka R., Poviliunas A. (2010). « Lithuania: In-work poverty and labour market segmentation. A Study of National Policies », *European Commission, DG Employment*, p. 37.
- Medaiskis T and Jankauskiene D. (2013), « Pensions, health and long-term care, Analytical support on social protection reforms and their socio-economic consequences (Asisp) », *Country document*, European Commission.
- Masseria et al. (2009), *Primary Care in Europe, Policy Brief from the Directorate General Employment, Social Affairs and Equal Opportunities*, European Commission.
- Ministry of Social Security and Labour (2015) www.socmin.lt/en/family-and-children/social-assistance-to-z2xz/support-to-low-e7u6.html.
- Murauskiene et al. (2013), « Health System Review Lithuania », *Health System in Transition*, Vol. 15.2.
- Navicke and Lazutka (2015), « Work incentives at the bottom of the income distribution and for model families in Lithuania », *EUROMOD Working Paper Series*, EM14/15.
- NRP (2014), *Lithuania: The National reform programme 2014*, Vilnius 2014.
- OECD (2004), *Informal employment and promoting the transition to a salaried economy*, *OECD Employment Outlook 2004*, OECD Publishing.
- OECD (2008), *Declaring work or staying underground: informal employment in seven OECD countries*, *Employment Outlook 2008*, OECD Publishing.
- OECD (2009), *The employment and social policy response to the job crisis*, *OECD Employment Outlook*, OECD Publishing.
- OECD, (2012), *OECD Economic Survey of Germany 2012*, OECD publishing.
- OECD (2013), *Protecting jobs, enhancing ability: A new look at employment protection legislation*, *OECD Employment Outlook 2013*, OECD Publishing.
- OECD (2014a), *How good is your job? Measuring and assessing job quality*, *OECD Employment Outlook 2014*, OECD Publishing.

- OECD (2014c), *Health at a Glance: Europe 2014*, OECD Publishing.
- OECD (2015a), « Investing in Youth: Lithuania », *forthcoming*.
- OECD (2015b), *Activation Policies for more Inclusive labour markets*, Employment Outlook 2015, OECD Publishing.
- OECD, (2015c), « Open Government at the Sector level in Lithuania: Health Sector Case Study, » *OECD Public Governance Review*, OECD Publishing.
- OECD, (2015d), *In it together: why less inequality benefits all*, OECD publishing.
- Pisu M. (2014), « Overcoming Vulnerabilities of Health Care Systems », *OECD Economics Department Working papers*, No.1132, OECD Publishing.
- Poviliūnas, A. (2014), « Investing in Children: Breaking the Cycle of Disadvantage. A Study of National Policies: Lithuania », *Report for the European Commission*, p. 6.
- Schneider, F (2015), « Size and Development of the Shadow Economy of 31 European and 5 other OECD Countries from 2003 to 2015: Different Developments », *mimeo. www.econ.jku.at/members/Schneider/files/publications/2015/ShadEcEurope31.pdf*.
- Sipavičienė, A. and V. Stankūnienė (2013), *The social and economic impact of emigration on Lithuania*, in OECD, *Coping with Emigration in Baltic and East European Countries*, OECD Publishing.
- Stamati and Baeten (2014), « Health Care reform and the crisis, » *ETUI Report*, No. 134.
- Stepurko T. et al. (2015), « Informal payments for health care services: The case of Lithuania, Poland and Ukraine », *Journal of Eurasian Studies*, No. 6.
- Talis J. P. and Arnis S. (2014), *Shadow Economy Index for the Baltic Countries 2009-13*, The Centre for Sustainable Business at SSE Riga.
- Tatsiramos, K (2009), « Unemployment Insurance in Europe: Unemployment Duration and Subsequent Employment Stability », *Journal of the European Economic Association*, Vol. 7(6).
- Venn (2009), « Legislation, Collective Bargaining and Enforcement: Updating the OECD Employment Protection Indicators », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, 89, OECD Publishing.
- Wasmer (2002), « Interpreting Europe and Us Labour Markets Differences: The Specificity of Human Capital Investments », *IZA working paper*, No. 549.
- Whiteford and Adema, (2007), « What works best in reducing child poverty: a work or a benefit strategy », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 51, OECD Publishing.
- Wulfgramm M. and Fervers L. (2013), « Unemployment and Subsequent Employment Stability: does Labour market Policy Matter? », *IZA Discussion Paper*, No. 7193.
- World Bank (2009), « Lithuania Social Sectors Public Expenditure Review », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 51, OECD Publishing.
- Zabarauskaitė, R. (2008). *Skurdo matavimas ir mažinimo kryptys Lietuvoje. Daktaro disertacija (Ekonomika, 04S). Technika. p.166. [Poverty measurement and ways of poverty alleviation in Lithuania. Doctoral Dissertation. Available online: <http://leidykla.vgtu.lt/en/knyga/disertacijos-ir-jusantraukos/1494.html?Itemid=4>].*

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

LITUANIE

ÉVALUATION ÉCONOMIQUE

THÈMES SPÉCIAUX : CONVERGENCE DE LA PRODUCTIVITÉ ; CROISSANCE INCLUSIVE

Dernières parutions

Afrique du Sud, juillet 2015
Allemagne, avril 2016
Australie, décembre 2014
Autriche, juillet 2015
Belgique, février 2015
Brésil, novembre 2015
Canada, juin 2016
Chili, novembre 2015
Chine, mars 2015
Colombie, janvier 2015
Corée, mai 2016
Costa Rica, février 2016
Danemark, mai 2016
Espagne, septembre 2014
Estonie, janvier 2015
États-Unis, juin 2016
Fédération de Russie, janvier 2014
Finlande, janvier 2016
France, mars 2015
Grèce, mars 2016
Hongrie, mai 2016
Inde, novembre 2014
Indonésie, octobre 2016

Irlande, septembre 2015
Islande, septembre 2015
Israël, janvier 2016
Italie, février 2015
Japon, avril 2015
Lettonie, février 2015
Lituanie, mars 2016
Luxembourg, mars 2015
Mexique, janvier 2015
Norvège, janvier 2016
Nouvelle-Zélande, juin 2015
Pays-Bas, mars 2016
Pologne, mars 2016
Portugal, octobre 2014
République slovaque, novembre 2014
République tchèque, juin 2016
Royaume-Uni, février 2015
Slovénie, mai 2015
Suède, mars 2015
Suisse, novembre 2015
Turquie, juillet 2016
Union européenne, juin 2016
Zone euro, juin 2016

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2016-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2016/6
Mars 2016

éditions **OCDE**
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2016
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-26665-0
10 2016 06 2 P



9 789264 266650